Institut d'Etudes Politiques de Lyon

Mémoire de recherche de Master 2 de Science politique

DEPEYRE Mélissa

Les émeutes de l'automne 2005 dans les médias : étude comparée du traitement de cinq quotidiens français

Année universitaire 2007-2008

Sous la direction de HAMIDI Camille

REMERCIEMENTS

Nous tenons tout particulièrement à remercier Camille Hamidi, pour la grande attention et le temps qu'elle a accordé à notre étude. Sans ses nombreux conseils, ses encouragements et son implication, nous n'aurions pu mener à bien ce mémoire.

Nos remerciements vont également à l'ensemble des journalistes du *Monde,* du *Figaro,* de *Libération*, de *L'Humanité* et du *Progrès* qui se sont prêtés à l'exercice des entretiens et qui ont accepté de nous accorder un peu de leur temps.

Enfin, un grand merci à l'ensemble de mes proches et amis pour leur aide et leur soutien plus que précieux. Et tout particulièrement à Natacha Depeyre, Fabrice Morvan, Emilie Depeyre, Martine Depeyre, Jacques Depeyre et Loïc Martin, pour leurs contributions dans les domaines qui sont les leurs, leur écoute sans faille et leur affection.

SOMMAIRE

INTRODUCTION

27 octobre 2005. Des incidents éclatent dans la cité du Chêne-Pointu à Clichy-sous-Bois, à la suite de la mort par électrocution de deux adolescents qui, se croyant poursuivis par la police, se réfugient dans un transformateur EDF. Indignés par la mort de leurs amis, les jeunes du quartier brûlent des voitures et des affrontements ont lieu entre jeunes et forces de l'ordre. Dans les jours qui suivent, les émeutes[1] s'étendent géographiquement et touchent progressivement de nombreuses communes du département de la Seine-Saint-Denis, puis de la région parisienne (Aulnay-sous-Bois, Bondy, La Courneuve, Grigny, Asnières…) et enfin du territoire national dans son ensemble (Rouen, Toulouse, Rennes, Lille, Lyon, Strasbourg…). Pendant près de trois semaines, les banlieues françaises s'embrasent. Environ 300 communes signalent des incidents de gravités diverses[2]. Près de 10 000 voitures de particuliers et presque 30 000 poubelles sont incendiées. Plusieurs centaines de bâtiments publics (écoles, mairies, gymnases, commissariats …) sont dégradés ou incendiés et des centaines de bus, voitures de police et camions de pompiers sont "caillassés" et brûlés[3]. Et le bilan matériel est particulièrement lourd : la Fédération française des sociétés d'assurance, estime la facture, à la fin du mois de novembre 2005, à près de 200 millions d'euros.

Au niveau médiatique, ces émeutes font également grand bruit. En effet, en raison pour partie de leur caractère inédit (leur durée, leur ampleur géographique, et leur coût…), les événements et les réactions qu'elles peuvent provoquer sont largement relayés par les médias et suscitent trois semaines entières – voire plus – d'images, d'articles, de commentaires en continu, dans les médias français mais aussi étrangers. Dès les premiers incidents, les reportages envahissent les pages des magazines, les événements font la une des journaux et ouvrent les 20h des chaînes nationales. Au plus fort des émeutes, c'est entre cinq et sept pages que les quotidiens consacrent aux événements, aux commentaires qu'ils suscitent et aux analyses. Les rédactions des journaux télévisés et des stations de radios, quant à elles,

[1] Nous parlerons d'émeutes par commodité, car c'est le terme consacré et le plus souvent employé, notamment dans les médias. Nous parlerons également souvent « des événements », car il nous semble que ce terme général est plus neutre. Pour autant, le mot « émeute » mais également les autres termes qui ont été employés par les médias comme « violences urbaines », « embrasement» ou encore « révolte », méritent analyse car ils véhiculent des représentations. C'est ce que nous ferons ultérieurement dans le développement de notre étude.

[2] Certains auteurs identifient 280 communes, c'est le cas de Laurent Mucchielli dans *Quand les banlieues brûlent ... Retour sur les émeutes de novembre 2005*, Paris, La Découverte, 2006, 155 p., alors que d'autres comptabilisent 300 communes, comme Gérard Mauger dans son ouvrage *L'émeute de novembre 2005. Une révolte protopolitique*, Broissieux, Ed. Du Croquant, 2006, p. 19.

[3] Mucchielli Laurent et Le Goaziou Véronique (dir.), *Quand les banlieues brûlent... Retour sur les émeutes de novembre 2005*, *op. cit.* p. 14.

consacrent presque la totalité de leur temps d'antenne aux incidents qui secouent les banlieues françaises. Chaque jour, les médias font le récit des nuits de violence, font le bilan du nombre de véhicules incendiés, des affrontements entre jeunes et forces de l'ordre, des bâtiments dégradés, de policiers blessés, réalisent des portraits d'émeutiers ou de jeunes des quartiers, recueillent les réactions des habitants, des élus locaux et nationaux ou encore enquêtent sur la vie en banlieues populaires. Ainsi, comme le soulignent Michel Kokoreff, Pierre Barron et Odile Steinauer dans leur enquête sur les émeutes dans la ville de Saint-Denis, « *pendant trois semaines, c'est l'ensemble de la société française qui a vécu – par écrans interposés ou voie de presse – au rythme des bilans de voitures incendiées et des bâtiments publics et privés dégradés.* »[4] Ainsi, les émeutes qui dureront près de trois semaines, suscitent de la part des médias, un intérêt soutenu et une couverture médiatique intense, faisant de cet épisode un des événements médiatiques les plus importants de ces dernières années[5].

Aussi, notre objet de recherche portera sur cette couverture médiatique, sur le traitement journalistique dont ont fait l'objet les trois semaines d'émeutes qu'a connues la France en 2005. Il s'agira pour nous d'analyser dans le détail le discours médiatique qui a été produit au moment des émeutes et les différentes formes qu'il a pu prendre. Mais ne pouvant analyser l'ensemble du discours médiatique produit sur notre sujet, l'analyse portera plus spécialement sur la presse quotidienne française. Les lectures entreprises pour ce travail de recherche ainsi que mon intérêt pour le journalisme, métier auquel je me destine, ont ainsi suscité l'envie d'explorer la façon dont les médias participent à la constitution d'un événement qui, par leur intervention, devient médiatique. L'intérêt de ce sujet, outre le fait qu'il n'ait jamais été véritablement investigué par le champ scientifique, réside, pour nous, dans le fait qu'il permet d'analyser et de comprendre comment et en quelle mesure les médias participent à la "construction" d'un événement, d'un « *problème social* »[6]. En effet, les lectures de sociologie des mouvements sociaux, montrent – nous y reviendrons lors de notre revue de la littérature – qu'au travers de leur discours et de leur traitement des mouvements sociaux, les médias participent à la construction, dans des proportions diverses selon les auteurs, d'une réalité

---

4 Kokoreff Michel, Barron Pierre et Steinauer Odile, « L'exemple de Saint Denis », in Galland Olivier, De Maillard Jacques, Kokoreff Michel et alii, *Enquêtes sur les violences urbaines : comprendre les émeutes de novembre 2005. Les exemples d'Aulnay-sous-Bois et de Saint-Denis*, Paris, La Documentation française, 2007, p. 71.

5 En témoigne le regain d'intérêt des médias lors de la « date anniversaire » des événements en octobre 2006. Sur ce sujet : Mauger Gérard, « La commémoration médiatique de l'émeute de novembre 2005 » in Pinto Evelyne (dir.), *Pour une analyse critique des médias : le débat public en danger*, Bellecombe-en-Bauges, Ed. du Croquant, 2006, pp. 129-150.

6 Trom Daniel, « La construction des problèmes publics. Définitions de situations dans des arènes publiques », *Réseaux*, vol. 14, n° 75, 1996, p. 51.

sociale. C'est cette "construction" d'une réalité sociale, ou plutôt cette participation à la construction d'une réalité sociale qui constitue, pour nous, l'intérêt de cette exploration. Si les émeutes de 2005 ne peuvent être véritablement considérées comme un mouvement social en raison de leur manque d'organisation et de structuration, en raison de l'absence de porte-parole et de revendications clairement lisibles et de leur répertoire d'action peu "classique", elles peuvent en être rapprochées car il s'agit tout de même d'une action collective à portée protestataire. De plus, si c'est cet événement, les émeutes de l'automne 2005, qui a été choisi pour aborder la question du traitement et de la "construction" des "problèmes sociaux" opérés par les médias, c'est avant tout parce que – nous l'avons dit – il constitue l'un des événements sociaux et médiatiques majeurs de ces dernières années et qu'ainsi, une matière abondante est à notre disposition pour l'analyse du discours médiatique.

Une réalité en partie construite par les médias

A cet égard, les travaux qui traitent des relations entre mouvements sociaux et médias, des effets des médias sur les mouvements sociaux, de leur rôle et de leurs discours, peuvent venir éclairer notre objet d'étude. En effet, même si l'émeute ne peut être complètement assimilée à un mouvement social, elle peut au moins en être rapprochée. Aussi, ces travaux nous permettent de comprendre les dynamiques et les enjeux du discours médiatique, que ce soit lors de manifestations ou d'émeutes.

C'est le cas des travaux de Patrick Champagne qui, dans son article « La construction médiatique des "malaises sociaux" »[7] étudie le traitement médiatique dont font l'objet les mouvements sociaux – les « *malaises sociaux* » comme il les nomme. Selon lui, les médias opèreraient un véritable travail de construction de ces « *malaises sociaux* », les transformeraient en événements médiatiques et participeraient alors à la production d'une représentation sociale. Prenant l'exemple des banlieues françaises et du traitement journalistique qui en est fait, P. Champagne observe que les effets de la médiatisation sont plutôt défavorables car, d'une part, les habitants de ces quartiers qui font partie des *« populations marginales et défavorisées »*[8] seraient « *les moins aptes à pouvoir contrôler leurs représentations eux-mêmes* »[9] et d'autre part, les médias mettraient principalement en

[7] Champagne Patrick, « La construction médiatique des "malaises sociaux" », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1991, n° 90, pp. 64-75.
[8] *Ibid.*, p. 67.
[9] *Ibid.*, p. 68.

avant l'exceptionnel et le spectaculaire, privilégiant les récits et les images de violence, d'insécurité et de soulèvement. Les médias participeraient donc à la stigmatisation des banlieues et à la propagation d'images négatives sur ces quartiers et leurs habitants. De plus, de part le fait qu'ils ne s'intéressent aux banlieues que lors d'événements spectaculaires et violents comme les émeutes, les médias contribueraient à ce que « *les malheurs et les revendications doivent désormais s'exprimer médiatiquement pour espérer avoir une existence publique reconnue et être* […] "*pris en compte*" *par le pouvoir public.* »[10]

Si pour P. Champagne les médias sont les principaux acteurs de la construction sociale, d'autres auteurs envisagent les médias comme l'un des composants du processus de construction de la réalité sociale et des mouvements sociaux. C'est le cas d'Érik Neveu qui considère, dans *Sociologie des mouvements sociaux*[11], que « *les médias ne sont pas un simple support sur lequel se projettent les discours des groupes mobilisés* » mais qu'ils sont « *partie prenante des interactions du mouvement social.* »[12] Ici, les médias ne sont plus vus comme unique entrepreneur de la construction des mouvements sociaux mais sont partie intégrante d'un réseau d'acteurs. Ainsi, selon l'auteur, les médias sont des acteurs à part entière des mouvements sociaux car ils sont convoités et instrumentalisés par les organisateurs des mouvements pour obtenir une visibilité, mais aussi parce que les médias effectuent en continu un travail symbolique – il parle de « *registre thérapeutique* »[13]. Il y aurait donc une relation d'interdépendance entre médias et mouvements sociaux, une relation qu'il qualifie « *d'associés-rivaux* »[14] dans son article « Médias, mouvements sociaux et espaces publics »[15]. Pour l'auteur, il y aurait entre journalistes et porte-parole des mouvements sociaux notamment, un mélange permanent de connivence et de conflit, une relation ambiguë de « *coopération-conflit* »[16] qui porterait, d'une part sur l'accès à l'espace médiatique et d'autre part, sur la définition de la représentation et de l'identité publique du groupe mobilisé. Définition des représentations qui, selon E. Neveu, est « *l'arme la plus efficace des journalistes* [car ils ont la] *capacité d'enfermer les groupes, spécialement les moins riches en ressources, dans des stéréotypes sociaux dévalorisants dont la subversion est particulièrement difficile.* »[17] Et pour ce qui est de l'accès à l'espace médiatique, l'auteur identifie une véritable lutte stratégique. Il parle de « *course aux armements symbolique où*

---

[10] Champagne Patrick, « La construction médiatique des "malaises sociaux" », *art. cit.*, p. 72.
[11] Neveu Erik, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 2005 (1996), 126 p.
[12] *Ibid.*, p. 102.
[13] *Ibid.*, p. 106.
[14] Neveu Erik, « Médias, mouvements sociaux et espaces publics », *Réseaux*, vol. 17, n°98, déc. 1999, p. 39.
[15] *Ibid.*
[16] *Ibid.*
[17] *Ibid.*, p. 44.

chaque camp doit simultanément prendre acte des anticipations stratégiques de l'autre, rentrer dans une logique du don et du contre don. »[18] Et cette course aux armements est d'autant plus dure que d'un côté, le processus de « *professionnalisation des sources* »[19], mis en évidence par Philip Schlesinger, a amené un savoir-faire, en matière de gestion des médias, à un nombre croissant d'acteurs des mouvements sociaux, aujourd'hui capables de formater des événements conçus pour attirer l'attention des médias et que de l'autre, une part des journalistes analyse avec de plus en plus de lucidité les stratégies médiatiques des protestataires. Donc, face à ce jeu complexe d'interdépendance, l'accès et l'utilisation comme ressource des médias de la part des acteurs des différents mouvements sociaux, apparaissent comme peu évidents. Comme le rappelle Arnaud Mercier, auteur de « Mobilisation collective et limites de la médiatisation comme ressource »[20], les médias et notamment la télévision, sont plus souvent une contrainte pour les acteurs mobilisés car c'est une « *ressource aléatoire* »[21], qui a son propre fonctionnement et ses propres logiques. Pour l'auteur, aucun mouvement ne peut-être assuré de maîtriser les représentations sociales produites. Et cela notamment parce que les manifestations de masse ouvrent la voie aux récits subjectifs, que les journalistes décontextualisent les informations diffusées et qu'ils font surtout des choix dans la façon d'orienter la perception du public, en retenant uniquement ce qu'ils souhaitent montrer d'une manifestation.

Ces travaux nous indiquent alors que les médias ne sont pas nécessairement une ressource pour les mobilisations et cela d'autant plus que les groupes "mobilisés" ont eux-mêmes peu de ressources et sont peu organisés. En effet, comme le rappelle Gérard Mauger en s'appuyant sur les propos de Pierre Bourdieu, « *les classes dominées jusque dans la production de leur image sociale et par conséquent de leur identité sociale ne parlent pas, "elles sont parlées"* »[22]. Ce qui fut le cas lors des émeutes de 2005 : le mouvement a été spontané, aucun groupe homogène ne s'est formé et aucun leader, ni représentant n'a pris la tête du mouvement. Au final, personne n'a porté la parole du "groupe", personne n'a été désigné pour s'insérer dans la relation d'« *associés-rivaux* » que décrit E. Neveu. Si l'on suit cette idée, les émeutiers n'ont donc pu véritablement contrôler le discours produit sur les événements et les

[18] Neveu Erik, « Médias, mouvements sociaux et espaces publics », *Réseaux*, *art. cit.*, p. 43.
[19] Schlesinger Philipp, « Repenser la sociologie du journalisme. Les stratégies de la source d'information et les limites du média-centrisme », *Réseaux*, n°51, 1992, pp. 75-98.
[20] Mercier Arnaud, « Mobilisation collective et limites de la médiatisation comme ressource. L'exemple du mouvement pacifiste de 1991 à la télévision française» in Fillieule Olivier (dir.), *Sociologie de la protestation : les formes de l'action collective dans la France contemporaine*, Paris, L'Harmattan, 1993, 287 p.
[21] *Ibid.*, p. 279.
[22] Mauger Gérard, *L'émeute de novembre 2005. Une révolte protopolitique*, *op. cit.*, p. 132.

représentations qui en découlaient et cela a laissé « *le champ libre à ceux qui se sentent autorisés ou qui ont intérêt à dire ce qu'il faut penser de l'émeute et des émeutiers.* »[23]
Si ça n'est pas une ressource évidente, ces travaux nous montrent aussi que si les événements en eux-mêmes existent et ont leur réalité propre, les médias participent à la "construction" de cette réalité. En effet, sans tomber dans le média-centrisme, que dénonce Philip Schlesinger dans son article « Repenser la sociologie du journalisme. Les stratégies de la source d'information et les limites du média-centrisme »[24], pour qui il faut déplacer la focale d'analyse du journalisme vers les stratégies des sources d'information, et sans considérer que les médias sont les seuls acteurs à construire une réalité sociale, comme le fait quelque peu P. Champagne, il faut reconnaître que les médias jouent un rôle important dans la "construction" ou plutôt dans la constitution d'un événement. En effet, à l'instar d'Éric Lagneaux et Pierre Lefébure à propos des grèves des salariés de Renault à Vilvorde[25], nous considérons que les médias et « *les journalistes co-produisent une réalité qu'ils croient parfois naïvement "décrire"* »[26]. Si les événements ont leur réalité propre, les médias participent, aux cotés d'autres acteurs (hommes politiques, intellectuels, scientifiques…), à la constitution d'un événement, d'une réalité sociale. Et s'ils ne sont pas les seuls acteurs, ils ont tout de même, cela en raison de leur fonction et de leur statut, un rôle éminent dans cette "co-production". Parce que, comme l'identifient Éric Lagneaux et Pierre Lefébure pour ce qu'ils appellent « l'affaire Vilvorde », il est difficile de distinguer clairement, l'événement de sa couverture médiatique. Ainsi, les médias ont un rôle prépondérant de "construction" de la réalité sociale d'un événement. Et cela d'autant plus que pour les individus qui ne sont en rien impliqués dans "l'événement", la seule existence palpable qu'a cet événement est son existence médiatique, tout comme la seule réalité qu'ils perçoivent est celle construite et livrée par les médias.

Mais comment cette réalité est-elle "construite" ? Comment les journalistes travaillent-ils ? Un des ouvrages les plus complets sur cette question, est celui d'Érik Neveu**.** Dans *Sociologie du journalisme*[27], il analyse le fonctionnement du travail journalistique. Et pour lui, la compréhension du travail journalistique et donc de sa production, passe notamment par

---

[23] Mauger Gérard, *L'émeute de novembre 2005. Une révolte protopolitique*, *op. cit.*, p. 132-133.
[24] Schlesinger Philipp, « Repenser la sociologie du journalisme. Les stratégies de la source d'information et les limites du média-centrisme », *art. cit.*
[25] Lagneaux Éric, Lefébure Pierre, « La spirale de Vilvorde : médiatisation et politisation de la protestation. Un cas d'européanisation des mouvements sociaux », *Cahiers du Cevipof*, n°22, janvier 1999, pp. 3-200.
[26] *Ibid.*, p. 43.
[27] Neveu Erik, *Sociologie du journalisme*, Paris, La Découverte, 2004, 122 p.

l'étude du journalisme « *en train de se faire* »[28], par l'analyse du cadre et des contraintes de travail des journalistes. « *Comprendre le travail des journalistes, c'est d'abord le regarder en train de se faire, dans les salles et conférences de rédaction, les entretiens, la chasse aux images, le tri des dépêches et des communiqués.* »[29] Pour E. Neveu, l'idée est d'identifier, au travers de l'étude des « *journalistes au travail* »[30], le « *réseau des interdépendances quotidiennes* »[31] qui influencent le travail journalistique, tout comme les contraintes organisationnelles inhérentes aux rédactions, les routines ou encore les rapports aux sources.
Cette vision, est en partie partagée par Sandrine Lévêque qui, dans ses différents travaux sur les journalistes sociaux[32], considère que si « *les propriétés des journalistes, qui investissent le social à un moment donné, contraignent les représentations et les processus de construction de ce domaine spécifique d'information* […] *d'autres contraintes, souvent décrites comme "techniques" ou "professionnelles" encadrent le métier journalistique et les logiques spécifiques de production des nouvelles.* »[33]. Il s'agit pour l'auteur, outre l'étude d'une spécialité journalistique qu'est le social, de comprendre quelles contraintes pèsent sur le discours journalistique. Reprenant les exemples donnés par Martin Sanchez-Jankowski[34], elle identifie notamment le souci d'intérêt, le souci de nouveauté, mais aussi des contraintes plus techniques comme les délais de production, l'accès aux sources ou encore le format. Dans son étude sur le traitement médiatique du mouvement social de décembre 1995, il s'agit pour elle, de comprendre comment les médias avaient saisi la réalité mais également d'analyser ce discours au regard des « *contraintes dans lesquelles s'inscrit le travail des rédactions* »[35]. Pour autant, l'auteur veut se détacher d'une vision "média-centrée" de la construction médiatique et accorde une place importante aux relations des journalistes avec leurs sources. Ainsi pour S. Lévêque, il y aurait une autre forme de "contrainte" qui pèserait sur la construction médiatique : « *celle liée aux pré-constructions de la réalité auxquelles les*

---

[28] Neveu Erik, *Sociologie du journalisme*, *op. cit.*, p. 6.
[29] *Ibid.*
[30] *Ibid.*
[31] *Ibid.*
[32] Lévêque Sandrine, *Les journalistes sociaux : histoire et sociologie d'une spécialité journalistique*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2000, 234 p.
Lévêque Sandrine, « Crise sociale et crise journalistique. Traitement médiatique du mouvement social de 1995 et transformation du travail journalistique », *Réseaux*, vol. 17, n°98, décembre 1999, pp. 89-117.
[33] Lévêque Sandrine, *Les journalistes sociaux : histoire et sociologie d'une spécialité journalistique*, *op. cit.*, p. 197.
[34] Sanchez-Jankowski Martin, « Les gangs et la presse. La production d'un mythe national », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°101-102, mars 1994, pp. 101-118.
[35] Lévêque Sandrine, « Crise sociale et crise journalistique. Traitement médiatique du mouvement social de 1995 et transformation du travail journalistique », *art. cit.*, p. 91.

journalistes sont quotidiennement confrontés »[36]. En effet, pour l'auteur, les journalistes sont « *largement dépendants de sources et d'informateurs extérieurs au champ, qui livrent aux professionnels de l'information des faits déjà chargés de sens.* »[37]

L'article d'Éric Lagneaux et Pierre Lefébure, « La spirale de Vilvorde : médiatisation et politisation de la protestation »[38], offre, quant à lui, une focale intéressante d'analyse et de compréhension des logiques du traitement journalistique. Les auteurs, qui étudient le traitement médiatique du mouvement social des salariés belges de l'usine Renault de Vilvorde en 1997, identifient notamment le fait que si les médias ont des logiques communes, ils ne forment pas un tout homogène en matière de traitement journalistique. Pour les auteurs, « *ils n'y pas seulement une sphère médiatique mais plutôt des entreprises distinctes et parfois concurrentes* »[39]. Ainsi, il y aurait trois paramètres principaux qui expliqueraient les différences de traitement de « l'affaire Vilvorde » : la nationalité du média, sa ligne éditoriale ou politique et sa nature. Ainsi, les agences de presse, la télévision ou la presse, qu'elles soient françaises ou belges, « *de gauche* » ou « *de droite* »[40], n'ont pas traité les grèves et les événements de Vilvorde de la même manière. Il convient donc de prêter attention à tous ces paramètres dans l'étude du traitement médiatique. Mais les auteurs ne veulent pas se réduire à ce type de typologie qui « *a le défaut de ses qualités* »[41] c'est-à-dire « *la simplification excessive* »[42] et intègrent dans leur analyse des caractéristiques telles que « *la position sociale des journalistes, leurs préférences individuelles, voire leur idéologie* »[43]. Avec cette grille de lecture, les auteurs étudient notamment, les variations de l'intérêt médiatique c'est-à-dire la place et le nombre d'articles accordés aux événements selon les différents médias mais aussi les différentes dimensions de l'événement qui ont été traitées, leur présence ou non dans les médias et dans quelle proportion.

Même si cet article analyse le traitement médiatique d'un mouvement social, qui n'a de prime abord que peu de liens avec notre objet d'étude il nous paraît intéressant, comme ceux d'Érik Neveu ou de Sandrine Lévêque, plus généraux, en terme d'appréhension du traitement

---

[36] Lévêque Sandrine, *Les journalistes sociaux : histoire et sociologie d'une spécialité journalistique*, *op. cit.*, p. 197.
[37] *Ibid.*
[38] Lagneaux Éric, Lefébure Pierre, « La spirale de Vilvorde : médiatisation et politisation de la protestation. Un cas d'européanisation des mouvements sociaux », *art. cit.*
[39] *Ibid.*, p. 43. Cette idée est également présente dans les travaux d'Érik Neveu qui préfère notamment parler de « journalismes » au pluriel parce que, selon lui, il existe une pluralité de pratiques journalistiques.
[40] *Ibid.*
[41] *Ibid*, p. 44.
[42] *Ibid.*
[43] *Ibid.*

journalistique, de méthode. Car c'est dans ce type d'approche du travail journalistique et du discours journalistique, plus pragmatique, que notre étude se place. En effet, comme le fait Cyril Lemieux dans son étude sur les fautes qui sont reprochées aux journalistes, intitulée *Mauvaise Presse*[44], nous voulons développer une approche pragmatique et concrète du travail journalistique car nous pensons que la manière dont s'organise le travail des journalistes, les contraintes qui peuvent peser sur leur production sont un facteur explicatif du discours produit. Dans cette étude, C. Lemieux développe un modèle de description sur lequel puisse s'asseoir une critique interne et située du travail journalistique. Développant une approche grammaticale des pratiques journalistiques, il dégage un ensemble de règles – qu'il appelle « grammaires » – auxquelles les « *professionnels de l'information* […] *et leurs interlocuteurs, s'obligent mutuellement selon les situations.* »[45] De ces grammaires sont dérivées un certain nombre de règles pratiques que les journalistes sont amenés à suivre. Si celles-ci ne sont pas respectées, c'est-à-dire si les journalistes ne mobilisent pas la bonne grammaire dans la bonne situation ou manquent aux règles qui leurs sont attachées, ils se mettent en position d'être critiqués. L'auteur met alors en évidence une pluralité de logiques d'action – de grammaires – que les acteurs sont censés mobiliser selon les situations. Il en distingue trois : une grammaire publique que l'on mobilise dans les interactions publiques, une grammaire naturelle, que l'on mobilise dans les interactions privées et une grammaire de la réalisation, qui se situe au carrefour entre les deux autres. Ainsi, lorsque les interactions se déroulent devant un public ou en public, les journalistes ainsi que leurs interlocuteurs tendent à faire preuve de distanciation, d'une certaine forme de recul et d'éloignement. Dans les situations les plus privées les journalistes ainsi que leurs interlocuteurs, à l'inverse, se livrent à ce que l'auteur appelle « *un effort d'engagement* »[46], d'implication. Et pour ce qui est du troisième type de grammaire, la grammaire de la réalisation, cela correspond au fait de savoir ne pas prendre appui sur les mêmes grammaires dans les situations changeantes. Pour l'auteur cela constitue la marque du professionnalisme des journalistes. C'est donc le fait, pour un individu d'apercevoir la limite d'une action dans une situation incertaine.

Même si le travail de C. Lemieux ne sera pas retenu ici pour son contenu et que nous n'appliquerons pas ici sa méthode d'étude du journalisme axée sur des grammaires, cela notamment parce qu'il nous est impossible d'observer la mise en place de ces grammaires en ce qui concerne le traitement de notre objet, sachant qu'il remonte à plus de deux ans, nous

[44] Lemieux Cyril, *Mauvaise presse : une sociologie compréhensive du travail journalistique et de ses critiques*, Paris, Métailié, 2000, 466 p.
[45] *Ibid.*, p. 13.
[46] *Ibid.*

souhaitons tout de même nous inscrire dans ce type de sociologie pragmatique basée sur la compréhension des réalités du travail journalistique et de ces logiques.

Un traitement médiatique spécifique aux phases d'émeutes

Sur le traitement médiatique des émeutes et de ce type d'événement plus généralement, la littérature, même restreinte, apporte également des éléments de réflexion. C'est le cas de l'ouvrage *Médias et violences urbaines*[47], d'Angelina Peralva et Éric Macé, qui porte sur le traitement médiatique des violences urbaines par les médias français. Les auteurs identifient trois régimes distincts de traitement des violences urbaines : un régime de routine, un régime d'exception – propre aux émeutes – et un régime d'amplification. En régime de routine, on observe que généralement les violences urbaines, « *devenues invisibles par banalisation* »[48], sont très peu présentes dans l'espace journalistique. Mais il arrive aussi qu'elles soient parfois subitement dramatisées. En effet, si face à des événements de faible intensité les journalistes réduisent le traitement de ces violences urbaines ou en occultent même l'existence, d'autres acteurs vont tenter de créer l'événement et d'attirer l'attention des médias. C'est le cas notamment des élus ou des associations d'habitants qui, exaspérés par la répétition des violences ou par l'occultation de ces phénomènes, vont tenter de mobiliser les médias, mais aussi des jeunes des quartiers qui, pour attirer l'attention, vont intensifier leurs conduites violentes. Dans ces situations, c'est en fonction du média ainsi que de l'état et de la teneur du débat public que va s'orienter le traitement des événements.

En régime d'exception, à l'occasion de violence exceptionnelles, notamment d'émeutes, ces logiques, que l'on observe clairement dans le traitement routinier des violences, vont se retrouver totalement bouleversées. Les violences qui auparavant n'avaient qu'une très faible lisibilité en raison de leur faible intensité mais également de leur mélange « *d'expressions de délinquance et de révolte* »[49], vont alors acquérir, selon les auteurs, une lisibilité plus importante. Ainsi, « *si le volet délinquant ne disparaît pas, le volet révolte apparaît aux journalistes avec une plus grande netteté, même s'il est rudement concurrencé par une rhétorique politique et policière de disqualification des ressorts conflictuels de la violence*

[47] Peralva Angelina, Macé Éric, *Médias et violences urbaines : débats politiques et construction journalistique*, Paris, La Documentation française, 2002, 219 p.
[48] *Ibid.*, p. 39.
[49] *Ibid.*, p. 40.

émeutière […] *pour la réduire à une violence instrumentale de type mafieux.* »[50]. En effet, pour les auteurs, l'émeute bouleverse les rédactions, au sein desquelles on identifie un conflit d'interprétation des événements. Et ces logiques d'interprétations, débordent le cadre des rédactions et de leurs lignes éditoriales. Lors de ces régimes exceptionnels, on constate également une différence de traitement entre la presse quotidienne régionale et la presse nationale. Si la presse quotidienne régionale déploie des moyens importants lors d'émeutes sur son territoire et reste guidée par un principe de représentativité et de neutralité politique du fait de son statut, la presse nationale, qu'elle soit populaire ou d'opinion, a par définition une approche moins locale, beaucoup plus synthétique et également « *plus directement politique* »[51]. Pour les auteurs, les phases d'émeutes participent donc à la politisation du débat sur les violences urbaines, beaucoup plus qu'en régime de routine.

Quand au régime d'amplification, il correspond aux phases où les rédactions, conscientes de ne pas rendre compte de toute la réalité des violences urbaines, décident de faire des reportages auprès de leurs propres sources et hors contrainte de l'urgence quotidienne et de l'actualité, pour «*"montrer" la "réalité" du terrain* »[52].

Pour ce qui est plus spécialement du traitement médiatique des émeutes de 2005, Gérard Mauger dans son ouvrage *L'émeute de novembre 2005, une révolte protopolitique*[53], met en évidence l'existence, en parallèle des affrontements et des violences, d'une « *émeute de papier* »[54]. C'est-à-dire une lutte, dans et au travers des médias, pour l'imposition de l'interprétation de ces émeutes. En effet, journalistes, hommes politiques, intellectuels, associations ou encore représentants des communautés religieuses, intervenant dans les médias, ont véhiculé leurs discours et leurs représentations des événements. G. Mauger identifie alors des « *conflits d'interprétation* […] [qui] *visaient à imposer une définition légitime de l'émeute et de l'émeutier* »[55] ainsi qu'un répertoire de prises de position particulièrement divers et hétérogène. Mais si ces prises de positions sont diverses, que les arguments mobilisés le sont également, G. Mauger, identifie tout de même deux types de discours : des entreprises de qualification politique, qui selon ses termes, consistent pour leurs

---

[50] Peralva Angelina, Macé Éric, *Médias et violences urbaines : débats politiques et construction journalistique*, *op. cit.*, p. 40.
[51] *Ibid.*, p. 41.
[52] *Ibid.*, p. 42.
[53] Mauger Gérard, *L'émeute de novembre 2005, une révolte protopolitique*, *op. cit.*
[54] *Ibid.*, p. 75.
Mauger reprend ici l'expression de « *manifestations de papier* » précédemment développée par Patrick Champagne dans son article « La manifestation. La production de l'événement politique », *Actes de la recherche en science sociale*, vol. 52-53, juin 1984, pp. 19-41.
[55] *Ibid.*, p. 82.

auteurs à produire une image « *la plus gratifiante possible* »[56] et des entreprises de disqualification politique qui consistent à produire une image « *la plus stigmatisante* »[57]. En effet, alors que d'un côté, les entreprises de disqualification, visent à vider ces émeutes de toute substance politique et cela parce qu'elles correspondraient seulement, pour leurs auteurs, à des agissements de délinquants, de l'autre, les entreprises de qualification visent à appuyer la dimension politique des émeutes. Ainsi, pour les auteurs d'entreprises d'habilitation politique, « *l'émeute est "politique" parce que ses "effets" ou ses "cibles" le sont* » et « *parce que ses causes le sont.* »[58] Ici, les émeutes ne sont pas vues comme l'œuvre de délinquants, bien au contraire, mais comme une « *révolte du précariat* »[59], des « *ghettos* »[60], ou encore des « *minorités visibles* »[61], selon les points de vue. Il y a donc "affrontement" entre deux types généraux de discours. Et pour G. Mauger, « *le sens conféré à l'émeute et les intentions prêtées aux émeutiers dépendent de l'issue des luttes symboliques qui opposent entres elles les diverses entreprises de disqualification et d'habilitation politique et de l'écho qu'elles sont inégalement susceptibles de trouver.* »[62] Cela notamment parce que les émeutiers eux-mêmes n'ont su donner du sens à leurs actions, imposer eux-mêmes leur réalité des émeutes. En ce sens, G. Mauger qualifie ces émeutes de « *révolte "protopolitique"* », car cette révolte est « *susceptible d'être "politisée" (à gauche, mais aussi à droite), mais également d'être convertie en mouvement religieux ou encore dépolitisée, etc.* »[63]

Les travaux sur le traitement médiatique des émeutes étrangères peuvent également éclairer notre étude et soulever d'autres questions comme l'étude américaine de Darnell M. Hunt sur le traitement médiatique des émeutes de Los Angeles en 1992. Dans son ouvrage, *Screening the Los Angeles « riots »*[64], l'auteur tente de mettre en évidence les représentations des médias américains et d'évaluer leur « *pouvoir réel* […] *quant à leurs capacités d'imprimer un regard particulier sur la réalité* »[65]. A travers l'étude d'un extrait de reportage de KKTV, la chaîne locale de Los Angeles, couvrant les premiers moments des événements du 29 avril 1992, D. Hunt, met en évidence le fait que les médias américains et notamment la télévision, qui selon lui sont dénués de toute objectivité et propagent même les postures idéologiques des groupes

---

[56] Mauger Gérard, *L'émeute de novembre 2005, une révolte protopolitique*, *op. cit.*, p. 83.
[57] *Ibid.*
[58] *Ibid.*, p. 99.
[59] *Ibid.*, p. 102.
[60] *Ibid.*, p. 108.
[61] *Ibid.*, p. 113.
[62] *Ibid.*, p. 132.
[63] *Ibid.*, p. 145.
[64] Hunt Darnelle M., *Screening the Los Angeles « riots » : race, seeing and resistance,* Cambridge, Cambridge University Press, 1997, 313 p.
[65] Damon Julien, « Compte-rendu sur l'ouvrage Hunt Darnell M., *Screening the Los Angeles « riots ». Race, seeing, and resistance* », *Revue Française de Sociologie*, vol. 40, n°2, avril-juin 1999, p. 429.

sociaux dominants, auraient développé un schéma d'interprétation simple : il s'agirait d'une émeute et non d'une rébellion ou d'une révolte, liée à la question raciale et non d'une mobilisation contre les inégalités économiques et sociales.[66] Étudiant également la réception de ce message auprès de différentes communautés raciales de la ville de Los Angeles, D. Hunt identifie également une réception "racialisée" de ces émeutes[67]. En effet, si les Blancs, mais aussi dans une moindre mesure les Latinos, sont en accord avec les propos tenus par les médias, ça n'est pas le cas des Noirs. Ainsi, si les Blancs voient dans ce reportage une « *explosion criminelle* »[68] qui nécessite une répression, les Noirs voient plutôt un parti pris de blanc sur les événements, qu'ils analysent, non comme une simple émeute, mais comme un mouvement de protestation à caractère social. C'est le cas également des Latinos, qui comme les Noirs, relient ces événements à des problèmes sociaux plus larges. Ainsi, l'auteur montre que les médias n'ont finalement qu'un pouvoir limité d'imposition des interprétations qu'ils véhiculent, parce que leurs publics mettent en place, en fonction de leurs cadres cognitifs, des stratégies de négociation, d'argumentation et de confrontation par rapport aux informations qu'ils reçoivent – l'auteur va même jusqu'à parler de résistance. Même si notre étude ne porte pas sur la réception des messages médiatiques, l'étude de D. Hunt est intéressante. Il s'agira pour nous d'identifier dans le traitement médiatique français des émeutes de 2005, si cette lecture émeutière et raciale, est mobilisée par les médias français.

Des études scientifiques sur les émeutes de 2005 aux interprétations diverses

Si des luttes d'interprétation ont lieu, dans les médias, pour imposer une définition légitime des émeutes – nous l'avons vu avec G. Mauger – ce type de débat se retrouve également dans les productions scientifiques. Nombre d'auteurs, au travers de leurs études, tentent de définir ces émeutes, de les expliquer et de leur donner un sens. Au centre de leur questionnement : ces émeutes sont-elles un mouvement social ? Voire même politique ? Pourquoi ont-elles eu

[66] D. Hunt met en évidence quatorze facteurs explicatifs des émeutes – qu'il nomme « hypothèses » (*assumptions*), développés par KKTV. Parmi ces principales hypothèses, on retrouve l'idée que les événements qui se déroulent sont bien des « émeutes » (*riots*) et non une « rébellion », une « insurrection » ou une « révolte », que le vote, par opposition aux événements en cours est une voix plus appropriée pour le changement social, que la police aurait dû être significativement présente sur les lieux-clés des événements ou encore, pour ne citer que quelques exemples, que la dimension raciale est centrale dans ces événements. L'auteur, s'est appuyé sur l'observation ethnographique des groupes lors des projections ainsi que sur l'analyse des conversations et réactions qui ont lieu par la suite.

[67] Pour observer la réception du discours médiatique, l'auteur projette à trois groupes « racialement » homogènes (les Noirs, les Blancs et les Latinos) le reportage de KKTV et observe leur réaction.

[68] Damon Julien, « Compte-rendu sur l'ouvrage Hunt Darnell M., *Screening the Los Angeles « riots ». Race, seeing, and resistance* », *art. cit.*, p. 429.

lieu ? Qu’elles en sont les causes ? etc. Et nous allons le voir, leurs avis peuvent être assez divergents. Mais au-delà du débat purement scientifique, ces prises de position, ces visions des événements peuvent être éclairantes sur celles que peuvent mobiliser les médias. En effet, les différentes analyses produites par le champ scientifique nous sont utiles pour envisager le type de représentations que peuvent avoir les individus à propos des émeutes de 2005. Il s’agira pour nous d’identifier la présence ou l’absence de certaines représentations repérées dans les travaux scientifiques, dans le discours médiatique et de voir quelles différences marquent les approches des deux champs.

Une partie significative de ces travaux scientifiques se sont attachés à rendre compte de l’arrière plan des événements, de leur contexte, en s'efforçant de dégager les facteurs, circonstanciels ou durables, permettant d'expliquer la survenue de ces émeutes. On peut citer ici, les travaux de Stéphane Beaud et Michel Pialoux, notamment leur contribution dans l’ouvrage collectif *Banlieue, lendemain de révolte*[69] qui revient sur les émeutes de 2005 mais aussi leur ouvrage traitant des émeutes de 2002 dans la ZUP de la Petite-Hollande à Montbéliard : *Violences urbaines, violence sociale. Genèse des nouvelles classes dangereuses*[70]. Selon eux, les émeutes que connaît régulièrement la France depuis quinze ans, s’inscriraient « *dans un “ordre des choses”* [qui renverrait] *à des phénomènes structurels tels que : chômage des jeunes non ou peu diplômés, précarisation sans issue, aggravation de la ségrégation urbaine, échec scolaire, paupérisation et déstructuration des familles populaires habitant en HLM, discriminations à l'embauche, racisme ordinaire etc.* »[71] L’émeute serait un « *symptôme* »[72] du processus de paupérisation et de précarisation des classes populaires en général et des jeunes de banlieue en particulier. Ces phénomènes contribueraient, au final, à « *fabriquer les dispositions sociales et les systèmes d’attitudes de ces jeunes des cités* »[73] et produiraient, sur le long terme, une véritable violence sociale susceptible d’éclater à tout moment. Cette idée, développée par S. Beaud et M. Pialoux, se retrouve également dans les travaux de Michel Kokoreff, qui estime, dans son article « Comprendre le sens des émeutes de

---

[69] Beaud Stéphane, Pialoux Michel « La “racaille” et les “vrais jeunes” : critique d’une vision binaire du monde des cités », in Autain Clémentine, Beaud Stéphane, Bertho Alain (alii.), *Banlieue, lendemains de révolte*, Paris, La Dispute, 2006, pp. 17-27.
[70] Beaud Stéphane, Pialoux Michel, *Violences urbaines, violence sociale. Genèse des nouvelles classes dangereuses*, Paris, Fayard, 2003, 426 p.
[71] Beaud Stéphane, Pialoux Michel, « La “racaille” et les “vrais jeunes” : critique d’une vision binaire du monde des cités », *op. cit*., p. 18.
[72] Beaud Stéphane, Pialoux Michel, *Violences urbaines, violence sociale. Genèse des nouvelles classes dangereuses*, *op.cit*., p. 16.
[73] *Ibid*., p. 17.

l'automne 2005 »[74] mais aussi plus récemment dans son ouvrage *Sociologie des émeutes*[75], que ces phénomènes de chômage, de ségrégation urbaine et scolaire, de discrimination culturelle et de stigmatisation religieuse « *s'inscrivent dans une spirale de la dégradation des classes populaires* »[76] et produisent un « *sentiment de relégation et d'injustice* »[77].
Cyprien Avenel, sociologue, dans son article « Les émeutiers de la politique de la ville »[78], parle quant à lui « *d'une lame de fond travaillant le "problème des banlieues" depuis plus de trente ans* », « *d'un socle commun* » des violences émeutières qui renverraient « *aux effets de la crise économique, des parcours scolaires et de la mise en place des dynamiques de ghettoïsation et de stigmatisation à partir des années 1970.* »[79]
Selon ces auteurs, les émeutes et les actes violents qui ont eu lieu, seraient donc le fruit d'un contexte structurel pesant, de la violence sociale latente qui conditionnerait et déterminerait les comportements des jeunes de quartiers en situation de désespérance.

Loin d'écarter cette idée, Hugues Lagrange et Marco Oberti, qui ont dirigé l'ouvrage collectif *Émeutes urbaines et protestations : une singularité française*[80], estiment que le phénomène est plus complexe et qu'il s'explique par « *l'imbrication* »[81] de plusieurs types de facteurs. « *Pour comprendre ces événements, il faut tenir compte à la fois de la ségrégation et des dimensions ethnoraciales.* »[82] Selon eux, les événements « *sont bien l'expression d'une relégation et d'un profond ressentiment qui met simultanément en jeu des dimensions sociales (origine populaire), spatiales (cités dégradées et stigmatisées, à haut niveau de ségrégation) et ethnoraciales (jeunes issus de l'immigration africaine, directement concernés par les discriminations et le racisme).* »[83] C'est ici l'originalité de cette thèse qui est une des seules, tout du moins dans le champ scientifique, à mettre en avant la dimension ethnoraciale. Même s'il leur paraît dangereux de percevoir les événements de 2005 « *comme la conséquence exclusive d'une fragmentation de la société française sur une base ethnique et raciale* »[84], ils

---

[74] Kokoreff Michel, « Comprendre le sens des émeutes de l'automne 2005 », *Regard sur l'actualité*, n° 319, mars 2006, pp. 15-25.
[75] Kokoreff Michel, *Sociologie des émeutes*, Paris, Ed. Payot, 2008, 335 p.
[76] *Ibid*., p. 15.
[77] *Ibid*., p. 16.
[78] Avenel Cyprien, « Les émeutiers de la politique de la ville. Des espoirs d'intégration aux désespoirs d'insertion », *Mouvements*, n° 44, mars-avril 2006, pp. 36-44.
[79] *Ibid*., p. 37.
[80] Lagrange Hugues, Oberti Marco, *Émeutes urbaines et protestations. Une singularité française*, Paris, Presses de Science Po, 224 p.
[81] *Ibid.*, p. 13.
[82] *Ibid.*, p. 14.
[83] *Ibid.*
[84] *Ibid.*, p. 206.

mettent en avant le fait que les villes qui ont été touchées, notamment lors de la première phase des affrontements – la phase parisienne allant du 27 octobre au 5 novembre – sont essentiellement des communes où les jeunes originaires d'Afrique noire sont les plus nombreux. C'est donc le cas pour les communes parisiennes (Clichy et Montfermeil, Aulnay, Mantes-la-Jolie, Bondy, Noisy-le-Grand etc.) mais aussi pour les communes de l'Ouest de la France qui ont été touchées assez tôt, comme Le Havre, Rouen ou Cléon, où l'immigration sénégalaise et malienne est importante. Pour les auteurs, c'est principalement cela qui distingue ces émeutes de celles de 1980 et du début des années 1990, c'est-à-dire les zones géographiques touchées et par conséquent les acteurs impliqués.

S'opposant aux explications socio-économiques de l'embrasement des banlieues françaises – que nous venons d'évoquer – Danièle Joly, dans son récent ouvrage *L'émeute, ce que la France peut apprendre du Royaume-Uni*[85], adopte une posture plus macrosociologique et place le facteur explicatif de ces émeutes dans l'échec de la France à intégrer ces minorités. L'auteur envisage les émeutes de 2005 à l'aune de l'histoire de l'immigration française et du traitement qui en a été fait depuis la fin du colonialisme. En comparant la France au Royaume-Uni qui a connu le même type d'émeutes dans les années 1980, elle conclut que même si « *tout n'est pas rose* »[86], le Royaume-Uni, face à des défis comparables à ceux que connaît la France, « *a su inventer des modes de traitement politique qui, dans l'ensemble se révèlent mieux adaptés* »[87]. Mais pour appuyer cette thèse, l'auteur passe presque totalement sous silence la nouvelle série d'émeutes qu'a connue la Grande-Bretagne dans les années 2000. Érigé en modèle par l'auteur, le Royaume-Uni n'a pourtant pas totalement réglé ses problèmes de violences urbaines. Pour autant, c'est au regard de cette expérience britannique que D. Joly met au jour plusieurs failles dans le modèle d'intégration "à la française" et la gestion des populations immigrées. Elle pointe notamment l'absence de programme social ciblé, le manque de possibilités de participation à la vie publique et politique des populations immigrées, les messages négatifs que véhiculent certaines lois, discours ou attitudes des hommes politiques et des médias, le manque de reconnaissance des différences culturelles et ethniques qui composent la population française, l'absence de politique efficace contre la discrimination et le racisme … Selon elle, les émeutes et les formes qu'elles peuvent prendre seraient donc liées à l'histoire de l'immigration de chaque pays et la France aurait fort à apprendre de l'expérience britannique.

---

[85] Joly Danièle, *L'émeute, ce que la France peut apprendre du Royaume-Uni*, Paris, Denoël, 2007, 327 p.
[86] *Ibid.*, p. 13.
[87] *Ibid.*, p. 12.

D'autres auteurs, qui ont mené des analyses plus microsociologiques, plus axées sur les trajectoires des jeunes émeutiers, tentent de comprendre les raisons de leur engagement. C'est le cas de l'équipe de sociologues, parmi lesquels Olivier Galland et Michel Kokoreff, qui ont collaboré au rapport du Centre d'analyse stratégique, intitulé « Enquêtes sur les violences urbaines : comprendre les émeutes de novembre 2005 »[88], qui ont réalisé deux enquêtes de terrain sur Aulnay-sous-Bois et Saint-Denis. Ainsi, grâce aux entretiens qu'ils ont réalisés auprès des jeunes des quartiers concernés, les auteurs tentent d'expliquer « *les ressorts qui avaient conduit certains jeunes à prendre part à des violences ou au contraire à s'en distancier* »[89]. Et c'est tout l'intérêt de cette étude qui, outre le fait de montrer au travers de la comparaison des deux villes, que l'environnement social, institutionnel et associatif influe sur le déclenchement des violences et sur leur résolution, que chaque ville a connu des séquences de violences différentes, à l'intensité et aux formes différentes, nous livre également le témoignage de plusieurs jeunes émeutiers et les motifs de leur participation. Remettant en cause la distinction dichotomique entre émeutiers et non émeutiers souvent utilisée dans les médias, les auteurs remarquent tout d'abord des degrés de participation multiples, qui, selon eux, sont difficiles à évaluer. Olivier Galland, auteur de l'enquête sur Aulnay-sous-Bois, propose une classification des jeunes selon quatre degrés d'implication : le jeune non-engagé qui se montre plus ou moins indifférent, voire même critique ; le spectateur passif qui observe de chez lui les événements et les commente ; le spectateur actif qui se trouve dans la rue au moment des émeutes, regarde, voire même applaudit, rit ou insulte les forces de l'ordre et enfin le jeune engagé qui participe physiquement aux émeutes en étant incendiaire ou en participant aux affrontements avec la police.

Pour ce qui est des motifs d'implication – sur lesquels nous reviendrons plus en détail dans la première partie de notre étude – les auteurs en identifient un certain nombre, divers selon les jeunes[90]. Ainsi, le motif le plus avancé par les jeunes interrogés est la volonté de se montrer dans l'espace public et de s'exprimer. La référence à la cause de la révolte des jeunes de Clichy-sous-Bois, soit la mort des deux adolescents le 27 octobre, est également abondamment évoquée, même si les auteurs constatent que les émeutes se sont rapidement détachées de cette cause initiale. Viennent ensuite : l'opposition au ministre de l'Intérieur de

[88] Galland Olivier, De Maillard Jacques, Kokoreff Michel et alii, *Enquêtes sur les violences urbaines : comprendre les émeutes de novembre 2005. Les exemples d'Aulnay-sous-Bois et de Saint-Denis*, Paris, La Documentation française, 2007, 140 p.

[89] *Ibid.*, p. 5.

[90] Nous reprendrons ici la classification des motifs présentés dans l'enquête d'Olivier Galland, mais ils sont sensiblement les mêmes que ceux présentés par Michel Kokoreff sur Saint-Denis.

l'époque, Nicolas Sarkozy et la confrontation avec les forces de l'ordre. Puis la relégation scolaire et professionnelle ainsi que la discrimination à l'embauche. Pour les auteurs, ces causes expliqueraient les incendies d'écoles et d'entrepôt, symboles de leur frustration, de leur échec scolaire et de leur difficulté d'accéder à des emplois. Certains jeunes, plus minoritaires invoquent également une dimension ludique des émeutes. Cette étude montre ainsi que les degrés d'implication et les motifs de participation sont divers et ne peuvent être réduits à une seule cause.

C'est également ce que tente de montrer Laurent Mucchielli dans sa contribution à l'ouvrage qu'il co-dirige avec Véronique Le Goaziou, *Quand les banlieues… Retour sur les émeutes de novembre 2005*[91]. Moins exhaustif, mais se basant également sur des entretiens réalisés auprès d'une douzaine d'émeutiers d'un quartier classé « zone urbaine sensible » du département des Hauts-de-Seine, il distingue deux séries de raisons qui ont poussé les jeunes de ce quartier à participer à ces émeutes. La première série de raisons, qui n'est pas systématiquement évoquée par les émeutiers est relative aux événements déclencheurs des émeutes. C'est-à-dire, à la mort des deux adolescents à Clichy-sous-Bois, ou encore l'épisode de la grenade lacrymogène "tirée" en direction d'une mosquée à Clichy. Ces deux épisodes sont avant tout évoqués pour mettre en avant la responsabilité de la police et l'attitude du ministre de l'Intérieur de l'époque. La seconde série de raisons, qui se retrouve dans la quasi-totalité des témoignages des jeunes, fait quant à elle référence à leur expérience de vie quotidienne, ce que l'auteur appelle un « *vécu d'humiliations multiples accumulées* »[92]. Selon L. Mucchielli, ce serait cette expérience de vie quotidienne, ces humiliations à répétition qui forgeraient en profondeur la « *rage* »[93] que les jeunes ressentent. Pour expliquer leur engagement dans les émeutes et lorsqu'ils font référence à cette expérience humiliante de vie quotidienne, les jeunes parlent de discrimination à l'embauche (peu en parlent), la plupart, font remonter à leur sentiment d'injustice et d'humiliation à l'école et tous, sans exception, parlent du comportement des policiers considérés comme peu respectueux. Ainsi, pour l'auteur, la vengeance envers les policiers peut être considérée comme la principale motivation des émeutiers[94].

---

[91] Mucchielli Laurent, « Les émeutes de novembre 2005 : les raisons de la colère », in Mucchielli Laurent et Le Goaziou Véronique, *Quand les banlieues brûlent... : retour sur les émeutes de novembre 2005*, Paris, La Découverte, 2006, pp. 11-35.

[92] *Ibid.*, p. 24.

[93] *Ibid.*

[94] Idée également présente dans un article publié par l'auteur : Mohammed Marwan, Mucchielli Laurent, « La police dans les quartiers populaires : un vrai problème ! », *Mouvements*, n° 44, mars-avril 2006, pp. 58-66.

Sebastian Roché, dans son ouvrage *Le frisson de l'émeute*[95], met également fortement en avant les mauvaises relations chroniques entre la population des banlieues et la police – dues notamment aux contrôles d'identités à répétition et aux pratiques quasi-exclusivement offensives dans les banlieues défavorisées – pour expliquer la participation des jeunes aux affrontements. Mais il se distingue fortement de L. Mucchielli car il considère que « *le choix de participer aux émeutes a des raisons qui ne sont pas seulement le sentiment d'injustice, d'abandon ou le désir de revanche vis-à-vis de la police* »[96]. Il avance pour preuve, le fait que tous les habitants des quartiers où se sont déroulées ces émeutes n'ont pas participé. Pour lui, la participation des jeunes – des « *rioteux* »[97] comme il les appelle – s'expliquerait aussi par le « *goût du frisson* »[98], par le goût du risque, par ce que le sociologue Jack Katz appelle la « *séduction du crime* ». Il explique alors que « *lors des agitations urbaines, les rioteux ont une occasion rêvée de se rapprocher de la limite, de côtoyer le danger, de le caresser, de jouer avec le feu.* »[99] C'est dans cette recherche du frisson que S. Roché voit l'élément décisif de la participation à ce type d'événements.

D'autres études enfin, moins portées sur les causes de ces émeutes, tentent d'interroger la dimension politique de ces émeutes. Ainsi, dans la lignée de G. Mauger, beaucoup d'auteurs identifient ces émeutes comme un phénomène proto ou infra politique et cela parce que les acteurs impliqués seraient totalement coupés des canaux classiques d'expressions, sans représentants, sans interlocuteurs politiques identifiés et seraient peu impliqués dans la vie civile. Cette idée se retrouve dans l'article de Bertrand Hériard Dubreuil**,** « Une crise sans représentants »[100], où est mis en lumière le caractère « *infra-politique* » de l'émeute, *« encore en quête de représentants* »[101] mais aussi dans les travaux de Didier Lapeyronnie qui dans son article, « Les émeutes urbaines, en France, en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis »[102] envisage l'émeute comme « *une sorte de protestation "proto-politique", une violence qui surgit quand une partie de la population s'estime à la fois victime des mécanismes sociaux et du mépris et ne dispose pas des canaux politiques pour exprimer ses revendications et faire*

[95] Roché Sebastian, *Le frisson de l'émeute. Violences urbaines et banlieues*, Paris, Seuil, 2006, 221 p.
[96] *Ibid.*, p.128.
[97] Mot formé avec le mot « riote » qui signifiait « querelle » en ancien français et qui a donné le nom anglophone pour désigner les émeutes « riots ».
[98] *Ibid.*, p.131.
[99] *Ibid.*, p.129.
[100] Hériard Dubreuil Bertrand, « Une crise sans représentants », *Projet*, n° 299, juillet 2007, pp. 63-70.
[101] *Ibid.*, p. 63.
[102] Lapeyronnie Didier, « Les émeutes urbaines, en France, en Grande-Bretagne et aux États-unis », *Regard sur l'actualité*, n° 319, mars 2006, pp. 5-14.

reconnaître sa participation à la vie civile. »[103] L'émeute serait donc l'« *annonce d'une action se cherchant* »[104], comme l'avance Michel Wieviorka**.** Dans *Violence en France*[105], un ouvrage plus général sur les violences urbaines que connaît la France depuis les années 1970, qu'il publie en 1999, il définit l'émeute comme d'une part, « *post-politique* »[106] en ce sens qu' « *elle témoigne* […] *de l'épuisement des modalités de traitement politique et institutionnel, telles qu'elles ont fonctionné après guerre* »[107] et d'autre part, « *pré-politique* »[108] parce qu'elle est l'expression « *d'un manque politique en matière de traitement démocratique de demandes sociales (renvoyant aux inégalités et à l'exclusion), culturelles (dans la mesure où les acteurs revendiquent le respect, la dignité, voire la reconnaissance) et civiques (appel à une citoyenneté déniée ou vécue comme artificielle).* »[109].

Mais d'autres auteurs vont plus loin et mettent en avant le caractère pleinement politique de ces émeutes. L'adjointe à la mairie de Paris**,** Clémentine Autain, qui signe l'introduction de l'ouvrage collectif, *Banlieue, lendemains de révolte*, résume bien cette thèse, développée par de nombreux sociologues : « *Peut-on accepter l'idée d'un mouvement sans conscience, fait de petites frappes et de gamins mal éduqués ? Ce serait oublier que les voies traditionnelles de l'expression sont de plus en plus discréditées. (...) Les jeunes n'ont pas épousé les règles de l'art militant mais leurs gestes portent une forte signification politique.* »[110].

Cette idée se retrouve notamment dans l'ouvrage de Laurent Mucchielli et Véronique Le Goaziou**,** qui considèrent les émeutes de l'automne 2005 comme une « *forme élémentaire de la contestation politique* »[111]. Selon eux, « *certes, les émeutiers n'ont pas écrit de tracts et de banderoles, ils n'ont pas fait signer de pétition, ils n'ont pas ouvert de sites internet et organisé des manifestations dans les centres-villes en criant leurs slogans et leurs revendications* »[112] mais il faut comprendre que « *les jeunes des quartiers populaires n'ont pas de culture politique formée, aucun moyen matériel et aucune organisation syndicale ou politique capable de les défendre et de les encadrer de manière fédérative, en d'autres termes qu'ils sont privés de tout accès à un quelconque moyen conventionnel d'action politique* »[113].

---

[103] Lapeyronnie Didier, « Les émeutes urbaines, en France, en Grande-Bretagne et aux États-unis », *op. cit.*, p. 12.
[104] Wieviorka Michel (dir.), *Violence en France*, Paris, Seuil, 1999, p. 20
[105] *Ibid.*
[106] Wieviorka Michel (dir.), *Violence en France, op cit.*, p. 30.
[107] *Ibid.*
[108] *Ibid.*
[109] *Ibid.*, p. 31
[110] Autain Clémentine, Beaud Stéphane, Bertho Alain (alii.), *Banlieue, lendemains de révolte, op. cit.*, pp. 10-11.
[111] Mucchielli Laurent et Le Goaziou Véronique, « Conclusion » in Mucchielli Laurent et Le Goaziou Véronique (dir.), *Quand les banlieues brûlent... : retour sur les émeutes de novembre 2005, op. cit*. p., 159.
[112] *Ibid.*
[113] *Ibid.*, p. 160.

Pour les auteurs, ces émeutes portent un véritable message politique, elles sont le fruit d'une indignation collective, d'un besoin de reconnaissance et d'une demande de citoyenneté. Et si elles n'ont pu prendre une forme plus conventionnelle, ou « *d'autres formes plus immédiatement compréhensibles* »[114], c'est notamment dû à l'échec de la politique de la ville, qui avait pourtant pour ambition d'accroître la participation des habitants des quartiers à la vie locale et à l'absence de représentation politique forte de ces populations.

Mais pour Michel Kokoreff dans son article « Avons-nous oublié les émeutes de novembre 2005 »[115], si ces émeutes ont un caractère éminemment politique ça n'est pas uniquement parce que le message des jeunes émeutiers porte une signification politique. C'est aussi parce que la gestion des événements et ses effets sont politiques. S'il reconnaît que les émeutes de 2005 ont été l'expression d'un profond sentiment d'injustice, un moment d'expression d'une « *tension entre déni de citoyenneté et aspiration égalitaire et expérience de l'indignité et demande de respect* »[116], il ajoute qu'en dépit du maintien de l'ordre qui a contribué à « *dépolitiser la colère légitime de ceux qui occupent la rue, en la disqualifiant* »[117], la gestion de la crise par le gouvernement a contribué à donner aux émeutes une « *coloration politique* »[118]. Et au delà de la seule gestion de crise, l'auteur remarque que le traitement des violences a rapidement « *délaissé la rubrique des faits divers pour s'imposer au sommet de l'État et remettre au goût du jour les questions des quartiers populaires et des politiques de la ville.*»[119] Pour M. Kokoreff, les émeutes seraient donc politiques en ce sens que leurs causes, leur gestion et leurs effets le sont.

Pour Alain Bertho, le caractère politique des événements se situe à un tout autre niveau. Dans son article « Nous n'avons vu que des ombres »[120], il avance le fait que les émeutes de 2005 peuvent être considérées comme un véritable mouvement politique en raison de leur extension inédite à l'ensemble du territoire français. Pour l'auteur, « *il ne s'agit plus d'incidents ou d'émeutes localisées. Il s'agit d'un mouvement profond, certes enraciné dans des situations locales mais au travers duquel les acteurs se constituent une subjectivité partagée*. »[121]

A contrario des travaux que nous venons d'évoquer, Sebastian Roché réfute totalement cette idée d'un mouvement politique, qu'il soit pleinement politique ou protopolitique. Selon lui, « *la protestation et sa forme radicale, la révolution, supposent une conscience politique,*

[114] Mucchielli Laurent et Le Goaziou Véronique, « Conclusion », *art. cit.*, p. 160.
[115] Kokoreff Michel, « Avons-nous oublié les émeutes de 2005 ? », *Projet*, n° 299, juillet 2007, pp. 71-80.
[116] *Ibid.*
[117] *Ibid.*, p. 74.
[118] *Ibid.*
[119] *Ibid.*, p. 75
[120] Bertho Alain, « Nous n'avons vu que des ombres », *Mouvements*, n° 44, mars-avril 2006, pp. 26-30.
[121] *Ibid.*, p. 28.

même embryonnaire, une organisation de type politique (un mouvement, une base professionnelle, associative, ou même plus informelle), des revendications politiques […] *et des leaders porteurs de ces revendications.* »[122] Or dans les émeutes de novembre 2005, l'auteur n'identifie aucune de ces composantes. Il ne décèle aucune forme de politisation des émeutiers, aucune organisation du mouvement ni revendications politiques car selon lui, si « *les groupes sont unis contre la police* », ils ne le sont « *pas assez pour former une alliance positive menant à la formulation de revendications ou même simplement de griefs* »[123] et encore moins de leaders. Pour S. Roché, le mouvement, conduit par une majorité de délinquants à la recherche du frisson, « *est désespérément silencieux, ce qui donne lieu à une "sur-interprétation". Les commentaires tiennent la place de revendications désespérément absentes.* »[124].

Ainsi, nous venons de le voir, les interprétations des émeutes, de leurs causes et de leur portée ont été très diverses. Si certains identifient la cause de ces émeutes dans un contexte social et structurel en crise, d'autres le voient dans l'échec de la France à intégrer ses minorités. Si certains identifient les raisons de l'engagement des émeutiers dans un « *vécu d'humiliations multiples* », dans la colère provoquée par la mort de leur camarade ou dans un besoin de s'exprimer et de se faire entendre, d'autres considèrent que c'est avant tout la dimension ludique des événements, le goût pour « *le frisson de l'émeute* » qui a poussé les jeunes à participer aux violences. Et si certains voient dans ces événements un phénomène infra-politique, d'autres les considèrent comme totalement politique et d'autres encore nient complètement l'existence de ce caractère politique. Il s'agira pour nous d'identifier dans le discours médiatique la présence ou non de ces représentations des événements.

Immigration, islam, post-colonialisme : d'autres représentations qui peuvent peser

Si les travaux scientifiques sur les émeutes de 2005 mettent au jour certaines représentations que peuvent avoir les individus sur les événements, d'autres représentations plus générales, peuvent intervenir dans la perception des émeutes de 2005. Ainsi, ces précédents travaux peuvent être éclairés par d'autres travaux sur les représentations de la société française dans son ensemble mais aussi des médias, sur l'immigration, l'islam ou

[122] Roché Sebastian, *Le frisson de l'émeute. Violences urbaines et banlieues*, *op. cit.*, p. 43.
[123] *Ibid.*, p. 48.
[124] *Ibid.*

encore le post-colonialisme. Et ces travaux sont intéressants au regard de notre objet d'étude car très souvent, un amalgame est opéré entre banlieue, immigration et parfois même islam et qu'une vision post-coloniale peut persister dans la perception des immigrés.

Cette amalgame entre jeunes des quartiers, immigration et islam est notamment mis en évidence par Vincent Geisser, sociologue, dans son livre *La nouvelle islamophobie*[125] : « *alors que la grande majorité des enfants issus de l'immigration africaine, maghrébine et turque sont aujourd'hui des nationaux français, les taxinomies persistent à les désigner comme des "jeunes arabo-musulmans", processus de stigmatisation qui combine à la fois un référent ethnique (arabe) et un référent religieux (musulman), sans oublier bien sûr la référence à leur "juvénilité", censée être porteuse de désordre*. »[126]. L'auteur va même plus loin et identifie, depuis le début des années 1980, une nouvelle forme d'islamophobie qui ne serait pas une simple transposition du racisme populaire anti-arabe, anti-maghrébin et anti-jeunes des banlieues que l'on connaissait auparavant mais serait avant tout une religiophobie, une peur de la religion musulmane. Et pour l'auteur, cette nouvelle islamophobie n'est pas seulement un « *phénomène populaire, un "racisme de petits Blancs"* [...], *elle constitue aussi très largement un phénomène intellectuel et médiatique, dont les principaux vecteurs sont les leaders d'opinion (éditorialistes, philosophes, écrivains, universitaires, etc.)* »[127]. Et ces leaders d'opinion ont un rôle particulièrement important dans la construction d'une image de l'islam et des musulmans.

Sur cette question de la construction d'une image et des musulmans, l'ouvrage de Thomas Deltombe, journaliste, *L'islam imaginaire*[128], peut être éclairant sur les représentations des médias sur cette question. Pour l'auteur, les discours tenus sur « l'islam de France » et l'islam en général, depuis 1975, dans les médias et la télévision française en particulier véhiculeraient ce qu'il appelle un « *islam imaginaire* »[129], c'est-à-dire une certaine version de l'islam qui serait moins « *le reflet d'un hypothétique "islam réel" que le miroir d'imaginaires qui traversent la société française*. »[130]. Et cet « *islam imaginaire* » aurait évolué au cours du temps, passant par plusieurs étapes. L'auteur en identifie trois : la première débute avec la naissance progressive d'un « islam de France » à la télévision, entre le milieu des années 1970 et la fin des années 1980. La crise pétrolière et la révolution iranienne de 1977 et 1979

---

[125] Geisser Vincent, *La nouvelle islamophobie*, Paris, La Découverte, 2003, 122 p.
[126] *Ibid.*, p. 11
[127] *Ibid.*, p. 114
[128] Deltombe Thomas, *L'Islam imaginaire : la construction médiatique de l'islamophobie en France : 1975-2005*, Paris, La Découverte, 2005, 382 p.
[129] *Ibid.*, p. 8
[130] *Ibid.*

incitent les médias à s'intéresser à l'islam et par extension à l' « islam de France ». A cette époque, l'immigration est perçue de plus en plus comme un problème et l'islam est vu, par les médias, comme incompatible avec la société française. On assiste alors à un « *transfert de responsabilité* » et « *les immigrés, jadis victimes du racisme, deviennent coupables d'un déficit d'intégration.* »[131]. La seconde étape, celle des années 1990, voit émerger dans les médias, de nouvelles bipolarités. Le « monde musulman » est opposé au « monde occidental » et la communauté musulmane française est divisée entre « modérés » et « islamistes ». Cette grille de lecture, trop schématique selon l'auteur, n'empêche en aucun cas les confusions et les amalgames. Enfin, la troisième et dernière étape est déclenchée, après des années de silence, par les attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis[132]. S'ouvre alors une page médiatique axée sur le terrorisme et la sécurité. Mais la télévision, « *média visuel, peine à distinguer "l'ennemi invisible"* »[133] et entre dans une phase de « *traitement virtuel* »[134] – sa cible étant invisible – de l'actualité. La sécurité devient un thème central et les médias multiplient les dérapages médiatiques. Et au lendemain du 21 avril 2002, cette obsession sécuritaire cède la place à une obsession identitaire. La « *communauté musulmane* » est perpétuellement mise en accusation (terrorisme, communautarisme, sexisme…) et décrite comme rongée de l'intérieur par un islamisme évanescent. T. Deltombe remarque, à travers l'évolution de la construction médiatique de l'islamophobie, un « *rejet de moins en moins caché de l'autre, "venu d'ailleurs"* »[135], de l'immigré.

Sur cette question de l'image de l'immigration en France et de l'immigré, l'historien Yvan Gastaut, à travers l'étude de l'évolution de l'opinion publique française vis-à-vis des immigrés, dans son ouvrage *L'immigration et l'opinion en France sous la Ve République*[136], montre que si la tendance depuis les années 1960 est plutôt « *à une baisse de l'hostilité* »[137] à l'encontre des immigrés et à une meilleure perception des étrangers, il subsiste tout de même une « *solide hiérarchie* »[138] parmi eux. Si les immigrés Européens sont les mieux perçus, qu'ils apparaissent aux yeux de la population française comme « *les mieux intégrés, les moins*

[131] Deltombe Thomas, *L'Islam imaginaire : la construction médiatique de l'islamophobie en France : 1975-2005, op cit.*, p. 10.
[132] L'auteur remarque que depuis la fin des années 1990, la religion musulmane avait quasiment disparue des écrans.
[133] *Ibid.*, p. 11.
[134] *Ibid.*
[135] *Ibid.*, p. 361.
[136] Gastaut Yvan, *L'immigration et l'opinion en France sous la Ve République*, Paris, Ed. du Seuil, 2000, 625 p.
[137] *Ibid.*, p. 93.
[138] *Ibid.*, p. 92.

envahissants, les plus présentables et les plus faciles à côtoyer »[139], les Noirs et encore plus, les Maghrébins « *sont à tous les niveaux les plus mal considérés* »[140]. En effet, l'ensemble des sondages et enquêtes d'opinion soumis à la population française depuis le début des années 1960, montre un certain rejet des populations issues de l'Afrique Noire et des pays du Maghreb. Si la sympathie accordée aux Africains Noirs a toujours était positive (41% de bonnes opinions et 20% de mauvaises opinions en 1966 ; 70% de bonnes opinions et 20% de mauvaises en moyenne entre 1990 et 1993) il n'en reste pas moins qu'ils se placent nettement derrière les Européens (environ 53% de bonnes opinions en 1966 et plus de 86% en moyenne entre 1990 et 1993). Et pour ce qui est des Maghrébins, si leur indice de sympathie devient positif dans les années 1990, ils restent au court de la période, les moins bien perçus (18% de bonnes opinions et 60% de mauvaises opinions en 1966 ; 48% de bonnes opinions et 42% de mauvaises opinions).

Si le capital sympathie de ces populations devient positif, un décalage existe entre cette relative sympathie et « *la certitude quant à leur capacité d'intégration à la société française* »[141]. Depuis les années 1970 notamment, les Noirs et les Maghrébins ont toujours eu un indice d'intégration négatif lors des enquêtes d'opinion : en 1971, l'indice d'intégration des Nord-Africains était de - 40 et celui des Noirs de - 51 ; en 1988, il est d'environ - 30 pour les Nord-Africain et de - 28 pour les Noirs)[142].

Les sondages d'opinion indiquent également un sentiment de « *trop plein* »[143] envers les immigrés en général, qui se révèle plus accentué lorsqu'il s'agit des Nord-Africains ou des Noirs, « *jugés "trop nombreux"* »[144]. Ainsi, sur la période allant de 1966 à 1993, « *deux sondés sur trois considéraient qu'il y avait trop de Nord-Africains, un sur trois trop de Noirs et d'Asiatiques, un sur quatre trop d'Espagnols ou d'Européens.* »[145].

Par ailleurs, en plus de ce sentiment d'hostilité envers les immigrés, issus de pays africains principalement – nous venons de le voir – l'immigration est également considérée comme une explication de l'insécurité par la majorité des sondés. Si « *en 1975, la présence d'étrangers était un facteur d'insécurité pour 10% des sondés (5e rang sur 5 réponses possible), la proportion progressa par la suite, 18% en 1983 (5e rang sur 7 réponses possibles) et surtout*

139 Gastaut Yvan, *L'immigration et l'opinion en France sous la Ve République*, *op. cit.*, p.92..
140 *Ibid*
141 *Ibid.*, p. 87.
142 L'indice d'intégration est la différence entre les bonnes opinions et les mauvaises opinions.
En 1988, l'étude différencie les nationalités : l'indice d'intégration des tunisiens s'élève à - 22, celui des Marocains à - 28 et celui des Algériens, nationalité jugée la moins bien intégrée à - 45. Les Maliens seul nationalité Noire-Africaine proposée par le sondage obtient un indice d'intégration de - 31.
143 *Ibid.*, p. 89.
144 *Ibid.*
145 *Ibid.*

26% en 1984 (5e rang sur 6 réponses possibles). »[146] Dans les années 1990, la tendance se poursuit : en moyenne, plus de 50% des sondés considèrent que l'immigration est un facteur d'insécurité. Ainsi, immigration et insécurité apparaissent comme « *indissociables dans l'esprit des Français* »[147], notamment dans les années 1980. Et si dans les années 1960-1970 l'immigré est assimilé au criminel, dans les années 1980-1990, ce stéréotype « *glisse vers celui du délinquant issu de l'immigration* »[148], habitant en banlieue. Il s'opère une association entre la banlieue, la délinquance et les jeunes issus de l'immigration notamment au moment des premières émeutes urbaines. En effet, les premiers mouvements de protestations des jeunes, comme les rodéos des Minguettes à Vénissieux ou la "Marche des beurs", en 1981 et 1983, font émerger le problème qui se cristallise au début des années 1990 avec la flambée de violences dans plusieurs banlieues françaises. Au moment de ces émeutes, les médias notamment soulignent l'importance de la délinquance des étrangers. Ainsi, « *l'ennemi était* […] *repéré et identifié sous la forme du Maghrébin "voyou sans toit ni loi" qui s'approprie la rue et menace l'ordre établi* »[149].

Ainsi, Y. Gastaut montre, à travers l'étude des enquêtes d'opinion depuis les années 1960 que les Maghrébins et les Nord-Africains souffrent d'une image plus que négative dans la société française, comparés aux "immigrés" européens. Cela s'explique peut-être par leur arrivée en France plus tardive que les Italiens, les Espagnols ou les Portugais. Quoi qu'il en soit, il identifie à partir des années 1980 une « *difficile acceptation d'un étranger encore plus différent* »[150].

C'est également au cours de ces années 1980 que Simone Bonnafous**,** auteur de *L'immigration prise aux mots*[151], identifie une cassure dans la perception des immigrés et plus particulièrement une confusion du discours tenu sur les immigrés et l'immigration. Ainsi, pour l'auteur, les frontières idéologiques semblent s'être totalement brouillées face au succès "apparent" des thèses de l'extrême droite. L'extrême droite aurait réussi à imposer certaines de ses problématiques à l'ensemble de l'opinion publique et on serait passé d'une « *vision compatissante et compréhensive de l'immigré à une perception négative et angoissée.* »[152]

---

[146] Gastaut Yvan, *L'immigration et l'opinion en France sous la Ve République, op. cit.*, p. 485.
[147] *Ibid.*, p. 486.
[148] *Ibid.*, p. 487.
[149] *Ibid.*, p. 489.
[150] *Ibid.*, p. 597.
[151] Bonnafous Simone, *L'immigration prise aux mots : les immigrés dans la presse au tournant des années 80*, Paris, Kimé, 1991, 301 p.
[152] *Ibid.*, p. 272.

Pour d'autres auteurs, cette perception serait héritée du « *fait colonial* »[153] et serait la « *continuité des structures mentales et des imaginaires associés à la domination coloniale* »[154]. C'est le cas notamment de Sadri Khiari, auteur de *Pour une politique de la racaille*[155]. Selon lui les représentations plus que négatives des immigrés et de l'immigration que l'on retrouve dans la société française, auraient pour héritage les épisodes coloniaux de la France. Ainsi, « *le régime de l'indigénat* [hanterait] *continûment institutions, pratiques et idéologies.* »[156] La République post-coloniale envisagerait les populations des quartiers comme des indigènes, qui seraient relégués aux marges de la société. Selon l'auteur, proche du mouvement des Indigènes de la République, les immigrés français seraient « *enfermés dans des rapports sociaux et politiques hérités directement de la dominance coloniale.* »[157]. Cet ouvrage est néanmoins à envisager avec recul, car l'auteur étant membre des Indigènes de la République, sa vision est probablement partiale.

Pour autant, il traduit peut-être de façon plus radicale, ce que pointent certains sociologues tenant d'une théorie post-coloniale, comme Abdelmalek Sayad, sociologue franco-algérien, auteur notamment de *L'immigration ou les paradoxes de l'altérité*[158], pour qui il y aurait une forme de prolongation de l'imaginaire et du rapport colonial en métropole. Pour démontrer l'importation en France de cet "imaginaire colonial" A. Sayad analyse notamment le fonctionnement des foyers pour travailleurs migrants. Selon lui, « *que ce soit dans les personnels recrutés lors de la mise en place de ces foyers, dans les conceptions architecturales, dans la définition des droits et des devoirs du résident, dans les représentations sociales des besoins des locataires, l'analogie avec la colonisation est permanente.* »[159.]Ainsi l'absence d'intimité, par exemple, imposée aux travailleurs migrants du foyer serait liée à une représentation de la "nature de l'Arabe", nature « *grégaire* », « *patriarcale* » et « *tribale* »[160] dira A. Sayad, qui se satisfait de la vie en groupe. Aussi, cette représentation est au cœur de la domination coloniale basée sur la « *légitimation d'un*

---

153 Bouamam Saïd, « Immigration, colonisation, et domination : l'apport d'Abdelmalek Sayad », *Contre temps*, n°16, avril 2006, p. 54.
154 Cohen Jim, Dorlin Elsa, Simon Patrick et alii, « Le tournant postcolonial à la française », *Mouvements*, n°51, septembre-octobre 2007, p. 9.
155 Khiari Sadri, *Pour une politique de la racaille, immigré-e-s, indigènes et jeunes de banlieues*, Paris, Textuel, 2006, 174 p.
156 *Ibid.*, p. 17.
157 *Ibid.*, p. 20.
158 Sayad Abdelmalek, *L'immigration ou les paradoxes de l'altérités*, Paris-Bruxelles, De Boeck Université, 1997.
Nous nous appuyons ici sur l'article de Saïd Bouamama, socio-économiste, qui retrace les apports d'A. Sayad et de ce courant de recherche. Bouamam Saïd, « Immigration, colonisation, et domination : l'apport d'Abdelmalek Sayad », *art. cit.*
159 Bouamam Saïd, « Immigration, colonisation, et domination : l'apport d'Abdelmalek Sayad », *art. cit.*, p. 55.
160 Sayad Abdelmalek, *L'immigration ou les paradoxes de l'altérités*, *op. cit.*, p. 93.

traitement d'exception par une "nature" ou une"culture" censée produire des besoins spécifiques. »[161] A. Sayad, identifie également la reproduction du rapport colonial dans les discours sur les "enfants de l'immigration devenus Français" et notamment dans l'expression "jeunes issus de l'immigration". Si ces "enfants", sont nés, ont grandi et ont été socialisés en France, ils sont aujourd'hui encore perçus comme des "immigrés". Ainsi, « *nous avons à faire à une réalité sociale spécifique : la production d'immigrés qui n'ont immigré de nulle part.* »[162]

Pour l'auteur, même si l'on ne peut considérer la colonisation et les situations des immigrés aujourd'hui en France comme similaires, certaines analogies peuvent tout de même être opérées entre immigration et colonisation. Il distingue notamment trois facteurs apportant la preuve de la pertinence d'un raisonnement analogique. Tout d'abord, l'existence de liens historique entre certaines immigrations et la colonisation. En effet, que ce soit directement ou indirectement certaines immigrations découlent de la colonisation et les rapports sociaux qui s'y rattachent également. Ainsi, les rapports colonisateur/colonisé/système de colonisation se sont reproduit dans le nouveau rapport groupe majoritaire/groupe minoritaire/système social capitaliste. Ensuite, une analogie en terme de structure sociale. La structure de la société colonisatrice serait analogue à la société d'immigration. Ainsi, la structure colonisés/colonisateurs/société colonisatrice s'est reproduite dans une nouvelle structure immigrés/Français/société d'immigration. Et enfin, une analogie en terme de système. Les rapports de domination qui caractérisent la colonisation et l'immigration « *sont travestis et intégrés dans le fonctionnement légal et banal des institutions, des procédures et des différentes sphères sociales.* »[163]

Ainsi, pour A. Sayad et les sociologues de l'"héritage colonial", les mécanismes de la domination coloniale, se retrouvent aujourd'hui dans l'inconscient collectif et dans certaines pratiques des Français. Et si ces rapports de domination ne sont pas véritablement conscients, ils subsistent tout de même. Pour ces auteurs, « *c'est au travers de l'imaginaire colonial qu'ont été appréhendés les immigrés postcoloniaux et qu'a été légitimée leur relégation économique, sociale et politique* »[164].

[161] Bouamam Saïd, « Immigration, colonisation, et domination : l'apport d'Abdelmalek Sayad », *art. cit.*, p. 56.
[162] *Ibid.*, p. 57.
[163] *Ibid.*, pp. 61-62.
[164] *Ibid.*, p. 60.

Problématique et hypothèses

Tous ces éléments, soulevés par les précédentes études que nous avons abordées, nous amènent à nous questionner sur le discours médiatique, ses logiques et son fonctionnement ainsi que sur la manière de l'envisager. Ils nous amènent à questionner également, la place et le poids des médias dans le type de discours produit sur les émeutes. Lors d'événements comme ceux de l'automne 2005, où aucun leader ni représentant n'a véritablement porté la voix des émeutiers – s'il y en avait une – quel type de discours produisent les médias ? Alors qu'il n'y a aucun représentant pour contre balancer ou imposer une vision des événements, comment les médias construisent-ils leur discours ? Sur quelles bases ? Les représentations qu'ils se font des événements, du répertoire d'action utilisé mais aussi des jeunes des cités, de la banlieue et encore plus généralement de l'immigration et de l'islam influencent-elles le discours produit sur les émeutes ? En d'autres termes, le principe d'objectivité, tant mis en avant par la déontologie journalistique, est-il valable ou les journalistes sont-ils porteurs de visions du monde spécifiques ? Quel est le contenu de ces visions du monde, de ces représentations ? Et puis, y-a-t-il eu une vision uniforme des événements dans les médias ou a-t-on assisté à une pluralité des discours ? Même si les journaux ont fait état, chaque jour, des mêmes événements (voitures, bus et locaux incendiés, affrontements avec la police, arrestations, déclarations d'hommes politiques), ont-ils tous véhiculé au travers de leurs analyses mais aussi de leur lexique ou des personnes qu'ils ont fait intervenir, les mêmes représentations ? Le vocabulaire utilisé et par-là-même, l'image de l'émeutier, des forces de police, des pouvoirs publics, par exemple, ont-ils été les mêmes ? Et est-ce que les logiques médiatiques ont pesé sur ce discours ? Les contraintes de production ou la ligne éditoriale des médias, leur tendance politique ou les représentations personnelles des journalistes ont-elles joué sur le discours produit ?

Ainsi, on peut se demander en quoi le cadre et les contraintes du travail journalistique d'une part, et les représentations collectives et individuelles des événements et de leurs causes d'autre part, ont joué sur le ou les discours produits par les médias.

De la problématique de notre étude découle un certain nombre d'hypothèses que nous tenterons de vérifier dans ce travail.

Le premier axe de questionnement correspond au discours médiatique en lui-même. En nous appuyant sur les travaux d'Éric Lagneaux et Pierre Lefébure notamment, nous pouvons supposer que le traitement médiatique et ainsi le discours qui a été produit, ont été différents selon la nature des médias étudiés ici et leurs lignes éditoriales et politiques. Ainsi nous tenterons de voir si les traitements ont été substantiellement différents entre la presse nationale et régionale dont les cibles et le traitement de l'information s'effectuent à des niveaux distincts, entre la presse dite d'opinion et la presse dite "plus neutre", entre la presse dite "haut de gamme" et celle dite "plus populaire", ainsi qu'entre les différents positionnements politiques et éditoriaux de ces journaux.

Le deuxième axe correspond lui, au fonctionnement des médias. En nous appuyant sur les travaux d'Érik Neveu ou de Sandrine Lévêque notamment, nous pouvons supposer que les conditions et le cadre d'exercice du métier de journaliste ainsi que les contraintes de cet exercice ont pesé sur le traitement des émeutes de 2005. Ainsi, l'organisation hiérarchique des quotidiens, le rubricage, les formats et les délais de production, tout comme les relations aux sources, ont dû avoir une incidence sur le discours de ces médias.

Le troisième axe concerne les représentations collectives ou individuelles présentes dans le discours médiatique. On peut, d'ores et déjà, supposer que les représentations des journalistes mais aussi de leurs sources et de la société dans sa globalité ont joué sur la manière de traiter les événements.

D'une part, en nous appuyant sur les travaux scientifiques sur les émeutes de 2005 comme ceux d'Hugues Lagrange et Marco Oberti, de Laurent Mucchielli et Véronique Le Goaziou ou encore de Sébastian Roché, nous pouvons supposer que les représentations sur les causes et le sens à donner à ces émeutes ont orienté le traitement journalistique des événements. En effet, on peut supposer que les traitements des événements sont différents selon que les médias ou même à un autre niveau les journalistes, estiment que ces émeutes résultent d'un contexte socio-économique difficile, de l'échec du mode d'intégration français, d'une émotion suscitée par la mort des deux adolescents, ou encore des provocations du gouvernement ou du comportement au quotidien de la police. Le discours est probablement également différent selon que les médias ou les journalistes identifient dans ces émeutes une dimension politique ou non, si ces événements sont considérés comme une révolte ou un embryon de révolte ou qu'elles sont vues comme un simple défoulement collectif de jeunes "délinquants" en quête de "frisson" et de sensations fortes. De plus, le traitement sera probablement différent selon que les médias ou les journalistes considèrent que ces émeutes ont une dimension ethnoraciales ou non.

D'autre part, en nous appuyant sur les travaux de Vincent Geisser, Yvan Gastaut ou Abdelmalek Sayad notamment, nous pouvons supposer que les représentations tenant aux origines des jeunes des quartiers, à l'immigration, à l'islam ou encore au passé colonial de la France peuvent influencer le discours médiatique. Selon que les médias ou les journalistes amalgament les jeunes des quartiers à l'immigration et à l'islam ou non, qu'une forme d'hostilité des immigrés et des fils d'immigrés, comme a pu le décrire Yvan Gastaut, existe ou non, cela peut probablement orienter le discours des médias.

Sur la base de ces interrogations nous essaierons donc de comprendre un peu mieux ce qui s'est joué dans le traitement médiatique des émeutes de l'automne 2005.

Terrain et méthodologie

Pour répondre à notre problématique, nous avons choisi d'analyser, dans un premier temps, le discours tenu et produit par cinq quotidiens français que sont les journaux *Libération*, *Le Figaro*, *Le Monde*, *L'Humanité* et *Le Progrès* puis ensuite, de réaliser des entretiens auprès de journalistes de ces rédactions, pour obtenir des informations sur leur cadre et leurs contraintes de travail, ainsi que sur leurs représentations.

Analyse textuelle

Ces cinq quotidiens ont été choisis car ils représentent assez bien la diversité de la presse quotidienne française (presse nationale, presse régionale, journaux dits "d'opinion"[165] et journaux dits "de référence"). Il ne manque à notre éventail qu'un représentant de la presse dite "populaire" comme *Le Parisien-Aujourd'hui en France* ou *France soir*, mais pour des

[165] La catégorisation des journaux est assez dissemblable selon les auteurs. Jean-Marie Charon par exemple considère que la catégorie journaux d'opinion correspond seulement ici au journal l'*Humanité*. *Le Monde*, *Libération* et *Le Figaro* faisant partie de la catégorie « presse haut de gamme », même si pour autant, cela « *ne signifie pas que les autres journaux soient exempts de toute sensibilité ou inclinaison philosophique ou politique [...] mais les titres en question s'emploient à proposer au jour le jour une présentation de l'actualité, tout en l'organisant et en le commentant à partir de la grille d'analyse du courant d'opinion dont ils se réclament.* »
Pour Angelina Peralva et Éric Macé, la catégorie journaux d'opinion englobe *Le Monde*, *Libération* et *Le Figaro* et l'*Humanité* est « *l'organe officiel d'un parti politique* ».
Pour notre part, sans considérer ces journaux comme de véritables journaux d'opinion, nous estimons qu'ils ont tous les quatre une ligne éditoriale et politique plus ou moins appuyée et lisible, contrairement notamment au *Progrès*, qui s'attache à être plus neutre. Les grands quotidiens nationaux que sont *Le Monde*, *Libération* et *Le Figaro* peuvent être également considérés comme des journaux de référence.
Charon Jean-Marie, *La presse quotidienne*, Paris, La Découverte, 1996, p. 37.
Peralva Angelina, Macé Éric, *Médias et violences urbaines : débats politiques et construction journalistique*, *op. cit.*, p. 141.

raisons techniques[166], nous n'avons pu avoir accès à ce type de presse. Malgré cela, notre éventail nous permettra de voir les différences de traitement entre presse nationale et presse régionale, entre presse d'opinion et presse dite "neutre", entre presse dite "haut de gamme" et presse plus populaire et également de mettre au jour les différences de traitement en fonction des lignes éditoriales et des tendances politiques de ces journaux. Par ailleurs, si nous avons circonscrit cette étude à la presse écrite, alors même que la télévision a été très présente lors des événements, c'est que l'écrit nous paraît être potentiellement plus riche, plus élaboré et mieux adapté à une étude approfondie des discours médiatiques. En effet, la presse écrite est un média de parole, où les schémas argumentatifs sont plus élaborés, qui se prête mieux à une analyse du discours. Si nous avions travaillé sur la télévision, nous aurions davantage dû mener une analyse de l'image, qu'une analyse textuelle. Par ailleurs nous n'avions pas à notre disposition, ni les outils ni les connaissances techniques pour élaborer une analyse de l'image.
Nous pensons également que les clivages, notamment en terme de ligne éditoriale et de tendance politique, sont beaucoup plus explicites et identifiables dans la presse écrite, ce qui peut faciliter notre décodage des types de discours.
Par ailleurs, si nous avons choisi de travailler uniquement sur des quotidiens, c'est pour garder une certaine unité et ainsi permettre la comparaison lors de notre analyse.

Ainsi, nous nous intéresserons aux articles produits sur les émeutes par ces cinq quotidiens, sur la période allant du 27 octobre au 30 novembre 2005[167]. Mais alors que Gérard Mauger dans son ouvrage – que nous avons abordé précédemment – n'analyse que les tribunes offertes aux hommes politiques, sociologues, philosophes et autres intellectuels, nous nous attarderons, au contraire, sur les articles produits exclusivement par les journalistes. Le but n'étant pas pour nous d'analyser le discours, à proprement parler, des acteurs politiques ou des intellectuels mais plutôt celui produit par les journaux et les journalistes. Ces tribunes ne feront donc pas l'objet d'une analyse de notre part, même si nous pensons qu'elles témoignent d'un choix des rédactions, et cela moins en raison d'un véritable choix que d'une contrainte technique[168].

---

166 Aucune archive de ces deux quotidiens n'était disponible et consultable dans les bibliothèques lyonnaises. Il aurait fallu se rendre dans une bibliothèque parisienne pour y avoir accès.

167 Cette période correspond au plus fort du traitement des événements sachant que ceux-ci ont débuté avec la mort, le 27 octobre des deux adolescents et se sont achevés le 17 novembre (selon les indicateurs du ministère de l'Intérieur, qui considère qu'à cette date on assiste à « un retour à une situation normale »). La date finale du 30 novembre a été choisie car elle correspond à la fin de la médiatisation des événements et des analyses.

168 Les tribunes ne sont pas assez nombreuses pour être analysées par *Alceste*, car elles ne représentent pas un corpus assez conséquent. Nous aurions pu faire une analyse de discours classique, non assistée par le logiciel, mais ayant pris du retard pour obtenir le logiciel, il nous a manqué du temps.

Notre corpus est composé de 889 articles provenant – nous l'avons déjà vu – des quotidiens suivants : *Libération* (227), *Le Monde* (201), *Le Figaro* (202), *L'Humanité* (129) et *Le Progrès* (130)[169]. Ce corpus a été constitué par la recherche, dans les quotidiens sélectionnés, des articles comprenant les mots « banlieues », « émeutes » ou « violences urbaines », dans le corps de texte, dans la titraille ou dans des rubriques et dossiers crées spécifiquement au moment des émeutes. Au vu de la taille de notre corpus, nous nous sommes appuyés, en plus d'une lecture attentive des articles, sur une étude de texte quantitative, une analyse lexicométrique. Le logiciel d'analyse textuelle sur lequel nous avons choisi de travailler, appelé Alceste[170], analyse les co-occurrences d'un texte et non uniquement – comme c'est le cas de beaucoup de logiciels lexicométriques – la fréquence d'utilisation des mots ou encore leur signification et permet de dégager des univers sémantiques. Ce logiciel, conçu par Max Reinert, élève de Jean-Paul Benzécri[171], repose sur l'hypothèse, que dans tout énoncé un « fond topique »[172] est opérant qui se révèle au travers des co-occurrences, au travers des associations de mots. Il opère donc des fractionnements successifs du texte et en extrait des classes représentatives, en assemblant les segments qui contiennent les mêmes vocables. S'appuyant sur une classification hiérarchique ascendante, Alceste élabore donc des classes de mots et permet ainsi de dégager des univers sémantiques – ce que Max Reinert appelle « *des mondes lexicaux* »[173]. Pour cela, le logiciel opère en quatre grandes étapes. Lors de la première étape, le logiciel reconnaît les "unités de contextes initiales" du corpus, établies par le chercheur (ici, ce sont les articles pris individuellement) et opère un travail de reconnaissance du vocabulaire. Le logiciel distingue alors les "mots pleins" des "mots outils" (déterminants, pronoms, prépositions, conjonctions de coordinations…) qui sont supprimés de l'analyse et établit alors un dictionnaire des formes réduites du corpus, à partir de la racine des mots[174]. Lors de la deuxième étape, le corpus est découpé par le logiciel en "unités de contexte élémentaires" (UCE). Ce découpage repose généralement sur la ponctuation, si elle existe. Ensuite, le logiciel opère la classification hiérarchique descendante, en procédant par

---

[169] Cf. en annexe la liste ainsi que les articles composant notre corpus.
Les articles du *Progrès* proviennent de la seule édition de Lyon. Les autres éditions du Rhône, de l'Ain, du Jura, de la Loire et de la Haute-Loire n'ont pas été analysées.

[170] Logiciel distribué par la société IMAGE.

[171] Jean-Paul Benzécri est « *le père de l'analyse factorielle des correspondances* » selon les propres mots de M. Reinert.

[172] Reinert Max, « La méthode informatisée d'analyse de discours "Alceste". Application aux *Rêveries du promeneur solitaire* », *Encyclopédie de la recherche littéraire*, Ottawa, 2005, p. 5. L'article est uniquement publié sur internet sur : www.arts.uottawa.ca/astrolabe/articles/art0049/Alceste.htm

[173] Reinert Max, « Quel objet pour une analyse statistique du discours ? Quelques réflexions à propos de la réponse, Alceste », *Acte JADT 1998*, pp. 570.

[174] Par exemple les adjectifs « immigrés » et « immigrés », les noms « immigration », « immigrant » et le verbe « immigrer » seront regroupés sous la forme réduite immigr+er.

fragmentations successives du corpus. Le logiciel divise alors le corpus en catégories, sur la base de la plus grande différenciation possible entre elles. Il commence par diviser le corpus en deux catégories différenciées et réitère cette opération de division jusqu'à épuisement des possibilités de distinction, et obtient ainsi un certain nombre de classes. Pour finir, le logiciel répète l'ensemble de cette opération (la classification descendante hiérarchique) en modifiant la grandeur des unités de contexte. Cela permet de stabiliser le nombre de classes obtenues. Une fois l'ensemble de ces opérations réalisées, les résultats sont consultables par le chercheur. Celui-obtient donc des classes de mots pour lesquels le logiciel calcul un khi2 d'association à la classe. Sans rentrer dans les détails d'une formule mathématique complexe, il faut simplement savoir que le khi2 est l'indicateur du degré d'association du mot à la classe et donc aux autres mots qui la compose. Il n'indique donc pas la fréquence du mot dans la classe mais davantage son degré d'appartenance. Un mot peut donc n'être que peu présent en terme de nombre d'occurrences mais avoir un khi2 élevé parce qu'il est toujours associé aux autres mots qui constituent la classe[175].

Le principal avantage de ce logiciel est qu'il ne suppose aucune définition préalable par le logiciel ou par le chercheur des mots importants, des mots à chercher et, bien sûr, de la signification qu'il faut leur attribuer. Le fait de travailler par classification hiérarchique descendante et ainsi de ne pas partir des mots pour chercher les co-occurrences – mais de partir du texte – permet de dégager des univers sémantiques sans construction préalable[176].

C'est donc principalement à partir de ces classes sémantiques que va se développer notre analyse du discours médiatique. Mais nous nous appuierons également sur une analyse plus qualitative du corpus. Et cela principalement parce qu'Alceste ne prend pas le sens en compte et qu'il ne permet pas de distinguer réellement, ni même de rendre compte du poids des mots et de la signification qui leur sont accordés. Et il ne peut évidemment pas percevoir l'ironie,

---

[175] Pour plus de détails sur le logiciel *Alceste*, voir en annexe l'extrait de thèse de Valérie Delavigne qui fait une présentation simple et détaillée du logiciel.
Delavigne Valérie, *Les mots du nucléaire : contribution socioterminologique à une analyse de discours*, Extrait de thèse, Université de Rouen, 2000, pp. 324 –329.
(www.revue-texto.net/1996-2007/Corpus/Manufacture/pub/*Alceste*2.html).

[176] L'intervention du chercheur n'en est pourtant pas absente. Si *Alceste* établit des classes thématiquement homogènes, l'interprétation de ces classes, l'attribution d'un sens, d'un nom aux classes obtenues, revient au chercheur. En effet, comme le rappelle Valérie Delavigne, « *si Alceste repère par des méthodes statistiques ce qu'il y a de commun entre les différents points de vue sur un objet de discours particulier, rappelons que l'analyste a une part essentielle en ce qui concerne l'interprétation des résultats.* »
Delavigne Valérie, *Les mots du nucléaire : contribution socioterminologique à une analyse de discours*, *art. cit.*, p. 329.

les métaphores et autres figures de style. Il convient donc d'être vigilant dans l'utilisation et surtout dans l'interprétation des résultats dégagés par Alceste.

Entretiens

En complément de ce travail d'analyse du discours médiatique, nous avons choisi de réaliser une série d'entretiens semi-directifs auprès de journalistes qui avaient été chargés à l'époque, de la couverture de ces émeutes et cela pour mettre en perspective les résultats obtenus avec Alceste et de comprendre comment ce discours avait été élaboré. Il s'agissait pour nous, d'essayer de dépasser le stade uniquement descriptif de l'étude du discours produit par les cinq quotidiens que nous avons choisi d'analyser et ainsi de tenter de dégager les éléments sous-jacents du discours journalistique. Le but était d'obtenir des informations sur la manière dont les journalistes ont travaillé, sur les contraintes de production qu'ils ont pu rencontrer, mais surtout d'essayer de mettre au jour leurs représentations sous-jacentes, qui ont pu intervenir dans leur traitement des événements. A noter que ces entretiens interviennent près de deux ans et demi après les émeutes et qu'ainsi les éléments abordés peuvent parfois paraître lointains pour certains journalistes.

Nous avons procédé à sept entretiens, d'environ une heure chacun, avec au moins un journaliste de chacun des quotidiens que nous avons choisi d'analyser. Ils ont été effectués dans les locaux des quotidiens, principalement dans les cafétérias ou dans les salles de réunions. Nous avons réalisé deux entretiens auprès de journalistes de *Libération* (Karl Laske et Jacky Durand), deux entretiens auprès de journalistes du *Figaro* (Claire Bommelaer et Cyril Louis), un entretien auprès d'un journaliste du *Monde* (Luc Bronner), un entretien auprès d'un journaliste de *L'Humanité* (Laurent Mouloud) et enfin un entretien auprès d'un journaliste du *Progrès* (Richard Schittly), par ailleurs correspondant du *Monde*. En majorité, il s'agit de journalistes intervenant dans la rubrique « Société » de leur quotidien. Un seul entretien a été réalisé auprès d'un journaliste appartenant au service « Politique » de son quotidien. En ce qui concerne le découpage du nombre d'entretiens par journaux, il n'a pas été opéré délibérément. L'idéal pour notre étude aurait été de rencontrer au moins deux journalistes de chaque rédaction. Mais les disponibilités des journalistes qui avaient la couverture des émeutes de 2005 nous ont contraint. En effet, ces entretiens n'ont été réalisés que tardivement, à la suite de l'analyse des résultats obtenus par Alceste[177] et ont ainsi coïncidé avec la période de vacances estivales.

[177] Nous n'avons pu commencer à travailler avec le logiciel *Alceste* qu'à partir de la mi-avril 2005.

Annonce du plan

Nous sommes maintenant en mesure d'annoncer le plan de notre travail, que nous avons voulu didactique et progressif. Tout d'abord, dans une première partie, nous ferons un retour sur les émeutes de l'automne 2005, leur déroulement et leur spécificité. Nous essaierons également de prendre un peu de recul et de l'inscrire dans l'histoire plus générale du phénomène émeutier. Puis, dans une seconde partie, nous présenterons et analyserons les aspects du discours journalistique au travers de l'analyse de nos cinq quotidiens. Et enfin, dans une ultime partie, nous nous intéresserons aux éléments pouvant expliquer ce discours. Nous aborderons ainsi les cadres et les contraintes du travail journalistique ainsi que les représentations des journalistes qui ont pu peser et influencer leur discours.

Partie I : Des émeutes inédites par leur durée et leur ampleur à replacer dans l'histoire des violences urbaines

Afin de mieux appréhender le traitement médiatique des émeutes de l'automne 2005 et de cerner les enjeux de ce discours, il nous paraît nécessaire, dans cette première partie, de revenir sur les émeutes de 2005. Quand ont-elles éclaté ? Où ? Et pour quelles raisons ? Où ont-elles eu lieu ? Pendant combien de temps ? Et sous quelle forme ? Quelle gestion politique et policière en a-t-il été fait ? Et quelles réactions politiques ont-elles suscitées ? Qui étaient les émeutiers ? Quelles étaient les raisons de leur colère ? Sont-elles les premières que connaît la France ou s'inscrivent-elles dans une longue histoire de violences émeutières ? Autant de questions qu'il convient de solutionner pour pouvoir, ensuite, prendre la pleine mesure du discours médiatique et en comprendre tous les aspects. Ainsi, nous nous attacherons, dans un premier temps, à présenter les émeutes de 2005, leurs spécificités et leurs logiques, pour, dans un second temps, voir en quoi elles s'inscrivent dans une histoire plus longue de violences urbaines et de violences émeutières.

I. RETOUR SUR LES ÉMEUTES DE L'AUTOMNE 2005

Que ce soit les médias, les hommes politiques ou les sociologues, tout le monde s'accorde à dire, à l'instar de Laurent Mucchielli, que « *les émeutes de novembre 2005 ont surpris tout le monde* »[178]. Si l'explosion de l'émeute en elle-même n'a que très peu surpris, « *le phénomène des émeutes* [s'étant] *durablement installé dans la société française* »[179], c'est l'ampleur et la durée inédite de ces émeutes qui ont étonné les observateurs. En effet, si la France avait déjà connu de nombreux épisodes émeutiers – nous le verrons par la suite – aucun n'avait été de cette ampleur en terme d'extension géographique, de durée mais aussi de dégradations. Jamais n'avait eu lieu, sur le territoire français, une telle « *vague d'émeutes* »[180]. Celles-ci

[178] Mucchielli Laurent et Le Goaziou Véronique, *Quand les banlieues brûlent... : retour sur les émeutes de novembre 2005*, *op. cit.*, p. 5.
[179] *Ibid.*
[180] Expression utilisée notamment par Hugues Lagrange et Michel Kokoreff.
Lagrange Hugues, « Autopsie d'une vague d'émeutes » in Lagrange Hugues, Oberti Marco, *Émeutes urbaines et protestations. Une singularité française*, *op. cit.*, pp. 37-58.
Kokoreff Michel, *Sociologie des émeutes*, *op. cit.*

vont durer près de trois semaines et toucher près de 300 communes, 10 000 véhicules de particuliers et presque 30 000 poubelles vont être incendiés, des centaines de bâtiments publics vont être dégradés avec notamment 255 atteintes à des établissements scolaires, des centaines de bus, voitures de police et camions de pompiers seront "caillassés" et brûlés, une centaine d'entreprises vont être touchées pour la seule région parisienne, près d'une vingtaine de lieux de culte divers vont être endommagés, et tout cela pour un coût global estimé à 200 millions d'euros de dégâts assurés[181]. Du jamais vu.

A. Le déclenchement des émeutes

Si ces émeutes apparaissent comme inédites, nous venons de le voir, leur déclenchement est plus que "classique". En effet, quelle que soit l'émeute, le scénario de déclenchement semble constant : la mort d'un ou plusieurs jeunes de "quartiers sensibles" en relation avec une intervention policière. Cette mort, qui est souvent perçue, à tort ou à raison, par les jeunes du quartier, comme une bavure policière, met le feu aux poudres et embrase la "cité". Lucienne Bui Trong, anciennement à la tête de la section « Villes et banlieues » des Renseignements généraux, résume ainsi, avec sa vision policière, ce scénario récurrent de déclenchement des violences émeutières : « *le même scénario se répète à chaque fois : un événement, drame mortel ou incident moins grave, touche un jeune connu du quartier et éveille la solidarité de ses pairs ; la victime est érigée en martyr que de multiples opérations de représailles doivent venger. L'émotion, la solidarité et les rumeurs provoquent une escalade rapide de violence* »[182]. Ainsi, le point de départ des émeutes de 2005, à quelques variantes près, n'échappe pas à ce scénario immuable. Mais que s'est-il passé le 27 octobre 2005, à Clichy-sous-Bois ?

Ce 27 octobre, en fin d'après-midi, trois adolescents, étant ou croyant être poursuivis par la police – les versions divergent[183] –, se réfugient dans l'enceinte d'un transformateur EDF de Clichy-sous-Bois, en Seine-Saint-Denis. Deux d'entre eux, Bouna Traoré (15 ans) et Zyed Benna (17 ans) mourront électrocutés, le troisième, Muhittin Altun (17 ans), sera grièvement

---

181 Source : Fédération Française des Sociétés d'Assurance (FFSA).

182 Bui Trong Lucienne, *Violences urbaines. Des vérités qui dérangent*, Paris, Bayard, 2000. Citée par Gérard Mauger dans Mauger Gérard, *L'émeute de novembre 2005. Une révolte protopolitique*, *op. cit.*, p. 21.

183 Si nous présentons ici les différentes versions qui ont pu être données sur l'existence de cette course poursuite, il apparaît tout de même au vu des témoignages et de certains éléments (comme les enregistrements des conversations entre policiers) que les jeunes étaient réellement poursuivis par la police.

brûlé mais survivra à ses blessures. Parvenant à sortir du transformateur, c'est lui qui donnera l'alerte. La nouvelle se répand alors dans tout le quartier du Chêne Pointu, qui s'embrase. Des centaines de jeunes, descendus dans la rue, mettent le feu aux voitures stationnées au bas des tours. Au total, ce sont vingt-trois voitures qui seront incendiées. C'est la première nuit d'émeute.

Mais pourquoi Bouna, Zyed et Muhittin ont-ils pénétré dans ce transformateur électrique ? Que s'est-il passé ? Là, les versions successives livrées par la police, par les jeunes du quartier, par les autorités publiques, par Muhittin et par les avocats des victimes[184], s'avèrent parfois contradictoires. Mais la thèse défendue par les familles et par leurs avocats semble la plus vraisemblable et la plus étayée par des indices tangibles[185].

Pour les familles des victimes, pour le rescapé lui-même, les jeunes du quartier, et les avocats, si les trois adolescents se sont réfugiés dans ce transformateur c'est parce qu'ils étaient obligés de fuir pour échapper à la police qui les poursuivait. Rentrant à pied d'un partie de football au stade de Livry-Gargan, ville limitrophe, les trois jeunes, auraient, selon le témoignage de Muhittin rapporté ici par Laurent Mucchielli, « *entendu les sirènes de police, croisé d'autres jeunes qui s'enfuyaient et enfin, aperçu une voiture de police dont un fonctionnaire descendait le pistolet* flasball *à la main. Se sentant menacés, n'ayant pas sur eux leurs papiers d'identité, craignant d'arriver en retard au repas familial et religieux du soir (c'est le Ramadan), ils se* [seraient] *mis à courir eux aussi et se* [seraient] *réfugiés dans le transformateur où ils sont restés cachés une trentaine de minutes, n'osant pas sortir (entendant dehors les sirènes, des voix de policiers et des aboiements de chiens), avant d'être électrocutés.* »[186] Leurs camarades de jeu et l'autre groupe de jeunes qu'ils croisent, moins rapides, se font, pour certains, rattraper par les policiers. Ils sont interpellés et emmenés au commissariat.

De son côté, le ministre de l'Intérieur de l'époque, Nicolas Sarkozy, avance plusieurs versions des faits, visant toutes à dégager toute responsabilité des policiers dans le drame. Dans un premier temps, privilégiant la piste délinquante, Nicolas Sarkozy affirme, avant même qu'une information judiciaire ne soit ouverte, que les jeunes cambriolaient un chantier et que la police « *ne* [les] *poursuivait pas physiquement* ». Puis, par la suite, après l'interrogatoire

---

[184] Jean-Pierre Mignard et Emmanuel Tordjman défendent les trois familles de victime. En 2006, ils écrivent même un livre pour livrer leur version des faits : Mignard Jean-Pierre et Tordjman Emmanuel, *L'affaire Clichy. Mort pour rien*, Paris, Stock, 2006, 177 p.

[185] Je pense notamment aux enregistrements des conversations radios entre policiers.

[186] Mucchielli Laurent « Les émeutes de novembre 2005 : les raisons de la colère » in Mucchielli Laurent et Le Goaziou Véronique, *Quand les banlieues brûlent... : retour sur les émeutes de novembre 2005*, *op. cit.*, p. 17.

« *déontologiquement fautif du rescapé* »[187], le ministre de l'Intérieur, assure qu'il n'y a pas eu de course poursuite et que les policiers sont rentrés au commissariat après avoir interpellé les auteurs du vol : « *En l'état actuel des éléments qui sont à ma disposition, les policiers ne poursuivaient pas les jeunes. La preuve : quand ce drame s'est produit, les policiers étaient rentrés au commissariat avec les autres interpellés depuis 20 minutes.* »[188]. Contestant cette version officielle des faits, les familles des victimes, conseillées par leurs avocats, porteront plainte contre X pour non-assistance à personne en danger, pour obliger la justice à ouvrir une information judiciaire. Celle-ci sera finalement ouverte par le procureur de la République, le 3 novembre 2005. Car même si le Procureur, soutenant la thèse du ministre de l'Intérieur, considère qu'il n'y avait pas eu de course-poursuite, des questions sans réponses restent, selon lui, en suspend. En effet, l'enquête générale des services, se basant sur l'écoute des communications radio entre les voitures de police et le central, pointe le fait qu'un policier avait bien vu les jeunes pénétrer dans le transformateur et en avait prévenu sa hiérarchie. Hiérarchie qui est restée silencieuse, car c'est Muhittin qui donnera l'alerte.

B. Le déroulement des émeutes

Face aux déclarations du ministre de l'Intérieur, qui nie toute responsabilité de la police et attribue aux victimes un cambriolage, les émeutes qui avaient débuté le 27 octobre au soir, s'intensifient la nuit suivante. Vingt-neuf voitures sont incendiées ce soir-là. Le lendemain, à la suite de la marche silencieuse des familles qui appellent au calme et qui réunira près de cinq cents habitants, les violences s'atténuent. Moins d'une vingtaine de voitures seront incendiées.

Mais le 30 octobre, une grenade lacrymogène explose à proximité de la mosquée des Bosquets de Clichy-sous-Bois et ravive les tensions qui étaient en train de retomber. Et cela parce que cet incident « *va être perçu comme un acte de mépris et une provocation supplémentaire* »[189] car si le ministre de l'Intérieur reconnaît qu'il s'agit de munitions policières, il nie encore une probable responsabilité des CRS. Selon lui, cette grenade aurait

---

[187] Mucchielli Laurent « Les émeutes de novembre 2005 : les raisons de la colère », *art. cit.*, *Ibid.*, p. 16.
En effet, les policiers ont interrogés Muhittin sur son lit d'hôpital, le lendemain de son électrocution, sans la présence de ses parents alors qu'il était mineur. La Commission nationale de déontologie de la sécurité rendra d'ailleurs un avis très critique, pointant les fautes déontologiques des policiers ainsi qu'une possible falsification de la date de naissance de Muhittin, afin de le faire passer pour majeur.
[188] Jean-Baptiste de Montvalon, « Émeutes de Clichy-sous-Bois : les interventions de Nicolas Sarkozy sont contestés, même à droite », *Le Monde*, 01/11/2005. (cf. l'article en annexe)
[189] Mucchielli Laurent, « Les émeutes de novembre 2005 : les raisons de la colère » *art. cit.*, p. 18.

très bien pu être lancée par les émeutiers eux-mêmes et ne résulte pas forcément d'une erreur des forces de police. Les violences redémarrent donc dans la nuit du 30 au 31 octobre et les jeunes de Montfermeil se joignent aux premiers émeutiers. Cette première phase, que Laurent Mucchielli qualifie d' « *émeute locale* »[190], où les émeutes restent circonscrites aux villes de Clichy-sous-Bois et Montfermeil, ville contiguë, durera seulement quelques jours.

Dans la nuit du 31 octobre au 1er novembre, les violences éclatent dans d'autres communes, principalement à l'ouest et au nord du département de la Seine-Saint-Denis. C'est le début de la deuxième phase de l'émeute, celle de l' « *extension progressive à la région parisienne* »[191]. Si au début les communes touchées appartiennent au département de la Seine-Saint-Denis, on enregistre rapidement des incidents dans toute l'Île-de-France. Au total ce sont près de 80 communes qui seront concernées dans la région. Et désormais, les incendies de véhicules se comptent par centaines chaque nuit, les affrontements et les "caillassages" s'intensifient et des bâtiments publics sont incendiés. Le retour au calme dans ces communes d'Île-de-France n'interviendra que vers les 5 et 6 novembre, alors que les émeutes s'étendent à toute la France. En effet, dans la nuit du 3 au 4 novembre, s'ouvre la troisième et dernière phase des émeutes : l'extension à la province. On enregistre alors des incendies de voitures dans le département du Nord, à Lyon ou encore à Rouen. Et la nuit suivante d'autres quartiers populaires s'embrasent : notamment à Lille, à Toulouse, à Pau, à Strasbourg, à Mulhouse, à Rennes, au Havre, à Évreux, à Roubaix ou encore à Bordeaux. Et contrairement à ces villes-là, les quartiers populaires de Marseille resteront relativement calmes. Pour ce qui est de Lyon, comme le remarque Hugues Lagrange, « *s'il y a des incidents dans l'Est lyonnais et Place Bellecour, ni les incendies de voitures, ni les affrontements ne sont à la hauteur de la réputation des quartiers de Vénissieux, de Vaulx-en-Velin et de Villeurbanne.* »[192]

Au chevauchement des deux phases, parisienne et provinciale, entre les 6 et 8 novembre, on atteint le pic des émeutes : on dénombre près de 1500 véhicules brûlés et plus de 274 communes enregistrent des incidents.

Le 8 novembre, après une douzième nuit de violence, le gouvernement décide, pour enrayer la crise, d'instituer l'état d'urgence, réactivant la loi du 3 avril 1955. Cette législation d'exception – instaurée par le gouvernement Edgar Faure pour instituer l'état d'urgence dans

---

[190] Pour rendre compte du déroulement nous nous sommes appuyés sur le découpage qu'opère Laurent Mucchielli. Il distingue trois phases de l'émeute : celle de l'émeute locale, celle de l'extension progressive à la région parisienne et celle de l'extension au reste de la France. Hugues Lagrange n'en distingue lui que deux : une phase circonscrite à la région parisienne qui dure du 27 octobre au 5 novembre et une phase d'extension à la province du 6 au 15 novembre.

[191] Mucchielli Laurent, « Les émeutes de novembre 2005 : les raisons de la colère » *art. cit.*, p. 18.

[192] Lagrange Hugues, « Autopsie d'une vague d'émeutes », in Lagrange Hugues, Oberti Marco, *Émeutes urbaines et protestations. Une singularité française, op. cit.*, p. 40.

l'Algérie alors plongée dans la guerre, elle n'avait plus été en vigueur en métropole depuis 1961[193]– dont la principale mesure est la possible instauration d'un couvre-feu, donne alors des pouvoirs étendus aux préfets et aux maires. En effet, selon les articles 5, 8 et 9 de la loi de 1955, le préfet peut « interdire la circulation des personnes et des véhicules », « interdire le séjour, dans tout ou partie du département, à toute personne cherchant à entraver l'action des pouvoirs publics », « instituer des zones de protection » où le séjour des personnes est réglementé, ou encore exiger la restitution « des armes de première, quatrième et cinquième catégories » et selon les articles 8 et 11, le préfet peut aussi faire procéder à des perquisitions à domicile, y compris de nuit, à des assignations à résidence, voire à « des fermetures de salles de spectacle, débits de boissons et lieux de réunion de toute nature ». Cette loi qui apparaît pour le gouvernement comme la solution pour un retour au calme ne sera finalement que peu appliquée. Le Parlement adoptera pourtant le projet de loi prorogeant l'état d'urgence de trois mois, qui sera suspendu par Jacques Chirac, le 3 janvier 2006.
Ce retour au calme, recherché par le gouvernement avec le couvre-feu, n'interviendra que le 17 novembre. En effet, selon les indicateurs du ministère de l'Intérieur, le "retour à la normale" intervient le 17 novembre, jour où le nombre de voitures incendiées passe sous le seuil ordinaire des 100 voitures brûlées par nuit, sur l'ensemble du territoire. Au total près de 300 communes, réparties sur 40 départements auront été touchées par les émeutes de 2005.

C. Les émeutiers et les raisons de leur colère

Les informations sur les émeutiers sont peu nombreuses. Seules les données tirées des interpellations policières permettent d'obtenir des éléments sur le "profil" des émeutiers, s'il en existe un. Mais rien n'assure que l'échantillon des jeunes interpellés corresponde réellement au profil de la population qui a participé aux émeutes et cela d'autant plus que plusieurs sources indiquent que de nombreuses « *interpellations* […] *se sont produites après les violences, pour beaucoup d'entres elles le lendemain matin. Dans ces cas, les personnes ont été interpellées sur identification par des policiers* »[194]. Les données ainsi recueillies peuvent donc être biaisées car cela a peut-être poussé « *les policiers à n'interpeller que dans le périmètre des jeunes qui leur sont connus, voir (dans le plus biaisé des cas) à profiter du*

[193] Depuis la guerre d'Algérie, cette loi n'avait été appliquée qu'en Nouvelle-Calédonie en 1984-1985.
[194] Lagrange Hugues, « Autopsie d'une vague d'émeutes », *op. cit.*, p. 46.

désordre ambiant pour interpeller Untel qu'ils espéraient voir tomber depuis longtemps, et contre lequel ils n'avaient pas encore réuni d'éléments suffisants. »[195]

Toutefois, et avec toutes les précautions que cela requière, un "profil" des émeutiers se dégage des études de ces données policières et judiciaires[196] : il s'agit pour la plupart de garçons, âgés de 15 à 20 ans qui habitent dans des quartiers classés zones urbaines sensibles. La plupart sont de nationalité française et nés en France mais d' "origine étrangère".[197] « *En rupture scolaire* »[198], ils sont principalement en fin de cursus secondaire. Et si certains sont au lycée, ils sont très peu à occuper un emploi. Des données sur les mineurs déférés au juge en Seine-Saint-Denis éclairent ce point : « *26% sont déscolarisés, 21% sont en formation en SEGPA ou dans des centres de formation pour apprentis, 8,5% ont une activité professionnelle – nécessairement peu qualifiée -, et seulement 44,5% poursuivent des études générales ou techniques.* »[199] Pour ce qui est de leur probable passé de délinquant (Nicolas Sarkozy avait affirmé que « *70% des gens qui ont été arrêtés ont un passé délictuel* » et que « *deux tiers des personnes interpellées sont connues des services de police* »), il n'est pas avéré. En tout cas pas pour la majorité des émeutiers interpellés. En effet, « *sur les 949 mineurs placés en garde-à-vue, 318 avaient des antécédents judiciaires – dont un tiers suivis au titre de l'enfance en danger – c'est-à-dire à peine plus de 20% des mineurs interpellés.* »[200] Et la proportion est quasiment la même pour les majeurs[201]. « *C'est certes plus que dans un échantillon représentatif des jeunes des villes de la couronne parisienne, mais cela n'autorise pas à conclure qu'il y avait une grande majorité de délinquants.* »[202]

Pour ce qui est des « *raisons de la colère* »[203] de ces jeunes émeutiers, là encore, il est difficile d'établir une liste claire, exhaustive et représentative des motivations d'implication. Tout d'abord parce que, nous l'avons déjà évoqué, aucun porte-parole ne s'est manifesté pendant ou après les événements et ainsi aucune parole collective n'a été portée. Ensuite, parce que rares sont ceux – journalistes ou sociologues – qui sont allés recueillir cette parole auprès des

---

[195] Lagrange Hugues, « Autopsie d'une vague d'émeutes », *op. cit.*, p. 47.

[196] Nous croisons ici les données d'Hugues Lagrange, qui portent sur l'ensemble du territoire français et celles de Laurent Mucchielli, qui portent uniquement sur la Seine-Saint-Denis. Eux-mêmes s'appuient sur les dossiers judiciaires des jeunes interpellés.

[197] En ce qui concerne leurs origines, si Hugues Lagrange insiste sur le poids des familles subsahariennes dans les endroits où ont eu lieu les émeutes, L. Mucchielli considère que la majorité des émeutiers sont originaires des pays du Maghreb.

[198] Lagrange Hugues, « Autopsie d'une vague d'émeutes », *op. cit.*, p. 49.

[199] *Ibid.*

[200] *Ibid.*, p. 48.

[201] Cf. données dans Lagrange Hugues, « Autopsie d'une vague d'émeutes », *op. cit.*, p. 48.

[202] *Ibid.*, p. 48.

[203] Mucchielli Laurent, « Les émeutes de novembre 2005 : les raisons de la colère » *art. cit.*, p. 11.

émeutiers. Malgré tout, certains travaux sociologiques[204], qui se sont basés sur des entretiens auprès d'"émeutiers", peuvent nous aider à mettre au jour un certain nombre de motifs d'implication et de participation à ces émeutes.

Le motif général le plus souvent avancé par les jeunes interrogés est la volonté de se montrer dans l'espace public, de s'exprimer et de se faire entendre. Viennent ensuite des motifs d'implication relatifs aux événements déclencheurs des émeutes. C'est-à-dire, à la mort des deux adolescents à Clichy-sous-Bois, (les jeunes évoquent le drame surtout pour dire que la police en est responsable et que le ministre de l'Intérieur a tenté de les dissimuler) et l'épisode de la grenade lacrymogène "tirée" en direction de la mosquée à Clichy (ici c'est l'absence d'excuses de la part de la police qui est évoquée). « *Dans les deux cas, c'est donc ce qui est considéré comme un déni et un mensonge de la part des autorités qui fonde l'indignation et le sentiment de légitimité morale de la colère émeutière.* »[205] L'opposition au ministre de l'Intérieur de l'époque, Nicolas Sarkozy, apparaît alors comme centrale dans la colère des jeunes émeutiers.

Une autre série de raisons que les jeunes mettent en avant pour expliquer leur participation aux émeutes fait, quant à elle référence à leur expérience de vie quotidienne, à ce que Laurent Mucchielli appelle un « *vécu d'humiliations multiples accumulées* »[206]. Ainsi, les jeunes évoquent principalement la relégation scolaire et professionnelle, la discrimination à l'embauche, mais aussi le comportement des policiers : les contrôles d'identités répétés, les écarts de langages, les provocations, etc. Les jeunes expliquent alors massivement leur implication par l'envie de se confronter avec les forces de l'ordre.

Et certains jeunes, plus minoritaires, invoquent également une dimension ludique des émeutes – qui sont alors vues comme l'occasion d'un grand défouloir – la compétition inter-cités, ou encore, la médiatisation elle-même.

---

[204] Laurent Mucchielli, d'une part et l'équipe de sociologues qui a collaboré au rapport du Centre d'analyse stratégique d'autre part ont mené des entretiens auprès de jeunes émeutiers. Laurent Mucchielli a mené une douzaine d'entretiens de jeunes habitant un quartier classé « zone urbaine sensible » du département des Hauts-de-Seine et l'équipe de sociologues parmi lesquels Michel Kokoreff, Olivier Galand et Pierre Baron, a mené une trentaine d'entretiens auprès de jeunes âgés entre 14 et 25 ans des communes de Saint-Denis et d'Aulnay-sous-Bois. C'est sur ces travaux que nous nous baserons ici pour établir les « raisons de la colère » des émeutiers.
Mucchielli Laurent, « Les émeutes de novembre 2005 : les raisons de la colère » art. *cit.*
Galland Olivier, De Maillard Jacques, Kokoreff Michel et alii, *Enquêtes sur les violences urbaines : comprendre les émeutes de novembre 2005. Les exemples d'Aulnay-sous-Bois et de Saint-Denis, art. cit.* (Rapport du Centre d'Analyse Stratégique)

[205] Mucchielli Laurent, « Les émeutes de novembre 2005 : les raisons de la colère », *art. cit.*, p. 23.

[206] *Ibid.*, p. 24.

D. Réactions et réponses de la classe politique française

Face à l'ampleur des événements, les réactions de la classe politique se sont faites nombreuses. Hommes et femmes politiques de tout bord ont largement réagi à cette crise prolongée des banlieues. Ainsi, comme le montre Véronique Le Goaziou[207], lors des premières nuits de violences, les réactions portent principalement sur le caractère violent des actes commis par les jeunes émeutiers. Que ce soit à gauche ou à droite, sont évoqués les affrontements avec la police et les biens dégradés et on pointe la violence des événements et des comportements des jeunes. Manuel Valls, par exemple, fera état d'une « *violence de plus en plus dure* ». Et cette violence que pointent les hommes politiques est largement condamnée et cela d'autant plus lorsque les émeutes vont durer et s'étendre. On est donc en présence d'une sorte de « *consensus républicain anti-violence* »[208], menée principalement par les élus de droite. Ainsi, notamment au début des émeutes, peu de chose seront dites sur les causes des violences. Dans l'opposition, si certains font allusion aux baisses de subventions accordées aux associations dans les quartiers ou au démantèlement de la prévention et de la police de proximité, comme Dominique Strauss Kahn, peu évoquent la situation difficile des quartiers sur le plan scolaire, en matière d'emploi, de logement ou encore les discriminations. Et pour ce qui est de la droite, et notamment de l'UMP, à l'instar de Nicolas Sarkozy, ces causes ne sont pas plus évoquées et la thèse qui prévaut pour expliquer ces émeutes, leur ampleur et leur durée, sera la thèse délinquante.

Outre ce consensus sur la condamnation des violences, un consensus sur « *l'acteur principal de la résolution des problèmes* »[209] est également présent. Pour la majorité de la classe politique, l'acteur le plus à même de faire cesser les violences et de ramener le calme dans les quartiers est la police. Ainsi, le rétablissement de l'ordre passe nécessairement par des moyens policiers. Et même si certains, notamment à gauche, critiquent l'action du gouvernement et déplorent le manque d'effectif des forces de l'ordre, ou appellent à l'instauration d'une police de proximité dont la disparition, selon eux, serait à imputer à la droite, tous en appellent à la police pour faire cesser les troubles. Sauf les Verts, seule formation à aller à contre-courant de ce discours uniforme : « *ils estimeront préjudiciable*

[207] Nous nous appuyons principalement sur le travail de Véronique Le Goaziou sur les réactions des hommes politiques. Il ne s'agit pas pour nous de faire un inventaire de toutes les prises de positions politiques mais de dresser un portrait général des spécificités et de la teneur de ces réactions.
Le Goaziou Véronique, « La classe politique fançaise et les émeutes : silence et déni » in Mucchielli Laurent et Le Goaziou Véronique, *Quand les banlieues brûlent... : retour sur les émeutes de novembre 2005*, *op. cit.*, pp. 36-57.
[208] *Ibid.*, p. 41.
[209] *Ibid.*, p. 42.

d'envoyer la police dans les quartiers, même au plus fort des émeutes, compte tenu de l'état de tension entre les forces de l'ordre et les jeunes des quartiers, et ils en appelleront à l'envoi de médiateurs pour tenter de calmer le jeu et d'ouvrir un espace de dialogue. »[210]

S'il y a globalement consensus des différentes formations de la classe politique française, les propos et la gestion de la crise par Nicolas Sarkozy divisent. En effet, le ministre de l'Intérieur sera l'objet de vives critiques, notamment de la part du Parti socialiste (PS), dans les premières semaines des événements. Qualifié de « *ministre-pyromane* » par Arnaud Montebourg, le ministre de l'Intérieur est mis en cause principalement sur sa méthode. En effet, « *ce sera moins* […] *le contenu de sa politique qui sera visé que la forme et la méthode utilisée* »[211]. Accusé de mettre le feu aux poudres, de faire de la politique-spectacle, on lui reproche également certains de ses propos. Outre ceux qu'il a tenus lors des émeutes, sur la mort des deux jeunes à Clichy notamment, on lui reproche également les mots « Kärcher » et « racaille », qu'il avait prononcés lors de précédents déplacements en banlieue[212]. Et les critiques ne viennent pas uniquement de l'opposition. Dans le gouvernement, une voix s'élève également contre les propos du ministre de l'Intérieur : celle d'Azouz Begag, alors ministre de la Promotion de l'Égalité des chances. Mais si des critiques s'élèvent vertement contre Nicolas Sarkozy, au début des émeutes, V. Le Goaziou constate tout de même que le PS « *fera preuve d'une relative empathie à l'égard du ministre de l'intérieur qui ne sera plus guère mis en cause lorsque les émeutes s'étendront* »[213].

En ce qui concerne les extrêmes, dont nous avons finalement peu parlé pour le moment, ils resteront relativement silencieux. A l'extrême gauche, il faudra attendre l'instauration de l'état d'urgence pour entendre véritablement la voix de Lutte Ouvrière ou de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), au côté du Parti communiste français (PCF)[214]. Pour exemple, la première intervention publique de la LCR interviendra le 8 novembre, soit près de douze jours après les premiers incidents. L'objet de cette intervention : une critique acerbe de la loi de 1955 instaurant l'état d'urgence. Pour la LCR, c'est une « *loi qui a permis les pires pratiques coloniales lors de la guerre d'Algérie* »[215]. Ainsi, « *il paraît manifeste que les*

---

[210] Le Goaziou Véronique, « La classe politique fançaise et les émeutes : silence et déni » *op. cit.*, p. 42.
[211] *Ibid.*, p. 40.
[212] Quelques mois avant les émeutes, Nicolas Sarkozy annonce qu'il va « *nettoyer au Kärcher la cité des 4000* » (juin 2005 – Courneuve). Lors de sa visite à Argenteuil, dans le quartier de la Grande Dalle, il dira à une habitante : « *vous en avez assez de cette bande de racailles ! Bien on va vous en débarrasser. On est là pour éradiquer la gangrène*. »
[213] *Ibid.*, p. 41.
[214] Véronique Le Goaziou qui travaille sur les dépêches AFP produites sur les émeutes ne comptabilise aucune dépêche AFP mentionnant des réactions de Lutte ouvrière ou de la LCR avant le 8 novembre.
[215] Communiqué de la LCR intitulé « Non à l'état d'urgence », cité dans Le Goaziou Véronique, « La classe politique française et les émeutes : silence et déni », *art. cit.*, p. 43.

acteurs politiques d'extrême gauche se sont sentis plus à l'aise pour défendre les libertés publiques, menacées selon eux par l'état d'urgence, que pour analyser le phénomène émeutier, ses causes, ainsi que la situation de la vie des habitants des quartiers populaires »[216].

Et à l'opposé de l'échiquier politique, à l'extrême droite, le silence est également de mise. Pour ce qui est du Front national (FN), on relève seulement quelques réactions après une semaine de violences dans les quartiers. Une déclaration est à retenir, celle de Marine Le Pen qui, le 4 novembre, réclame l'instauration de l'état d'urgence prévu par la loi d'avril 1955, estimant qu' « *il est temps de faire cesser les saccages, les incendies criminels, les tirs à balles réelles ainsi que les agressions contre les personnes.* »[217] Le FN justifiera ce relatif silence par le fait que « *compte tenu de la politique adoptée par le gouvernement, il n'y avait plus grand-chose à ajouter* ». De son côté, le MPF de Philippe de Villiers (Mouvement pour la France), s'appuyant sur ses arguments de lutte contre la « *déferlante migratoire* » et « *l'islamisation de la société* », tentera, en vain, d' « *occuper le terrain, par des communiqués et des actions dans les quartiers* »[218].

Une fois le niveau des violences revenu à la normale et l'ordre public rétabli dans les quartiers qui avaient connu des émeutes, le regard de la classe politique se déplacera quelque peu, des violences vers les habitants des banlieues françaises. A l'adresse desquels des mesures en matière d'emploi, de logement, d'éducation ou encore de santé, seront adressées par le gouvernement. En effet, en parallèle de l'annonce de l'instauration de l'état d'urgence, Dominique de Villepin proposa une série de mesures sociales en direction des quartiers populaires français. En matière d'éducation par exemple, le Premier ministre proposera une réforme d'apprentissage accessible maintenant dès l'âge de 14 ans « *pour les enfants qui ont quitté l'école* » ou qui ont des difficultés. En matière de vie associative, de rétablir les aides aux associations dont les contributions avaient auparavant été réduites (près de 200 millions d'euros sont promis). Il proposera également la mise en place d'un « *contrat de responsabilité parentale* » ou encore la création d'un « *service civil volontaire* ». Le projet de loi prévoit aussi la création d'une Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances mais aussi la nomination de six préfets « *à l'égalité des chances* » et la création de quinze nouvelles zones franches.

[216] Le Goaziou Véronique, « La classe politique française et les émeutes : silence et déni », *art. cit.*, pp. 43-44.
[217] Réaction de Marine Le Pen citée dans Le Goaziou Véronique, « La classe politique fançaise et les émeutes : silence et déni », *art. cit.*, p. 44.
[218] *Ibid.*, p. 45.

Et si le regard de la classe politique et les mesures prises par le gouvernement pour améliorer la vie dans les quartiers après les émeutes se tournèrent vers les difficultés des habitants des quartiers populaires, le regard de la droite se tourna également vers les immigrés et les étrangers. En effet, Nicolas Sarkozy demandera l'expulsion du territoire des étrangers qui avaient été condamnés dans le cadre des émeutes. Le 9 novembre, date à laquelle le ministre de l'Intérieur demande l'application de cette directive, cent vingt personnes sont concernées. Cette décision sera très fortement critiquée par les associations des droits de l'homme d'une part, et par les Verts et le PCF. En revanche, V. Le Goaziou note que cette décision « *n'appellera pas de commentaires du côté du PS et de l'extrême gauche.* »[219]

D'autres propositions émaneront du gouvernement ou de membres de l'UMP à la suite des émeutes. Notamment une loi prévoyant la suppression des allocations familiales aux parents qui n'exerceraient pas correctement leur fonction parentale.

II. DES EMEUTES INSCRITES DANS L'HISTOIRE DES VIOLENCES EMEUTIERES

Si les émeutes de 2005 ont surpris par leur ampleur et si les observateurs s'accordent sur leur caractère inédit – nous venons de le voir – il n'en reste pas moins que ce ne sont pas les premières que connaît la France, et qu'au regard de leurs aspects les plus généraux, elles s'inscrivent dans l'histoire d'un quart de siècle d'affrontements et de violences en banlieue, mais aussi dans une histoire plus longue du phénomène émeutier. En effet, selon Didier Lapeyronnie, malgré leurs spécificités, ces émeutes « *ne présentent sûrement pas une "rupture" de cette histoire, bien plutôt la consolidation de logiques et de situations déjà lourdement présentes dans les quartiers populaires* »[220]. C'est pour cela que nous avons choisi de revenir sur cette histoire du phénomène et sur l'émergence de sa médiatisation.

[219] Le Goaziou Véronique, « La classe politique française et les émeutes : silence et déni », *art. cit.*, p. 54.
[220] Lapeyronnie Didier, « Les émeutes urbaines, en France, en Grande-Bretagne et aux États-Unis », *art. cit.*, p. 8.

A. Des émeutes urbaines en France depuis les années 1970…

Les émeutes urbaines que connaît la France en 2005 ne sont donc pas une nouveauté. Depuis le début des années 1970, le pays connaît des cas d'émeutes dans les quartiers populaires et les banlieues de ses grandes métropoles. Si beaucoup d'auteurs considèrent que les premières émeutes urbaines françaises ont lieu en 1979 à Vaulx-en-Velin, dans la banlieue lyonnaise, Michelle Zancarini-Fournel[221], historienne, identifie déjà des incidents violents en 1971, à la cité de la Grapinière, à Vaulx-en-Velin. Essayant de retracer la généalogie des « *rebellions urbaines* »[222], elle retrouve, évoqués dans les archives de l'administration préfectorale de l'époque, des « *rodéos* », des « *escarmouches* », des « *effervescences* », et des « *incidents* »[223]. Les prémisses des émeutes urbaines telles qu'on les connaît aujourd'hui sont alors posées.

En 1979, Vaulx-en-Velin connaît d'autres émeutes. Des affrontements entre les forces de l'ordre et des groupes de jeunes s'accompagnent de voitures brûlées. En 1981, la cité des Minguettes à Vénissieux, toujours dans la banlieue lyonnaise, va connaître un "été chaud". Des jeunes se livrent à des courses de voitures volées avant de les incendier et ces "rodéos", comme ils vont être appelés, vont provoquer l'intervention des forces de l'ordre. La situation dégénère rapidement en véritables émeutes. Ces événements vont être les premiers à connaître une couverture médiatique de grande ampleur et seront à l'origine de la Marche pour l'égalité et contre le racisme, en 1983.

Dans les années 1990, d'autres émeutes vont avoir lieu. En octobre 1990, éclate une série d'émeutes à Vaulx-en-Velin, à la suite de la mort d'un jeune motard, lors d'une course-poursuite avec la police. Dans les heures qui suivent la mort de Thomas Claudio, 16 ans, le quartier du Mas du Taureau "s'enflamme". Pendant plusieurs nuits consécutives, des affrontements ont lieu avec la police, des incendies sont déclenchés et le centre commercial sera pillé. Dans les mois qui suivent, « *d'autres émeutes plus ou moins importantes vont avoir lieu* »[224] : à Argenteuil où des magasins sont pillés, à Montfermeil, à Grenoble ou encore à Sartrouville, à la suite de l'assassinat d'un jeune homme par un vigile, à l'entrée d'une cafétéria. Les 25 et 26 mai 1991, des incidents éclatent dans le quartier du Val Fourré à Mantes-la-Jolie, après la mort d'un jeune du quartier pendant une garde-à-vue. Par la suite des

[221] Zancarini-Fournel Michelle, « Généalogie des rebellions en temps de crise (1971-1981) », *Vingtième siècle*, n°84, 2004, p. 121.
[222] *Ibid.*, p. 119.
[223] *Ibid.*, p. 121.
[224] Lapeyronnie Didier, « Les émeutes urbaines, en France, en Grande-Bretagne et aux États-Unis », *art. cit.*, p. 7.

émeutes prennent forme dans le XVIIIe arrondissement de Paris en 1993, à la cité des Fontenelles à Nanterre en 1995 ou encore dans le quartier Saint-Jean à Chateauroux en 1996. Une nouvelle vague d'affrontements a lieu à la fin de l'année 1997. Dans la nuit, du 2 au 3 novembre notamment, de violentes émeutes éclatent dans le quartier de La Duchère à Lyon où quatre personnes trouvent la mort. A Dammaris-les-Lys, le conducteur d'une voiture qui avait forcé un barrage de police est abattu par la police d'une balle dans la tête. S'ensuivra près d'une semaine d'émeutes. Et à Strasbourg, dans les quartiers du Neuhof et de Hautepierre, de nombreuses voitures sont incendiées, « *avec un point culminant le soir du réveillon de la Saint-Sylvestre où 53 voitures sont brulées* »[225]. En 1998, c'est le quartier du Mirail à Toulouse qui "s'embrase" et l'on observe de violents affrontements entre émeutiers et forces de police. Le point de départ : la mort d'Habib Ould Mohamed des suites d'une bavure policière lors d'un flagrant délit de vol de voiture.

Pendant les années 2000, la série se poursuit avec notamment des émeutes dans les quartiers de la Grande Borne à Grigny et des Tarterêts à Corbeil Essonne, à Lille, à Montbéliard, en 2000, à Vitry-sur-Seine et dans le quartier de Borny à Metz, en 2001, dans le quartier des Hautepierre à Strasbourg et aux Mureaux dans les Yvelines, en 2002 ou encore à Nîmes et à Avignon en 2003.

Après les émeutes de 2005, la France connaît de nouveau des épisodes de violence. Fin mai 2006, de violents affrontements opposent jeunes et forces de l'ordre à Montfermeil, en Seine-Saint-Denis. Et en novembre 2007, c'est à Villiers-le-Bel, dans le Val-d'Oise, que de violents incidents éclatent à la suite du décès de deux adolescents du quartier, âgés de 15 et 16 ans, après avoir percuté une voiture de police en moto dans des circonstances qui, aujourd'hui encore, restent floues.

Même si nous avons choisi d'axer notre chronologie des émeutes sur les émeutes françaises, il n'en reste pas moins que les émeutes de 2005 s'inscrivent également dans une histoire internationale des émeutes urbaines. En effet, le phénomène émeutier dans les quartiers sensibles n'est pas uniquement visible en France. On observe des séries d'émeutes aux États-Unis et en Grande-Bretagne[226] notamment.

Pour ce qui est des États-Unis tout d'abord, les premières émeutes éclatent dès 1965, dans le quartier de Watts à Los Angeles. Comme c'est quasiment toujours le cas – nous l'avons vu pour les émeutes françaises –, elles font suite à des incidents avec la police et donneront lieu à

---

225 Lapeyronnie Didier, « Les émeutes urbaines, en France, en Grande-Bretagne et aux États-Unis », *op. cit.*, p. 8.

226 Il ne s'agit pas pour nous de faire une revue détaillée de tous les cas d'émeutes qu'ont connu ces deux pays. Nous ne présenterons que quelques séries d'émeutes qui ont marqué l'histoire des émeutes urbaines.

des affrontements avec la police. Les années suivantes, en 1966, 1967 et 1968, le pays connaîtra d'autres émeutes, à Chicago, Cleveland, Tempa, Cincinnati, Atlanta, Newark ou encore Détroit. En 1966, on recense près de 43 émeutes et plus de 164 en 1967, « *dont 8 suffisamment sérieuses pour nécessiter l'intervention de l'armée.* »[227]. Les émeutes qui éclatent à Detroit en 1967, à la suite d'une descente de police dans un débit de boisson clandestin qui a dégénéré, feront 38 morts. En 1992, comme nous l'avons vu en introduction, Los Angeles connaîtra une autre série d'émeutes particulièrement violentes. On comptera près de 58 morts, 2400 blessés, 4500 commerces détruits et un milliard de dollars de dégâts. Ces émeutes éclatent à la suite de l'acquittement de quatre policiers "blancs" qui avait passé à tabac, Rodney King, un automobiliste noir.

En ce qui concerne la Grande-Bretagne, la plupart des "grandes émeutes" que connaît le pays éclatent dans les années 1980-1990. Dans les années 1980 des vagues d'émeutes éclatent dans les quartiers centraux de grandes villes. C'est le cas à Bristol en 1980, à Londres (dans les quartiers de Brixton et Southall), à Liverpool (dans le quartier de Toxteth) et à Manchester (quartier de Moss Side) en 1981, « *et à nouveau dans les villes principales en 1985, y compris Birmingham (Handsworth).* »[228]. A Bristol, en 1980, la ville est le théâtre d'affrontements entre quelques 200 jeunes Noirs et policiers. Ceux-ci seront déclenchés à la suite d'une interpellation policière à propos d'une infraction au Code de la Route.

Dans les années 1990, le pays connaît également des émeutes, notamment à Oxford dans la cité de Blackbirds Legs en 1991, à Bristol en 1992 et à Brixton en 1995. Celles de Bristol, en 1992, font suite au décès de deux jeunes qui avaient volé une voiture, dans une course-poursuite avec la police. Les jeunes du quartier mettent le feu à la bibliothèque de la ville, au centre communautaire et pillent les magasins. A Brixton, trois ans plus tard, le scénario est encore similaire : la mort d'un jeune homme lors d'un interrogatoire dans les locaux de la police suscite l'émotion. Une manifestation est organisée. Elle dégénère en émeute.

Plus récemment, en 2005, la ville de Birmingham sera de nouveau le théâtre d'émeutes. Parties de la rumeur du viol d'une jeune jamaïcaine de 14 ans par une vingtaine d'hommes d'origine sud-asiatique dans le quartier de Lozells, des émeutes éclatent pendant deux jours, faisant de nombreux blessés et même un mort.

Même si ces émeutes anglo-saxonnes et américaines ne sont pas en tout point similaires avec celles que l'on peut connaître en France car prenant généralement la forme d'affrontements

---

[227] Lapeyronnie Didier, « Les émeutes urbaines, en France, en Grande-Bretagne et aux États-Unis », *op. cit.*, p. 9.
[228] Joly Danièle, *L'émeute, ce que la France peut apprendre du Royaume-Uni*, *op. cit.*, p. 61.

entre communautés ethniques – chose que l'on n'observe pas dans les émeutes françaises – ou encore parce qu'elles sont beaucoup plus violentes – jamais les émeutes françaises n'ont fait autant de morts – on constate tout de même quelques similitudes. En effet, en observant les cas étrangers mais aussi les cas français, il se dégage des similitudes, notamment en ce qui concerne le scénario de déclenchement, les relations avec la police ou encore les quartiers dans lesquels ces émeutes se produisent.

B. … Mais un phénomène émeutier visible depuis des siècles…

Nous venons de le voir, les émeutes de 2005 sont le continuum d'une série d'émeutes urbaines qui apparaissent au début des années 1970 et qui éclatent régulièrement et en des lieux divers, au cours des décennies suivantes. Mêmes inédites, les émeutes de novembre 2005 s'inscrivent donc dans un peu plus d'un quart de siècle de violences en banlieue, de « rodéos » et d'affrontements entre jeunes de quartiers "sensibles" et forces de l'ordre. Mais elles s'inscrivent également dans une histoire plus longue du phénomène émeutier, dans ce que Jean Nicolas appelle aussi le « *phénomène rébellionnaire* »[229]. Parce que si les émeutes urbaines "modernes", c'est-à-dire telles qu'on les conçoit aujourd'hui (émeutes qui éclatent dans les quartiers populaires des grandes métropoles, entre jeunes et forces de l'ordre, où les jeunes brûlent des voitures, dégradent des bâtiments etc.), apparaissent bien dans les années 1970, le phénomène émeutier, dans son acception plus large, c'est-à-dire ce que l'on pourrait appeler des actions populaires en groupe, accompagnées de violence, est visible depuis de nombreux siècles. Émeutes de subsistance, émeutes contre l'appareil policier, judiciaire ou militaire, émeutes contre l'Église pour la dîme... la liste est longue. Et de ces émeutes, de ces « *tumultes* »[230] rébellionnaires, on en trouve trace notamment sous l'Ancien Régime. En effet, comme nous le rappelle Jean Nicolas dans *La rébellion française*[231], si de 1661 à 1789 – période qu'il étudie – la France n'a connu aucune révolution, la société française a tout de même « *vécu sur le mode de l'intranquillité, selon des rythmes inégaux, mais dans un frémissement quasi ininterrompu.* »[232] Aussi, l'auteur identifie près de 8500 émotions[233] sur la

[229] Nicolas Jean, *La rébellion française : mouvements populaires et conscience sociale : 1661-1789,* Paris, ed. du Seuil, 2002, p. 16.
[230] *Ibid.,* p. 26.
[231] Pour mener à bien notre analyse, nous nous baserons essentiellement sur cet ouvrage historique qui retrace les formes et les logiques des rébellions au temps de l'Ancien Régime.
[232] *Ibid.,* p. 29.
[233] L' « émotion » est un terme juridique employé à l'époque pour qualifier un mouvement collectif assorti de violence. Il est à distinguer de la « sédition » dont l'objectif est plus directement la remise en cause du pouvoir

période, « *de toute nature et de tout calibre* »[234]. Si le tiers de ces émotions ne sont que des « *tumultes d'importance réduite* »[235], elles peuvent s'avérer dans un peu moins de la moitié des cas être des « *rebellions plus graves* »[236], qui mobilisent entre 11 et 50 personnes et dans un quart des cas des « *révoltes et séditions avérées auxquelles ont participé plus de 50 individus* »[237]. Et ces agitations, que l'on identifie sur l'ensemble du territoire français, dans tous les départements et toutes les régions, ne sont pas également réparties entre ville et campagne. En effet, ces émotions concernent avant tout les agglomérations. Ainsi « *avec 40,4% des cas enregistrés, les villes – qui ne regroupent que 15% de la population française – constituent la matrice rébelliogène par excellence.* »[238]. Dans les campagnes et les villages, si le nombre d'émeutes est quasiment identique à celui enregistré par les villes (40,2%), il n'en reste pas moins que les agitations sont de moindre importance en terme d'intensité et de nombre de participants. En ce qui concerne les bourgs[239], ils semblent être beaucoup plus calmes et ne comptabilisent qu'un cinquième des cas enregistrés.

Les participants de ces mouvements collectifs de protestations, quelque en soit leur nombre, proviennent essentiellement des classes populaires. En effet, « *c'est le bas de la société qui se jette dans la rue, réclame du pain, attaque les postes de police, malmène les huissiers de justice, brutalise les collecteurs d'impôts et les agents du seigneur ou défend au corps à corps la statue du saint protecteur brutalement déclassé par un curé moderniste…* »[240].

Quant à leurs cibles, aux « *différents déclencheurs de rébellion* »[241] – nous venons d'en apercevoir quelques-unes –, elles sont nombreuses et diverses. Au premier rang de ces déclencheurs et loin devant les autres cibles émeutières : la colère contre le fisc et plus particulièrement contre les impôts indirects. Cela n'a rien d'étonnant car si « *la rébellion s'en était toujours pris à l'impôt* »[242], la part très importante de cette cible dans les rebellions de l'Ancien Régime peut s'expliquer par le fait que la fiscalité se soit nettement alourdie lors du

---

en place. Jean Nicolas dit à ce propos : « *L'"émotion" sera tout aussi bien une amorce de "sédition", mais les juristes s'efforcent d'établir un distinguo entre les deux phénomènes : dans les deux cas, le mouvement peut s'accompagner de formes diverses de violence et/ou de pillage, mais l'"émotion" vise un objectif particulier et immédiat, de même que l'"émeute" qui n'est qu'une émotion aggravée ; l'esprit de désobéissance est plus marqué dans la "sédition" qui met en cause l'autorité du roi et l'ordre public.* »

Nicolas Jean, *La rébellion française : mouvements populaires et conscience sociale : 1661-1789*, *op. cit.*, p. 23.

[234] *Ibid.*, p. 29.

[235] Nicolas Jean, *La rébellion française : mouvements populaires et conscience sociale : 1661-1789*, *op. cit.*, p. 30.

[236] *Ibid.*

[237] *Ibid.*

[238] *Ibid.*, p. 33.

[239] L'auteur différencie les villes (plus de 2 000 habitants), les bourgs (de 500 à 2 000 habitants), des villages (jusqu'à 500 habitants).

[240] *Ibid.*, p. 10.

[241] *Ibid.*, p. 35.

[242] *Ibid.*, p. 37.

XVII[e] et du XVIII[e] siècle. Viennent ensuite, au second rang, les difficultés alimentaires. Se développent alors des émeutes de marchés et les plus modestes se mettent à attaquer les greniers et les convois de grains. Les formes d'« *opposition collective à l'appareil répressif de l'État* »[243], prennent la troisième place. Des rebellions contre la police ou la maréchaussée éclatent alors, notamment à la suite d'arrestations – nous y reviendrons. Viennent ensuite, des émotions diverses, qui sont le plus souvent des actes de défoulement collectif sans objet de contestation véritable, les « *affaires antiseigneuriales* »[244] ou encore « *les conflits salariaux et autres affrontements au sein du monde du travail* »[245]. Dans le bas de l'échelle de ces déclencheurs d'émeutes se trouvent aussi les rebellions liées aux croyances et aux faits religieux, la remise en cause des autorités municipales ou encore « *la rébellion à couleur régionaliste* »[246]. Des cas de violences à l'encontre de particuliers, de notables, de gens d'Église ou encore de membres de la noblesse sont également répertoriés.

Et si une bonne partie de ces révoltes ont « *pour moteur des atteintes matérielles objectives* »[247] comme l'impôt sous toutes ses formes, la nourriture, le salaire ou encore l'organisation seigneuriale et ont donc un « *schéma revendicatif clair* […]*, axé sur l'argent ou le statut, sur la défense par le groupe d'intérêts familiaux ou individuels* »[248], d'autres émeutes « *ont leurs racines non dans l'intérêt immédiat, mais la sphère des affects* »[249]. Ainsi, nombre d'affaires font suite à des situations où sentiment d'injustice et émotion s'entremêlent. « *Il s'agit d'impressions provoquées par des scènes fortes, de sentiments moraux violés par l'imposition brutale de l'ordre, de frustrations individuelles débouchant sur une colère libératrice, parfois même de fantasmes gros de paniques vengeresses.* »[250] Ce type de révolte que l'on pourrait qualifier d'"émeutes de l'affect", se retrouve dans les actes de résistances collectives dirigées contre les forces de police, quand celles-ci tentent d'arrêter des individus. En effet, lors d'arrestations jugées injustes, il arrive que la foule, témoin de la scène, se rassemble et s'en prenne aux forces de l'ordre. Si ces émeutes sont généralement limitées à des groupes restreints de 20 à 50 personnes, il arrive parfois qu'elles rassemblent des centaines voire des milliers de personnes « *des deux sexes et de tout âge* »[251]. Et le scénario est souvent identique : un miséreux, généralement mendiant est arrêté par les forces de police.

---

[243] Nicolas Jean, *La rébellion française : mouvements populaires et conscience sociale : 1661-1789*, *op. cit.*, p. 35.
[244] *Ibid.*
[245] *Ibid.*
[246] *Ibid.*
[247] *Ibid.*, p. 353.
[248] *Ibid.*
[249] *Ibid.*
[250] *Ibid.*
[251] *Ibid.*, p. 354.

Il résiste, refusant d'avancer et s'agrippant à tout ce qu'il peut pour freiner sa progression. La foule interpellée et curieuse se masse autour de la scène et « *s'identifie au pauvre malmené* »[252]. La police apparaît alors « *comme l'instrument d'une insupportable tyrannie* »[253]. Les insultes fusent et rapidement, les coups pleuvent. Ainsi « *après les cris,* [ce sont] *les coups de poing ou de manches d'outils, les bûches, les projectiles divers selon ce qui se trouve à portée.* »[254]. Et si ces affrontements avec la police concernent des gens de tout âge – nous l'avons vu – les jeunes ne sont pas en reste lorsqu'il s'agit d'actes rébellionnaires. Sur la période qu'examine Jean Nicolas, les actes qui relèvent de la contestation de la jeunesse représentent à peu près 7% des cas d'émeutes, soit plus de 634 affaires. Et l'origine des désordres provoqués par les jeunes sont divers. Ils vont des « *plus innocents* »[255], comme l'agitation nocturne qui ne relève que de la simple turbulence, aux plus subversifs, comme les heurts avec les forces de l'ordre ou la maréchaussée ou les conflits avec les autorités locales, en passant par les « *plus ritualisés* »[256], comme les bagarres entre bandes voisines. Outre ces bagarres et autres affrontements entre bandes, lors des fêtes locales principalement, « *il y a de la part des jeunes, une fronde bien ciblée contre tout ce qui représente l'autorité en uniforme ou en chaperon municipal, contre les soutanes et les galons dorés. Rejet de la coercition morale, celle qui empêche de vivre à sa guise ou de s'amuser, refus au degré primaire de ce qui représente sur place la contrainte des institutions, de l'État, de l'Église, de la seigneurie si présente et pesante encore.* »[257]

Ainsi, l'étude des rebellions et des cas d'émeutes de l'Ancien Régime permet de dégager des éléments que l'on retrouve dans les émeutes contemporaines. Ces "émotions", comme elles sont appelées, sont majoritairement urbaines et sont le fait d'individus appartenant aux classes populaires, comme c'est le cas des émeutes contemporaines. Même si les causes de ces émeutes peuvent être diverses, certaines peuvent être provoquées par une intervention policière jugée illégitime et injuste et c'est invariablement le cas des émeutes contemporaines. Et par ailleurs, les jeunes ne sont pas forcément étrangers à ces rébellions et s'inscrivent, pour une partie d'entre eux, dans le rejet de l'autorité, des institutions et de l'État, comme c'est généralement le cas des émeutes contemporaines.

[252] Nicolas Jean, *La rébellion française : mouvements populaires et conscience sociale : 1661-1789*, *op. cit.*, p. 355.
[253] *Ibid.*
[254] *Ibid.*
[255] *Ibid.*, p. 443.
[256] *Ibid.*
[257] *Ibid.*, p. 457.

C. … que l'on médiatise fortement dès le XIXe siècle.

Si les émeutes de 2005 sont à inscrire dans une histoire plus longue du phénomène émeutier et rébellionnaire – ce que nous venons de faire – il paraît également intéressant de remonter aux sources de la médiatisation de ce type d'épisodes de violence. En analysant quelles logiques étaient à l'œuvre dans le traitement médiatique de la violence lorsqu'il est apparu, cela nous permettra peut-être de mieux comprendre les logiques actuelles et de les mettre en perspectives.

Pour mener à bien cette analyse, nous nous appuierons sur les travaux de Dominique Kalifa, historien spécialiste de l'histoire du crime et de ses représentations et plus particulièrement, sur une de ses contributions : « Les journaux et la "sécurité publique" au XIXe siècle »[258] car même s'il n'étudie pas directement le traitement médiatique des émeutes, il analyse l'émergence au XIXe siècle du traitement des violences et de l'insécurité dans les journaux français. Et selon lui, le XIXe siècle marque un tournant dans le traitement médiatique des violences et de la question sécuritaire. En effet, comme le rappelle l'auteur, « *la question de l'insécurité n'est pas née au tournant des années 1990, ni au début des années 1970 lorsque la France "avait peur", ni même avec l'invention des blousons noirs dans la décennie 1950* »[259] mais au XIXe siècle. Et cela parce que cette époque marque une convergence de paramètres favorables à l'émergence de la question et du discours sécuritaire. D. Kalifa distingue trois constituants nécessaires à l'émergence de ce discours : des statistiques judiciaires ou policières qui soient publiques et disponibles ; une représentation parlementaire « *fonctionnant comme une tribune politique légale et l'instrument d'un débat public légitime* »[260] ; et enfin un appareil médiatique « *capable de donner une large visibilité sociale aux réalités délinquantes* »[261]. Et pour l'auteur, cette convergence, toujours opérante à l'heure actuelle, naît au XIXe siècle. En effet, c'est à cette époque que sont publiées les premières statistiques judiciaires « *homogènes et continues du pays* »[262]. Aussi, le Compte général de l'administration de la justice criminelle publie son premier volume en 1827 et les données statistiques deviennent « *le principal indicateur et matériau du discours sécuritaire* »[263]. C'est

---

[258] Kalifa Dominique, « Les journaux et la "sécurité publique" au XIXe siècle » in Pinto Evelyne, *Pour une analyse critique des médias : le débat public en danger*, Bellecombe-en-Bauges, ed. du Croquant, 2006, pp. 57-70.
[259] *Ibid.*, p. 57.
[260] *Ibid.*, p. 58.
[261] *Ibid.*
[262] *Ibid.*, p. 59.
[263] *Ibid.*

également à cette période, en 1825, que naît la *Gazette des Tribunaux*, un quotidien entièrement dédié aux questions de justice et de crime. Et concernant le troisième élément convergent, la représentation parlementaire, même fébrile et réduite, est bien présente dans ces années 1820-1830, période de la Restauration.

C'est donc à cette époque, à la fin de la Restauration, dans les années 1826-1927, qu' « *est repérable l'expression d'une problématique moderne de l'insécurité, fondée sur l'émergence d'un débat public virulent concernant les risques d'agressions nocturnes à Paris et dans les grandes villes.* »[264] Ainsi, les fait-divers envahissent les pages des journaux de l'époque et le thème de l'insécurité est largement exploité. Et cela dès 1826, moment où les principaux journaux du pays publient une longue série d'articles « *alarmistes* »[265] sur la recrudescence des attaques nocturnes à Paris. L'écriture fait-diversière prend forme et une sorte de « *trame narrative* »[266] s'établit, en décrivant avec la plus grande précision possible « *les modalités de l'agression (l'embuscade nocturne, l'étranglement), le profil des agresseurs (le rebut des "classes inférieures"), les quartiers dangereux, l'insuffisance de la police* »[267], tout cela se terminant sur « *l'expression d'une profonde exacerbation publique*.»[268]. Face à cette "emballement" médiatique, les autorités publiques s'en prennent aux journaux qu'elles accusent de semer le trouble et d'insuffler un vent de panique. Ainsi, « *la donne médiatique, affectant un lectorat qui est aussi un électorat s'impose dès lors comme un élément majeur de ce débat* »[269].

Si l'engouement visible en 1926 s'estompe assez vite, des épisodes similaires d' « *"émotions" sécuritaires* »[270] réapparaissent pendant la monarchie de Juillet, en 1836, 1839 et 1844-1846 notamment. Lors de cette période, si les « *poussées de fièvre* »[271] sont analogues, elles sont accentuées par un climat social de peur aiguë qui pousse à la production toujours croissante de statistiques et d'enquêtes sociales, et par l'augmentation de la diffusion des journaux français. Ainsi, lors des années 1843-1844, que l'auteur analyse comme « *un nouveau paroxysme* »[272], les récits d'attaques nocturnes, les observations critiques sur la sécurité dans les grandes villes et autres faits-divers inondent les journaux. Et c'est en ces

---

[264] Kalifa Dominique, « Les journaux et la "sécurité publique" au XIXe siècle », *art. cit.*, p. 59.
[265] *Ibid.*, p. 59.
[266] *Ibid.*
[267] *Ibid.*
[268] *Ibid.*
[269] *Ibid.*, p. 60.
[270] Expression qu'emprunte Dominique Kalifa à Simone Delattre.
Delattre Simone, *Les douze heures noires. La nuit à Paris au XIXe siècle*, Paris, Albin Michel, 2003, 851 p., cité dans Kalifa Dominique, « Les journaux et la "sécurité publique" au XIXe siècle », *art. cit.*, p. 60.
[271] *Ibid.*
[272] *Ibid.*

termes que le *Journal des débats* parle, à l'époque, de ce genre de faits : « *Les escarpes, vous le savez, ce sont les voleurs de nuit, embusqués dans les rues désertes, l'œil fait à l'obscurité, l'oreille ouverte au moindre bruit, épiant de loin l'arrivée d'un passant sur lequel ils tombent à l'improviste, qu'ils frappent pour l'étourdir, qu'ils étranglent ou qu'ils poignardent pour étouffer ses cris, et qui, après ces horribles luttes s'en vont ramasser dans la boue ou dans le sang les quelques pièces d'argent abandonnées par leurs victimes*. »[273]. Autant dire que les journaux donnent dans le sensationnalisme et participent à cette peur sociale.

Ces faits-divers alarmistes disparaissent complètement des pages des journaux au moment du Second Empire, en raison de la censure qui s'installe et de « *la rétractation du débat public* »[274], mais réapparaissent lorsque la liberté de la presse est retrouvée à la fin de l'Empire. La France connaît alors un véritable regain d'inquiétude sécuritaire d'autant plus importante que se constitue une presse de masse et qu'apparaît une démocratie parlementaire. L'insécurité grandissante dans les grandes villes est alors de nouveau pointée par les journaux, de véritables « *campagnes alarmistes affectent alors le pays* »[275] et la question sécuritaire s'enracine progressivement dans le discours médiatique. Lors d'une première phase, qui ne concerne que Paris, lors des années 1881-1885, le discours se généralise et se radicalise avec l'apparition d'une presse « *particulièrement hostile à l'institution policière* »[276]. La campagne médiatique portée par l'ensemble des journaux trouve même des échos au niveau politique au niveau municipal mais aussi au niveau gouvernemental. En effet, « *le mouvement fut* […] *porteur, et les propos inquiets se multiplièrent à mesure que la préfecture de police, puis le gouvernement Waldeck Rousseau s'appropriaient le thème sécuritaire, même si c'était pour le désamorcer par la mise en œuvre de politiques plus répressives (rafles dans les quartiers "dangereux", vote de la loi sur la relégation des multirécidivistes).* »[277]

Lors de la deuxième phase, que D. Kalifa identifie dans les années 1900-1914, phase « *plus virulente* »[278], le thème de l'insécurité et la médiatisation devient à la mode et entre « *dans l'âge adulte* »[279]. Ainsi l'argumentaire développé à cette époque, est peu à peu repris par des acteurs politiques qui en font un thème porteur pour leurs campagnes politiques jusqu'à ce qu'en 1914, « *la question de la sécurité publique* [devienne] *un fait médiatique et politique*

[273] Extrait des « Mystères de Paris » d'Eugène Sue publié dans *Le Journal des débats* du 11 novembre 1844 , cité dans Kalifa Dominique, « Les journaux et la "sécurité publique" au XIXe siècle », *art. cit.*, pp. 60-61.
[274] *Ibid.*, p. 61.
[275] *Ibid.*, p. 62.
[276] *Ibid.*, p. 63.
[277] *Ibid.*, p. 64.
[278] *Ibid.*
[279] *Ibid.*

important, autour duquel [commencent] sérieusement à s'ordonner programmes, campagnes et stratégies. »[280]

Conclusion

Au travers de l'étude des émeutes de l'automne 2005 dans un premier temps, puis de l'histoire des violences émeutières dans les banlieues françaises et étrangères, dans un second temps, nous avons pu dégager les logiques inhérentes au phénomène émeutier et leurs aspects récurrents comme leur déclenchement, les quartiers concernés, les relations avec la police, les répertoires d'actions, etc.

Le retour sur les émeutes de 2005 plus particulièrement, a également permis de saisir, dans le détail, les logiques spécifiques de ces émeutes. Cela nous a permis de comprendre ce qui s'était concrètement produit sur le terrain des violences et sur le terrain politique, de comprendre d'où partaient ces émeutes, leurs trajectoires et leurs évolutions, de comprendre qui étaient les émeutiers et quelles avaient été les raisons de leur colère, de comprendre aussi quelles réponses politiques avaient été données aux violences et à la crise plus profonde que connaissent les banlieues et d'entrevoir les différentes réactions de la classe politique.

Cela nous permettra, lors de notre analyse du traitement médiatique de ces émeutes, de comprendre et de mettre en perspective les propos et les angles d'approches des journaux étudiés, de voir quels éléments constitutifs des événements ont été traités ou encore quelles réactions ou versions politiques ont été relayées ou critiquées. En effet, une bonne connaissance des événements et de leurs antécédents nous paraît nécessaire pour saisir au mieux, le discours journalistique et les différentes logiques du système médiatique. En ce sens, l'analyse de l'émergence et de l'évolution de la question sécuritaire tout au long du XIXe siècle, même si elle n'apporte pas d'éléments sur le traitement des émeutes en particulier, permet de mettre au jour les différents éléments fondateurs du discours journalistique sur les violences "urbaines" et son évolution. Ces éléments permettront probablement de mieux appréhender certaines facettes du discours journalistique sur les émeutes de 2005.

[280] Kalifa Dominique, « Les journaux et la "sécurité publique" au XIXe siècle », *art. cit.*, p. 65.

<u>Partie II : Un discours médiatique spécifique et hétérogène selon les quotidiens</u>

Le discours journalistique sur les émeutes de novembre 2005, a été particulièrement hétérogène selon les quotidiens. En effet, si dans l'ensemble, chaque journal a abordé les événements émeutiers, la situation socio-économique des banlieues, les réactions politiques ainsi que la gestion des événements par le gouvernement[281], tous ne l'on pas fait de la même manière, ni dans les mêmes proportions. Chacun a privilégié certaines de ces thématiques, en a "délaissé" d'autres ou les a abordées de manière différentes. *Le Monde*, *Le Figaro*, *Libération*, *L'Humanité* et *Le Progrès* ont adopté des traitements spécifiques et développé des discours hétérogènes, comme nous allons le voir. Pour autant, trois grands registres de lecture et d'approche des événements peuvent être dégagés. Le premier, que l'on peut qualifier de "politique", car les journaux concernés (*Le Monde* et *Le Figaro*) axent leur traitement sur la gestion et les réactions des acteurs politiques institutionnels, le second que l'on peut qualifier de "social" ou tout du moins de "sociétal", en ce sens que les journaux concernés (*Libération* et *L'Humanité*) orientent leur discours et leur traitement sur les difficultés et la vie quotidienne dans les quartiers et enfin un dernier, que l'on qualifiera de "factuel" au vu du traitement centré principalement sur les nuits de violences, que développe le journal concerné (*Le Progrès*), moins porté sur les analyses.

Nous aborderons ici les journaux en fonction de ces grands registres de lecture, auxquels nous porterons une grande attention. Mais notre analyse ne se limitera pas à ces grandes catégories de traitement, nous analyserons également, dans le détail, les différentes aspects du traitement de chaque quotidien, pour ne pas "écraser" les discours produits et les réduire à une seule dimension. Aussi, ces grands registres ne sont considérés que comme des tendances globales et générales, qui facilitent l'analyse notamment.

Nous allons donc étudier dans le détail les traitements et discours mobilisés par les différents journaux. Tout d'abord, ceux du *Monde* et du *Figaro* qui ont privilégié un traitement

[281] Ces grandes catégories de traitement ressortent de l'analyse effectuée sur le corpus d'ensemble, qui comprend l'ensemble des articles des cinq quotidiens. La catégorie « événements émeutiers », constituée de deux classes qui correspondent aux actes émeutiers et aux événements déclencheurs, représente 31% du corpus d'ensemble. La situation socio-économique des banlieues, constituée de trois classes qui correspondent au diagnostic social dans les quartiers, aux questions d'intégration et à la vie quotidienne dans les quartiers, représente 37% du corpus. Et la catégorie politique, qui regroupe deux classes correspondant principalement aux mesures prises par le gouvernement pendant les émeutes et aux réactions de la classe politique, représente 32% du corpus. On remarque que sur le corpus d'ensemble les trois catégories relèvent à peu près, en terme statistique, du même ordre de grandeur.

politique, ensuite ceux de *Libération* et de *L'Humanité*, qui ont privilégié un traitement plus social et enfin celui du *Progrès*, qui notamment en raison de son statut de journal régional a privilégié un traitement plus factuel.

I. DES JOURNAUX AU TRAITEMENT POLITIQUE : *LE MONDE* ET *LE FIGARO*

A. *Le Monde* : des acteurs politiques très présents

Pendant près de trente jours, *Le Monde*, comme l'ensemble des autres quotidiens, a accordé une place importante aux émeutes de l'automne 2005. Au total c'est près de 201 articles et 30 tribunes[282] qui sont consacrés aux événements, aux réactions qu'ils suscitent et aux questions plus générales qu'elles soulèvent. Dès le 29 octobre, premier jour où le quotidien parle des incidents à Clichy-sous-Bois, les événements apparaissent en une. Si ça n'est pas le sujet principal, le journal leur consacre tout de même un encadré en première page, titré « Violents affrontements dans des cités de Seine-Saint-Denis » et trois articles dans les pages « Société ». Dans les jours qui suivent, les événements occupent une place de plus en plus importante, en terme d'espace à la une et d'articles. En effet, *Le Monde* ira jusqu'à dédier près de six pages aux événements et plus d'une quinzaine d'articles en moyenne dans les éditions du 8, 9 et 10 novembre[283]. Et dès le 4 novembre, les émeutes constituent la une principale du journal, titrée « Les banlieues continuent à flamber, Villepin et Sarkozy s'affrontent ». Il en sera ainsi jusqu'au 10 novembre où le journal titre sur le couvre-feu (« Les couvre-feux sont approuvés par la majorité, acceptés à gauche »). Le quotidien ira même jusqu'à créer une rubrique spécifique pour regrouper les articles. Associée aux pages Société cette rubrique est tour-à-tour appelée « Société-Violence », « Société-Violences urbaines », « Société-Banlieues », « Politique et Société-Violences dans les banlieues » et enfin « Politique et Société-La crise dans les banlieues ». A la mi-novembre, même si *Le Monde* consacre toujours des articles aux événements et à leurs suites, ils ne constituent plus l'information principale. Ainsi, le 11 novembre, ce sont les élections anticipées en Israël et le congrès du Parti socialiste, qui supplantent les événements en banlieues. Ils n'apparaissent en une que de façon sporadique et le nombre de pages qui leur sont consacrés diminuent fortement.

---

[282] Même si nous n'analysons pas les tribunes, cela reste tout de même un bon indicateur de l'importance de la couverture des événements.
[283] Le 8 novembre, 13 articles sont consacrés aux émeutes ; le 9 novembre 23 et le 10 novembre 15.

Voyons maintenant à travers l'étude lexicométrique de notre corpus, quelles dimensions des événements ont été abordées par le quotidien, quels angles de traitement ont été privilégiés et dans quelles proportions.

a. *Des violences émeutières peu traitées*

Les violences émeutières n'ont pas fait l'objet d'un traitement abondant sur l'ensemble de la période étudiée, dans les pages du *Monde*. En effet, si celles-ci sont en grande partie abordées au début des émeutes, elles sont rapidement délaissées au profit de papiers axés notamment sur les réactions politiques ou sur la situation dans les banlieues françaises – nous le verrons ultérieurement.

Ainsi, cette classe ne représente, sur la totalité du corpus, que 16% des unités de contexte élémentaires (u.c.e) classées[284]. Elle est essentiellement centrée sur les incendies de véhicules, qui ont été les actes émeutiers les plus visibles et les plus nombreux mais aussi sur les affrontements avec les forces de l'ordre[285]. Plus marginalement, les jets de projectiles ou de cocktails Molotov, les caillassages ou encore les incendies de poubelles ou de bâtiments sont également évoqués. Et le caractère violent de ces incidents est par ailleurs souligné[286]. En témoignent les deux extraits suivants[287] : « *Des affrontements particulièrement violents se sont produits, dans la nuit du jeudi 27 au vendredi 28 octobre, dans des cités HLM de Clichy-sous-Bois et de la ville voisine de Montfermeil, en Seine-Saint-Denis, opposant à des sapeurs-pompiers et à des policiers des bandes de jeunes gens rendus furieux par la mort de deux de leurs amis.* »[288] ; « *les assaillants mettent le feu à un camion devant une école à Sevran, les forces de l'ordre subissent des jets de projectiles dans la cité des 3 000, à Aulnay, la tension monte encore à Bondy-nord* »[289].

---

[284] Les unités de contextes élémentaires (u.c.e) sont les morceaux de texte qui résultent du découpage opéré par Alceste, généralement en fonction de la ponctuation. C'est l'unité de référence du logiciel.

[285] incendie : khi2 de 159 ; véhicule : khi2 de 155 ; affronter et ses dérivés : khi2 de 80.
Le khi2 est un indicateur du degré d'appartenance du mot à la classe.

[286] violent : khi2 de 88.

[287] Alceste propose des extraits de textes qu'il considère comme les plus représentatifs de chacune des classes. Nous nous appuierons donc principalement sur ces extraits mais il est possible que nous citions quelque fois des extraits plus longs, lorsque nous avons jugé, au cours de notre lecture du corpus, que c'était plus pertinent au vu de nos propos.

[288] « Violents affrontements dans des cités de Seine- Saint-Denis », 29/10/2005, *Le Monde*, Une.

[289] « Les violences s'étendent en Seine-Saint-Denis et changent de forme », 03/10/2005, *Le Monde*, Luc Bronner et Piotr Smolar

Les forces policières mobilisées sont également fortement évoquées – on retrouve donc les termes de « police », de « gendarme » ou encore de « forces de l'ordre »[290] –, soit pour mentionner leur rôle et leurs interventions, soit pour dire qu'ils sont la cible des violences perpétuées par les émeutiers comme dans cet extrait : « *Des gendarmes sont appelés en renfort. A plusieurs reprises, ils font usage des flash-balls pour repousser les émeutiers. Deux heures après le début des incidents, ils investissent des immeubles pour tenter d'accéder aux toits et procéder à des interpellations.* »[291] Et comme le montre cet extrait, les interpellations effectuées sont également rapportées. Par ailleurs, les principaux lieux présents dans cette classe, lieux où les émeutes se sont déroulées, témoignent d'un traitement centré sur l'Ile-de-France essentiellement. On retrouve donc les départements de la Seine-Saint-Denis, du Val-d'Oise et des Yvelines, les villes de Clichy-sous-Bois et la cité du Chêne-Pointu, de Montfermeil, d'Aulnay-sous-Bois et le quartier de la Rose-des-Vents, du Raincy, de Sevran, du Blanc Mesnil, de Bondy et d'Aubervilliers. Une seule ville de province est associée à cette classe : Vaulx-en-Velin.

Sont également associés à cette classe les termes d' « incidents », de « violences urbaines » et d' « émeutiers »[292]. C'est donc principalement par ces termes que sont qualifiés les événements. Le terme d' « émeute »[293], non comptabilisé par Alceste car réparti sur l'ensemble du corpus, est également présent. Mais nous aborderons le choix des qualificatifs pour nommer les émeutes ultérieurement, dans la troisième partie.

b. L'événement déclencheur tardivement évoqué

Si l'événement déclencheur des émeutes, à savoir la mort des deux adolescents dans le transformateur EDF de Clichy-sous-Bois, est évoqué au tout début des incidents pour en expliquer l'origine, celui-ci n'est finalement que peu traité par le quotidien. Si d'autres journaux axent la majorité de leurs articles, au début des événements, sur cette mort "suspecte", ça n'est pas le cas du *Monde*, qui – nous l'avons vu – parle principalement des violences dans les premiers jours d'émeutes. En fait, c'est plus tardivement, que le quotidien s'intéressera à cette dimension des événements. Ainsi, le 5 novembre, le journal consacre à

---

[290] police : khi2 de 121 et 80 occurrences ; CRS : khi2 de 87 et 29 occurrences ; gendarme : khi2 de 70 et 16 occurrences; force de l'ordre : khi2 de 51 et 30 occurrences.

[291] « Clichy-sous-Bois cristallise les tensions politiques et sociales », 02/10/2005, *Le Monde*, Luc Bronner et Catherine Simon

[292] incident : khi2 de 96 et 53 occurrences sur l'ensemble du corpus ; violences urbaines : khi2 de 88 et 104 occurrences sur l'ensemble du corpus ; émeutiers : khi2 de 20 et 11 occurrences dans la classe.

[293] émeute(s) : 69 occurrence sur l'ensemble du corpus.

cette question, un article entier titré « Les circonstances de la mort des adolescents restent floues »[294]. Le 9 novembre, il revient sur les propos de Muhittin Altun, le rescapé, lors de son interrogatoire effectué par la police judiciaire le lendemain de l'accident, qui corroborent l'existence d'une course-poursuite avec la police. Et dans la même édition, dans un article titré « La version policière des événements de Clichy-sous-Bois »[295], le quotidien soulève les invraisemblances de la version policière au regard notamment des enregistrements de leurs échanges radios.

Si les événements déclencheurs sont peut traités, ils constituent tout de même une classe à part entière – ce qui n'est pas le cas pour tous les journaux – qui représente 12% des u.c.e classées. Il est donc fait référence au transformateur, à l'électrocution et aux deux prénoms des jeunes décédés[296] (Zyed et Bouna). Les éléments qui font débat quant au déroulement de cet épisode sont également fortement présents. On retrouve donc mentionné l'épisode de course-poursuite, le vol présumé sur un chantier par les jeunes, qui avait motivé l'intervention de la police, la fuite des jeunes qui voulaient échapper à un contrôle d'identité, le franchissement du mur d'enceinte EDF par Zyed, Bouna et Muhittin avant qu'ils ne pénètrent dans le transformateur[297]. En témoigne l'extrait suivant qui reprend le témoignage de Muhittin : « *Bouna est venu en courant. Après il a dit "courez". Après on lui a dit : "Pourquoi tu veux qu'on coure" ? Après il a dit : "Ils sont en train de nous courser". Qui est "ils" ?, le questionne un enquêteur. La police, répond Muhittin Altun. Bouna est rentré dans le chantier, je ne sais pas pourquoi (...). Dahut est resté à l'extérieur du chantier. Bouna n'a pas dit pourquoi son pote faisait le guet. Après il nous a dit de courir. Après on s'est mis à courir dans le parc, les keufs étaient à 30 mètres de nous. Je courais parce que les autres couraient. Après on est rentré dans le truc EDF là où il y a l'électricité. Zyed a sauté par-dessus le mur. Moi je me suis baissé car je cherchais quelque chose pour escalader le mur.* »[298] Par ailleurs, l'enquête déclenchée par la plainte des familles est également mentionnée[299.]

[294] « Les circonstances de la mort des adolescents restent floues », 05/11/2005, *Le Monde*, Nathalie Guibert.
[295] « La version policière des événements de Clichy-sous-Bois », 09/11/2005, *Le Monde*, Gérard Davet et Fabrice Lhomme.
[296] Le journal mentionne les noms des deux adolescents mais dans une faible proportion : Zyed est cité 12 fois dans tout le corpus et Bouna, 14 fois.
[297] transformateur : khi2 de 199, le plus élevé de la classe ; électrocution : khi2 de 100 ; Zyed : khi2 de 79 ; Bouna : khi2 de 100 ; course : khi2 de 35 ; vol : khi2 de 56 ; chantier : khi2 de 92 ; fuite : khi2 de 50 ; contrôle : khi2 de 46 ; mur : khi2 de 15 ; pénétrer : khi2 de 70.
[298] « La version policière des événements de Clichy-sous-Bois », 09/11/2005, *Le Monde*, Gérard Davet et Fabrice Lhomme.
[299] Enquête : khi2 de 50 et 17 occurrences dans la classe.

c. Une dimension politique très présente

Si rapidement le traitement des violences émeutières est mis de côté et l'élément déclencheur peu traité – nous venons de le voir – c'est que *Le Monde* favorise un traitement plus politique des événements. Loin d'envisager les violences en elles-mêmes comme politiques (comme peuvent l'envisager certains auteurs cités dans l'introduction), le quotidien développe une lecture politique des "événements" au sens large, en ce sens qu'il accorde une place très importante aux réactions et à la gestion politique des émeutes. Aussi, la classe qui révèle la présence de cette forte dimension politique représente à elle seule, près de 29% du corpus et rassemble principalement des noms d'hommes politiques qui sont intervenus lors des émeutes. Sont présents Nicolas Sarkozy, qui est l'homme politique le plus abondamment évoqué, Dominique de Villepin, Jacques Chirac et Azouz Begag[300]. Viennent ensuite, Jean-Louis Borloo, Philippe de Villiers et François Hollande[301]. Comme nous le voyons avec le poids respectif des personnalités évoquées dans la classe, les représentants du gouvernement de l'époque sont bien plus présents que les membres de l'opposition. Aussi, les termes de « ministre » et de « gouvernement » sont ceux qui emportent le plus la constitution de la classe, contrairement au terme d'« opposition », qui n'est que peu présent[302]. La répartition est la même en ce qui concerne les termes de « droite » et de « gauche »[303]. *Le Monde* a donc favorisé le traitement des interventions et des actions des hommes politiques membres du gouvernement.

Cela est également visible lors de la lecture attentive du corpus. En effet, dès le 1er novembre, le quotidien consacre une grande partie de sa une ainsi qu'un article de près de 5 000 signes et un édito, aux réactions de Nicolas Sarkozy[304]. Et par la suite, de nombreux articles seront consacrés à l'"opposition" entre Dominique de Villepin et N. Sarkozy pour la gestion des événements, aux réactions d'Azouz Begag à l'encontre du ministre de l'Intérieur, à l'intervention télévisée du Président de la République et à l'instauration de l'état d'urgence.

[300] N. Sarkozy : 135 occurrences avec un khi2 de 156 ; D. De Villepin : 84 occurrences avec un khi2 de 138 ; J. Chirac : 56 occurrences avec un khi2 de 76 ; A. Begag : 35 occurrences pour un khi2 de 77.
Cette forte représentation d'A. Begag, ministre de la Promotion de l'égalité des chances, est dû au fait qu'il a vivement critiqué les propos et la gestion de Nicolas Sarkozy.

[301] Jean-Louis Borloo : 19 occurrences avec un khi 2 de 42 ; Philippe de Villiers : 12 occurrences avec un khi 2 de 29 ; François Hollande : 12 occurrences avec un khi 2 de 24.

[302] ministre : khi2 de 462 et 271 occurrences ; gouvernement : khi2 de 178 et 111 occurrences ; opposition : khi2 de 10 et seulement 8 occurrences.

[303] droite : khi2 de 114 ; gauche : khi2 de 43.

[304] « Violences-urbaines : Sarkozy prône la « tolérance zéro », 01/11/2005, *Le Monde*, Une.
« Émeutes de Clichy-sous-Bois : les interventions de Nicolas Sarkozy sont contestées, même à droite », 01/11/2005, *Le Monde*, Jean-Baptiste de Montvalon
« Les limites d'une politique », 01/11/2005, *Le Monde*, Éditorial, Non signé

L'extrême droite et plus particulièrement le Front national, qui réclame principalement l'instauration d'un couvre-feu, ne fera l'objet que de quelques articles sur l'ensemble de la période (six au total). Quant aux articles sur les réactions et les propositions de l'opposition de gauche, principalement celles du Parti socialiste, même s'ils sont un peu plus nombreux ils restent tout de même peu représentés (seulement une douzaine d'articles leur sont en partie consacrés).

Pour Luc Bronner, cette prédominance de l'aspect politique et institutionnel dans le traitement du *Monde* s'explique par la culture et l'identité du journal :

« *Je pense qu'il y a un élément important qui correspond à l'identité du journal qui s'est beaucoup fondé sur l'aspect politique. Donc je pense que la problématique politique est vraiment centrale dans le fonctionnement du journal.* […] *Je pense que ça correspond, oui… à la réponse que je vous fais, c'est-à-dire d'un journal qui est quand même de culture institutionnelle. On a tendance à beaucoup plus donner la parole aux institutions… enfin donner la parole aux institutions ça se dit pas mais de… globalement, au-delà de la crise des banlieues, à faire intervenir les institutions plutôt que du reportage. Voilà, on a une culture professionnelle qui est un peu différente.* »[305]

d. Des questions d'intégration et d'identité évoquées au travers de tiers

Si l'aspect politique est très présent dans le traitement du *Monde,* les questions relatives à l'intégration et à l'identité sont également fortement développées par le quotidien. Cette classe, qui correspond donc à la problématique intégrative, représente elle aussi près de 30% des u.c.e classées. On retrouve donc présents le verbe « intégrer » et ses différentes déclinaisons, mais aussi l'adjectif « français » et le nom « France » ainsi que les différents dérivés du verbe « immigrer » comme « immigré » ou « immigration »[306]. Le modèle d'intégration à la française est également évoqué et à cette occasion c'est principalement les cas britannique et américain ou encore les expériences espagnole ou allemande qui sont mentionnés comme éléments de comparaison[307]. En outre, le thème identitaire est développé par le quotidien, même si c'est dans une moindre mesure. Ainsi, on retrouve le terme « origine », généralement associé à celui d'« ethnique » ainsi que les mots « noir »,

---

[305] Entretien Luc Bronner, *Le Monde,* journaliste société, 08/07/2008. Cf. liste des entretiens et renseignement sur les enquêtés en annexe.

[306] intégrer : 48 occurrences pour un khi2 de 75 ; français : 132 occurrences pour un khi2 de 147 (le plus élevé de la classe) ; France : 109 occurrences pour un khi2 de 39 ; immigrer : 67 occurrences avec un khi2 de 58.

[307] modèle : khi2 de 53 ; britannique : khi2 de 24 ; américain : khi2 de 30 ; espagnol : khi2 de 18 ; allemand : khi2 de 21.

« africain », « arabe » et « maghrébin »[308]. Il est également fait référence à l'aspect religieux et notamment à l'islam[309].

Mais lorsque ces thèmes sont soulevés, c'est principalement au travers d'interviews ou à l'occasion d'articles sur le traitement des événements par les médias étrangers. Aussi on pourrait penser que *Le Monde* n'adhère pas à cette lecture des événements ou qu'il ne s'autorise à en parler qu'au travers des propos de tiers ou de confrères étrangers.

Plusieurs extraits témoignent de la présence de ces thèmes dans les pages du quotidien, évoqués par l'intermédiaire de tiers dont notamment celui-ci : « *Autant d'actions qui ont peut-être "contourné l'essentiel", remarque El Watan : "Replacer la problématique des banlieues dans le processus plus global de l'immigration et de la démocratie sociale." Et de conclure que "les pouvoirs publics continuent à traiter le problème techniquement, en lieu et place d'une vision plus intégrée... et plus intégrante". Les journaux européens et anglo-saxons sont encore plus sévères sur "l'incapacité de la France à intégrer ses immigrants", selon le correspondant du New York Times à Paris.* »[310]

Pour Luc Bronner, cette relative absence d'un traitement "direct" des problèmes d'intégration, d'échec du modèle français et d'une lecture en terme ethnique s'explique ainsi :

« Sur la ségrégation ethnique dans le pays, c'est des choses qu'on ne voit plus. Quand on est journaliste à Paris on a pris l'habitude d'avoir des quartiers où vivent quasiment que des blancs et des quartiers où vivent quasiment que des noirs et des maghrébins. Aux journalistes étrangers qui arrivent, ça va leur sauter aux yeux, littéralement. La même chose sur la composition sociale ou ethnique des entreprises. […] Ce qu'on voit pas en France. C'est vrai que nous on le sait… on le sait très bien en tant que journaliste, on le sait très bien en tant que citoyen… D'abord on va avoir peur d'utiliser certains mots, peur d'utiliser les mots « blanc », « noir », par exemple. Et puis on va considérer que ça fait partie… d'une chose évidente donc qui ne se raconte pas forcément. »[311]

e. Des problèmes en matière d'éducation et d'insertion professionnelle

Une dernière classe, présente dans le corpus du *Monde*, correspond à l'évocation des problèmes en matière d'éducation et d'insertion professionnelle que peuvent connaître les banlieues françaises. Mais celle-ci ne représentant que 12% des u.c.e classées, elle est finalement peu développée. Malgré tout, on retrouve un ensemble de termes propres à

308 origine : khi2 de 44 ; ethnique : khi2 de 20 ; noir : khi2 de 28 ; africain : khi2 de 20 ; arabe : khi2 de 14 ; maghrébin : khi2 de 10.
309 religion : khi2 de 20 ; islam : khi2 de 32.
310 « La presse étrangère critique l'attitude de Nicolas Sarkozy », 05/11/2005, *Le Monde*, Service France.
311 Entretien Luc Bronner, 08/07/2008.

l'enseignement comme « école », « collège », « lycée » mais aussi « scolaire » et « élève » et à l'emploi comme « professionnel », « entreprise », « embaucher » ou « chômage »[312]. Et l'idée de difficulté est par ailleurs fortement associée à cette classe[313].

Par ailleurs, cet aspect du problème des banlieues est notamment évoqué à l'occasion d'articles sur le projet de loi, présenté par Dominique de Villepin au début du mois de novembre, baptisé « Egalité des chances » qui instaure, entre autres, l'entrée en apprentissage à 14 ans. *Le Monde* évoque également les problèmes d'emploi et les difficultés scolaires lors de portraits ou témoignages de jeunes habitants de quartiers difficiles, comme dans cet extrait : « *ce jeune homme de 25 ans est titulaire d'une maîtrise en gestion d'entreprise obtenue en 2003 à l'université Paris-XII (Créteil). Depuis, il a obtenu quelques stages, un contrat à durée déterminée de deux mois, mais aucun emploi durable. Phase d'espérance. Djamel fait partie des 200 jeunes chômeurs diplômés de Seine-Saint-Denis - minimum bac+4 - qui ont été sélectionnés pour l'opération « Nos quartiers ont du talent », organisée par le Medef nord- francilien*. »[314]

B. *Le Figaro* : violences émeutières, réactions politiques et suites judiciaires très suivies

Dans les pages du *Figaro*, les émeutes de l'automne 2005 ont occupé un espace comparable à celui consacré par *Le Monde*. Un peu plus de 200 articles et une trentaine de tribunes ont été publiés sur le sujet, soit sensiblement le même nombre d'écrits pour les deux quotidiens. Leur réactivité face aux premiers incidents est également comparable. *Le Figaro* mentionne également en une les premières violences à Clichy-sous-Bois dès l'édition du 29 et 30 octobre[315]. Et cet encadré, qui ne constitue que quelques lignes, intitulé « Clichy-sous-Bois après les émeutes », augure une série de plus d'une quinzaine de une sur les événements. En effet, dès le 31 octobre, les événements constituent la une principale du journal (« Violences urbaines : la banlieue parisienne sous le choc ») et il en sera ainsi jusqu'au 10 novembre. Les événements font également l'objet d'un traitement abondant en terme d'espace et d'articles. Dès les premiers jours de novembre, c'est une page complète qui leur est entièrement

[312] enseignement : khi2 de 76 ; école : khi2 de 70 ; collège : khi2 : 153 ; lycée : khi2 de 72 ; scolaire : khi2 de 231 ; élève : khi2 de 265 (le plus élevé de la classe) ; emploi : khi2 de 40 ; professionnel : khi2 de 126 ; entreprise : khi2 de 102 ; embaucher : khi2 de 39 ; chômage : khi2 de 35.
[313] difficulté : khi2 de 83.
[314] « Des jeunes diplômés chômeurs témoignent devant des chefs d'entreprise de Seine-Saint-Denis », 19/11/2005, *Le Monde*, Jean-Baptiste de Montvalon.
[315] Dans l'édition du 29 et 30 octobre, les premiers incidents ne sont mentionnés en une que dans un titre dans le sommaire de une, intitulé « Essentiel ».

consacrée et l'édition du 5 et 6 novembre consacre même trois pages entières de sa rubrique « Société » aux événements. Le record est atteint le 8 novembre, date à laquelle le journal dédie cinq pages à ce qu'il appelle « *la crise des banlieues* » et près de 15 articles. Cette appellation « *la crise des banlieues* » sera d'ailleurs l'objet d'un nom de rubrique spécifique que le quotidien crée début novembre pour rassembler l'ensemble des articles traitant du sujet. A la mi-novembre, le traitement se fait moins dense et moins régulier. Ainsi les événements disparaissent complètement de la première page du quotidien et les articles se font moins nombreux dès le 16 novembre.

a. Des récits d'actes émeutiers développés

Tout au long de la période, c'est-à-dire du 29 octobre[316] au 30 novembre, *Le Figaro* porte une attention soutenue aux épisodes de violences émeutières. Si la couverture des nuits de violences est plus intense aux débuts des incidents et s'atténue au fil des jours, avec l'arrivée de papiers d'analyse, de reportages plus généraux sur l'insécurité, sur les causes et les solutions de la crise par exemple, *Le Figaro* fait régulièrement et jusqu'à l'accalmie, le rapport des nuits d'émeutes, des villes touchées, des dégâts provoqués. Aussi, cette classe relative aux violences émeutières, représente 23% du corpus, ce qui est sensiblement supérieur à la majorité des quotidiens de notre corpus[317].

Pour ce qui est du contenu du traitement de ces violences émeutières, il est globalement identique aux autres journaux. *Le Figaro* évoque les incendies et plus particulièrement les incendies de voitures. Cela paraît logique au vu du nombre de véhicules qui ont été incendiés durant les émeutes (près de 10 000). Il fait également référence aux jets de cocktails Molotov et de projectiles ainsi qu'aux échanges de tirs entre jeunes (qui tirent à balles réelles) et forces de l'ordre (qui tirent des grenades lacrymogènes). Les affrontements avec la police, sont par ailleurs mentionnés, tout comme les agressions envers les pompiers. Et comme c'est le cas dans la totalité des corpus, le caractère violent des affrontements est mis en évidence. Les blessés, principalement du côté des forces de l'ordre et des pompiers, sont également évoqués, comme en atteste cet extrait : « *Caillassages, jets de cocktails Molotov et désormais tirs à balles réelles : lors de leurs interventions des derniers jours, les hommes de la Brigade des sapeurs-pompiers de Paris (BSPP) ont essuyé des attaques toujours plus violentes. Ainsi,*

---

[316] Date à laquelle *Le Figaro* fait mention pour la première fois des incidents à Clichy-sous-Bois.

[317] En effet, seul *Le Progrès* fait un traitement encore plus important des violences émeutières. Cette classe représente 49% du corpus du quotidien régional. Pour les autres journaux cette classe représente en moyenne 15% de leurs corpus.

mercredi soir, deux soldats du feu ont été légèrement blessés par des jets de projectiles en Seine-Saint-Denis tandis que la veille, un autre avait dû être hospitalisé à Nanterre (Hauts-de-Seine) après avoir été aveuglé par le contenu d'un cocktail Molotov. »[318]

Le Figaro porte également, tout comme *Le Monde*, une attention particulière au travail et aux interventions des forces de l'ordre et de sécurité. En atteste la forte représentation dans cette classe des termes de « policier », « gendarme », « CRS » ou encore « pompier »[319] mais surtout certains articles, comme celui du 5 novembre titré « Chronique policière d'une nuit d'affrontements »[320]. Cet article relate, sur la base d'une note de synthèse de la Direction départementale de la sécurité publique de Seine-Saint-Denis, la nuit et les interventions des 500 policiers et gendarmes mobilisés dans le département, « *qui ont vécu l'une des nuits les plus chaudes depuis le début des émeutes* »[321] selon les auteurs de l'article.

b. *Des comparutions d'émeutiers qui servent à évoquer « l'expérience de vie quotidienne » dans les quartiers difficiles*

En parallèle des récits d'affrontements, *Le Figaro* consacre également beaucoup d'articles aux comparutions des émeutiers. Et ce traitement judiciaire, qui constitue à lui tout seul une classe – chose que l'on ne retrouve dans aucun autre corpus –, représente près de 17% des u.c.e classées. Aussi retrouve-t-on dans cette classe des termes qui se rapportent à la justice comme « tribunal », « Parquet » et « avocat »[322] ou encore aux peines encourues par les prévenus, comme « prison », « ferme » ou « sursis »[323]. La couverture de ces comparutions est également l'occasion pour le quotidien de dresser un profil des émeutiers et d'évoquer leur « *expérience de vie quotidienne* »[324], celle de leur famille et des habitants des quartiers sensibles. *Le Figaro* s'appuie donc sur les témoignages des jeunes lors des procès, sur les évocations du passé et de la vie des prévenus lors des audiences. Les relations et les situations familiales sont maintes fois mentionnées comme l'atteste la présence dans cette classe de

[318] « La colère gronde chez les sapeurs-pompiers », 04/11/2005, *Le Figaro*, Cyrille Louis.
[319] policier : 74 occurrences pour un khi de 102 ; gendarme : khi2 de 55 ; CRS : khi2 de 30 ; pompier : khi2 de 111 et 41 occurrences.
[320] « Chronique policière d'une nuit d'affrontements », 05/11/2005, *Le Figaro*, Patrice Brunat et Christophe Cornevin
[321] *Ibid.*
[322] tribunal : khi2 de 101 (le plus élevé de la classe) ; Parquet : khi2 de 43 ; avocat : khi2 de 40.
[323] prison : khi2 de 50 ; ferme : khi2 de 37 ; sursis : khi2 de 27.
[324] Expression empruntée à Laurent Muchielli dans Mucchielli Laurent, « Les émeutes de novembre 2005 : les raisons de la colère » *art. cit.*, p. 24.

termes relatifs à la famille comme « mère », « père », « frère » ou encore « sœur »[325], ainsi que ce court extrait : « *Sylla nie toute participation. Il était dehors car, explique-t-il, il allait récupérer chez sa sœur une béquille dont il se sert depuis une mauvaise chute. A grands traits, le tribunal dresse son portrait. Chez son père, chauffeur de car, et sa mère, au chômage, il vit avec neuf de ses douze frères et sœurs. Côté scolarité, le parcours est banal.* »[326.] Mais c'est surtout l'idée de peur qui est abondamment évoquée. Que ce soit la peur des habitants des quartiers concernés, pour leur sécurité et pour leurs biens, ou la peur des jeunes émeutiers et de leur famille de l'issue du procès.

Et sur cette spécificité du *Figaro* qui a, bien plus que les autres quotidiens, axé son traitement sur les suites judiciaires des émeutes, les explications et les avis des journalistes rencontrés sont partagés. Pour Claire Bommelaer, journaliste au service « Politique » du quotidien, cela s'explique par un souci de satisfaire le lectorat du journal, principalement de droite, en demande de ce type d'information :

« *Je pense que ça c'est typiquement quelque chose qui intéresse l'électorat de droite. C'est-à-dire bon finalement, quelles suites on donne à tout ça et pas seulement… Il y avait les annonces du plan de Villepin, ça c'est une sorte de suite et puis ensuite, les voitures brûlées, combien ? quoi ? qu'est-ce qu'on a fait ? et est-ce qu'on les a punis ? Bon ben ça, c'est typique* Figaro. »[327]

Pour Cyrille Louis, journaliste au service « Société » du quotidien, c'est plus dans un souci de compréhension des émeutiers que ce traitement judiciaire a été abordé :

« *Pourquoi on a fait des papiers là-dessus ? c'est parce que ça nous permettait de voir qui étaient ces jeunes qui avaient jeté des cailloux, des cocktails Molotov sur les policiers, sur les pompiers, de les entendre parler, de les entendre s'expliquer, se justifier. Donc moi je pense que c'était une très bonne idée de suivre ces audiences, ces comparutions immédiates. Enfin voilà quoi, parce qu'on pourrait nous dire que « ouais,* Le Figaro *il veut montrer qu'il y a une répression », mais franchement ça je suis certain que si on l'a fait c'est pas pour valoriser l'action répressive du gouvernement, c'était parce que ça nous donnait accès à des gens qu'on avait vu qu'en ombre chinoise jusqu'à présent.* »[328]

---

[325] raconter : khi2 de 87 ; famille : khi2 de 47 ; mère : khi2 de 91 ; père : khi2 de 86 ; frère : khi2 de 58 ; sœur : khi2 de 45.

[326] « A Bobigny les prévenus défilent devant le tribunal », 08/11/2005, *Le Figaro*, Angélique Négroni.

[327] Entretien Claire Bommelaer, *Le Figaro*, journaliste politique, 08/07/2008.

[328] Entretien Cyrille Louis, *Le Figaro*, journaliste société, 09/07/2008.

c. Réactions et gestion politiques au cœur du traitement

Si *Le Figaro* accorde une grande attention aux violences émeutières et à leurs suites judiciaires, les réactions politiques et les mesures prises par le gouvernement sont au cœur de son traitement. En effet, alors que le 1er novembre est annoncé en une que « *les émeutes de Clichy-sous-Bois se sont décalées hier sur le terrain politique* »[329] en évoquant les critiques du Parti socialiste adressées au gouvernement, c'est exactement ce qu'opère le quotidien dans ses pages. En effet, si dans les premiers jours, les articles sont consacrés aux premiers incidents et à la mort suspecte des deux adolescents dans le transformateur, *Le Figaro* oriente rapidement son traitement sur le terrain politique. Critiques et réactions politiques, « *guerre des chefs* »[330] au sommet de l'État, instauration du couvre-feu, projet de loi sur l'égalité des chances, mesure contre les étrangers impliqués dans les émeutes, projets de remaniement de la loi sur l'immigration… les sujets sont divers et nourrissent considérablement les pages du quotidien. Aussi, la dimension politique est fortement présente dans le corpus du *Figaro*. Elle représente près de 31% des u.c.e classées et se répartit en deux classes.

La première, qui représente à elle seule 25% des u.c.e classées, correspond aux acteurs politiques intervenus lors des émeutes et cités dans le quotidien. Sont donc présents Nicolas Sarkozy et Dominique de Villepin mais contrairement aux autres journaux, le ministre de l'Intérieur n'est pas beaucoup plus cité que son premier ministre (seulement 115 occurrences pour N. Sarkozy contre 109 pour D. De Villepin)[331]. Plus classiquement, on retrouve également Jacques Chirac, Azouz Begag et dans une moindre mesure Jean-Marie Le Pen et François Hollande[332]. Comme pour *Le Monde*, on note donc une forte présence de personnalités membres du gouvernement, *a fortiori* de droite. Cette prédominance se remarque également dans le fait que les termes « ministre » et « gouvernement », tout comme ceux de « Matignon » et d' « Élysée » sont beaucoup plus présents, et que la gauche est peu évoquée. En effet, les termes « opposition », « communiste » et « Verts » sont présents et associés à la classe, mais que dans une faible proportion[333].

---

329 « Le PS critique la méthode Sarkozy », 01/11/2005, *Le Figaro*, Une.

330 « Quand la guerre des «quartiers» ravive la guerre des chefs », 03/11/2005, *Le Figaro*, Paul-Henri du Limbert.

331 Le khi2 de Nicolas Sarkozy (200) est même inférieur à celui de Dominique de Villepin (216).

332 Jacques Chirac : 57 occurrences pour un khi2 de 111 ; Azouz Begag : 23 occurrences pour un khi2 de 69 ; Jean-Marie Le Pen : 13 occurrences pour un khi2 de 27 ; François Hollande : seulement 7 occurrences pour un khi2 de 16.

333 ministre : 179 occurrences pour un khi2 de 246 (le plus élevé de la classe) ; gouvernement : 80 occurrences pour un khi2 de 105 ; Matignon : khi2 de 40 ; Élysée : khi2 de 39 ; gauche : 34 occurrences pour un khi2 de 84 ; opposition : khi2 de 8 ; communiste : khi2 de 22 ; Verts : khi2 de 11.

La seconde classe qui constitue ce traitement politique et qui représente seulement 6%, porte sur les actions menées par les sources institutionnelles, sur les mesures prises par le gouvernement pour enrayer la crise. Et si l'instauration de l'état d'urgence et les mesures qui en découlent sont abondamment évoquées, c'est d'avantage encore la mesure voulue par Nicolas Sarkozy, d'expulser les étrangers impliqués dans les violences urbaines qui est mentionnée[334]. Ainsi de nombreux articles sont consacrés à ces mesures ainsi qu'aux critiques et débats qu'elles suscitent.

Cette prédominance du traitement politique ainsi que la forme que ce traitement prend, dénote une forte tendance du *Figaro* à traiter les événements « émeutes de 2005 » au travers des réactions et des actions des sources institutionnelles.

Et là encore, la justification et l'explication de cet angle de traitement des événements sont discordantes entre les deux journalistes auprès desquels nous avons réalisé des entretiens. Si pour Claire Bommelaer, journaliste politique, ce choix s'explique par l'identité du *Figaro*, journal politique :

« Ben on est un journal politique. Donc on est pas TF1 qui fait du fait-divers et de l'image. On est un grand journal à connotation politique donc ça m'étonne pas qu'on ait beaucoup parlé des hommes politiques, de leur action, et tout ça. »[335]

Pour Cyrille Louis, cela correspond à une sorte de soutien aux actions gouvernementales :

« Moi je pense que ça correspond à une tentative de produire un discours journalistique qui soit pas trop embarrassant pour le gouvernement. Je pense que quand on en vient à faire ça on sort un petit peu de notre rôle mais bon, moi je ne suis pas directeur de la rédaction du Figaro*. C'est vraiment pas le même métier, journaliste de base et directeur de la rédaction d'un journal comme* Le Figaro*. Mais je pense que c'est pas une bonne chose. »*[336]

Leur vision de cette prévalence du traitement politique est donc totalement différente. Cela peut notamment s'expliquer par la différence de leur statut : C. Bommelaer est journaliste politique, C. Louis journaliste société donc le traitement politique apparaît comme naturel à l'un et pas à l'autre. Cela peut probablement s'expliquer aussi par leurs préférences politiques : C. Bommelaer se situe plutôt à droite de l'échiquier politique et C. Louis plutôt à

[334] loi : khi2 de 231 (le plus élevé de la classe) ; urgent : khi2 de 174 ; couvre-feu : khi2 de 39 ; expulser : khi2 de 213 ; expulsion : khi2 de 154 ; étranger : khi2 de 209 ; séjour : khi2 de 105.
[335] Entretien Claire Bommelaer , 08/07/2008.
[336] Entretien Cyrille Louis, 09/07/2008.

gauche[337], donc l'attention portée aux membres du gouvernement de l'époque peut apparaître comme déplacée et partisane, à l'un et pas forcément à l'autre.

d. Des thèmes de l'immigration et de l'intégration par ailleurs traités

Comme nous l'avons vu précédemment, certaines mesures prises par le gouvernement à la suite des émeutes ont été particulièrement traitées dans les pages du *Figaro*. C'est le cas des mesures qui visaient à l'expulsion des étrangers impliqués dans les violences urbaines, mais pas seulement. En effet, les événements ont provoqué un débat sur une possible réforme des conditions d'immigration en France et notamment du regroupement familial, dont le quotidien s'est également fait écho. Ainsi, les questions d'immigration mais aussi d'intégration sont présentes dans le discours du *Figaro*. Elles constituent même une classe – un peu moins développée par rapport à d'autres aspects étudiés précédemment – mais qui représente tout de même 14% du corpus et à laquelle sont attachés des termes comme « immigrer » et ses dérivés, « français », « France » « modèle d'intégration », « communauté », « intégrer », « regroupement familial », ou encore « étranger »[338]. Cela s'explique par la présence de plusieurs articles consacrés aux mesures citées précédemment, qui apparaissent principalement à la mi-novembre. Ainsi le 15 novembre, *Le Figaro* consacre quasiment une page à ces questions que l'on retrouve dans la rubrique « La crise des banlieues ». La dimension identitaire et ethnique est également présente dans les pages du *Figaro*. Un article en particulier est à souligner, celui intitulé « Davantage de Noirs chez les émeutiers »[339]. *Le Figaro* est un des seuls quotidiens à mettre en avant cet aspect du profil des émeutiers, à l'instar – nous l'avons vu dans l'introduction – d'Hugues Lagrange, par ailleurs cité dans l'article. Aussi, des termes comme « noir » et « africain » mais aussi « maghrébin », « marocain », « Algérie » et ses dérivés tels qu'algérien(s) ou algérienne(s) ou encore « origine » et « issus » sont présents dans la classe[340].

---

[337] A la question « Sur une échelle de 1 à 7, qui va de l'extrême gauche à l'extrême droite, où vous situez-vous politiquement ? », Claire Bommelaer se situe au centre-droit (3e et 4e rang en partant de la droite) alors que Cyrille Louis se situe plus à gauche (3e rang en partant de la gauche). Cela se traduit également dans leur vote au premier tour des élections présidentielles de 2007 : la première déclare avoir voté Françaises Bayrou (UDF) ; le second avoir voté Ségolène Royal (PS).

[338] immigrer : khi2 de 173, le plus élevé de la classe et 54 occurrences ; français : khi2 de 170 et 65 occurrences ; France : khi2 de 124 et 70 occurrences ; modèle d'intégration : khi2 de 116 et 28 occurrences ; communauté : khi2 de 111 et 30 occurrences ; intégrer : khi2 de 82 et 27 occurrences ; regroupement familial : khi2 de 39 et 14 occurrences ; étranger : khi2 de 12 et 20 occurrences.

[339] « Davantage de Noirs chez les émeutiers », 11/11/2005, *Le Figaro*, Cécilia Gabizon.

[340] noir : khi2 de 17 et 11 occurrences ; africain : khi2 de 15 ; maghrébin : khi2 de 27 ; marocain : khi2 de 26 ; Algérie : khi2 de 15 ; origine : khi2 de 24 ; issu : khi2 de 14 ; ethnique : khi2 de 29.

Le type de discours que peut tenir *Le Figaro* sur ces questions-là peut être illustré par l'extrait d'un éditorial signé Alain Brézet : « *Et si, plutôt que de jouer au petit jeu des "républicains" contre les "communautaristes", nos dirigeants politiques commençaient par attaquer le problème à la racine ? Ce sont bien les conséquences d'une politique d'immigration sans contrôle que la France subit aujourd'hui. En ouvrant, en 1974, les vannes de l'immigration familiale qu'ils ont ensuite laissée se transformer en immigration d'ayants droit (allocations familiales, RMI, AME), les gouvernements successifs ont créé les conditions de la saturation des mécanismes d'intégration.* »[341].

Et si ces questions sont abordées un peu plus directement que dans *Le Monde*, – comme lors d'éditoriaux – il reste tout de même que souvent, ces propos sont le fait d'intervenants extérieurs.

e. Éducation et emploi : des problèmes abordés

Si les questions d'immigration et d'intégration des minorités dans la société française sont principalement abordées au travers des réformes et des mesures annoncées par le gouvernement, il paraît en être de même pour les difficultés en matière d'emploi et d'éducation que peuvent connaître les quartiers touchés par les émeutes. En effet, c'est principalement au travers de la présentation des mesures du projet de loi pour l'égalité des chances que *Le Figaro* aborde ces questions. Dès le 4 novembre, certains maires abordent la question du chômage, de l'emploi et de la formation dans l'article « Face à la crise, les propositions des maires de droite et de gauche »[342], mais ce n'est véritablement qu'à partir du 8 novembre, lendemain de l'intervention télévisée du Premier ministre et de l'annonce d'un certain nombre de mesures en faveur de l'éducation et de l'emploi notamment, que ces sujets sont traités. Pour autant, ce thème ne constitue pas un pilier du discours du *Figaro*. En effet, cette classe ne représente que 14% du corpus et comme nous venons de le voir ce thème n'est pas véritablement "investigué" par le quotidien mais prend plutôt la forme d'une présentation et d'une discussion des mesures gouvernementales. Aussi, retrouve-t-on logiquement en tête, le terme « apprentissage » qui fait référence au projet d'autoriser l'entrée en apprentissage à 14 ans au lieu de 16 ans, suivie plus classiquement par « formation », « emploi »,

[341] « Banlieues : vingt-cinq ans après », 04/11/2005, *Le Figaro*, Alexis Brézet.
[342] « Face à la crise, les propositions des maires de droite et de gauche », 04/11/2005, *Le Figaro*, Nicolas Barotte, Claire Bommelaer, Rodolphe Geisler et Judith Waintraub.

« entreprise », « scolaire » ou encore « éducation »[343]. Les problèmes de logement ainsi que celui du manque de ressources des associations sont également présents dans cette classe. Ils font pareillement référence à des mesures annoncées par le gouvernement, à savoir la restauration des subventions accordées aux associations et l'accélération de la rénovation urbaine.

Si le traitement et le discours du *Monde* et du *Figaro* ne sont pas en tous points similaires – nous l'avons vu – il ressort tout de même quelques similitudes. Tout d'abord, la prépondérance du traitement politique et plus particulièrement du traitement des réactions et mesures gouvernementales. En effet, ces deux quotidiens ont une tendance manifeste à porter leur attention sur le pendant politique de ces émeutes, c'est-à-dire sur leur gestion par le monde politique, leurs répercussions sur la classe politique ou encore les réactions politiques qu'elles suscitent. Ensuite, une attention portée aux questions d'intégration et d'immigration, même si elles sont généralement abordées par l'intermédiaire de tiers. Et enfin, un traitement peu conséquent des problèmes structurels que peuvent connaître ces quartiers ou de la vie quotidienne de leurs habitants. Si ces thèmes ne sont pas totalement absents des pages des deux quotidiens, notamment en ce qui concerne les problèmes d'emploi et d'éducation, ils ne constituent pas le cœur de leur traitement. Aussi, ils se distinguent fortement de *Libération* et de l'*Humanité*, qui loin de se défaire totalement du pendant politique des émeutes décrit plus haut, marquent leur différence en privilégiant un traitement que l'on pourrait qualifier de plus social ou tout du moins de plus sociétal, axé principalement sur l'investigation des conditions de vie dans les banlieues françaises et des problèmes économiques et sociaux que ces quartiers peuvent connaître.

[343] apprentissage : 42 occurrences pour un khi2 de 234 (le plus élevé de la classe) ; formation : 20 occurrences pour un khi2 de 106 ; emploi : 32 occurrences pour un khi2 de 100 ; entreprise : 29 occurrences pour un khi2 de 91; scolaire : 27 occurrences pour un khi2 de 87 ; éducation : 25 occurrences pour un khi2 de 74.

II. DES JOURNAUX AU TRAITEMENT PLUS SOCIAL : *LIBERATION* ET *L'HUMANITE*

A. *Libération* : l'occasion de faire parler les jeunes de la vie quotidienne

L'importance accordée aux événements par *Libération* en terme de quantité d'articles, de une et d'espace, est un petit peu plus élevée que pour *Le Monde* et *Le Figaro*. En effet, si l'on reste globalement dans le même ordre de grandeur, on note tout de même un nombre un peu plus important d'articles – 227 au total, soit en moyenne neuf articles par éditions[344] – et un nombre de pages, au plus fort du traitement des événements, un peu plus conséquent – *Libération* ira jusqu'à leur consacrer neufs pages et une vingtaine d'articles, le 8 novembre. En revanche, aucun décalage en ce qui concerne le début de la couverture des premiers incidents. Comme pour la majorité des quotidiens de notre corpus, *Libération* les fait apparaître en une – sous la forme d'un titre en colonne – et leur consacre ses premiers articles dans l'édition du week-end du 29 et 30 octobre. Et dès le 31 octobre, les événements constituent la une principale du quotidien. Sous une photo de la marche silencieuse, qui recouvre quasiment la page entière, est titré « Comment Clichy s'est embrasé ». C'est également à cette date que les articles relatifs aux événements sont transférés de la rubrique « Société » à la rubrique « Événement », placée dans les toutes premières pages du quotidien. Si cette rubrique n'est pas créée spécifiquement pour les émeutes – c'est une rubrique permanente du quotidien – elle sera tout de même gratifiée de qualificatifs. Tour à tour elle sera appelée « Événement – Clichy-sous-Bois », « Événement – Cités» et enfin « Événement – Banlieues», son appellation définitive. Les événements quitteront la rubrique « Événement » le 18 novembre, date à laquelle le nombre d'articles diminue sensiblement.

a. Les circonstances de la mort de Zyed et Bouna au centre des premiers articles du quotidien

A la suite des premiers incidents à Clichy-sous-Bois, *Libération* axe bien évidemment son traitement sur les violences et les incendies de voitures qui ont lieu dès les premières. Les circonstances de la mort de Zyed et Bouna dans le transformateur EDF et les incertitudes qui

[344] Le nombre d'article au total et le nombre moyen d'article par édition est d'autant plus significatif que sur la période, le journal *Libération* publiera seulement 24 éditions. En effet, si le quotidien débute la couverture des événements dans son édition du 29 et 30 octobre, comme l'ensemble des autres quotidiens, il sera en grève pendant quatre jours, les 22, 23, 24 et 25 novembre.

entourent l'affaire font également l'objet de plusieurs articles et cela dès le 31 octobre[345]. Se rendant sur le terrain, les journalistes tentent de reconstituer les faits et de démêler le vrai du faux dans les versions contradictoires. Et *Libération* se détachera très rapidement de la version donnée par la police. Karl Laske, le premier journaliste à se rendre à Clichy-sous-Bois après les incidents explique :

« *J'y suis allé pour la marche et à ce moment là bon ben j'ai constaté qu'il y avait plein de questions qui se posaient, très précises, que les jeunes posaient. En particulier, bon la première question c'était « que faisaient les jeunes ? » et pourquoi est-ce qu'ils étaient accusés, y compris par le ministre de l'Intérieur à l'époque et le Premier ministre, d'avoir cambriolé un lieu. […] Donc moi, j'ai recueilli des propos et j'ai suivi en fait des proches des trois jeunes impliqués dans leur parcours avec l'avocat. C'est à ce moment-là que j'ai constaté, en allant dans l'après-midi même sur le terrain, que les choses étaient beaucoup plus… étaient complètement différentes que ne le racontait la police.* »[346]

Les suites de l'affaire, notamment l'ouverture de l'instruction judiciaire et la découverte du contenu des enregistrements des échanges radio des policiers présents sur les lieux, aux alentours du 4 novembre, relancera l'intérêt de *Libération* pour l'affaire. Par ailleurs, le quotidien s'intéressera aux interpellations des « *présumés émeutiers* »[347] qui « *sont condamnés à la chaîne*. »[348]

Ces différents aspects du traitement, principalement présents au début de la période, constituent une classe entière, qui représente près de 18% du corpus.

b. *Une dimension politique malgré tout assez présente*

Si la dimension politique ne constitue pas la particularité du discours et du traitement de *Libération*, axés davantage sur la réalité sociale des quartiers en difficulté – nous allons le voir –, il n'en reste pas moins qu'elle est présente et dans des proportions quasi-identiques que dans *Le Monde* et *Le Figaro*. Cette catégorie, qui regroupe trois classes, représente, dans sa globalité, 27% du corpus. Mais si un rapprochement peut être fait au niveau statistique entre les quotidiens, il n'en est pas de même en ce qui concerne le contenu et le discours produit. En effet, la composition des classes qui constituent cette catégorie plus globale est en beaucoup de points différente et divergente par rapport à celle des deux autres quotidiens.

---

345 « A Clichy, dans les pas de Bouna et Zyed », 31/10/2005, *Libération*, Karl Laske ; « Plusieurs versions des faits... », 31/10/2005, *Libération*, Non signé ; « "Pourquoi ils les ont coursés comme ça?!" », 31/10/2005, *Libération*, Karl Laske; « Les dérapages de Villepin et Sarkozy », 31/10/2005, *Libération*, Didier Hassoux

346 Entretien Karl Laske, *Libération*, journaliste société, 08/07/2008

347 « Les présumés émeutiers condamnés à la chaîne », 08/11/2005, *Libération*, Dominique Simonnot

348 « Les présumés émeutiers condamnés à la chaîne », *art. cit.*

La première classe, qui représente 11% des u.c.e classées, renvoie aux acteurs politiques de la majorité, intervenus et présents sur la scène politique au moment des émeutes de 2005. Comme c'est le cas pour les autres journaux, on retrouve principalement Nicolas Sarkozy, Jacques Chirac, Dominique de Villepin et dans une moindre proportion, Azouz Begag et Jean-François Copé[349] ainsi que des termes qui leur sont logiquement accolés comme « gouvernement », « droite », « ministre » et plus particulièrement « ministre de l'Intérieur »[350]. Et à cette classe, qui fait référence au président de la République, aux membres du gouvernement et de la majorité, sont associés les termes d'« insécurité », d'« anticasseurs », de « répression » et de « fermeté » ainsi que le verbe « stigmatiser » et ses déclinaisons, les termes de « délinquant », d'« amalgame » et de « provocation ».[351] Il transparait donc de l'étude de la classe, certains thèmes développés par cette partie de la classe politique, certains propos, mais surtout des critiques que le quotidien adresse au gouvernement. En effet, la lecture attentive du corpus de *Libération* fait apparaître un discours et un positionnement assez critique face aux propos et aux actions du gouvernement et de Nicolas Sarkozy, plus particulièrement[352]. A cet égard, cet extrait de l'éditorial de Jean-Marie Thénard est éloquent : « *Trois ans après la réélection d'un président surfant sur l'insécurité, le gouvernement décrète le couvre-feu dans les banlieues et ressort la panoplie législative utilisée pendant la guerre d'Algérie. D'aucuns songent même à envoyer l'armée "pacifier" les cités. Belle avancée dans la lutte contre l'insécurité qui confirme que le règne chiraquien est une farce tragique.* »[353] Les titres de certains articles montrent également que *Libération* est critique et favorise les discours critiques face aux mesures et aux propos tenus. Ainsi, on peut lire par exemple dans les pages du quotidien : « Profs sceptiques sur la mesure Villepin » ; « Les couvre-feux, pétards mouillés de Matignon » ; « Sarkozy sous le feu des critiques » ; « L'idée de taper les parents au portefeuille refait surface » ; « État policier ? » ou encore « La droite dégaine sa rengaine sécuritaire »[354]. Les mesures gouvernementales évoquées dans ces

---

[349] Nicolas Sarkozy : 66 occurrences avec un khi2 de 116 (le plus élevé de la classe) ; Jacques Chirac : 23 occurrences et un khi2 de 81 ; Dominique de Villepin : 33 occurrences et un khi2 de 58 ; Azouz Begag : khi2 de 13 ; Jean-François Copé : khi2 de 48.

[350] gouvernement : khi2 de 52 et 34 occurrences ; droite : khi2 de 50 ; ministre : 65 occurrences et un khi2 de 98 ; ministre de l'intérieur : 36 occurrences avec un khi2 de 75.

[351] insécurité : khi2 de 57; anticasseur : khi2 de 49 ; répression : khi2 de 37 ; fermeté : khi2 de 32 ; stigmatiser : khi2 de 18 ; délinquant : khi2 de 17 ; amalgame : khi2 de 16 ; provocation : khi2 de 15.

[352] Cela explique sûrement sa surreprésentation dans la classe, par rapport aux autres hommes politiques de la majorité présents.

[353] « Farce tragique », 08/11/2005, *Libération*, Jean-Marie Thénard

[354] « Profs sceptiques sur la mesure Villepin », 09/11/2005, *Libération*, Marie-Joëlle Gros
« Les couvre-feux, pétards mouillés de Matignon », 10/11/2005, *Libération*, Nicole Penicaut
« Sarkozy sous le feu des critiques », 11/11/2005, *Libération*, Dominique Simonnot
« L'idée de taper les parents au portefeuille refait surface », 15/11/2005, *Libération*, Blandine Grosjean
« État policier ? », 16/11/2005, *Libération*, Patrick Sabatier, Éditorial

titres et que *Libération* aborde généralement de manière critique, constituent la seconde classe de cette catégorie politique. Représentant près de 9% des u.c.e classées, cette classe évoque en premier lieu l'instauration de l'état d'urgence, le couvre-feu, principale mesure rendue possible par la loi de 1955 mais aussi celle permettant de réaliser des perquisitions à toute heure du jour et de la nuit[355]. Le caractère exceptionnel de cette loi est particulièrement souligné, tout comme le fait que celle-ci avait initialement été créée et appliquée pendant la guerre d'Algérie[356]. Une autre mesure est abondamment commentée : celle visant à l'expulsion des étrangers ayant participé aux émeutes[357].

Mais le traitement politique de *Libération* ne se limite pas aux réactions, aux actions et aux mesures des membres du gouvernement. En effet, contrairement aux deux précédents quotidiens, les acteurs politiques de l'opposition sont évoqués et font l'objet d'une classe à part entière. Et cette troisième et dernière classe représente 7% des u.c.e classées, soit quasiment autant que la première classe. On retrouve donc associé à cette classe, ce qui n'est le cas dans aucun autre corpus, Jean-Marc Ayrault, alors porte-parole du groupe PS à l'Assemblée nationale, François Hollande, Laurent Fabius, Lionel Jospin et Jean-Marie Le Pen[358]. Aussi, nous le voyons, les représentants du Parti socialiste sont principalement évoqués. Cela se retrouve dans la forte présence du terme « socialiste », qui emporte le plus la constitution de la classe[359]. Les Verts sont également présents, même si c'est dans une moindre mesure[360]. Aussi, en raison du statut politique de ces personnes, c'est moins les termes de « ministre » ou de « gouvernement » que l'on retrouve – comme c'est le cas dans la première classe –, mais plutôt ceux de « députés », d' « Assemblée nationale » et de « parlementaire »[361]. Et logiquement, on retrouve associé à cette classe de l'opposition, le terme de « vote » mais plus significatif encore, les verbes « défendre », « dénoncer » et « réagir »[362]. En effet, la lecture des articles montre que l'opposition et donc principalement le PS fait l'objet d'articles lors de ces réactions critiques des propos et mesures gouvernementales. Le premier article consacré aux réactions du Parti socialiste, titré « Le PS fait feu sur le sarkozysme », est révélateur de cette tendance. En voici un extrait : « *Tour à*

« La droite dégaine sa rengaine sécuritaire », 29/11/2005, *Libération*, Emmanuel Davidenkoff, Dominique Simonnot, Jacky Durand et Mathieu Ecoiffier.

355 urgent : 66 occurrences pour un khi2 de 423 (le plus élevé de la classe) ; couvre-feu : khi2 de 61 et 29 occurrences ; perquisition : khi2 de 79.

356 exception : khi2 de 70 ; Algérie : khi2 de 46.

357 expulser et ses dérivés : khi2 de 79.

358 Jean-Marc Ayrault : khi2 de 120, François Hollande : khi2 : 99, Laurent Fabius : khi2 de 85, Lionel Jospin : khi2 de 31 et Jean-Marie Le Pen : khi2 de 19.

359 socialiste : 38 occurrences avec un khi2 de 373, le plus élevé de la classe.

360 Verts : khi2 de 27.

361 députés : khi2 de 340), Assemblée nationale : khi2 de 136 ; parlementaire : khi2 de 95.

362 vote : khi2 de 54 ; voter : khi2 de 44 ; défendre : khi2 de 51, dénoncer : khi2 de 21 ; réagir : khi2 de 19.

tour, deux ténors, présidentiables putatifs, Dominique Strauss-Kahn et Laurent Fabius, ont pointé les agissements de Sarkozy. Et hier, quatre jours après le début des émeutes, le PS a déploré le "silence assourdissant" de Chirac face aux violences. "Le sarkozysme, ça ne marche pas", a lancé, martial, Strauss-Kahn, dimanche soir, sur Europe 1. Pour le premier adjoint à la mairie de Sarcelles (Val-d'Oise), la méthode du président de l'UMP "consiste à faire des rodomontades (...), à se contenter de dire qu'on va régler les problèmes et à ne jamais les régler." »[363]

c. Des récits de vie et des témoignages abondants

Si la dimension politique est fortement présente – nous venons de le voir – la spécificité du traitement de *Libération* se situe davantage dans le fait de privilégier les récits et témoignages sur la vie quotidienne dans les quartiers populaires français ainsi que sur les conditions d'existence pendant les émeutes. En effet, tout au long de la période, le quotidien multiplie les espaces de parole et les articles consacrés aux habitants et aux personnes qui « *côtoi*[ent] *au quotidien la banlieue* »[364], selon ses propres termes. Ainsi, éducateurs, enseignants, policiers, associatifs, élus locaux, jeunes, urbanistes, animateurs, simples habitants, médiateurs, mères de famille, jeunes filles, sportifs, chômeurs, travailleurs sociaux, militants ou encore émeutiers sont invités à s'exprimer sur la réalité de leur quotidien, sur leurs difficultés, sur leur métier, sur leurs actions, et sur les émeutes. Au total, c'est plus d'une trentaine d'articles qui sont entièrement consacrés à ces récits et sur l'ensemble du corpus, cette classe représente à elle seule 28% des u.c.e. classées. Sont évoqués, en majorité, les problèmes d'emploi, les conditions de travail, les relations de voisinage, les relations avec la police, l'éducation, les relations familiales, les conditions de logement et les raisons de la colère et de la participation des émeutiers dans les violences[365]. A ce sujet, les propos de Nicolas Sarkozy sont souvent mentionnés et l'on retrouve dans la classe les mots « racaille » et « kärcher » ainsi que l'appellation « Sarko » pour désigner le ministre de l'Intérieur[366].

De nombreux extraits d'articles rendent compte de cet aspect du traitement fortement développé par *Libération* : « *"C'est une génération perdue d'enfants qui ne sont pas nés dans*

---

363 « Le PS fait feu sur le sarkozysme », 01/11/2005, *Libération*, Pascal Virot

364 « L'autre colère des banlieues », 02/11/2005, *Libération*, Jacky Durand et Nicole Penicaut

365 quartier : 92 occurrences pour un khi2 de 65 ; cité : 100 occurrences pour un khi2 de 75 (le plus élevé de la classe) ; jeunes : 180 occurrences avec un khi2 de 75 ; flics : khi2 de 39, boulot : khi2 de 24 ; voisin : khi2 de 23 ; bruler : khi2 de 31 et 47 occurrences ; parent : khi2 de 20 ; mère : khi2 de 26 ; père : khi2 de 22 ; habiter : khi2 de 26 ; appartement : khi2 de 20 ; vivre : khi2 de 17 ; trainer : khi2 de 16.

366 racaille : khi2 de 16, kärcher : khi2 : 21, Sarko : khi2 : 19.

le pays d'origine de leurs parents et n'ont pas l'impression de vivre dans leur pays. Toute cette casse, c'est trente ans d'abandon de la jeunesse." Le propos de ce père de famille d'origine maghrébine, de la cité des 1000-1000 d'Aulnay, peut être répliqué à l'infini. Transports, emploi, éducation, logement, environnement. Tout se passe comme si l'État avait en partie renoncé face à l'ampleur des problèmes. »[367] ; «*Mais les conditions de vie restent les mêmes. Je ne cautionne pas, mais ils pensent qu'il faut casser pour être entendu. Ça ne suffit pas de repeindre les cages d'escalier surtout quand on fait ensuite payer 30 euros de plus par mois.»*[368] ; « *"Il y a trop de contrôles de flics", pointent les jeunes. "Quand ils arrivent, pour eux on est de la merde, des bougnoules", affirme Mohamed, 23 ans, en dévoilant une entaille à l'oreille. "On se sent solidaires de ce qui s'est passé en Seine-Saint-Denis", dit encore Asdin, 28 ans. Ahmed, la quarantaine, qui vient de monter son entreprise, intervient : "Oui, mais nous, on est bien ici. Il faut que ça reste un quartier propre, sans voitures incendiées." Les plus jeunes acquiescent mais clament leur exaspération. "Je donne encore trois jours aux flics. Si ça ne s'est pas calmé, je vais tout niquer."*»[369]

Et concernant cette prépondérance des récits de vie et des témoignages, Jacky Durand, chef adjoint du service « Société » du quotidien, considère que cette orientation du traitement correspond à la « *préoccupation* » du journal *Libération* :

« *Nous, le travail de banlieue on a toujours essayé de privilégier en grande partie l'aspect sociétal et social plutôt que l'aspect fait-diversié.* »[370]

Une vision également partagée par Karl Laske, journaliste société, pour qui :

« *Ça me semble correspondre à ce qui a été demandé à un moment donné par Libération, qu'on aille voir ce qui se passe en banlieue, qu'on fasse remonter…* […] *C'est aussi comme ça qu'on peut lire les événements. Ca me semble un choix… A mon avis, ça correspond à cette position du journal d'aller aussi chercher les questions de fond, chercher aussi les pistes pour solutionner les situations de crise, en amont. Je ne sais pas si ça sert vraiment à quelque chose mais en tout cas c'est une optique qui est plutôt constructive et intéressante.* »[371]

---

[367] « Des cités abandonnées par l'Etat », 07/11/2005, *Libération*, Olivier Bertrand et Patricia Tourancheau

[368] « Violence exponentielle d'Évreux à Pau », 07/11/2005, *Libération*, Philippe Grangereau, Gilbert Laval, Thomas Calinon, Mathieu Ecoiffier, Karl Laske, Michaël Hajdenberg, Laure Espieu, Christophe Forcari et Pierre Daum

[369] « Violence exponentielle d'Évreux à Pau », *art. cit.*

[370] Entretien Jacky Durand, *Libération*, journaliste et chef adjoint du service « Société », 08/07/2008

[371] Entretien Karl Laske, 08/07/2008

d. Un constat des difficultés en matière d'éducation et d'emploi prégnant

Si au travers des témoignages et des récits de vie recueillis auprès des habitants des quartiers difficiles, *Libération* abordent des thèmes divers – comme nous venons de le voir – certains apparaissent comme plus prégnants dans le discours du quotidien. C'est le cas des problèmes en matière d'éducation et d'emploi qui constituent une classe à part entière et représente près de 17% des u.c.e classées. Sont alors présents dans la classe des termes propres à l'enseignement tout d'abord, comme « collège », « lycée », « élève », « enseigner » ou encore « éducation » et par ailleurs, des termes propres à l'emploi comme « professionnel », « entreprise », « formation » ou « contrat »[372]. Et c'est principalement au prisme des difficultés et de l'échec que ces thèmes sont abordés, en tout cas bien plus qu'en terme de réussite.[373] Ces extraits en témoignent : « *Un projet qui voulait conjurer la malédiction des banlieues béton sans avenir et qui a réussi... mais en oubliant sa population. Car Plaine Commune, c'est aussi un taux de chômage de 17%, un nombre d'allocataires du RMI qui a bondi de 14% en un an, la 161e place sur les 162 communautés urbaines pour le revenu fiscal par habitant.* »[374] ; « *jamais les moyens nécessaires n'ont été dégagés pour intégrer les «nouveaux collégiens» qui, dans l'ancien système, auraient été orientés dès 14 ans vers les collèges d'enseignement technique, et qui sont pour la plupart issus de familles ne maîtrisant pas les codes culturels implicites de l'institution. La spirale de l'échec est enclenchée, en dépit de quelques réussites et d'une débauche d'énergie.* »[375]

Mais c'est moins l'échec des élèves, des enseignants, des salariés ou des demandeurs d'emploi qui est pointé que celui des institutions qui n'ont su résoudre les problèmes. Ce qui est mis en avant notamment, ce sont les politiques publiques inadaptées et principalement la dernière en date, le projet de loi pour l'égalité des chances, ainsi que le manque de moyens alloués aux quartiers et aux populations en difficulté. Ainsi, la dimension budgétaire est assez présente. On retrouve le verbe « financer » et ses déclinaisons ainsi que les termes « euro », « budget » ou encore « subvention »[376]. Le retrait des subventions accordées aux associations est d'ailleurs particulièrement traité. Un article illustre ce traitement critique des politiques

---

[372] collège et élève : respectivement 47 et 50 occurrences pour un khi2 identique de 197 (le plus élevés de la classe) ; lycée : khi2 de 43 ; enseigner : khi2 de 137 et 34 occurrences ; éducation : khi2 de 118 et 41 occurrences ; emploi : khi2 de 80 et 30 occurrences ; contrat : khi2 de 83 ; professionnel : khi2 de 73, formation : khi2 de 60 ; entreprise : khi2 de 36.

[373] difficulté : khi2 de 56 et 21 occurrences ; échec : khi2 de 30 et 14 occurrences ; réussite : khi2 de 34 et seulement 9 occurrences.

[374] « En Seine-Saint-Denis, des sociétés recrutent, mais pas sur place », 10/11/2005, *Libération*, Cédric Mathiot

[375] « Politique de la ville: trente ans de traitements d'urgence », 08/11/2005, *Libération*, Tonino Serafini et Patricia Tourancheau

[376] financer : khi2 de 45 ; euro : khi2 de 20 ; budget : khi2 de 16) ; subvention : khi2 de 40

publiques menées dans les quartiers. Titré « Politique de la ville : trente ans de traitements d'urgence », il début ainsi : « *Besoins de logements, violences à répétitions, c'est à partir de 1975 que les gouvernements commencent à se pencher sur les problèmes urbains. Retour sur trois décennies d'actions menées sans cohérence.* »[377]

e. La discrimination raciale : une thématique particulièrement abordée

Tout comme les problèmes d'emploi et d'enseignement, les problèmes de discrimination raciale font l'objet d'une classe à part entière dans le corpus de *Libération*. Même si cette classe ne constitue que 10% du corpus, elle n'est en rien négligeable et cela d'autant plus qu'elle n'est présente en tant que telle, dans aucun autre corpus. En effet, *Libération* porte une attention particulière portée aux problèmes de racisme que peuvent connaître certaines parties de la population des banlieues françaises. Aussi ces thématiques ont été régulièrement abordées par le quotidien sur la période, notamment au travers des témoignages des jeunes de banlieue, mais surtout lors de la publication d'un dossier "spécial" sur les questions de la discrimination ethnique à l'embauche. Intitulé « Discrimination. La gueule du non-emploi »[378], il compte huit articles répartis sur près de trois pages et aborde les problèmes concrets de discrimination à l'embauche, la question des statistiques ethniques encore interdites aujourd'hui en France[379] ainsi que l'exemple britannique dans leur gestion des communautés ethniques. Aussi, on retrouve logiquement dans la classe le verbe « discriminer » et ses dérivés, terme qui emporte le plus la constitution de la classe, les termes de « racisme », d'« égalité » et d'« inégalité » mais aussi des termes liés à l'identité comme le verbe « immigrer » et ses dérivés, le terme « français », « origine » ainsi que les mots « diversité » et « minorité »[380]. C'est également dans cette classe qu'est évoquée la question ethnique et l'on retrouve, même si c'est dans une moindre mesure, les termes d'« africain » et de « beur »[381].

---

[377] « Politique de la ville: trente ans de traitements d'urgence », 08/11/2005, *Libération*, Tonino Serafini, Patricia Tourancheau, Brigitte Vital-Durand et Emmanuel Davidenkoff

[378] « Discriminations. La gueule du non-emploi », 19/11/2005, *Libération*, Une

[379] La loi du 6 janvier 1978 indique qu' «il est interdit de collecter ou de traiter des données à caractère personnel qui font apparaître, directement ou indirectement, les origines raciales ou ethniques».

[380] discriminer : 42 occurrences avec un khi2 de 215 (le plus élevé de la classe) ; racisme : khi2 de 72 ; égalité : khi2 de 97 ; inégalité : khi2 de 36 ; immigrer : khi2 de 193 ; français : khi2 de 123 ; origine : khi2 : 131 ; diversité : khi2 de 64 ; minorité : khi2 de 36.

[381] ethnique : khi2 de 203 ; africain : khi2 de 25 ; beur : khi2 de 15.

B. *L'Humanité* : les émeutes reflet d'un malaise social

En comparaison avec les autres quotidiens, *L'Humanité* a été un petit peu plus tardivement sensible aux premiers incidents. En effet, si dans les autres quotidiens les événements apparaissent en une dès le 29 octobre et font l'objet d'au moins un ou deux articles conséquents, à cette date, *L'Humanité* ne leur consacre qu'un encadré de quelques lignes, en bas d'une page de la rubrique « Société ». Il faudra attendre la prochaine édition, le 31 octobre et la marche silencieuse des familles et des habitants de Clichy-sous-Bois à la mémoire de Zyed et Bouna, pour qu'un titre, « Clichy-sous-Bois. Une marche de la dignité », apparaisse en une et qu'une page entière soit consacrée aux événements. Le 2 novembre, la couverture du quotidien devient tout à fait équivalente du point de vue de l'espace consacré, à celle du *Monde*, du *Figaro* et de *Libération.* Les événements font la une principale et environ cinq articles, répartis sur trois pages, leur sont consacrés. Pour autant quelques points marquent une différence entre la couverture de *L'Humanité* et celle des autres quotidiens. Tout d'abord, le nombre total d'articles qui, sur l'ensemble de la période, est quelque peu inférieur : on en compte seulement 129. Cela peut surement s'expliquer par le nombre important de tribunes que le quotidien incorpore à ses propres pages (une centaine) et qui, mises de côté par notre analyse, font sensiblement diminuer le nombre d'articles alors que l'espace dédié est quasiment équivalent aux autres journaux[382]. Si les événements quittent rapidement la rubrique « Société » pour intégrer la rubrique « Événement », placée en tête des pages du quotidien, aucun qualificatif spécifique ne sera crée pour désigner cette rubrique. Et enfin, une couverture plus étendue. Si *L'Humanité* semble avoir démarré sa couverture des événements un peu plus tardivement, il est en revanche le seul à poursuivre une couverture soutenue et conséquente au-delà du 10 novembre. En effet, si à cette date la plupart des quotidiens diminuent leur couverture en terme d'articles et de une, il faudra attendre le 18 novembre pour que *L'Humanité* ne consacre plus sa une principale aux événements et que le nombre d'articles soit réduit, et enfin le 21 novembre pour qu'ils disparaissent complètement des titres de la première page[383].

---

[382] On compte une centaine de « tribunes » dans les pages de L'*Humanité*, sur l'ensemble de la période. Mais contrairement aux autres quotidiens, celles-ci ne font pas toujours l'objet d'une rubrique à part. La plupart, les « Tel quel » comme ils sont nommés par le quotidien, sont présents dans les rubriques générales, soit en ce qui nous concerne la rubrique « Société » ou la rubrique « Événement ».

[383] A noter tout de même que l'*Humanité* consacre une partie de sa une à la discrimination en banlieues dans son édition du 26 et 27 novembre et un titre sur la tentative de censure des textes de certains rappeurs, le 30 novembre.

a. Des violences émeutières peu abordées au profit du traitement de leurs causes

Logiquement, et comme c'est le cas pour l'ensemble des quotidiens, *L'Humanité* a consacré une partie de son traitement aux actes émeutiers et aux nuits de violences. Incendies de véhicules, de poubelles, jets de projectiles et de cocktails Molotov, affrontements avec la police, intervention des pompiers… l'ensemble de l'éventail des violences qu'ont pu connaître les banlieues françaises est abordé[384]. Mais *L'Humanité* porte surtout son attention sur les causes directes de l'embrasement des banlieues françaises, sur ce qu'il considère comme les événements déclencheurs des émeutes de 2005, à savoir la mort de Zyed et Bouna dans le transformateur EDF de Clichy, l'incident de la grenade lacrymogène qui a relancé les violences après une certaine accalmie et les propos de Nicolas Sarkozy[385]. Aussi le 31 octobre le quotidien consacre son premier article aux circonstances de la mort de Zyed et Bouna. Titré « Des zones d'ombre »[386], il revient sur les différentes versions qui circulent depuis le drame, notamment celle des familles et des amis en totale contradiction avec celle de la police. Quelques jours plus tard, ce sont les propos du ministre de l'Intérieur qui sont pointés du doigt, que ce soit ceux qu'il a tenu à la suite des premiers incidents à Clichy ou ceux qu'il a tenu quelques mois auparavant lors de ses déplacements en banlieue. A cet égard, certains titres sont significatifs. Le 2 novembre, *L'Humanité* titre « Nicolas Sarkozy pompier pyromane »[387] et l'éditorial est intitulé « L'incendiaire »[388]. L'épisode de la grenade lacrymogène qui avait explosé à l'entrée de la mosquée de Clichy fait également l'objet d'articles où *L'Humanité* souligne que « *le tir de grenades a fait une nouvelle fois l'effet d'une traînée de poudre* »[389].

Ces différents éléments que sont les violences émeutières et leurs causes directes, font l'objet d'une classe et représente 13% du corpus.

[384] nuit : khi2 de 133 (le plus élevé de la classe) ; incendie : khi2 de 75 ; véhicule : khi2 de 57 ; poubelle : khi2 de 34 ; jet : khi2 de 41 ; cocktail : khi2 de 61 ; molotov : khi2 de 54 ; affronter : khi2 de 61 ; police : khi2 de 40 ; policer : khi2 de 44 ; pompier : khi2 de 55.

[385] électrocution : khi2 de 61 ; transformateur : khi2 de 41 ; adolescent : khi2 de 67 ; décéder : khi2 de 41.

[386] « Des zones d'ombre », 31/10/2005, *L'Humanité*, Non signé

[387] « Nicolas Sarkozy pompier pyromane », 02/11/2005, *L'Humanité*, Laurent Mouloud

[388] « L'incendiaire », 02/11/2005, *L'Humanité*, Patrick Apel-Muller

[389] « Une grenade lancée à l'heure de la prière », 02/11/2005, *L'Humanité*, Hélène Duvigneau

b. La vie quotidienne dans les banlieues françaises au centre du traitement de L'Humanité

Tout comme *Libération* qui, nous l'avons vu, axe son discours sur la vie quotidienne dans les quartiers touchés par la crise, *L'Humanité* base principalement son traitement des événements sur l'évocation du quotidien de la vie en banlieue. Un aspect du traitement qui est particulièrement prédominant car il représente plus d'un tiers du corpus avec une classe qui regroupe près de 34% des u.c.e classées. Cela s'explique par le fait que le quotidien aborde dans la majorité de ses articles et au travers de nombreux témoignages, les conditions de vie dans les quartiers. Sont principalement évoqués par *L'Humanité* les comportements de la police à laquelle les jeunes reprochent des contrôles d'identité à répétition, souvent basés sur le faciès, des actes agressifs et des insultes mais aussi les problèmes d'emploi et les conditions de travail, les conditions de logements et d'habitat, les problèmes d'argent que peuvent connaître certaines familles ou encore la vie et les relations familiales[390]. Ces différents aspects qui, à en croire la présence de certains termes dans la classe, fondent la colère des jeunes et des habitants des banlieues et sont à la base d'un sentiment de ras-le-bol, d'exaspération, d'injustice et d'humiliation[391], sont abordés en grande partie au travers de témoignages[392]. Aussi, on note une propension plus importante que chez certains quotidiens à recueillir la parole des gens concernés par cette "crise des banlieues".

De nombreux extraits peuvent rendre compte de cette prégnance du récit de la vie quotidienne dans le traitement de *L'Humanité*, comme ceux-ci : « *"Dès que tu mets la capuche sur la tête, ils viennent te demander les papiers… Dès que tu quittes la cité, les gens te mettent un code-barres dans le dos ; ici c'est le 31 100 ou le 31 Banlieue… L'autre soir dans la coursive, ils nous ont contrôlés, c'est normal, mais ils ont commencé à nous bousculer et à nous traiter de petits cons… Pourquoi, la police en demandant la carte à ma mère l'a tutoyée, de quel droit ?"* »[393] ; « *nous ne supportons plus les insultes, les humiliations, les contrôles incessants de la police, les délits de faciès. Nous ne supportons plus l'exclusion à l'école, au travail ou à un logement de qualité. Nous ne supportons plus cette misère, cette pauvreté, ce chômage de*

---

[390] jeune : 147 occurrences pour un khi2 de 35 ; flic : khi2 de 30 ; contrôler: khi2 de 17 ; faciès : khi2 de 13 ; insulte : khi2 de 11 ; travail : khi2 de 30 ; boulot : khi2 de 20 ; intérimaires : khi2 de 14 ; usine : khi2 de 16 ; immeuble : khi2 de 10 ; barre : khi2 de 9 ; tour : khi2 de 7 ; acheter : khi2 de 16 ; misère : khi2 de 8 ; famille : khi2 de 7 ; parents : khi2 de 26 ; enfants : khi2 de 44) ; quotidien : khi2 de 7.

[391] colère : khi2 de 12 ; ras-le-bol : khi2 de 12 ; exaspération : khi2 de 7 ; injustice : khi2 de 7 ; humiliation : khi2 de 7 ; frustration : khi2 de 7.

[392] raconter : khi2 de 32 ; exprimer : khi2 de 21 ; exprimer : khi2 de 21

[393] « Au Mirail, mots entre désespoir et colère », 08/11/2005, *L'Humanité*, Alain Raynal

masse, cette précarité, qui sont autant de violences quotidiennes faites aux jeunes depuis plus de vingt ans. »[394]

c. Des problèmes sociaux mis en exergue

En plus du récit de la vie quotidienne dans les banlieues, *L'Humanité* focalise son traitement sur les problèmes sociaux, plus profonds, qui traversent les quartiers dits "difficiles" et dont souffrent les populations qui y habitent[395]. Au total, cette classe, qui renvoie principalement aux problèmes en matière d'éducation et de scolarité et aux problèmes de chômage et de précarité, représente 13% des u.c.e classées. On y retrouve principalement des termes relatifs à l'enseignement comme « scolaire », « établissement », « enseigner » ou encore « éducation » et des termes qui ont trait aux problèmes d'emploi comme « chômage », « chômeur » ou encore « formation », auxquels sont associés l'idée de « difficulté », d'« échec » mais également de « précarité » et de « pauvreté »[396]. Sont présents également, dans une moindre mesure, des termes qui attestent de l'évocation de discriminations et de ségrégation dans les banlieues françaises, ainsi que de problèmes en matière de santé et de logement[397].

Plusieurs articles sont symptomatiques de ce traitement des événements au prisme des problèmes sociaux que connaissent les banlieues comme celui publié dès le 3 novembre et titré « Ce dont souffrent les banlieues »[398]. Cet article revient tour à tour sur les problèmes d'emploi, de chômage et de précarité, sur le délitement des services publics dans les quartiers populaires, sur les problèmes de logement, sur le manque d'effectifs dans la police et le manque de prévention ou encore sur l'insuffisance des moyens accordés à l'école en grande difficulté. Un court extrait permet de se rendre compte du type de discours produit : « *Une précarité qui rime avec bas salaires et retours incessants à la case chômage. Cette réalité frappe prioritairement les jeunes (22,7% de chômeurs en 2004) et les quartiers populaires, alimentant la désespérance sociale et le discrédit des responsables politiques et de la prétendue* « *priorité à l'emploi* » *dont les intéressés ne voient jamais la couleur. Contrats*

---

[394] « Décréter l'état-d'urgence sociale », 09/11/2005, *L'Humanité*, Patrick Le Hyaric
[395] souffrir : khi2 de 21.
[396] scolaire : khi2 de 138 (le plus élevé de la classe) ; chômage : khi2 de 123 ; emploi : khi2 de 123 ; précarité : khi2 de 65.
[397] discriminer : khi2 de 18 et 20 occurrences ; ségrégation : khi2 de 10 ; santé : khi2 de 27 ; logement : 16 occurrences pour khi2 de 12.
[398] « Ce dont souffrent les banlieues », 03/11/2005, *L'Humanité*, Sébastien Crépel, Vincent Defait et Cyrille Poy

jeunes, contrats d'avenir, RMA, contrats « nouvelles embauches »… Sous prétexte de lever les freins à l'embauche, le gouvernement a multiplié les contrats ultraprécaires. »[399]

L'Humanité consacre également, à la mi-novembre, un dossier entier de plus de huit pages à ces problèmes sociaux et aux solutions pour améliorer la situation en banlieue. Intitulé « Quatorze priorités pour sortir de la crise »[400], il aborde l'emploi, le logement, l'éducation, les transports, la police, les financements, les discriminations, la vie associative, la santé, la fiscalité, la démocratie, les services publics, les revenus des gens en difficulté ou encore la culture.

Pour Laurent Mouloud, journaliste société, cet aspect du traitement axé sur les problèmes sociaux ainsi que la prédominance du discours sur la vie quotidienne et les difficultés que peuvent connaître la population qui habitent en banlieues, s'explique par l'identité et la ligne éditoriale du journal :

« *La volonté en tout cas du journal, ça a été et ça reste celle-là d'ailleurs. C'est de se placer du côté de ces lieux-là. C'est la question du chômage… la question sociale en fait. Mais le journal l'Huma aujourd'hui, enfin c'est pas que d'aujourd'hui, c'est un journal qui veut faire de la question sociale, du chômage, du niveau de vie et des gens les plus pauvres, la question centrale du journal. Donc là, la banlieue c'est un endroit où tous ces phénomènes d'exclusion, que ce soit le chômage, le logement, l'éducation, sont exacerbés. Donc pour nous ça devrait être, peut-être encore plus qu'aujourd'hui à mon sens, un laboratoire quotidien, parce que c'est dans cet endroit où les problèmes sont les plus prégnants.* »[401]

d. Un malaise social présenté comme dû à l'insuffisance des financements et des aides publiques

Ces problèmes sociaux que peuvent connaître les banlieues françaises dont parle abondamment *L'Humanité* sont constamment ramenés ou associés, par le quotidien ou par les individus interviewés, à une insuffisance de financement et d'aides publiques accordés à ces quartiers et à ces populations. Ainsi la dimension financière et budgétaire constitue une classe à part entière, qui représente 10% du corpus, à l'intérieur de laquelle on retrouve une multitude de termes financiers. On repère les termes de « crédit », d'« euro », de « budget », les verbes « financer » et ses déclinaisons, « investir » ou encore les mots « aides » et « subventions »[402]. Et c'est bien le faible niveau de ces aides et même leur diminution qui est

---

[399] « Ce dont souffrent les banlieues », 03/11/2005, *L'Humanité*, Sébastien Crépel, Vincent Defait et Cyrille Poy
[400] « Quatorze priorités pour sortir de la crise », 17/11/2005, *L'Humanité*, Collectif
[401] Entretien Laurent Mouloud, *L'Humanité*, journaliste société, 09/07/2008
[402] crédit : 27 occurrences pour un khi2 de 244 (le plus élevé de la classe) ; euro : 33 occurrences pour un khi2 de 226 ; budget : khi2 de 104 ; financer : khi2 de 53 ; investir : khi2 de 37 ; aide : khi2 de 34 ; subvention : khi2 de 131.

pointé. En effet, on retrouve les termes « baisse », « réduit » et « diminution » ainsi que le verbe « diminuer »[403]. L'extrait suivant rend compte de la présence de cette dimension financière dans le corpus et du type de discours qui lui est associé : « *Le secteur du logement est un parfait exemple de cette gestion de "bouts de ficelles". Les crédits de paiement affectés à la "ville et au logement" diminueraient de 7,4 milliards d'euros à 7,2 milliards (- 3,2%) l'année prochaine. Dans le détail, des crédits pourtant utiles à la cohésion du territoire et des quartiers sont rognés pour respecter des critères de Maastricht inadaptés. Le gouvernement entend réduire en 2006 les crédits pour l'"équité sociale et territoriale" de 7,1% (de 657 millions à 611 millions d'euros). Les crédits de paiement pour "l'aménagement des quartiers" diminueraient de 128 millions à 100 millions d'euros. Autant dire que l'actuel gouvernement, pas plus que les précédents, n'a l'intention de transformer les cités dortoirs et les banlieues délaissées en lieux d'habitation agréables à vivre.* »[404.]

e. Une dimension politique tout de même existante

Si le traitement social est prédominant dans les pages de *L'Humanité*[405] – nous l'avons vu – la dimension politique n'est malgré tout pas totalement absente. Elle représente même, si l'on regroupe les deux classes qui ont trait à cette dimension, près de 30% du corpus. Ainsi, *L'Humanité* fait référence – comme l'ensemble des quotidiens étudiés – aux hommes politiques qui sont intervenus lors des événements ainsi qu'aux réactions qu'ils ont pu avoir et aux mesures qu'ils ont prises pour enrayer la crise.

La référence aux acteurs politiques constitue la première classe et représente 13% des u.c.e classées. On retrouve principalement Nicolas Sarkozy, Dominique de Villepin, Azouz Begag, Jean-Marie Le Pen et Jacques Chirac[406]. Comme nous le voyons, cette classe fait quasi exclusivement référence aux représentants du gouvernement, en tout cas aux hommes politiques rattachés à la majorité. Aussi retrouve-t-on les termes de « ministre », de « droite », termes qui emportent le plus la constitution de la classe[407]. Les personnalités de l'opposition de gauche sont totalement absentes de cette classe ce qui se retrouve également dans la faible

---

[403] baisse : khi2 de 79 ; réduit : khi2 de 22 ; diminution : khi2 de 28 ; diminuer : khi2 de 56.

[404] « Ce que le budget 2006 ne fera pas pour les quartiers », 08/11/2005, *L'Humanité*, Sébastien Ganet

[405] Si l'on regroupe les deux classes qui ont trait à ce traitement social à savoir la classe qui renvoie à la vie quotidienne et celle qui correspond aux différents problèmes sociaux que connaît la banlieue, cela représente près de 47% du corpus.

[406] Nicolas Sarkozy : 50 occurrences pour un khi2 de 91 ; Dominique de Villepin : 25 occurrences pour un khi2 de 53 ; Azouz Begag : khi2 de 47 ; Jean-Marie Le Pen : khi2 de 35 ; Jacques Chirac : khi2 : 27.

[407] ministre : 61 occurrences pour un khi2 de 107 (le plus élevé de la classe) ; droite : khi2 de 102 et 33 occurrences.

présence du terme « gauche »[408]. Les termes associés à la classe – comme « stratégie », « sécuritaire » et « surenchère »[409] – ne semblent donc concerner que les membres du gouvernement et hommes politique de droite.

La deuxième classe correspond quant à elle, aux mesures prises par le gouvernement de l'époque, et représente 17% des u.c.e classées. L'instauration de l'état d'urgence constitue l'une des principales mesures évoquées. Ainsi, le terme « urgent » et l'ensemble de ses déclinaisons emportent la constitution de la classe, suivi par celui de « loi »[410]. Par conséquent, le couvre-feu, principale mesure rendue possible par cette loi, est fortement évoqué[411]. Et si comme pour tous les journaux, l'idée d'exception est associée à cette loi, le thème de liberté lui est également adjoint. Ce thème est évoqué pour dénoncer l'atteinte aux libertés que constitue cette mesure, comme le montre ce court extrait d'un article titré « La France sous surveillance »[412] : « *Une nation démocratique peut-elle vivre sous un état-d'urgence qui permet de suspendre à la seule volonté de l'État et de ses représentants le droit de manifestation, de circulation, d'expression, de grève ?* »[413]

Par ailleurs, le sigle « PCF » ainsi que les termes dérivés de « communisme » – absents de la classe précédente – sont fortement présents dans cette classe, tout comme ceux dérivés du mot « socialisme» ou le terme « Verts »[414]. Cela est dû au fait que *L'Humanité* consacre beaucoup d'articles aux critiques et à l'opposition qu'ont menés les élus de gauche contre ces mesures. Aussi les critiques qu'ils formulent sont fortement présentes dans le corpus. En voici un exemple : « *Si pour tous les orateurs des groupes parlementaires la nécessité s'impose de "rétablir l'ordre républicain", "mettre un terme à ces exactions" serait "illusoire sans parler de liberté, d'égalité et de fraternité", a prévenu François Asensi (PCF). "Votre gouvernement réactualise, cinquante ans après, l'une des plus sombres pages de l'histoire de notre pays : celle d'une guerre colonialiste", a fustigé le député de Seine-Saint-Denis, à propos de "la loi du 3 avril 1955, véritable loi d'exception attentatoire aux libertés."*»[415]

L'analyse du discours et du traitement produit par *Libération* et *L'Humanité* sur les émeutes de 2005 – que nous venons de vous exposer – révèle ainsi de fortes similitudes entre les deux

---

[408] gauche : 9 occurrences pour un khi2 de 10.
[409] stratégie : khi2 de 66 ; sécuritaire : khi2 de 66 ; surenchère : khi2 de 60.
[410] urgent : 80 occurrences avec un khi2 de 262 (le plus élevé de la classe) ; loi : 53 occurrences pour un khi2 de 154.
[411] couvre-feu : khi2 de 63.
[412] « La France sous surveillance », 15/11/2005, *L'Humanité*, Stéphane Sahuc
[413] *Ibid.*
[414] PCF : khi2 de 74 ; communisme et ses dérivés : khi2 de 59.
[415] « À l'Assemblée, le PCF porte la voix des banlieues », 09/11/2005, *L'Humanité*, Sébastien Crépel

quotidiens. En effet, tous d'eux ont fortement privilégié un traitement social des événements basés sur un développement abondant de thèmes comme l'emploi, le chômage, l'éducation et la scolarité, le logement, la santé, les discriminations ou encore la ségrégation. Les émeutes ont donc été l'occasion, pour ces journaux, de parler de la banlieue ou plutôt de "faire parler" la banlieue de sa réalité et de ses difficultés. Car, effectivement, – et c'est le deuxième point de convergence des traitements des deux quotidiens – pour aborder tous ces sujets et comprendre la vie quotidienne des quartiers touchés par les émeutes, *Libération* et *L'Humanité* ont multiplié les témoignages et les récits de vie des habitants, des jeunes en colère et des professionnels de la banlieue. Aussi, par rapport au *Monde* et au *Figaro* – que nous avons auparavant étudié – la focale principale de traitement des événements de *Libération* et de *L'Humanité*, ne s'est pas axée sur l'espace politique mais plutôt sur la banlieue et leurs acteurs. Et même si la dimension politique n'est pas complètement absente des traitements des deux quotidiens – nous l'avons déjà souligné – et qu'elle constitue même une part relativement importante de leur corpus, elle n'occupe qu'une place secondaire par rapport au traitement social et sociétal.

III. UN TRAITEMENT FACTUEL DES EVENEMENTS : *LE PROGRES*

Le traitement du *Progrès,* seul quotidien régional de notre corpus, se démarque fortement des autres quotidiens. Et cela parce que contrairement aux autres journaux, *Le Progrès* a privilégié un traitement particulièrement abondant des violences et des nuits d'affrontements. Près de la moitié de son corpus est consacrée à cette dimension des événements. Or, nous l'avons vu, cette dimension, tout de même présente dans l'ensemble des corpus, n'est que peu développée par les quotidiens nationaux. En effet, si dans les premiers jours, ils fondent leurs articles sur le récit des premiers incidents, ils se détournent rapidement de cet unique angle de traitement et privilégient des traitements plus analytiques, moins factuels. Les violences ne sont pas totalement écartées du discours des quotidiens nationaux mais n'en constituent qu'un aspect mineur. Et cela même pour *Le Figaro* qui consacre un peu plus de 20% à cet aspect du traitement.

La nature du traitement du *Progrès* n'est pas la seule dissemblance observable. La morphologie de son traitement et l'importance qu'il accorde aux événements en terme d'espace est également différent. En effet, *Le Progrès* ne consacrera que 130 articles aux événements sur la période. Si cela peut paraître équivalent au nombre d'articles présents dans

les pages de *L'Humanité*, il faut tout de même rappeler que le corpus de *L'Humanité* n'intègre pas les très nombreuses "tribunes" consacrées aux événements. Ainsi *Le Progrès*, qui ne publie aucune tribune, accorde véritablement moins d'articles et d'espace que ses confrères parisiens aux événements.

Il est également plus tardif dans le démarrage d'une couverture conséquente des événements. En effet, si l'on compte un article dans chacune des éditions du 29 et 30 octobre et si les événements apparaissent en une le 1er novembre, il faudra attendre le 3 novembre pour que les événements fassent la une principale du quotidien et que le nombre d'articles par éditions augmente (avant cette date, *Le Progrès* ne consacre qu'un article par jour aux événements). Le 5 novembre, la couverture "décolle" véritablement. On compte alors près de six articles qui ne sont plus exclusivement cantonnés aux pages « France » du quotidien. Aussi, on voit apparaître des articles dans les pages locales du quotidien. Principal sujet de ces articles : le risque de contagion des violences dans la région lyonnaise. Le quotidien titre alors un de ses articles « L'inquiétude devant un risque de généralisation »[416]. Le 6 novembre, alors que *Le Progrès* continue de couvrir les événements parisiens, c'est toujours la possible contagion qui est abordée dans les articles des pages locales, comme le montre ce titre : « Un calme anxieux règne à Vaulx-en-Velin »[417]. Il faut attendre le 6 novembre, pour que l'"inquiétude" se confirme, date à laquelle les premiers incidents de la région lyonnaise se déclarent et le 7 novembre pour que le quotidien traite de ces événements et consacre un article de près de 3 000 signes au « *feu qui gagne les banlieues lyonnaises* »[418]. Au fil de l'extension des violences en province et donc dans l'agglomération lyonnaise, la couverture des événements prend de plus en plus d'importance dans les pages nationales mais surtout locales. Le quotidien leur consacrera jusqu'à vingt articles et plus de quatre pages pleines, le 9 novembre[419]. On compte encore douze articles le 12 novembre et trois pages complètes, avant que la couverture, en terme d'espace et de nombre d'articles se réduise sensiblement, jusqu'à disparaître quasi complètement de la une le 17 novembre – date à laquelle le retour à la normale est constaté dans la région lyonnaise – et des pages du journal aux alentours du 23 novembre[420].

[416] « L'inquiétude devant un risque de généralisation », 05/11/2005, *Le Progrès*, Michel Rivet-Paturel
[417] « Un calme anxieux règne à Vaulx-en-Velin », 06/11/2005, *Le Progrès*, Richard Schittly
[418] « Le feu qui gagne les banlieues lyonnaises », 06/11/2005, *Le Progrès*, Richard Schittly
[419] Parmi ces 20 articles de tailles différentes, on trouve un éditorial, six articles dans la rubrique « France » et douze articles dans les pages locales (Rhône, Lyon et Lyon 8e-Bron)
[420] *Le Progrès* consacre sa une et de nombreux articles aux événements le 26 novembre pour faire une sorte de bilan de violences dans la région lyonnaise.

a. Des violences particulièrement présentes dans le traitement du quotidien régional

Que ce soit dans sa couverture nationale ou dans sa couverture locale, *Le Progrès* privilégie donc un traitement des “événements” sous l’angle des violences. Bilan du nombre de voitures incendiées, récit des nuits de violence, interventions des pompiers, incendies de bâtiments publics, travail des forces de l’ordre, blessés, instauration du couvre-feu... le quotidien multiplie les articles sur l’évolution et la forme des violences sur le terrain. Et contrairement aux autres quotidiens, pour lesquels cet aspect est surtout visible au tout début des événements, *Le Progrès* maintient ce mode de traitement tout au long de la période. Des premiers incidents à Clichy-sous-Bois à ceux des communes de l’agglomération lyonnaise en passant par l’extension à toute la France, le quotidien régional privilégie constamment cette manière de traiter les événements. Par conséquent, la classe qui renvoie aux violences émeutières en général représente 49% du corpus, soit près de la moitié du discours produit sur les émeutes. On retrouve dans cette classe, un répertoire de termes relevant des actes émeutiers très développé. Sont abondamment évoqués les incendies de véhicules et de poubelles, les interventions des pompiers qui font suite, les jets de projectiles et de cocktails Molotov, les interventions des forces de l’ordre, les caillassages ou encore les destructions diverses menées à l’encontre de bâtiments ou des transports en commun[421]. Ainsi, le quotidien recense quotidiennement les exactions commises et les dégâts enregistrés, comme le montre ces extraits : « *Il avait fait l'objet d'une tentative d'incendie en début de soirée. Au total, une quarantaine de véhicules ont été incendiés à Bobigny, Bondy, Aulnay-sous-Bois, Le Bourget, Villepinte, Blanc-Mesnil, La Courneuve, Clichy-sous-Bois et Sevran, et deux bus ont été incendiés dans le département. Deux écoles primaires ont été également endommagées.* »[422] ; « *Dans la nuit de samedi à dimanche, cinquante et un véhicules avaient été détruits entre 20 heures et 4 heures du matin dans l'ensemble de l'agglomération. Avec deux points plus sensibles : Vénissieux, qui a compté seize voitures brûlées, et Rillieux-la-Pape avec 12*

[421] incendie : 78 occurrences pour khi2 de 80 ; incendier : khi2 de 17 ; véhicule : 81 occurrences pour un khi2 de 90 (le plus élevé de la classe) ; voiture : 68 occurrences pour un khi2 de 62 ; poubelle : khi2 de 12 ; bruler : khi2 de 40 ; feu : khi2 de 30 ; pompier : khi2 de 24 ; jet : khi2 de 16 ; projectile : khi2 de 16 ; cocktail molotov : khi2 de 12 ; policier : khi2 de 33 ; gendarme : khi2 de 8 ; détruit : khi2 de 22 ; endommager : khi2 de 7 ; bâtiment : khi2 de 14 ; transport : khi2 de 9 ; métro : khi2 de 13 ; tramway : khi2 de 6 ; TCL (=Transport en commun lyonnais) : khi2 de 12.

[422] « Nouvelle nuit d'émeute, hier, en Seine-Saint-Denis, où un poste de police a été investi », 03/11/2005, *Le Progrès*, Non signé

voitures incendiées. Les autres feux de voitures se répartissent entre Saint-Fons, Meyzieu, Bron, Saint-Priest, la Duchère, et même le 1er arrondissement de Lyon. »[423]

Les lieux cités dans ces articles sont significatifs. Ils témoignent d'un double traitement concentré sur les événements parisiens d'une part, traités dans les pages nationales et d'autre part, sur les événements "lyonnais" au sens large, traités dans les pages locales. On retrouve donc des lieux parisiens (Seine-Saint-Denis, Clichy-sous-Bois, Bobigny, Grigny[424]) ainsi que des lieux évoquant la région lyonnaise (Vaulx-en-Velin, Vénissieux, Bron, Lyon, Saint-Priest, Caluire, Villeurbanne, Meyzieu, Villefranche, La Duchère[425]).

De nombreuses références aux interpellations et aux peines des émeutiers jugés sont également observables dans la classe. En effet, *Le Progrès* double son recensement des violences d'un recensement des interpellations et des peines prononcées. Et cela, aussi bien dans sa couverture nationale que dans sa couverture locale. En revanche, une spécificité apparaît dans le traitement local, celle de recenser les villes qui instaurent le couvre-feu. Ainsi à partir de la mi-novembre, le quotidien fait régulièrement le point sur les communes de l'agglomération lyonnaise qui mettent ou non en place le couvre-feu, qui le prolongent ou qui cessent de l'appliquer.

Ainsi, cette classe fait apparaître un traitement particulièrement factuel des émeutes de 2005 centré sur le recensement des épisodes de violences, de leurs dégâts, de l'instauration du couvre-feu et des condamnations des émeutiers.

b. Des problèmes sociaux tout de même abordés

Le traitement factuel des violences et de leurs répercussions occupe donc une grande place dans le traitement du quotidien, mais *Le Progrès* ne se cantonne pas à cet unique mode de traitement. Les problèmes sociaux que peuvent connaître les populations des banlieues françaises et plus particulièrement lyonnaises sont également abordés. Et même si cette dimension du traitement est secondaire, la classe à laquelle elle renvoie représente tout de même 21% du corpus. Sont évoqués les problèmes de chômage, de logement, le manque de moyens alloués aux associations mais surtout les problèmes d'intégration et de discrimination. Aussi retrouve-t-on principalement dans la classe les verbes « discriminer » et ses dérivés,

---

[423] « Le feu gagne les banlieues lyonnaises », 07/11/2005, *Le Progrès*, Richard Schitlly

[424] Seine-Saint-Denis : 46 occurrences pour un khi2 de 37 ; Clichy-sous-Bois : 18 occurrences pour un khi2 de 16 ; Bobigny : khi2 de 9 ; Grigny : khi2 de 8.

[425] Vaulx-en-Velin : 23 occurrences pour un khi2 de 19 ; Vénissieux : khi2 de 19 et 23 occurrences ; Bron : khi2 de 19 et 18 occurrences ; Lyon : 54 occurrences pour un khi2 de 17 ; Saint-Priest : khi2 de 13 ; Caluire : khi2 de 12 ; Villeurbanne : khi2 de 10 ; Meyzieu : khi2 de 8 ; Villefranche : khi2 de 7, La Duchère : khi2 de 7.

« stigmatiser », mais aussi les termes « français », « minorité » et « mixité » ou encore les verbes « immigrer » et « intégrer »[426]. A cet égard, le modèle français d'intégration est mentionné et discuté[427]. Les extraits suivants rendent comptent de la présence de cet aspect du traitement du *Progrès* : « *"Aujourd'hui, la situation a empiré : chômage, discrimination à l'embauche, au logement. Et pourtant, nous sommes en plein basculement démographique. D'ici 2010, beaucoup de gens seront partis en retraite. Mais l'État est trop lourd, c'est terrifiant. Il est incapable de dire aux jeunes confrontés à la réalité du chômage : "Dans 3 ans, il y aura tant de place de postiers, de plombiers" pour les orienter. Vu la situation, je suis même étonné que ça ne pète pas plus souvent."* »[428] ; « *Quel constat faites-vous sur les banlieues ? Elles sont devenues des zones de relégation souvent dégradées, où les seules visites sont celles du facteur, du "barbu" et de la police. Il faut donc veiller à une vraie mixité. La loi Gayssot est juste, qui propose que, dans chaque commune, on construise 20% de logements sociaux. Elle doit être appliquée.* »[429]

c. *Un focus particulier sur les problèmes d'éducation et d'emploi*

Si les problèmes sociaux dans leur grande diversité sont traités par *Le Progrès* – nous venons de la voir – certains font l'objet d'un focus particulier et constituent une classe à part. C'est le cas des problèmes en matière d'éducation et d'emploi dont la classe représente 11% des u.c.e classées. On y retrouve classiquement des termes liés à l'éducation comme « éducation », « collège », « élève », « scolarité » « école » ou encore « apprentissage »[430], mais aussi des termes liés à l'emploi comme « emploi », « travail », « professionnel » « embaucher » ou « entreprise »[431]. Et comme c'est le cas dans la majorité des corpus, l'idée de difficulté est particulièrement présente[432]. Le terme d'« apprentissage » et le thème de l'éducation sont présents notamment en raison de la couverture opérée par le quotidien de la mesure proposée par Dominique de Villepin d'instaurer l'entrée en apprentissage à 14 ans pour réduire l'échec scolaire.

---

[426] discriminer : khi2 de 17 ; stigmatiser : khi2 de 19 ; français : khi2 de 53 (le plus élevé de la classe) ; minorité : khi2 de 19 ; mixité : khi2 de 7 ; immigrer : khi2 de 29 ; intégrer : khi2 de 7.
[427] modèle : khi2 de 18.
[428] « "Au gouvernement de ramener de l'espoir dans les quartiers" », 17/11/2005, *Le Progrès*, Laurence Bufflier
[429] « "Il faut veiller à une vraie mixité" », 18/11/2005, *Le Progrès*, Jacques Boucaud et Gisèle Lombard.
[430] éducation : khi de 60 (le plus élevé de la classe) ; collège : khi2 de 47 ; élève : khi2 de 41 ; scolarité : khi2 de 31 ; école : khi2 de 27 ; apprentissage : khi2 de 21.
[431] emploi : khi2 de 40 ; travail : khi2 de 9 ; professionnel : khi2 de 31 ; embaucher : khi2 de 6 ; entreprise : khi2 de 13.
[432] difficulté : khi2 de 34 ;

Par ailleurs, si ces thèmes sont principalement abordés suite aux mesures gouvernementales. Ils sont également abordés lors des rares témoignages de jeunes ou de spécialistes de la banlieue que l'on trouve dans les pages du quotidien ou lors de papiers sur le profil des émeutiers. Ces extraits témoignent de la teneur du traitement de ces questions : « *David se présente comme "SDF depuis une semaine". Il n'a plus de contact avec son père depuis dix ans. "Ma mère m'a viré parce que je ne travaillais pas", explique le jeune homme, qui a plus ou moins arrêté sa scolarité à 14 ans et vient de se faire exclure d'un centre de formation pour apprentis pour "injures" envers les professeurs. Mickaël est titulaire d'un CAP de cuisine.* »[433] ; « *La volonté de traiter les difficultés dans le cadre du collège a effectivement toujours été clamée. Dans le même temps, on a empilé des classes réservées aux élèves en échec (Segpa, troisièmes d'insertion, classes à projets professionnels) qui conduisent presque systématiquement à l'apprentissage, ou au lycée professionnel.* »[434]

d. Une dimension politique peu présente

Comme pour l'ensemble des corpus, *Le Progrès* fait référence aux acteurs politiques qui sont intervenus lors des émeutes, à leurs critiques et aux mesures qu'ils ont pu mettre en place. Pour autant, cette dimension est beaucoup moins développée, comparée aux autres quotidiens. En effet, cette classe ne représente que 18% du corpus et n'est donc en rien comparable, en terme de taille, aux autres corpus, même ceux dont l'aspect politique ne constitue pas le cœur du traitement. Cette classe est développée principalement dans les articles d'information nationale et cela parce qu'elle fait principalement référence aux acteurs politiques nationaux et aux actions gouvernementales, comme en témoignage la composition de la classe. En effet, sont évoqués Dominique de Villepin, Jacques Chirac, Nicolas Sarkozy et Azouz Begag principalement et l'on retrouve les termes « ministre », « gouvernement », « Matignon » et « président »[435]. Ces personnalités, membres du gouvernement ou de la majorité, sont principalement évoquées au prisme des mesures et des actions qu'elles mettent en place à l'époque. Aussi l'instauration de l'état d'urgence et sa prorogation sont abondamment évoqués, tout comme la proposition de Jacques Chirac d'instaurer un service civil ou encore

---

[433] « La vie cahotante des jeunes émeutiers », 04/11/2005, *Le Progrès*, Non signé

[434] « L'apprentissage dès 14 ans », 09/11/2005, *Le Progrès*, Muriel Florin

[435] Dominique de Villepin : khi2 de 87 et 23 occurrences ; Jacques Chirac : khi2 de 78 et 21 occurrences ; Nicolas Sarkozy : khi2 de 22 et 16 occurrences ; Azouz Begag : khi2 de 18 et seulement 4 occurrences ; ministre : 45 occurrences pour un khi2 de 157 (le plus élevé de la classe) ; gouvernement : 25 occurrences et un khi2 de 65 ; Matignon : khi2 de 13; président : khi2 de 22.

celle visant à expulser les étrangers impliqués dans les émeutes[436]. Cet extrait en rend compte: « *Même s'il a reconnu un "retour progressif au calme" dans les banlieues, le ministre a fait valoir que la prorogation de l'état-d'urgence pour trois mois était "nécessaire" car "rien n'est encore définitivement acquis". Mais il a affirmé que la loi de 1955 serait appliquée avec "mesure", «seulement là où c'est nécessaire" et en "prévention". Le ministre de l'Intérieur a par ailleurs indiqué à l'Assemblée nationale que dix procédures d'expulsion d'étrangers ayant participé aux émeutes des banlieues avaient été "engagées" hier.* »[437]

Quant aux personnalités de l'opposition, elles sont quasiment absentes de la classe, on ne trouve que les sigles « PS », « PC » et « Verts » ainsi que les termes dérivés de « socialisme » et « communisme ». Pour ce qui est des élus locaux, ils sont également peu présents dans cette classe. C'est davantage à l'occasion de l'instauration du couvre-feu dans les communes de l'agglomération lyonnaise qu'ils sont évoqués.

Conclusion

L'analyse des différents quotidiens et des articles qu'ils ont pu produire sur la période nous a principalement permis de dégager les spécificités des traitements des différents journaux qui composent notre corpus. Nous avons pu constater que *Le Monde* a principalement privilégié un traitement politique, axé sur les réactions et actions des hommes politiques membres du gouvernement et s'est également beaucoup intéressé aux questions d'intégration et d'identité, que sous entendaient les émeutes de 2005. Nous avons également pu observer que *Le Figaro,* tout en concentrant son traitement sur l'action gouvernementale, a également beaucoup investi la dimension sécuritaire en traitant abondamment des violences émeutières et des comparutions et condamnations des émeutiers. Pour ce qui est de *Libération* nous avons remarqué la prédominance d'un traitement axé sur la vie quotidienne des habitants des banlieues françaises, appuyé sur de nombreux récits de vie et de témoignages et une attention particulière portée aux problèmes d'éducation, d'emploi et de discrimination. Quant à *L'Humanité*, nous avons pu constater un discours presque uniquement centré sur les causes de ces émeutes. Les causes directes comme la mort des deux adolescents à Clichy-sous-Bois, la grenade lacrymogène ou encore les propos du ministre de l'Intérieur, mais aussi les causes sociales plus profondes comme les problèmes d'emploi, de logement ou de pauvreté. Et

[436] état d'urgence : 30 occurrences pour un khi2 de 120.
[437] « L'Assemblée nationale vote l'état-d'urgence pour trois mois », 16/11/2005, *Le Progrès*, Non signé

concernant le seul quotidien régional de notre corpus, *Le Progrès*, nous avons pu observer la prépondérance d'un traitement factuel des événements centré sur un récit important des nuits des violences, des dégâts causés et des condamnations des émeutiers.

Mais cette étude n'a pas seulement servi à mettre au jour les caractéristiques propres aux traitements de chaque quotidien, elle a également permis de dégager des registres de lecture plus généraux, en s'appuyant sur les similitudes et les dissemblances des traitements des quotidiens. Un premier registre, incarné par *Le Monde* et *Le Figaro* qui privilégie une lecture politique des événements dans leur sens large. Si ce ne sont pas les actes émeutiers qui sont traités comme des actes politiques, c'est la prégnance de la couverture des actions des hommes politiques sur la scène politique qui fonde cette lecture politique. Un second registre, incarné par *Libération* et *L'Humanité*, qui privilégie un traitement plus social des événements. Et enfin un dernier registre, uniquement incarné par *Le Progrès*, qui privilégie une lecture factuelle des événements.

Par ailleurs, l'analyse du corpus nous donne également des indications sur les différences de traitement en fonction des statuts des différents quotidiens. Car même si on distingue trois registres de lecture, une distinction peut être opérée entre quotidiens nationaux et quotidiens régionaux. En effet, si des différences notables sont visibles entre les quatre quotidiens nationaux, une constante apparaît tout de même : la présence importante de la dimension politique, quelle qu'en soit la forme, dans leur traitement des événements. Dimension qui n'est observable que dans des proportions bien inférieures dans le traitement du quotidien régional. Cette absence, de la part du *Progrès*, d'un véritable traitement politique des événements, doublée de cette forte lecture factuelle, paraît s'expliquer principalement par la nature même de la presse régionale. En effet, celle-ci, comme le rappellent Angélina Peralva et Éric Macé, essentiellement « *centrée sur l'actualité locale et les informations pratiques* »[438], cherche avant tout « *à rassembler la plus large audience possible (en dépit de l'hétérogénéité des membres de ce "grand public" virtuel) par un parti pris explicite de "factualité" neutre* »[439]. Ce qui n'est pas le cas de la presse nationale qui cherche davantage « *à constituer un "public" spécifique en affirmant, par son orientation éditoriale explicite, une distinction vis-à-vis des autres titres et des autres "publics".* »[440]

---

[438] Peralva Angelina, Macé Éric, *Médias et violences urbaines : débats politiques et construction journalistique*, *op. cit.*, p. 37.
[439] *Ibid.*
[440] *Ibid.*, pp. 37-38.

Et c'est d'ailleurs cette "orientation éditoriale explicite" qui semble pouvoir expliquer les différences de traitement entre les quatre quotidiens nationaux de notre corpus et plus encore les différences observées entre les deux grands registres qu'ils composent. En effet, même si on ne peut définir de manière précise la ligne éditoriale d'un média, certaines caractéristiques, certaines « *spécificités éditoriales* »[441] des quotidiens étudiés peuvent en éclairer les contours d'ensemble. Pour *Le Monde*, c'est avant tout son statut de « *journal de référence des acteurs dirigeants* »[442] qui peut expliquer son traitement des émeutes de 2005 particulièrement axé sur les acteurs politiques institutionnels, généralement membres du gouvernement ou de la majorité, bien plus que son lectorat qui se situe d'avantage à gauche (58%) qu'à droite (34%) de l'échiquier politique[443]. En ce qui concerne *Le Figaro* en revanche, c'est principalement la physionomie de son lectorat, constitué pour 73% d'électeurs de droite et pour 11% d'électeurs d'extrême droite, qui permet de comprendre son orientation éditoriale centrée également sur l'action gouvernementale et sur des problématiques sécuritaires. Par ailleurs, la prépondérance des récits de vie et des témoignages dans le traitement de *Libération*, ainsi que l'évocation abondante des problèmes sociaux qu'il opère, paraissent s'expliquer d'une part par son lectorat, composé à 80% d'électeurs de gauche et écologistes, mais également par son positionnement à gauche de l'échiquier politique, résultant de « *son héritage militant issu de Mai 68* »[444]. Et si pour *L'Humanité*, nous n'avons pu avoir accès aux chiffres concernant l'orientation politique de son lectorat, il paraît évident que c'est sa proximité avec le Parti communiste français mais surtout avec ses idées – car il reste un quotidien indépendant – qui semble expliquer son traitement centré notamment sur les causes sociales de ces émeutes.

La nature même des quotidiens ainsi que leurs orientations éditoriales semblent donc être des facteurs explicatifs des différences de traitement et de discours qu'ils ont produit sur les émeutes de 2005. Pour autant, nous considérons également, comme nous l'avons avancé dans l'introduction, que les conditions de travail des journalistes, ainsi que leurs représentations, ont également pu jouer un rôle. C'est ce que nous allons tenter d'analyser dans notre troisième et dernière partie.

---

[441] Peralva Angelina, Macé Éric, *Médias et violences urbaines : débats politiques et construction journalistique, op. cit.*, p. 37.
[442] *Ibid.*
[443] Les chiffres concernant les orientations politiques du lectorat du *Monde*, du *Figaro* et de *Libération* sont tirés de l'ouvrage d'Angélina Peralva et Éric Macé, *Médias et violences urbaines : débats politiques et construction journalistique*, publié en 2002.
[444] *Ibid.*, p. 37.

Partie III : Le discours médiatique à l'aune du travail et des représentations journalistiques

Afin de tenter de mettre en perspective le discours produit par les cinq quotidiens de notre corpus et de comprendre les choix et les différentes orientations de leur traitement, nous souhaitons donc, dans cette dernière partie, étudier le cadre de travail dans lequel les journalistes ont évolué ainsi que les contraintes auxquelles ils ont été soumis, et analyser les différentes représentations qu'ils peuvent avoir des événements et de leurs causes. Le but est donc de trouver dans ces deux domaines d'autres éléments explicatifs que ceux que nous avons déjà pu dégager et d'adopter une démarche "compréhensive" du travail journalistique. Et pour nous, comme nous l'avons avancé dans l'introduction, la compréhension du travail et de la production des médias passe d'une part, par l'étude du journalisme "en train de se faire" et d'autre part, par la recherche des représentations que peuvent avoir les journalistes quand au sujet qu'ils traitent. Et cela parce que nous pensons, au vu de nos lectures, que les caractéristiques du fonctionnement d'une rédaction, les contraintes organisationnelles inhérentes au travail journalistique, le rapport aux sources ou encore les particularités du terrain à couvrir peuvent peser et influencer le travail des journalistes et par là même leur production, tout comme les représentations qu'ils ont des événements, des acteurs présents, des dynamiques en place peuvent peser sur leur interprétation. C'est pourquoi nous nous attacherons, dans un premier temps, à détailler le cadre et les contraintes de travail des journalistes, qu'elles soient liées à la couverture du phénomène émeutier ou au quotidien du travail journalistique et dans un second temps, à dégager les différentes interprétations que font les journalistes des émeutes de 2005 et les représentations qu'elles sous-tendent. Pour cela, nous nous appuierons principalement sur les entretiens que nous avons réalisés auprès de journalistes travaillant dans les quotidiens présents dans notre corpus. Ils nous serviront bien évidemment à l'étude des représentations mais également à reconstituer la manière dont ils ont pu travailler au moment des émeutes de 2005. En effet, n'ayant pu suivre les journalistes sur le terrain au moment même des émeutes, nous pouvons uniquement nous appuyer sur le récit qu'ils ont livré de leur travail au cours des entretiens que nous avons réalisés. Donc si nous n'avons pu véritablement avoir accès au journalisme "en train de se faire", les récits que nous avons recueillis nous permettront de le reconstituer, même de manière imparfaite.

I. CADRES ET CONTRAINTES DU TRAVAIL JOURNALISTIQUE

L'étude du travail mené par les journalistes au moment des émeutes en 2005, laisse apparaître deux catégories de contraintes et de caractéristiques du travail journalistique. Une, relative au sujet même de ce traitement médiatique, soit ici le phénomène émeutier et une autre, plus en lien avec le travail et l'organisation d'une rédaction. Si dans la réalité et pour le journaliste, celles-ci font partie d'un tout et sont comme "entremêlées", leur distinction permet de mieux dégager leurs spécificités et ainsi de produire une analyse plus précise de chacune d'entre elles. C'est pourquoi nous aborderons dans un premier temps les contraintes liées uniquement aux émeutes en elles-mêmes et dans un second temps, celles inhérentes au travail journalistique.

A. Des contraintes liées au phénomène émeutier

a. La violence émeutière : un risque contraignant

L'un des premiers éléments à prendre en compte lors de l'étude du cadre et des conditions de travail des journalistes lors d'émeutes, comme celles qu'a connues la France en 2005 est bien évidemment le caractère violent de ces événements. En effet, lors d'émeutes, les journalistes ne peuvent travailler de la même manière qu'ils le font habituellement, sur d'autres sujets et à d'autres moments. L'environnement agité, sous tension et violent dans lequel les journalistes doivent évoluer peut donc fortement contraindre leur travail. Et la première de ces contraintes, ou plutôt le premier risque, est bien sûr celui de veiller à leur sécurité personnelle. Entourés de véhicules en feu, souvent à proximité des tirs de grenades lacrymogènes ou sous le feu de jets de projectiles et autres caillassages, les journalistes doivent être constamment attentifs à leur environnement proche.

« *C'était du côté des Minguettes, la première fois que j'ai fait une incursion là-bas. Donc il y avait des forces de l'ordre immobilisées un peu partout, il se passait pas grand chose quoi, et tous les policiers étaient casqués, etc. et le policier me dit "ben, restez pas trop là". Alors je savais, mais je suis resté deux minutes pour voir ce qui se passait et du coup j'ai entendu des bruits, comme des bruits de grêlons et c'était des boulons qui tombaient. Donc du coup, voilà, il faut faire attention.* »[445]

[445] Entretien Richard Schitlly, journaliste justice et faits-divers, *Le Progrès*, 11/07/2008

Et même si la plupart des journalistes avouent ne pas avoir été l'objet d'agression ou de blessures, quelques-uns ont tout de même été personnellement visés par les “attaques” des émeutiers. C'est le cas notamment de Karl Laske, journaliste à *Libération* :

« *Moi ça m'est arrivé, en voiture, de me prendre des cailloux ou de descendre de voiture et d'être l'objet de tirs de cailloux de jeunes. Bon, c'est évidemment désagréable et dangereux mais bon en même temps, voilà, il fallait en même temps qu'on y aille et en même temps on était dans un contexte de violence de part et d'autre, où à mes yeux il était normal de faire attention.* »[446]

Et cette violence, à cause de laquelle les journalistes doivent être en permanence vigilants pour leur sécurité personnelle, contraint également leurs déplacements et leurs prises de contacts sur le terrain. En effet, au risque d'être blessés, ils ne peuvent évoluer comme ils le souhaitent et doivent être particulièrement mobiles.

« *Après, là où ça se complique, c'est que ce n'est pas un événement comme un autre. C'est un événement où, quand on est journaliste, on peut pas se déplacer bien librement, il faut prendre des précautions.* [...] *Là il y a des règles, mais des règles qu'on a apprises, finalement, qui sont à respecter. Par exemple, on peut pas se tenir trop longtemps au pied d'un immeuble où apparemment il ne se passe rien, il faut pas rester au même endroit, parce qu'il y a des fois des pluies de grêlons, qui peuvent s'abattre d'un coup, et ça peut être dangereux.* »[447]

Aussi, le recueil d'informations, les échanges avec les jeunes émeutiers, avec les habitants ou avec la police, sont particulièrement difficiles dans ces moments de tension extrême.

« *Ben, dans ces cas-là, on n'a pas trop l'occasion de discuter ni avec les uns ni avec les autres. Parce que moi, là, je couvre vraiment l'événement, c'est-à-dire le moment où il y a les affrontements, les incendies de voitures, où il y a des choses qui tombent des fenêtres... Donc le simple fait de s'arrêter, de discuter, ça crée des attroupements, ça peut générer des incidents, on peut être pris à parti, donc ce n'est pas dans ces moments-là qu'on discute beaucoup.* »[448]

Au-delà des problèmes de sécurité en tant que tels et ceux d'accès aux sources d'information, c'est aussi l'atmosphère et l'ambiance des lieux qui peut peser sur le travail des journalistes. Ainsi le bruit, les vapeurs des gaz lacrymogènes, la fumée dégagée par les voitures, les poubelles ou les bâtiments en feu participent à créer un environnement peu enclin au travail.

« *Moi je ne me suis jamais senti en danger mais bon c'était pas non plus très facile à faire, c'est quand même un peu stressant : il y avait du bruit, de la fumée. Et puis encore une fois je*

---

[446] Entretien Karl Laske, 08/07/2008
[447] Entretien Richard Schitlly, 11/07/2008
[448] Entretien Richard Schitlly, 11/07/2005

ne suis pas allé me mettre au milieu de groupes de jeunes qui callaissaient les forces de l'ordre en leur disant "est-ce que je peux regarder comment vous travaillez ?" »[449]

La violence inhérente au phénomène émeutier a donc fortement contraint le travail de terrain des journalistes lors de leur couverture des nuits d'émeutes. Astreints à être vigilant pour leur sécurité personnelle, évoluant dans un environnement stressant, limités dans leurs déplacements et dans leurs échanges avec leurs sources d'information, les journalistes n'ont pu travailler sereinement et dans les meilleures conditions.

L'accumulation de ces contraintes peut donc probablement expliquer l'absence ou du moins la faible présence de témoignages d'émeutiers dans certains quotidiens. En effet, plusieurs journalistes et notamment Cyrille Louis, journaliste au *Figaro*, rapportent le fait que les soirs d'affrontements, l'approche des émeutiers était fortement compromise et que la journée, quand ils revenaient dans les quartiers qui avaient été le théâtre d'affrontements les nuits précédentes, il était également difficile d'obtenir des témoignages car les émeutiers ne criaient pas forcément haut et fort qu'ils avaient participé aux événements de la veille.

« *L'accès aux fauteurs de troubles à proprement parler, c'est évidemment un peu le fantasme de tout journaliste, vous voulez rencontrer le jour pour parler avec eux, les jeunes qui la nuit caillassaient les forces de l'ordre... Ils se présentaient pas comme tels, c'était pas forcément les plus accessibles. Enfin moi je ne sais pas si j'ai parlé ou pas … si vous voulez moi j'ai pas trouvé de gens qui me disent "oui moi hier j'ai caillaissé les forces de l'ordre et j'ai mis le feu à une bibliothèque municipale" et qui acceptent de me raconter leur vie.* »[450]

b. *La méconnaissance du terrain : un handicap pour suivre l'évolution des violences*

La forme et les types de violences auxquelles se sont livrés les émeutiers ont également eu quelques incidences sur les journalistes. En effet, le fait qu'il y ait eu finalement que très peu de véritables affrontements entre jeunes et forces de police et de véritables face-à-face, contrairement à l'image qui a pu entre être donnée, a rendu la couverture des exactions commises plus difficiles. Les jeunes étant particulièrement mobiles et mettant le feu à des voitures, à un endroit avant de rapidement en partir et de se retrouver dans un autre lieu, il était compliqué pour les journalistes, comme pour la police, d'arriver à suivre les mouvements des jeunes émeutiers. Et cela a été d'autant plus complexe que, contrairement aux jeunes qui connaissent parfaitement leur "cité", les journalistes n'avaient, pour la plupart, aucune

[449] Entretien Cyrille Louis, 09/07/2008
[450] Entretien Cyrille Louis, 09/07/2008

connaissance des quartiers dans lesquelles les émeutes avaient lieu. La méconnaissance du terrain a donc été un handicap pour les journalistes qui tentaient de suivre l'évolution des violences.

« [...] *suivre de nuit les incidents de novembre 2005 c'était pas particulièrement facile, parce qu'encore une fois on avait souvent du retard sur eux, il fallait essayer d'arriver vite mais on avait du mal.* »[451]

« [...] *il y avait un volume à couvrir, enfin un territoire à couvrir très large et qu'en étant seul, sans connaître le territoire, c'est difficile. Après, maintenant je connais assez bien les quartiers donc je sais beaucoup mieux me repérer. Maintenant je peux couvrir des situations équivalentes, je pourrais couvrir des situations équivalentes, je pense, seul sans trop de difficultés parce que j'ai une maîtrise du territoire, des modes d'entrées, des contacts.* »[452]

Par ailleurs, le fait que les événements se déroulent principalement la nuit a contribué à l'amplification de cette de difficulté. En effet, se repérer dans un lieu que l'on ne connaît pas est d'autant plus difficile qu'il fait nuit et qu'on a encore moins de repères.

« [...] *le fait que ça se passe la nuit ça a juste compliqué notre évolution dans cet univers qui de toute façon n'était pas simple parce que de jour ou de nuit c'est des quartiers qu'on ne connaît pas bien, enfin dont on ne connaît pas bien la topographie je veux dire. Tout se ressemble un petit peu, quand on connaît pas on se perd facilement donc le fait que ce soit de nuit ça a pas simplifié les choses* »[453].

c. Le rapport aux sources : des jeunes défiants

Si les sources d'informations et les interlocuteurs des journalistes qui ont couvert les émeutes de novembre 2005 ont été multiples – nous allons le voir – une source en particulier a constitué une véritable contrainte pour les reporters sur le terrain : les jeunes et les habitants de banlieues. Car, si les témoignages et les récits de vie n'apparaissent pas de manière conséquente dans l'ensemble des corpus de nos cinq quotidiens, les jeunes et plus généralement les habitants des quartiers touchés par les émeutes ont tout de même constitué une source d'information primordiale et même la source "première". Les journalistes ont travaillé avec de nombreuses sources comme les sources policières ou les sources judiciaires, ils ont sollicité ou ont été sollicités par des élus locaux et par leurs services administratifs, par des responsables associatifs, des représentants religieux, des hommes politiques qu'ils soient maires, parlementaires ou ministres ou encore par les services de communication des cabinets

[451] Entretien Cyrille Louis, 09/07/2008
[452] Entretien Luc Bronner, 08/07/2008
[453] Entretien Cyrille Louis, 09/07/2008

ministériels, de l'Élysée et de Matignon, pour les principales. Mais il reste que les jeunes ont posé de véritables difficultés, aux journalistes société notamment, présents sur le terrain. La principale de ces difficultés a été la prise de contact et l'instauration d'une relation de confiance car, l'ensemble des journalistes rencontrés s'accorde à le dire, une forte défiance à l'égard des médias subsiste dans les quartiers.

« *C'est toujours la même difficulté c'est-à-dire que l'on se retrouve confronté à des gens qui sont dans une situation de méfiance énorme vis-à-vis des médias parce que, soit ils les assimilent à des ennemis potentiels que sont la police, les institutions et donc pour eux ils mettent un peu dans le même sac les médias. Et donc quand on arrive là-bas on est souvent considéré comme quelqu'un d'hostile et quelqu'un qui forcément va, soit restituer une parole qui serait une parole ennemie, soit une parole qui serait une parole pro-policière donc assimilée à une parole ennemie. Donc y a toujours cette défiance qui fait que ça c'est une vraie contrainte de production en banlieue. Et pour écarter, pour faire reculer cette défiance, ce qui est capital dans le travail sur la banlieue, c'est d'avoir le temps d'établir des liens avec les gens.* »[454]

La contrainte pour les journalistes a donc été d'arriver à dépasser cette attitude de défiance de la part des jeunes principalement et d'instaurer rapidement une relation de confiance pour arriver à dialoguer. Et cette contrainte était d'autant plus grande qu'en 2005, au moment des émeutes, la plupart des journalistes n'avait pas véritablement de contacts préexistants en banlieues et dans les quartiers touchés par les émeutes. Seuls peut-être les quotidiens régionaux qui entretiennent une relation de proximité avec les différents acteurs des banlieues de leur région avaient une meilleure connaissance des quartiers. Il a donc fallu se créer des contacts rapidement, dans l'urgence des événements. Et si beaucoup de journalistes sont allés directement à la rencontre des jeunes, la plupart est tout de même passée par des intermédiaires. Ces intermédiaires étant principalement des associations, des médiateurs, des éducateurs ou encore des jeunes du quartier un peu plus âgés qui se plaçaient comme médiateurs.

« *Alors les jeunes, il a fallu se faire un réseau un peu rapidement déjà par les contacts que chacun a dans le journal, parce qu'untel connaît untel, untel, par les associations d'aide sur le terrain. Je me souviens notamment de celle-là : Arrimage. Via Arrimage, tu rencontres les éducateurs spécialisés et les éducateurs de rue, qui eux connaissent… par ramification, qui te présentent untel, untel et untel. Et puis y avait des jeunes qui au cours des conférences de presse, qui viennent spontanément ou quasi spontanément vers toi et qui t'expliquent "il faut parler de la banlieue comme, il y a aussi, il y a aussi ça…", qui viennent te solliciter. Et puis par bouche-à-oreille, tu parles avec eux et puis tu dis "tu pourrais me faire rencontrer machin" et puis après ça s'est passé comme ça.* »[455]

---

[454] Entretien Jacky Durand, 08/07/2008
[455] Entretien Laurent Mouloud, 09/07/2008

« *Moi je passais plutôt par des associations. Y aller directement c'était franchement, dans mon souvenir, c'était quand même au bout d'un moment pas évident parce qu'y a un moment où les relations entre les jeunes de ces quartiers et les médias se sont quand même pas mal crispées.* [...] *je me rappelle m'être promené avec un photographe dans les rues d'Aulnay, on était franchement pas très à l'aise et les gens nous regardaient passer avec des regards qui étaient pas empreints de sympathie quoi. Donc on a pas eu de problème, on s'est pas fait attaquer, on s'est pas fait caillaisser, on ne s'est pas fait insulter mais enfin on sentait qu'on était pas vraiment les bienvenus.* » [456]

Et cette forte défiance, à laquelle les journalistes ont dû faire face, dès le début des émeutes de novembre 2005, s'est accentuée tout au long de l'extension des événements et même après. En effet, si dans les premiers jours, les jeunes ont considéré les médias comme un moyen de s'exprimer, de diffuser leur colère et même d'exister, ils ont rapidement jugé que l'image qui était véhiculée et le discours qui était produit ne correspondaient pas à leurs attentes et les desservaient. Ainsi, déjà pendant les émeutes de 2005 leurs rapports avec les médias se sont considérablement tendus et cela s'est retrouvé par la suite, lors des émeutes de Villiers-le-Bel en novembre 2007, notamment.

« *Villiers-le-Bel… c'était extrêmement difficile.* [...] *Parce qu'entre 2005 et 2007, les auteurs de violences, notamment les jeunes, se sont rendu compte que le traitement, contrairement à ce qu'ils avaient pensé dans un premier temps, les avait desservi. C'est-à-dire, dans un premier temps, eux, avaient utilisé les médias en se disant « c'est une façon d'exister ». Donc ils étaient assez positifs vis-à-vis des médias, au moins la première partie des émeutes de 2005.* [...] *Et simplement ils se sont rendu compte quelques semaines après, six mois après, un an plus tard, que ça avait, collectivement, donné un tableau extrêmement négatif de la banlieue. Et ils en ont beaucoup voulu aux médias en ayant le sentiment que les médias avaient mis en scène et avaient uniquement rendu compte de la partie la plus sombre de la problématique des banlieues.* [...] *Sur 2007 et sur tous les événements en banlieue graves, parce qu'il y en a eu dans d'autres villes avant Villiers-le-Bel, sur toutes ces périodes-là, à l'inverse, il y a rejet très fort des médias, donc du coup une agressivité et une violence physique incontestables.* »[457]

Ainsi, le fait de travailler en banlieue, auprès d'une population souvent méfiante et en proie à de forts ressentiments a constitué une contrainte de production particulièrement forte pour les journalistes. Celle-ci explique peut-être, tout comme les violences, la faible proportion des témoignages de jeunes et plus généralement d'habitants des quartiers touchés par les émeutes, dans certains quotidiens.

---

[456] Entretien Cyrille Louis, 09/07/2008
[457] Entretien Luc Bronner, 08/07/2008

Mais au-delà de cette défiance, le fait de travailler sur des territoires, sans véritables représentants identifiés et identifiables complique également, selon certains journalistes, le travail journalistique. En effet, lors d'événements particuliers, comme l'ont été les émeutes de novembre 2005, les journalistes n'ont pas de sources officielles, représentatives et porteuses d'une parole générale vers qui se tourner pour recueillir de l'information. Aussi, les journalistes ont affaire à des sources morcelées et à des interlocuteurs qui ont une vision parcellaire des événements. C'est notamment ce que pointe Luc Bronner, journaliste au *Monde* :

« *Sur la plupart des rubriques en tout cas pour* Le Monde*, quand on est rubricard on a affaire à des interlocuteurs qui ont une vision d'ensemble. Pour poursuivre l'exemple sur la défense nationale, on va avoir des sources officielles (défense nationale, ministère de la défense, officiers de haut rang) qui ont une vision d'ensemble. Pour prendre l'exemple policier, au ministère de l'Intérieur on va avoir des sources policières officielles, on va avoir le cabinet du ministre, on va avoir des syndicats policiers… donc on a des sources qui sont identifiées et qui ont une parole de portée générale, par nature. Alors que sur les quartiers, on est sur des sources très éparses, très fragmentées et puis avec des gens qui sont en désaccord, souvent pour savoir qui est en capacité de porter une parole. C'est un univers qui est très conflictuel en fait, un univers de concurrence très forte entre sources.* »[458]

B. Des contraintes inhérentes au travail journalistique

Au-delà des contraintes liées à la couverture du phénomène émeutier, le fonctionnement des quotidiens et la manière de travailler des rédactions et des journalistes – nous l'avons dit – doivent également être pris en compte, pour comprendre le travail journalistique produit lors des émeutes de 2005. L'étude des entretiens réalisés permet tout d'abord, de mettre au jour, une contrainte de temps liée aux horaires de bouclage des quotidiens, de voir ensuite que le rubricage et le morcellement des services peuvent limiter le traitement de l'information et enfin de saisir en quoi la hiérarchie et la ligne éditoriale d'un quotidien peuvent orienter et contraindre le travail des journalistes. Nous allons donc aborder successivement ces trois éléments.

[458] Entretien Luc Bronner, 08/07/2008

a. Le bouclage : une contrainte de temps

De manière générale, de nombreuses contraintes temporelles pèsent sur le fonctionnement des rédactions des quotidiens : les différentes conférences de rédactions et notamment celle du matin qui signe le départ de la journée, mais surtout – ce qui nous intéresse ici – le bouclage, heure fatidique où l'ensemble des papiers doit être rédigé, corrigé et mis en page. Les journalistes ont donc pour obligation de rendre leur papier à une heure précise et quasiment inamovible, définie par chaque quotidien. Si certaines entorses peuvent être opérées et l'horaire habituel de bouclage décalé, dans le cas d'une forte actualité ou d'un événement jugé majeur, les journalistes sont tout de même soumis à cet impératif de temps indubitable. En effet, comme le rappelle Érik Neveu dans *Sociologie du journalisme*, « *les contraintes temporelles qui pèsent sur la rédaction sont inséparables d'un aval de la production de l'information : horaire de tirage à l'imprimerie, expédition des exemplaires par messageries ou camions de l'entreprise, remise des exemplaires dès cinq heures du matin pour la diffusion aux abonnés effectuée par "portage" dans les boîtes aux lettres.* »[459] Aussi les journalistes sont tenus de rendre leurs papiers dans les délais fixés par chaque rédaction, sous peine de bousculer et de retarder la chaîne de production du quotidien.

Lors du traitement des émeutes de 2005, même si celles-ci ont constitué un événement important et fait l'objet d'une couverture intense, les journalistes n'ont pu, bien évidemment, échapper à cette contrainte de temps, comme l'explique Luc Bronner (*Le Monde*) :

« *Des contraintes de temps y en a forcément parce que tous les jours on fait un journal et qu'il faut boucler. Donc la contrainte de temps est inhérente au travail journalistique dans un quotidien.* »[460]

Par ailleurs, le fait que les violences se déroulaient, pour la plupart, en début de soirée et jusque tard dans la nuit, a contribué à accentuer cette contrainte. Cela parce que la plupart des quotidiens ont un bouclage en fin de soirée, voire même pour certains en début de soirée[461]. Il était donc difficile pour les journalistes de couvrir les événements et de rédiger leurs articles avant l'heure du bouclage.

---

[459] Neveu Érik, *Sociologie du journalisme*, *op. cit.*, pp. 45-47.

[460] Entretien Luc Bronner, 08/07/2008

[461] Le bouclage de *Libération* se situe aux alentours de 22h30, celui du *Figaro* était à l'époque, aux alentours de 19-20h pour la province et de 23h pour la région Parisienne, celui de *L'Humanité* est à 19h et celui du *Progrès* est vers minuit pour l'édition du Rhône. Seul *Le Monde*, du fait qu'il paraît en fin d'après-midi, a son bouclage le matin, à 10h30 précises. A noter que ces horaires sont ceux où l'ensemble du journal doit être envoyé à l'imprimerie. Aussi, les journalistes doivent, dans la majorité des cas, avoir rendu leurs papiers quelques heures auparavant.

« [...] *c'est des événements qui se déroulaient pour la plupart tard le soir, or notre bouclage il est pour le premier vers 19h, après il y en a d'autres plus tard dans la soirée, mais ça veut dire qu'on finissait, on bouclait un journal alors qu'il ne s'était encore rien passé le journée.* [...] *Donc pour nous c'était un peu effectivement la course contre la montre parce qu'on rafraîchissait en permanence à partir de 21h-22h les papiers, en téléphonant à des gens qui étaient à la rédaction pour centraliser et collecter les informations. Il y avait cette difficulté d'essayer de raconter en très peu de temps et avec une visibilité limitée, comme je vous l'ai expliqué, ce qui se passait le soir même pour nos lecteurs du lendemain. C'est vrai que c'est un exercice qui était pas simple.* »[462]

« *Avec le journal, on était pris dans des horaires aussi, parce que nous on boucle très tôt. On boucle très tôt et on est peu nombreux, donc il faut quand tu travailles, que tu rentres à telle heure, à 16h et il faut que tu sois là pour écrire ton papier. Et le soir tu as guère le temps d'aller faire du reportage la nuit, pour faire de la production pour le lendemain, parce qu'on a besoin de toi le lendemain matin pour la réunion etc. Tu es sans cesse pris dans ce tourbillon là. Moi j'ai pas été assez dégagé pour aller suivre sur le terrain tranquillement. En même temps j'étais pas tout seul à suivre. J'ai des collègues à la politique qui ont fait des soirées.* »[463]

Seul *Le Monde*, qui paraît en début de soirée et non le matin comme les autres quotidiens, était peu contraint par le fait que les événements se passaient la nuit. Le bouclage définitif étant aux alentours de 10h30, les journalistes avaient jusqu'à tôt dans la matinée pour écrire leurs papiers. Ils pouvaient donc passer la nuit sur le terrain et n'étaient pas contraints de rentrer tôt dans la soirée ou de différer au lendemain leur publication.

« *Alors l'avantage quand on est au* Monde*, sur des événements de ce type-là qui sont des événements souvent nocturnes, c'est que j'ai pas de bouclage le soir, donc j'ai toute la nuit pour rester sur place et pour écrire mon article. Ce qui nous a donné, à contrario, alors qu'on a eu un démarrage difficile, un gros avantage par rapport à d'autres notamment pour rendre compte de l'extension du conflit. C'est-à-dire qu'on a été… je ne sais pas si on peut dire les premiers, mais en tout cas très en pointe pour capter le moment où ça sortait de Clichy-Montfermeil et où ça devenait infra-régional, puis régional. Justement à cause de ce décalage de bouclage.* »[464]

Ainsi, même si une grande partie des journalistes ne considère pas le bouclage comme une véritable contrainte, parce qu'il fait partie du fonctionnement habituel de leur quotidien qu'ils ont parfaitement intégré dans leur manière de travailler[465], la couverture des émeutes de 2005 a sûrement souffert de cette contrainte de temps.

---

[462] Entretien Cyril Louis, 09/07/2008
[463] Entretien Laurent Mouloud, 09/07/2008
[464] Entretien Luc Bronner, 08/07/2008
[465] « *Bah, c'est classique ça, on a l'habitude* [...] *Moi je savais, j'avais l'heure, j'avais un ordinateur portable, ça fait partie de la base du métier, ça c'est pas parce que c'est des émeutes que ça change trop, je sais quand j'ai un événement tard, il va falloir anticiper, se régler au départ des pages, etc. Mais ça c'est la base du métier. Donc, j'avais ces contraintes, mais je faisais avec.* » (Entretien Richard Schitlly, 11/07/2008) ; « *Non ben ça pas plus*

b. Le rubricage : une information morcelée

Une autre caractéristique organisationnelle des quotidiens est à prendre en compte pour comprendre le travail journalistique : le rubricage. En effet, avec le développement depuis la professionnalisation du journalisme de nombreuses rubriques et services spécialisés dans les rédactions, l'actualité a été amenée à être traitée en fonction de rubriques, en fonction de thèmes. Le nombre de ces rubriques s'est d'ailleurs particulièrement accru depuis une quarantaine d'année, comme le souligne Érik Neveu : « *aux spécialisations traditionnelles (journalistes parlementaires, social, sportif, judiciaire) sont venus s'ajouter depuis les années soixante-dix de nouvelles rubriques (santé, éducation, communication), tandis que d'autres (comme l'économie) se démultipliaient en sous-spécialités.* »[466] Loin d'être un mal en ce sens que ces rubriques et la spécialisation qui en découle permettent une lecture avertie de certains sujets d'actualité par des journalistes spécialisés, elle contribue tout de même à une forme de morcellement de l'information et limite ainsi la perception globale des événements. Aussi, lors d'événements complexes, en ce sens qu'ils recouvrent plusieurs problématiques, comme ce fut le cas des émeutes de 2005, l'information n'est pas traitée dans sa globalité mais chacune des dimensions identifiées par la rédaction sont prise en charge par un service spécifique. Ainsi, l'information est fragmentée et est traitée par les quotidiens de façon parcellaire. Et si pour les émeutes de 2005, les quotidiens ont créé, dans leur pages, des rubriques spécifiques pour regrouper l'ensemble des articles relevant des événements, il n'en reste pas moins que le traitement en lui même reste le fait de plusieurs services.

Au moment des émeutes, les services « Société » et « Politique » sont principalement intervenus mais également, plus sporadiquement et pour des sujets plus ciblés les services « Économie », « Sport » ou « International ». Et cela parce que, comme l'explique Laurent Mouloud, « *tu traites de la banlieue, tu traites de mille sujets. La banlieue c'est un lieu. Banlieue : c'est un lieu au ban. C'est un lieu, c'est pas une problématique en soit. Transport, éducation… c'est des journalistes différents qui traitent de ces questions.* »[467]

Aussi, même si les différentes dimensions des émeutes ont été traitées par la plupart des rédactions, elles ne l'ont pas été par des acteurs qui avaient une perception globale de la

---

que… c'est le truc habituel. Enfin pour nous le bouclage n'est pas une contrainte. [...] *c'est pas grave on passe le reportage le lendemain. Voilà, c'est pas… y a pas eu de contraintes particulières par rapport à ça.* » (Entretien Karl Laske, 08/07/2008)

[466] Neveu Érik, *Sociologie du journalisme, op. cit.*, p. 49.

[467] Entretien Laurend Mouloud, 09/07/2008

situation. Et cela, parce que chaque service a une vision parcellaire et n'a pas accès à la compréhension de l'ensemble des événements.

« [...] *les contraintes qu'on peut avoir, c'est que précisément le poste est divisé en deux. Il y a ceux qui sont sur le terrain et qui voient les jeunes et y a ceux qui font de la politique là-dessus. Donc la contrainte qu'on peut avoir, c'est que finalement on a jamais rencontré les parents de ces deux jeunes ou … Mais c'est pas une contrainte, c'est une limite. Mais c'est une limite que tous les journalistes ont par rapport à leur rubrique. C'est-à-dire qu'on est obligé de prendre le sujet que sous un certain angle. Quand on traite de sujets de société comme ça, c'est une vision un peu parcellaire. Mais on est payé pour ça, c'est-à-dire qu'on est censé dans le journal être équilibré avec les autres qui font des interviews de jeunes, qui font des enquêtes dans les familles.* »[468]

Ainsi, pour remédier à cette vision trop restreinte des choses et pour limiter une spécialisation toujours plus poussée des journalistes, certains quotidiens, comme *Le Progrès*, ont décidé de faire éclater leurs rubriques, jugées trop rigides, et de revenir à une rédaction générale. Les journalistes n'en ont pas perdu pour autant leur spécialisation et ont continué à traiter leurs sujets de prédilection, mais cela a permis de décloisonner la rédaction ainsi que sa perception.

« [...] *le problème c'est que c'est allé trop loin, avant il y avait vraiment des rubriques, quoi. Il y avait la rubrique santé, la rubrique environnement, mais les gens étaient devenus tellement spécialisés que c'est vrai que les papiers devenaient trop... ils ne s'adressaient pas forcément à tout le monde. On est allé un peu trop loin. Donc du coup, l'idée maintenant, ça a été de casser un peu les rubriques, de faire une rédaction générale, mais quand même avec des gens qui ont des spécialités, forcément.* »[469]

Pour autant, ce rubricage qui impose aux journalistes une vision fragmentée des événements est tout de même contrebalancé par l'action du rédacteur en chef qui est censé détenir cette vision globale qui échappe aux journalistes. C'est à lui que revient la tache d'articuler les différentes dimensions du traitement, de les équilibrer, d'en favoriser une plutôt qu'une autre, selon la ligne éditoriale du quotidien. Aussi, il a en charge l'arbitrage entre les différentes dimensions du traitement, donc entre les différentes rubriques du quotidien.

[468] Entretien Claire Bommelaer, 08/07/2008
[469] Entretien Richard Schitlly, 11/07/2008

c. Le poids de la hiérarchie et de la ligne éditoriale

Le travail du rédacteur en chef et les différents choix qu'il opère sont donc primordiaux dans le traitement opéré par le quotidien et peuvent même contraindre ou limiter le travail des journalistes de sa rédaction. En effet, comme le rappelle Érik Neveu, le rédacteur en chef exerce « *une direction que l'on peut qualifier de politique, au sens où il définit (sous le contrôle des actionnaires, d'un directoire ou d'une société de rédacteurs) la ligne éditoriale du titre. Elle peut résider dans un positionnement politique au sens large, au choix du type d'information et de traitement de celle-ci que le titre privilégie. Elle se traduit dans chaque édition par des choix quant aux événements à valoriser, à l'angle sous lequel les couvrir* »[470]. Aussi, ces choix, même s'ils ne sont pas pris unilatéralement, orientent et peuvent contraindre le journaliste dans sa manière de traiter des événements.

Pour autant, la plupart des journalistes rencontrés pour cette étude, ne considère pas l'existence du rédacteur en chef et sa fonction comme une véritable contrainte pour leur travail. Certains expliquent notamment que les décisions sont davantage prises collectivement et qu'elles ne font pas l'objet d'une véritable imposition de la part de la rédaction en chef.

« *Y a pas de consigne qu'est donnée, y a un espèce de collectif qui existe, qui se fait et qui produit ce qu'il produit. [...] Mais nous y a pas d'ordre, si vous voulez.* »[471]

« *Alors après sur la définition des angles, c'est collégial si tu veux. Enfin, c'est le journaliste qui va sur le terrain, en général revient avec des idées. Et plus tu vas sur le terrain, plus tu as des idées. A cette époque-là, c'était effectivement tu vas sur le terrain, tu entends des réflexions des habitants et tu essayes d'en retirer des concepts, des idées, en te disant « là, y a un vrai truc qui se passe sur cette question-là ». [...] après c'est le journaliste qui vient répercuter ça, il en discute avec le chef de rubrique Enfin ici, ça se passe comme ça. On en discute avec le chef de rubrique et à partir de là on échafaude un angle en disant « ben tiens, on va peut-être traiter cet aspect-là ou pas », après sous une forme journalistique ou sous une autre.* »[472]

« *Comme toujours c'est le résultat d'un compromis entre ce que nous, à la base, sur le terrain on propose, on fait remonter, on suggère et puis ce qu'attend la direction. Donc on discute, on ajuste…* »[473]

« *Alors il y a une partie qui est décidée en réunion de rédaction où on lance des idées et puis y a une autre partie qui se fait sur le terrain. C'est-à-dire quand on va faire un reportage à Clichy, à Aulnay, à Grigny, à Bobigny, n'importe où, on fait une rencontre, on voit des*

---

470 Neveu Érik, *Sociologie du journalisme*, *op. cit.*, p. 44.
471 Entretien Claire Bommelaer, 08/07/2008
472 Entretien Laurent Mouloud, 09/07/2008
473 Entretien Cyrille Louis, 09/07/2008

interlocuteurs et là peut naître une idée d'un angle particulier de traitement. Donc il y a les deux. »[474]

Pour d'autres, c'est surtout parce que les sujets et les angles de traitement, au moment des émeutes, s'imposaient d'eux-mêmes, que le poids de la ligne éditoriale ou le poids hiérarchique étaient minimes. Selon eux, c'était l'actualité qui définissait naturellement les sujets à aborder.

« *Donc la définition des angles sur ces terrains-là, elle est naturelle quand vous avez un fait qui s'est produit et après on laisse aussi énormément remonter ce qu'on voit sur le terrain. Les sujets viennent naturellement. On se dit "mais attendez, ils brûlent des voitures, mais pourquoi ils brûlent des voitures ?" Et puis je crois que chacun arrive avec son expertise. Moi qui travaillais pas mal sur les questions de maintien de l'ordre je suis arrivé en disant "faudrait peut-être faire un papier pour savoir comment les policiers travaillent" etc.* »[475]

Mais les différences entre les différents quotidiens – que nous avons analysées dans la seconde partie de notre étude – montrent bien évidemment que des choix dans le traitement et dans les angles d'approche des événements sont opérés. Les sujets et la manière de les aborder ne sont pas imposés d'eux-mêmes, sinon nous aurions retrouvé les mêmes discours pour l'ensemble des quotidiens et dans les mêmes proportions. Cette apparente "imposition naturelle" des sujets vient peut-être du fait que les journalistes partagent totalement l'orientation prise par leur quotidien pour traiter des événements et ainsi ne se rendent pas compte que des choix sont opérés.

« *Y a trop de copies, trop de faits, trop d'actualité pour que ça soit vraiment… on ne peut pas diriger comme ça une idéologie sur un truc qui part … y a trop d'entrées, y a trop de choses. Alors peut-être que chacun est très idéologiquement porté à droite et se rend plus compte qu'il fait … Mais je crois que c'est plutôt dans les unes, dans les titres et dans les éditos que ça pèse, mais ça c'est plus notre soupe à nous.* »[476]

A l'inverse, d'autres journalistes mettent en avant la prépondérance des décisions du rédacteur en chef sur les journalistes et parfois même l'existence de choix politiques manifestes. Si l'importance d'un sujet, l'angle à adopter et le format de l'article est décidé en concertation lors des réunions de rédaction, il n'en reste pas moins que, la décision et l'arbitrage reviennent au rédacteur en chef qui peut même imposer une ligne politique au traitement d'un événement.

---

[474] Entretien Luc Bronner, 08/07/2008
[475] Entretien Jacky Durand, 08/07/2008
[476] Entretien Claire Bommelaer, 08/07/2008

« [...] *le matin il y a des calages de sujets, des angles qui sont prévus, avec des chefs d'informations, des rédacteurs en chef, c'est plutôt eux qui calent les angles des sujets et nous, en tant que journalistes, on propose. On dit "ben voilà, moi j'ai tel témoignage, j'ai tel secteur que je connais, ça vaudrait le coup". En général, c'est un échange comme ça, donc le calage, il est quand même fait le matin.* »[477]

« *Ce qui s'est produit, c'est qu'au début, nous, service "Société", on a eu une assez grande liberté dans le traitement de l'événement tant que ça restait un gros fait divers, quelque chose de sociétal. Donc pendant les premiers jours on a pu traiter à peu près comme on voulait et puis à partir d'un certain moment, le monde politique et la direction du journal ont pris conscience que c'était un événement qui était en train de devenir un événement politique très fort susceptible de mettre en difficulté le ministre de l'Intérieur, le gouvernement, le président de la République et comme* Le Figaro *est plutôt le journal de cette tendance politique-là, la direction de la rédaction a probablement cherché à mieux contrôler ce qu'on publiait sur ce thème qu'elle ne l'avait fait dans les premiers jours où c'était un sujet de société.* »[478]

Aussi, nous venons de le voir, le fonctionnement d'un quotidien, ses caractéristiques et les conditions de travail des journalistes peuvent avoir une influence directe sur le travail journalistique et sur le discours produit. Aussi, les conditions de travail lors de la couverture d'émeutes contraignent et bousculent fortement la bonne marche du travail des journalistes et le fonctionnement temporel et organisationnel des rédactions, limitent le journaliste dans son travail. Et au-delà de la pure description de ces contraintes, il apparaît que certaines peuvent expliquer les différences de traitement entre les quotidiens qui composent notre corpus. La principale étant bien évidemment, la ligne éditoriale et politique des rédactions car c'est de cette ligne éditoriale et des orientations prises par le rédacteur en chef que découlent les principales orientations quant au traitement et à l'angle de traitement à adopter pour couvrir les événements et notamment les émeutes de 2005. Nous l'avons vu lors de l'étude des discours des différents quotidiens de notre corpus : la plupart des journalistes expliquent l'orientation du traitement de leur quotidien par son identité et sa ligne éditoriale. Pour autant, le journaliste n'a pas non plus une part négligeable dans cette orientation. En effet – nous l'avons abordé – c'est principalement le journaliste qui fait remonter les informations du terrain, qui participe au moment des réunions de rédaction à la promotion de tel sujet, de tel angle ainsi qu'à l'appréciation et la définition de l'importance d'un sujet, de tel propos ou de tel fait. Son propre jugement et la manière dont il analyse les faits et l'actualité ne sont donc pas à mettre de côté. Le rédacteur en chef oriente et tranche parfois, mais c'est le journaliste, sur le terrain, qui détient principalement l'information. Aussi, ses propres représentations, ses

[477] Entretien Richard Schitlly, 11/07/2008
[478] Entretien Cyrille Louis, 09/07/2008

propres interprétations des événements peuvent sûrement peser sur le discours produit et le type de traitement adopté.

II. REPRESENTATIONS DES JOURNALISTES ET DISCOURS PRODUITS

Aussi nous venons de le voir, le poids des journalistes dans l'orientation du traitement d'un quotidien est une donnée à prendre en compte. Aussi nous allons tenter ici, de dégager les différentes représentations que peuvent avoir les journalistes quant aux émeutes. Pour cela, nous avons choisi ici d'analyser, dans un premier temps, les causes que les journalistes identifient pour expliquer la survenue et l'extension des émeutes et dans un second temps, le sens qu'ils donnent à ces émeutes, les grilles de lectures qu'ils mobilisent pour les analyser. Et plutôt que de nous concentrer sur chaque journaliste ou chaque groupe de journalistes d'un quotidien et de détailler son discours sur les émeutes, nous avons choisi d'aborder leurs représentations thématiquement et de voir pour toutes ces thématiques, quel discours chacun d'entre eux a pu produire. Aussi, les thématiques que nous allons aborder dans chaque partie n'ont pas été pré-établies mais ont été déterminés principalement par les thèmes et les sujets que les journalistes ont abordés au cour des entretiens.

A. À propos des causes des événements

a. La mort de Zyed et Bouna : l'étincelle émotive

Pour la plupart des journalistes, la mort de Zyed et Bouna, dans le transformateur électrique de Clichy-sous-Bois et même plus particulièrement les circonstances de cette mort, constitue la cause première de l'embrasement de Clichy-sous-Bois et des banlieues françaises. Selon eux, cette mort jugée prématurée a provoqué une forte émotion chez les familles des victimes et chez les jeunes du quartier à laquelle s'est ajoutée la contestation de l'intervention policière qui avait précédé leur décès. Aussi, les forces de polices, intervenues au départ pour un contrôle d'identités, sont jugées responsables de ces deux décès par les jeunes du quartier. Ce serait donc cette émotion et cette contestation de l'attitude des policiers qui constituerait l'"étincelle" des émeutes de 2005.

Jacky Durand, journaliste à *Libération* et chef adjoint du service « Société » du quotidien, partage cette idée et pointe par ailleurs la constance du scénario déclencheur des émeutes :

« *En fait, au départ, on est dans un processus hyper classique. Vous avez une action policière qui se termine mal, des policiers qui poursuivent des jeunes, va y avoir mort des jeunes, y va y avoir émotion, contestation, violence. C'est le ba-ba de la violence urbaine. Y a une action de police, elle est contestée ou elle provoque quelque chose ou si elle a pas provoqué on lui reproche quelques chose, ça part en sucette, ça déclenche des violences et c'est le début du bordel.* »[479]

Pour Cyrille Louis, journaliste société au *Figaro*, il faut ajouter à cette mort qu'il juge extrêmement violente, le sentiment de colère provoqué par la négation immédiate des forces de police de leur responsabilité dans les événements. Leur intervention étant déjà jugée contestable et à l'origine de la mort des deux jeunes, le fait qu'elles nient leur implication et ne reconnaissent pas leurs fautes, ne fait qu'accroître ce sentiment de colère déjà présent chez les jeunes :

« *Je pense qu'il ne faut pas oublier l'origine de ce … c'est-à-dire la mort violente, puis dans des conditions atroces quoi… ces deux gamins sont morts brûlés dans un terminal d'EDF, c'est quand même, pour l'imaginaire c'est … enfin symboliquement c'est quand une mort… ils ne sont pas fait tabasser, ils ne se sont pas pris une balle dans la nuque, ils sont morts brûlés dans une installation qui est censée apporter du confort, sous la forme de l'électricité. Ça s'apparente à de la torture, enfin je pense que ça véhicule des images très, très dures pour tout le monde et en particulier pour leurs parents, pour leurs amis, pour la population de Clichy.* [...] *Et la première réaction de la police c'était de dire « c'est pas de notre faute, on y est pour rien, on était pas là », chercher à se mettre hors de cause. Je pense que manifestement… enfin moi j'y étais pas à Clichy mais manifestement tout ça a suscité une douleur et une colère localement, très importante, qui explique à mon avis le déclenchement des incidents le premier soir.* »[480]

Pour Laurent Mouloud, journaliste société à *L'Humanité*, c'est davantage un sentiment d'injustice que ressentent les jeunes face au dédouanement des policiers qu'un simple sentiment de colère :

« *Moi je te dis, la cause principale… l'injustice. C'est le mot qui revient quand je parlais à l'époque… c'était l'injustice. Le sentiment d'injustice, c'est la cause des émeutes. Ça paraît naïf de dire, benêt mais c'est ça. C'est l'injustice face à l'élément déclencheur, à cette affaire de Clichy. Le sentiment d'injustice plutôt. Parce qu'après, moi j'y suis pas non plus, je ne connais pas les conclusions de l'enquête.* »[481]

---

[479] Entretien Jacky Durand, 08/07/2008
[480] Entretien Cyrille Louis, 09/07/2008
[481] Entretien Laurent Mouloud, 09/07/2008

Un sentiment d'injustice pointé et partagé par Claire Bommelaer, journaliste politique au *Figaro*, qui déplore par ailleurs le manque de considération accordée à ces deux adolescents décédés. En effet, selon elle, le fait qu'on les considère immédiatement comme des délinquants a participé à ce fort sentiment d'injustice :

« *Au début, c'est traité comme bavure policière, on l'appelle Traori et pas Traoré, ou je ne sais pas quoi. Enfin bon, on se rend compte à cette occasion-là, et je pense que c'est ça aussi qui a fait les émeutes, c'est que les morts ne sont pas équivalents. Il peut y avoir deux petites filles charmantes, blondes, ça arrive, l'émotion est considérable, là tout de suite l'émotion est…* [...] *On se rend compte dans ce genre de crise que la mort de deux jeunes de banlieue vaut moins cher que la mort de deux petites filles de Périgueux, je dis n'importe quoi.* [...] *Donc ça c'est aussi de nature à provoquer des émeutes parce que y a un sentiment d'injustice incroyable de se dire "c'est mes voisins, c'est mes copains et la seule question qu'il y a c'est de savoir si ils ont fait une connerie ou pas une connerie". Ils sont morts quand même, c'est absurde comme truc.* »[482]

Pour Luc Bronner, journaliste société au *Monde*, le déclenchement des émeutes ne s'explique pas uniquement par le mort de Zyed et Bouna mais également par l'épisode de la grenade lacrymogène à la mosquée de Clichy-sous-Bois. Il est le seul à évoquer cet épisode comme facteurs expliquant le déclenchement des émeutes de 2005 :

« *Le premier c'est un accident impliquant la police et débouchant sur la mort de jeunes du quartier. Celui-là, c'est une évidence. [C'est une constante même] Voilà, c'est une constance mais qui est réalisée dans ce cas-là. Le deuxième qui est vraiment important et qui là, n'est pas une constante, c'est l'histoire de la mosquée. La grenade lacrymogène dans la mosquée ou à proximité de la mosquée, avec toutes les précautions d'usage sur cette histoire, c'est un deuxième élément qui est vraiment important.* »[483]

De son côté, Richard Schitlly, journaliste au *Progrès*, n'évoque à aucun moment cette dimension des événements. Cela s'explique sûrement par le fait que, travaillant pour un quotidien régional, il analyse les événements principalement au niveau de sa région et n'évoque pas les événements parisiens.

b. Le « comburant » Sarkozy

Nous venons de la voir, les journalistes soulignent, de façon a peu près unanime, le rôle central de la mort des deux adolescents dans le déclenchement des émeutes. Pour autant, ces événements ne constituent pas la seule cause du déclenchement et de l'extension des violences, selon eux. En effet, beaucoup sont ceux qui évoquent également le rôle de Nicolas

---

[482] Entretien Claire Bommelaer, 08/07/2008
[483] Entretien Luc Bronner, 08/07/2008

Sarkozy dans l'embrasement des banlieues françaises. Son attitude et les propos du ministre de l'Intérieur auraient donc contribué à alimenter la colère des émeutiers. Mais si la plupart des journalistes mentionnent Nicolas Sarkozy, ils ne lui accordent pas le même degré de responsabilité. En effet, certains soulignent son rôle mais en autres raisons ou considèrent ces propos comme secondaires dans l'explication des émeutes alors que d'autres en font une cause tout à fait fondamentale dans l'explication des émeutes. C'est le cas de Karl Laske (*Libération*), qui considère l'attitude du ministre de l'Intérieur, comme absolument centrale dans l'embrasement des quartiers français. Selon lui, la cause principale de ces émeutes réside dans les nombreuses "provocations" de Nicolas Sarkozy, avant et pendant les émeutes :

« *C'est une marmite de provocations que fait bouillir Sarkozy, même dès son arrivée au ministère de l'Intérieur. Il a pour objectif de récupérer l'électorat du Front national, c'est un objectif avoué. [...] Et donc il fait de la politique pour ça. [...] Si on prend depuis son arrivée à l'Intérieur ça culmine en 2005. Je pense qu'il suffit de reprendre tous ses déplacements et on a un pot-pourri de provocations. Je pense que la mort des deux jeunes à Clichy-sous-Bois est une étincelle et qu'il souffle en plus sur l'étincelle en les accusant de choses qu'ils n'ont pas commises. Enfin moi c'est le sentiment que j'ai, y compris par rapport à l'expression des jeunes que j'ai pu interviewer. Les jeunes que j'ai pu interviewer demandaient peut-être dans un second temps des moyens pour la banlieue, peut-être parlaient dans un second temps de la question de la relégation, de la difficulté de la vie quotidienne, mais ils parlaient principalement en premier de la manière dont ils étaient traités tous les jours par Sarkozy. Tous. Ils ont entendu une déclaration de guerre qui leur était adressée.* »[484]

Cette idée est également partagée par Jacky Durand, du même quotidien, pour qui Nicolas Sarkozy est le véritable « *comburant* »[485] des émeutes. S'il n'en est pas la cause immédiate – qu'il identifie dans la mort des deux adolescents –, il participe fortement au développement d'un sentiment de rancœur chez les jeunes et ainsi, à l'apparition des violences.

« *Mais je pense que ce qui a accentué, en tout cas ce qui a servi un peu… vous savez quand on fait de la physique-chimie on dit qu'il y a un comburant, on amène de l'oxygène pour… Donc je pense que ce qui a été le comburant de tout ça, ça a été l'histoire de la dalle d'Argenteuil.* [...] *quand on a notre ami Nicolas Sarkozy qui va à Argenteuil qui parle à une dame qui lui dit « y a quelque chose qui va pas » et qu'il lui dit « mais on va vous les sortir ces racailles ». Et je pense que cette petite phrase et sa médiatisation, j'insiste beaucoup la dessus, ça a pu agir dans cette espèce de mouvement, comme ça. D'une manière peut-être complètement non-articulée dans la tête des jeunes mais ça a pu contribuer à cette espèce de crispation.* »[486]

Pour Laurent Mouloud (*L'Humanité*), c'est l'attitude de l'État dans sa globalité qui est responsable des émeutes et de leur durée notamment. Si pour lui, c'est avant tout le terreau

---

[484] Entretien Karl Laske, 08/07/2008
[485] Entretien Jacky Durand, 08/07/2008
[486] Entretien Jacky Durand, 08/07/2008

social qui explique la survenue des violences – nous allons le voir –, leur durée inédite est directement liée à l'attitude du gouvernement et de l'État. Et c'est avant tout le fait d'avoir affranchi si rapidement la police de toute responsabilité qu'il met en cause.

« *Mais le temps de cette émeute, la durée, ça, c'est à cause de la réponse de l'État qui a créé une suspicion de mensonge, qui a mis le feu aux flammes, qui a décuplé d'un seul coup l'embrasement.* [...] *L'attitude, elle a été catastrophique ! Quand tu commences à dire "mais non, c'est pas les flics, aucun problème", ça, ça fait disjoncter les gens. "Les flics, ils ont rien à voir là- dedans, les jeunes ils se sont mis dans un transfo comme ça, c'est leur problème, les flics ils ont fait leur boulot…" alors que l'enquête a démontré aujourd'hui que les flics les ont suivis longtemps, qui les ont acculés dans un endroit, que les autres avaient pas d'autre sortie possible que d'aller dans ce site EDF et tout… Donc ça relativise les choses. Le mensonge d'État ou en tout cas la suspicion que l'État ment et protège, ça, ça a embrasé.* »[487]

Pour ces journalistes de *Libération* et de *L'Humanité*, les propos et le comportement du ministre de l'Intérieur sont donc vus comme un élément prépondérant dans l'explication de l'embrasement des quartiers français, ce qui n'est pas vraiment le cas des journalistes des autres quotidiens. En effet, si Luc Bronner (*Le Monde*), évoque le rôle de Nicolas Sarkozy, il le place, au vu de son discours, au même niveau explicatif que les deux autres éléments explicatifs des émeutes de 2005 qu'il dégage par ailleurs : la mort des Zyed et Bouna à Clichy-sous-Bois et l'épisode de la grenade lacrymogène.

« *Et troisième élément, qui est un élément de contexte plus général, ce sont les déclarations antérieures et parallèles à la crise de Nicolas Sarkozy.* »[488]

Quant à Claire Bommelaer (*Le Figaro*), pour qui il y a une multitude de cause à ces émeutes, si le rôle de Nicolas Sarkozy est évoqué il n'est jugé que « *perturbant* »[489]. Elle évoque par ailleurs l'ambivalence de la perception du ministre de l'Intérieur qui est souvent vu d'un côté, comme le seul capable à ramener l'ordre et de l'autre, comme celui-là même qui amène du désordre.

« *Y a Sarkozy aussi qui était un élément très… à la fois perturbant et dans les banlieues, c'est à la fois quelqu'un dont on dit « c'est un des seuls types qui peut remettre de l'ordre » et en même temps il met du désordre parce qu'il est celui qui met de l'ordre. Enfin, sa personnalité comme ça, particulière, a forcément joué un rôle…* »[490]

[487] Entretien Laurend Mouloud, 09/07/2008
[488] Entretien Luc Bronner, 08/07/2008
[489] Entretien Claire Bommelaer, 08/07/2008
[490] Entretien Claire Bommelaer, 08/07/2008

D'autres journalistes n'évoqueront même pas cette dimension explicative des émeutes de 2005, comme Cyrille Louis (*Le Figaro*) ou encore Richard Schitlly (*Le Progrès*). Nous ne pouvons réellement savoir si c'est parce qu'ils écartent totalement le rôle du ministre de l'Intérieur dans l'embrasement des banlieues françaises ou si cette absence découle d'une simple omission lors de l'entretien. Ce que l'on peut dire à minima, c'est qu'elle ne constitue pas, pour eux, une dimension explicative assez forte pour être mentionnée. D'autant plus, que, par ailleurs, ils développent et mettent en avant d'autres causes pour expliquer la survenue de ces émeutes, que nous avons déjà abordées ou que nous allons aborder ultérieurement.

c. *Un terreau social à prendre en compte*

La situation sociale des quartiers où les émeutes ont éclaté apparaît également être une donnée fondamentale, pour les journalistes rencontrés, pour comprendre l'embrasement qu'a connu la France pendant trois semaines. En effet, tous sans exception, considèrent qu'un terreau social particulièrement difficile est à la base de la colère et du sentiment d'injustice qui a éclaté au moment des émeutes de 2005. Et même s'ils n'envisagent pas tous ces problèmes comme une véritable cause, tous les évoquent et considèrent qu'ils constituent la toile de fond des événements. Pour autant, chacun n'identifie pas les mêmes problèmes sociaux et ne leur accorde pas le même degré d'importance dans le schéma explicatif des émeutes qu'il développe.

Ainsi Cyrille Louis (*Le Figaro*), par exemple, à contrario d'autres journalistes, n'envisage pas ces problèmes sociaux ou économiques comme une véritable cause des émeutes mais plutôt comme leur arrière-plan.

« [...] *on peut sans doute dire que tout ça se déroule en tout cas sur fond de difficultés cumulées des populations qui vivent dans ces quartiers, qui sont bien connues, décrites, qui font l'objet je pense d'un consensus relatif depuis très longtemps : des problèmes économiques, sociaux, d'intégration, d'identité, d'occupation, d'exclusion, probablement aussi de racisme, d'architecture, d'urbanisme. Voilà, ça c'est en tout cas une toile de fond je dirais. Je ne pense pas que ce soit la cause, mais c'est une toile de fond qui joue certainement un rôle.* »[491]

Quant à Luc Bronner (*Le Monde*), s'il développe un peu le même raisonnement, il semble accorder une place plus importante à ce terreau social. Selon lui, ces problèmes, qui sont pour

[491] Entretien Cyrille Louis, 09/07/2008

lui « *structurels* »[492], constituent véritablement le « *fond de ce mouvement* »[493]. Pour autant, ils ne pourraient expliquer à eux seuls la survenue et l'ampleur des émeutes. Pour le journaliste, ce sont des éléments « *accidentels* »[494] – la mort des deux adolescents, l'épisode c'est-à-dire de la mosquée et les propos de Nicolas Sarkozy – qui expliquent véritablement l'explosion des violences à ce moment-là et leur ampleur. Et Luc Bronner appuie son propos en comparant les émeutes de 2005 à celles de Villiers-le-Bel qui ont été moins longues et moins étendues. Selon lui, c'est l'absence de certains facteurs accidentels amplificateurs qui explique la différence de morphologie des deux mouvements.

« *Ces trois éléments conjugués font qu'on a une crise qui prend forme à ce moment-là, qui aurait pu prendre forme à un autre moment mais qui se développe parce que ces éléments sont conjugués sur un terreau qui est un terreau de crise sociale majeure. C'est-à-dire qu'il y a des éléments structurels et y a des éléments, entre guillemets, accidentels. Structurels, c'est évident, c'est les problèmes de chômage très important dans ces quartiers, problèmes de logement, problèmes de ségrégation sociale et ethnique, problèmes de transport, problèmes de discrimination… enfin bon tous ces éléments qu'on a traité mille fois dans tous les médias. Ça ce sont les éléments structurels qui expliquent le fond de ce mouvement ou de ces émeutes, de cette crise.* »[495]

Loin de considérer que la situation sociale des banlieues est le seul facteur explicatif de la survenue des violences, d'autres journalistes estiment pourtant que ce terreau social sur lequel se développent ces émeutes est prégnant. C'est le cas notamment de Laurent Mouloud (*L'Humanité*) pour qui les problèmes sociaux, concentrés et particulièrement présents et développés dans les banlieues françaises, constituent le fond du sentiment d'injustice des jeunes. Si pour le journaliste – nous l'avons vu – les jeunes ressentent de l'injustice face au dédouanement immédiat de la police dans la mort de Zyed et Bouna, c'est avant tout leur situation sociale et leur relégation qui fondent leur colère et qui expliquent notamment la durée des émeutes de 2005.

« *Et après ce sentiment d'injustice se mêle un sentiment d'injustice plus général qui est "on a un traitement défavorisé par rapport aux autres régions de la France, par rapport aux autres endroits de la France. On est des relégués. On est relégué et on nous maintient, volontairement ou involontairement, dans cette relégation". Et ça, ça nourrit à l'intérieur des*

492 Entretien Luc Bronner, 08/07/2008
493 Entretien Luc Bronner, 08/07/2008
494 Entretien Luc Bronner, 08/07/2008 - Luc Bronner s'appuie ici sur la distinction qu'opère Hugues Lagrange dans sa contribution à l'ouvrage collectif qu'il co-dirige, *Emeutes urbaines et protestations*, entre les facteurs structurels et les facteurs accidentels, distinction qui explique la survenue des émeutes à ce moment précis.
Lagrange Hugues, «La structure et l'accident », in Lagrange Hugues, Oberti Marco, *Émeutes urbaines et protestations. Une singularité française*, Paris, Presses de Science Po, pp. 105-130.
495 Entretien Luc Bronner, 08/07/2008

gens un sentiment d'injustice. [...] *Tu prends n'importe quel problème, en banlieue, tu le multiplies par dix. Le logement, ben là-bas ils ont des gros problèmes. Le transport, c'est eux qui sont le moins bien desservis. L'éducation, c'est là où les classes sont les plus chargées. Les problèmes de violences, c'est là où c'est le plus violent. Tu prends tous les sujets… La sexualité, c'est là-bas où les rapports entre les filles et les garçons sont souvent difficiles. La religion ou plutôt l'extrémisme religieux, ça se développe ailleurs mais où c'est que ça se développe aussi ? Là. Et tout ça, pourquoi, quelle cause ? La cause de tout ça c'est une pauvreté. C'est évidemment la pauvreté, qu'elle soit culturelle… enfin financière à la base et qui débouche sur une pauvreté… parce qu'on manque, on manque de choses.* »[496]

C'est également ce qu'identifie Richard Schitlly (*Le Progrès*) pour les banlieues de l'agglomération lyonnaise. Selon lui, ce qui est central dans l'explication de ces émeutes c'est essentiellement les « *problèmes de société de fond* »[497] dont souffrent ces quartiers depuis maintenant plusieurs dizaines d'années.

« [...] *Les banlieues de Lyon elles ont leurs soucis, leurs difficultés, y a plein de gens qui sont dans la mouise, y a quand même un problème de chômage énorme, y a un problème de discrimination mais qui dure depuis vingt an. C'est un problème de société de fond quoi. Moi je crois que c'est vraiment un problème de société de fond qui n'a jamais été résolu pour plein de raisons. Des raisons historiques, c'est quand même la colonisation et ses suites globalement, c'est la mauvaise conscience de la France, c'est des problèmes économiques ou on intègre des gens à un moment donné et plus à d'autres. Enfin vous voyez, c'est un ensemble de facteurs qui c'est empilé et qui n'a jamais été vraiment…* »[498]

Pour Jacky Durand (*Libération*), qui a travaillé pendant plusieurs mois pour son quotidien, à Grigny, ce sont des « *causes profondément sociales* »[499] qui expliquent principalement les émeutes. Le journaliste pointe par ailleurs le fait que celles-ci ne sont pas nouvelles et qu'elles rongent la banlieue depuis des années, notamment les problèmes d'emploi dont le rôle est central dans les quartiers.

« *En gros, tous les déclencheurs qui ont été mis en évidence en novembre moi je les avais vécus dans les mois précédents mais sans qu'il y ait de violence. C'était ce que les gens me disaient sur le non-accès à l'emploi, sur la difficulté à être reconnu, sur l'éloignement géographique, la solitude des banlieues. Ça c'est quelque chose que j'ai entendu toutes les semaines pendant 6 mois. [...] Ils ont toujours le sentiment d'habiter loin de tout, ils ont le sentiment de pas avoir de boulot, ils ont le sentiment que quand ils envoient un CV, on regarde l'adresse, on regarde leur nom et puis on leur dit merde. Là j'ai rien inventé. Je pense qu'on est devant des causes profondément sociales. Tant que ces gamins auront pas de boulot ou tant qu'aussi on n'arrivera pas à les mettre au boulot, ça sera la merde.* »[500]

---

[496] Entretien Laurent Mouloud, 09/07/2008
[497] Entretien Richard Schitlly, 11/07/2008
[498] Entretien Richard Schitlly, 11/07/2008
[499] Entretien Jacky Durand, 08/07/2008
[500] Entretien Jacky Durand, 08/07/2008

Ainsi, ces journalistes évoquent abondamment au cours de leurs entretiens les problèmes sociaux qu'ils estiment au cœur de l'explosion des quartiers dits "difficiles". D'autres journalistes, moins prolixes sur le sujet, pointent néanmoins quelques problèmes particuliers que connaissent les banlieues françaises. C'est le cas de Karl Laske (*Libération*), pour qui, si c'est avant tout l'attitude de Nicolas Sarkozy qui explique les émeutes en elles-mêmes, le véritable problème de fond des banlieues subsiste dans le manque d'intégration dont fait preuve, volontairement ou non, la société française, vis-à-vis des habitants des quartiers mais surtout vis-à-vis de ses minorités.

« *A mon avis le problème de fond, qui était aussi sous jacent dans la crise de 2005, c'est celui-là : on stigmatise et on continue de marginaliser. Toute la société ne se suffit pas qu'on stigmatise comme l'a fait Sarkozy, on condamne mais la réalité profonde de la société c'est que y a des clivages énormes. Je ne dis pas que… c'est même pas une question de revendiquer des quotas ou… mais peut-être que la vraie réflexion, elle est aussi là.* »[501]

De son côté, Claire Bommelaer (*Le Figaro*) évoque certaines des difficultés sociales que peuvent connaître les banlieues françaises et mentionne un problème qui n'est avancé par aucun autre journaliste, celui de la drogue. La journaliste, qui s'appuie sur un rapport gouvernemental, considère que les problèmes de drogue ont eu une influence sur la « *folie* »[502] des émeutes.

« *Il y avait le fait que… y a eu toutes ces constructions dans les années 1970-1960 bon ben y a beaucoup de ghettos. Après le fait que toute l'immigration a été concentrée là, donc y a un phénomène de malaise qui se fait, le fait que y a des quartiers où y a pas beaucoup d'emploi donc les parents travaillent pas, les enfants travaillent pas enfin bon c'est quand même particulier. Je crois qu'il y a eu beaucoup de drogue aussi parce que Matignon avait des rapports hauts comme le poing sur le fait que y avait des problèmes de drogue dans beaucoup de banlieues et que ça, ça crée une forme de folie quand même*. »[503]

L'ensemble des journalistes rencontrés des cinq quotidiens de notre corpus pointe donc l'existence de problèmes socio-économiques, qui ont pu jouer un rôle dans les émeutes de 2005. Ainsi, à l'instar de certains sociologues que nous avons étudié dans l'introduction, comme Stéphane Beaud et Michel Pialoux, Michel Kokoreff ou encore Cyprien Avenel, ils mettent en avant des facteurs explicatifs socio-économiques. Pour autant, une distinction est opérable entre les journalistes de *L'Humanité*, de *Libération* et du *Progrès* qui considèrent, pour la plupart, cette dimension sociale comme prépondérante dans l'explication de la

[501] Entretien Karl Laske, 08/07/2008
[502] Entretien Claire Bommelaer, 08/07/2008
[503] Entretien Claire Bommelaer, 08/07/2008

survenue des émeutes et les journalistes du *Monde* et du *Figaro* principalement qui l'évoque mais lui accorde, en terme d'abondance de discours mais pas seulement, une importance moins centrale.

B. À propos du sens des émeutes

a. Des interprétations sociales ou politiques peu explicitées

Même si la plupart des journalistes évoquent la situation sociale des quartiers ou encore certaines attitudes politiques pour expliquer l'apparition des émeutes en 2005, il n'en reste pas moins qu'ils sont rares à véritablement doubler ce constat d'une interprétation sociale ou bien politique des événements. Ou tout du moins, ils sont peu nombreux à réellement le formuler. En effet, rares sont ceux qui, à l'instar de certains sociologues, parlent explicitement de mouvement social ou politique ou avancent l'existence d'un message politique présent dans ces émeutes. Si l'on retrouve ce type d'interprétation de manière sous-jacente dans certains entretiens – nous avons déjà pu le voir –, il est rarement énoncé comme tel. Seule l'abondance du discours sur les problèmes et les causes sociales des émeutes mais aussi quelques phrases plus explicites, nous renseignent sur l'interprétation sociale ou même politique que ces journalistes peuvent porter aux événements.

Si Karl Laske (*Libération*) parle quant à lui, au détour d'une phrase, de « *révolte sociale* »[504], son confrère de *L'Humanité*, Laurent Mouloud, semble appuyer fortement sur « *la dimension sociale des événements* »[505] :

« *Il s'est passé quelque chose qui allait au-delà de la simple violence. C'était pas juste de la violence gratuite, ou pour de l'acquisition de biens, ou de la destruction. C'était pas pour du vol ou pour protéger seulement des trafics dans des quartiers. Il y avait une dimension sociale derrière tout ça, c'est évident.* »[506]

Ce dernier va même jusqu'à pointer le caractère contestataire de ce « *mouvement de masse* »[507], selon ses termes. Et s'il ne parle véritablement, à aucun moment, de "mouvement

[504] Entretien Karl Laske, 08/07/2008
« *Mais bon la situation à mon avis l'exigeait complètement. Parce que c'est quand même un contexte de révolte sociale jamais vu depuis longtemps.* »
[505] Entretien Laurent Mouloud, 09/07/2008
« *Et tout de suite on a compris, enfin assez rapidement, au bout de deux jours, non pas que ça allait prendre un telle ampleur mais que ça allait au-delà du fait-divers même, d'un drame de deux jeunes qui se sont faits électrocuter, qu'immédiatement il y avait une dimension sociale derrière, sur laquelle il fallait travailler.* »
[506] Entretien Laurent Mouloud, 09/07/2008
[507] Entretien Laurent Mouloud, 09/07/2008

social” ou de “contestation politique”, l’évocation de son « *âme révolutionnaire* »[508] semble signifier la croyance, de la part du journaliste, d’une dimension politique des émeutes :

« [...] *je me souviens d’une grande réunion qu’on avait eu ici à l’Huma, quelques jours après que ça ait explosé, on avait rassemblé toute la rédaction, enfin tous ceux qui voulaient y participer s’étaient rassemblés pour faire un point sur ce qui se passait et qui était exceptionnel. On était un petit peu abasourdi par l’ampleur que ça prenait. Je ne dis pas que ça a réveillé notre… âme révolutionnaire, faut pas exagérer. Mais quelque part ce côté mouvement de masse, de contestation en fait, de masse, un réveil de couche populaire humiliée, paupérisée, forcément ça nous parlait.* »[509]

De son côté, Jacky Durand (*Libération*), identifie « *de la revendication* »[510] dans les émeutes de novembre 2005, un « *discours* »[511] qu’auraient produit les jeunes émeutiers. Alors, si le caractère politique n’est pas explicitement souligné, le journaliste met tout de même en avant l’existence d’un discours et une forme de revendication chez les émeutiers, chose que nombre d’observateurs n’accorde pas aux événements.

« *Je trouve que la presse a été assez unanime à mettre en avant cet espèce de… ces formes de… on a beaucoup parlé quand même de la revendication, de ce que ça disait, de ce que les gamins produisaient comme discours. En tout cas, plus qu’à d’autres moments.* »[512]

Le seul qui pointe explicitement la dimension politique des émeutes de 2005, est Luc Bronner (*Le Monde*). Selon lui, cette dimension politique est visible, tout d’abord parce que les jeunes avaient des revendications et ensuite, parce que cette crise a mis à mal le gouvernement de l’époque. Le journaliste parle également d’“événement social” et va même jusqu’à opérer une comparaison, quoique timide, avec Mai 68.

« *Mais en tout cas, dans un certain nombre de cas et dans un certain nombre de lieux il y avait une sorte de prise de pouvoir géographiquement limitée… limitée aussi au niveau du temps, mais une prise de pouvoir par, notamment, des groupes de jeunes avec des revendications, plus ou moins claires, une dimension politique réelle* [...] *Donc ça, c’est déjà un point qui est vraiment très fort. Ça avait une dimension politique majeure c'est-à-dire qu’on a vu l’État en difficulté, on a vu au sommet de l’État un conflit ouvert pour savoir quelles solutions apporter à cette crise-là. C’était aussi un révélateur de tensions et de difficultés sociales accumulées depuis des décennies, donc en tant que tel, un sujet vraiment important. Tout ça réuni, pour moi, ça dresse le portrait d’une crise exceptionnelle. Je ne sais pas si on peut comparer à Mai 68 mais, en tout cas, ça fait partie des événements sociaux majeurs des vingt ou trente dernières années, pour moi, avec certitude.* »[513]

---

[508] Entretien Laurent Mouloud, 09/07/2008
[509] Entretien Laurent Mouloud, 09/07/2008
[510] Entretien Jacky Durand, 08/07/2008
[511] Entretien Jacky Durand, 08/07/2008
[512] Entretien Jacky Durand, 08/07/2008
[513] Entretien Luc Bronner, 08/07/2008

Si l'on peut identifier certains indices d'une interprétation sociale et politique dans le discours des journalistes de *Libération*, de *L'Humanité* ou encore du *Monde,* il apparaît tout de même que celle-ci est peu explicitée. Aussi, on ne peut déceler les nuances de politisation des émeutes que peuvent révéler l'étude des travaux sociologiques sur la question, que nous avons abordés en introduction. Nuances qui "opposent", dans ce type d'interprétation politique, ceux qui considèrent (à l'image de Gérard Mauger ou de Didier Lapeyronnie) que, les émeutes de 2005 sont infra ou proto-politiques et ceux qui estiment, comme Laurent Mucchielli et Véronique Le Goaziou ou encore Michel Kokoreff qu'elles sont pleinement politiques. Par ailleurs, certains journalistes, ceux du *Figaro* et du *Progrès* exclusivement, n'ont pas développé ou même présenté les signes d'une quelconque interprétation sociale ou politique des émeutes. Et si comme précédemment, on ne peut augurer la signification de ces absences, on peut en revanche souligner le fait que Richard Schitlly (*Le Progrès*) ait abondamment parlé des problèmes sociaux au cours de l'entretien et que Cyrille Louis (*Le Figaro*) ait davantage évoqué, parallèlement à d'autres éléments, la dimension ludique des événements. Aussi, cette interprétation, que nous allons maintenant analyser, peut apparaître comme opposée à la prise en compte d'une dimension sociale et politique des événements.

b. Une dimension ludique des événements

Certains semblent donc trouver une dimension sociale et politique aux événements – nous venons de le voir. D'autres en revanche, voire même parfois les mêmes, soulignent plus volontiers leur dimension ludique. En effet, pour certains journalistes, ces émeutes s'expliqueraient moins par le besoin d'exprimer un mal-être social ou des revendications politiques que par l'envie de s'amuser, de "jouer" ou d'imiter. C'est notamment ce que met en avant Cyrille Louis (*Le Figaro*). Même si celui-ci ne nie pas explicitement, à aucun moment, la dimension sociale et politique des événements, il considère que si, dans les premiers jours des émeutes, les jeunes expriment leur douleur et leur colère par rapport à la mort de leurs camarades, cela tourne vite à un phénomène de contagion et d'imitation. Les émeutes se développent et se propagent alors sur le mode du jeu.

« *Je pense qu'après il se passe tout à fait autre chose, dans les trois semaines qui suivent, avec ce phénomène de contagion, où là, d'après ce que j'ai compris, on n'est plus sur le registre du jeu, de l'imitation, sur le mode du défi qu'on se lance d'un quartier à l'autre. Je pense que les jeunes de Villeurbanne ou du Mirail qui incendiaient des bagnoles quinze jours après la mort de Zyed et Bouna à Clichy, ils étaient pas dans le même état de colère que les*

frères ou les amis des deux gamins qui étaient morts. Ce qui ne veut pas dire qu'ils avaient pas une légitimité à être en colère par ailleurs, parce qu'ils vivent dans ces quartiers et que la vie dans ces quartiers n'est probablement pas facile. Mais je pense que c'était pas la même colère et donc pas le même phénomène. »[514]

Luc Bronner (*Le Monde)*, qui souligne par ailleurs la dimension politique et sociale de ces émeutes – nous l'avons vu –, estime également que la dimension ludique n'est pas à négliger. Selon lui, elle explique toute une partie des attitudes et des comportements des émeutiers en 2005. Car si des « *éléments politiques* »[515] ou encore un « *sentiment d'injustice* »[516] étaient présents, il y avait également des choses qui relevaient uniquement de l'amusement.

« *Y a aussi une dimension ludique, qui ne faut surtout pas oublier, qui est vraiment importante.* [...] *Ludique parce que brûler une voiture, c'est extraordinaire quand on a 14 ans. Vous ne l'avez sans doute jamais fait, moi non plus, mais visiblement ils adorent ça les gamins. Voilà, c'est tout con mais… à un moment donné, vous êtes adolescent, en situation de besoin d'expression personnelle, de construction d'une identité et a un moment donné vous prenez le pouvoir dans un quartier et vous intéressez le monde entier, vous êtes le centre du monde, de manière relative mais… et en plus vous jouez avec le feu au sens propre comme figuré, c'est formidable. Donc, c'est une dimension qu'il ne faut pas oublier.* »[517]

D'autres journalistes identifient ces phénomènes mais y accordent une importance bien moindre dans l'interprétation des événements de 2005. C'est le cas de Richard Schitlly (*Le Progrès)* qui les mentionne, lorsqu'il évoque l'extension des violences de la banlieue parisienne en province et à Lyon plus particulièrement, mais de manière très brève. De plus, le fait qu'il cite au milieu d'autres facteurs explicatifs, ces phénomènes « *d'entraînement* »[518] et « *d'imitation* »[519], semble démontrer qu'il ne leur attribue pas une place si importante dans son interprétation des événements.

« *Alors est-ce qu'ils se tirent la bourre en regardant les voitures brûler ? Je pense que y a un effet de concurrence, c'est possible, mais je pense qu'il est marginal.* »[520]

De son côté, Jacky Durand (*Libération*), considère, quant à lui, que ces éléments d'imitation et de compétition entre quartiers ou cités ne sont pas véritablement prégnants dans les émeutes de 2005. En effet, selon lui, même s'ils sont présents, ils restent marginaux.

---

514 Entretien Cyrille Louis, 09/07/2008
515 Entretien Luc Bronner, 08/07/2008
516 Entretien Luc Bronner, 08/07/2008
517 Entretien Luc Bronner, 08/07/2008
518 Entretien Richard Schitlly, 11/08/2008
519 Entretien Richard Schitlly, 11/08/2008
520 Entretien Jacky Durand, 08/07/2008

« *Alors après que ça ait pété à Lyon un peu après, je ne pourrais pas dire. Je pense qu'il y a un effet, un peu d'entraînement, d'imitation et puis d'exprimer, à un moment donné, cette sorte de rage de vivre là… c'est un peu des impasses*. »[521]

Cette idée est également celle de Laurent Mouloud (*L'Humanité*) pour qui les phénomènes de compétition alimentés notamment par la médiatisation télévisuelle et le caractère ludique des émeutes de 2005 restent « *ponctuels* »[522] et donc également marginaux.

« *Et puis il y a le côté compétition. Alors là les agissants, les bras qui jetaient les cocktails Molotov ou qui décidaient d'aller brûler tel truc ou tel truc, évidemment l'effet de l'image, y a un effet entraînant, de compétition entre banlieues qui existe malheureusement. Pour moi, c'est des problèmes ponctuels. Enfin y a des phénomènes de rivalité mais comme il y avait des rivalités entre villages dans la France des années 30. Voilà Borzine-Pané ils pouvaient pas blairer les gars de Bézieu-les-Machins. Oui, les jeunes s'affrontaient entre eux, oui, c'était la guerre des boutons… Aujourd'hui, sauf que c'est à une échelle de 300 jeunes avec… qui ont tous la peau noire en plus, les pauvres, alors donc ça facilite pas la question*. »[523]

Ainsi, certains journalistes identifient dans ces émeutes une dimension ludique non négligeable. C'est le cas des journalistes rencontrés du *Monde* et du *Figaro*. Ils rejoignent donc quelque peu la thèse de Sébastian Roché, sociologue, que nous avons étudiée en introduction, selon laquelle la participation des jeunes aux émeutes s'expliquerait par le « *goût du frisson* »[524], par le goût du risque et du danger. Le fait que Cyrille Louis en fasse son principal élément interprétatif des émeutes et qu'il ne mentionne à aucun moment une quelconque dimension politique, laisse également penser qu'il se rapproche des auteurs, comme Sébastian Roché, qui réfutent l'idée d'un mouvement politique, qu'il soit pleinement politique ou protopolitique.

c. Une lecture ethnique jugée inadéquate

D'autres lectures interprétatives des événements auraient pu être mobilisées par les journalistes, pour expliquer les émeutes de 2005. C'est le cas notamment de la lecture des événements en terme ethnique, qui a été largement développée par les médias étrangers. Ceux-ci voyaient dans les émeutes un soulèvement des minorités et des étrangers, bien plus que celui de jeunes défavorisés appartenant aux classes populaires ou celui de délinquants à la

---

[521] Entretien Richard Schitlly, 11/08/2008
[522] Entretien Laurent Mouloud, 09/07/2008
[523] Entretien Laurent Mouloud, 09/07/2008
[524] Roché Sebastian, *Le frisson de l'émeute. Violences urbaines et banlieues*, *op. cit.*, p.131.

recherche de sensations fortes. Aussi, le facteur explicatif des événements était purement ethnique et non social ou politique ou encore relevant d'une dimension ludique. Pour autant, ces lectures sont peu visibles dans le traitement des quotidiens français et notamment dans ceux que nous avons étudiés – ainsi que nous l'avons vu précédemment – tout comme dans le discours des journalistes rencontrés. En effet, selon la majorité d'entre eux, cette lecture n'est que peu pertinente pour expliquer les émeutes françaises de 2005. C'est le cas de Cyrille Louis (*Le Figaro*) notamment qui reconnaît la présence dans ces émeutes de jeunes issus de l'immigration ou fils d'immigrés, mais considère que cette donnée n'est pas véritablement explicative des événements.

« *Je pense pas que ces incidents aient une clé de lecture ethnique, que ça soit plus les africains subsahariens ou maghrébins qui soient impliqués dans ce type d'événements. Ce que je crois comprendre quand même de ma petite expérience de ces quartiers que j'ai, c'est que les populations immigrées y sont quand même plus fortement représentées que dans d'autres zones du pays, que souvent la concentration de ces populations s'est associée à la concentration de difficultés économique, de difficultés d'accès à l'emploi, que ces difficultés sont corrélées en partie à des problèmes de délinquance.* [...] D*onc, vraisemblablement il y a un certain nombre de jeunes qui ont été impliqués dans des incidents qui étaient issus de parents immigrés, ou issus même de l'immigration mais je ne suis pas sûr qu'on puisse en tirer grand chose comme conclusions. Il y a aussi des français de souche qui ont été impliqués, arrêtés, jugés à la suite des événements.* »[525]

Pour Claire Bommelaer (*Le Figaro*) en revanche, le rejet de ce type de lecture paraît moins franc et moins clair. En effet, elle n'écarte pas complètement l'idée d'une certaine dimension ethnique des événements. Même si elle estime que celle-ci n'est pas une clé d'analyse des émeutes, notamment parce que la grande majorité des émeutiers étaient français, il ressort tout de même de son discours une certaine prise en compte de cette manière d'interpréter les événements.

« *Tu voyais bien qu'ils essayaient de te ramener souvent à un truc ethnique et étranger. Ce qui n'était pas exactement le cas. C'était des français. Enfin il y avait une part d'étrangers mais… pour des immigrés récents. Mais les trois quarts des jeunes, si c'était que des jeunes, ils étaient français.* [...] *Ben il y en avait* [une lecture ethnique au Figaro] *mais pas complètement. Parce que c'était pas ça. C'était aussi une question de logement, de social, de drogue, de bande, d'autorité, de tout ce qu'on veut. Mais c'était pas qu'une question d'immigration. La preuve par dix, je crois que les deux jeunes, il y en avait un seul qui était étranger, non ? Il me semble me souvenir, non ? Il me semble qu'il n'y en avait qu'un seul, que c'était des immigrés français, mais sinon ils étaient français.* »[526]

[525] Entretien Cyrille Louis, 09/07/2008
[526] Entretien Claire Bommelaer, 08/07/2008

De son côté, Luc Bronner (*Le Monde*) considère quant à lui que cette dimension ethnique n'est pas pertinente pour analyser et comprendre les émeutes en elles-mêmes mais qu'elle peut l'être sur d'autres sujets, qui concernent les banlieues françaises comme le racisme, la discrimination ethnique ou encore la ségrégation.

« *Non simplement, c'est quasiment jamais apparu comme une clé sur la partie émeutes en tout cas. C'est apparu à d'autres moments, sur d'autres sujets. Je pense que ça peut à être, à certains moments, très fort. Sur les émeutes, non.* »[527]

« O*n peut porter tous les jugements qu'on veut mais il n'empêche que quand on va dans les quartiers ce sont des critères de lecture qui existent. Et ce sont des critères de lecture qui, par ailleurs, sont importants à décrire. Y compris dans mon journal. Mon journal, les seuls noirs que vous croisez font le ménage, s'occupent de la restauration, un peu de technique… Si on le dit pas, si on reste dans un discours général en disant « on est dans un société égalitaire où il n'y a pas de discrimination », très bien, moi sur le principe je suis entièrement d'accord. Si on veut décrire la réalité, il faut dire que tous les journalistes sont blancs, que tous les cadres sont blancs, que les seuls noirs qui travaillent ici, et je prends* Le Monde *mais c'est vrai dans plein d'entreprises, c'est vrai dans la fonction publique, dans le monde de la recherche, en passant, ben, ils font le ménage.* »[528]

Pour Jacky Durand (*Libération*), si cette grille de lecture n'est pas spécialement pertinente, il considère que, contrairement à la presse étrangère, la presse française et même la société française dans son ensemble a encore quelques problèmes avec les questions ethniques. Selon lui, ces problèmes relèvent avant tout d'une frilosité à nommer les choses, qui découle principalement d'un manque de considération et de compréhension des minorités ethniques françaises mais aussi d'une peur vis-à-vis de ces minorités et des banlieues françaises où elles sont fortement représentées.

« *Je pense qu'on n'est pas à l'aise avec toutes ces questions. La société française et les médias en général. Parce que je pense qu'on n'est pas sorti non plus de nos vieux démons liés aux guerres coloniales et qu'en même temps ces vieux démons font que la société française continue d'être empêtrée dans tout ça et elle a du mal à formuler et à dire les choses. Je pense que ça panique les gens de dire…*[...] *A la fois y a des gens qui se disent que… en parler c'est diaboliser les gens, en même temps je pense que y a des gens qui… Je pense qu'on est dans une société aussi qui a peur de ces quartiers. Et comme elle a peur de ces quartiers ben elle ne sait pas comment les nommer, comment en parler. Vous me parliez tout à l'heure, je vous disais la confiance, je pense que c'est l'énorme problème des médias. Si on a du mal à mettre des mots sur tout ça, c'est qu'on est effrayé.* »[529]

---

[527] Entretien Luc Bronner, 08/07/2008
[528] Entretien Luc Bronner, 08/07/2008
[529] Entretien Jacky Durand, 08/07/2008

Pour le journaliste de *L'Humanité*, Laurent Mouloud, cette grille de lecture ne correspond pas à la vision que son journal se fait de la banlieue, vision qu'il partage totalement. Au vu de son discours, cette lecture en terme ethnique ne lui semble pas être pertinente pour la compréhension des problèmes en banlieue.

« *Nous, on n'a pas fait ça du tout, par exemple. Le côté de rebeus, noirs, les problèmes ethniques en banlieues, nous… d'autres s'en sont chargés. Nous, c'était pas notre problème. Parce qu'au fond, politiquement et philosophiquement, c'est pas quelque chose auquel… je ne pense pas que ça soit un problème à pointer. On n'a pas une vision comme ça de la banlieue.* »[530]

Quant à Richard Schitlly (*Le Progrès*) et Karl Laske (*Libération*), ils n'ont pas voulu s'exprimer sur le traitement de la presse étrangère, sujet qui nous permettait d'aborder cette question d'une lecture ethnique. Si le premier n'avait pas spécialement prêté attention à la presse étrangère au moment des émeutes, le second n'a pas voulu s'exprimer sur le travail de ses confrères, de manière générale. Aussi ils n'ont, ni l'un ni l'autre abordé ce thème de la lecture ethnique des événements. Pour autant, nous pouvons tout de même supposer que si cette lecture leur avait paru pertinente, ils en auraient fait part spontanément au cours de l'entretien.

Ainsi, même si on observe des nuances, on peut conclure à un rejet quasi unanime de la part des journalistes de cette interprétation ethnique des émeutes.

d. Un choix de qualificatifs révélateur

Le fait que la dimension politique des événements ne soit que très peu évoquée par les journalistes – nous l'avons vu – et que d'autres dimensions comme la dimension ludique soit par ailleurs plus développée, se retrouve dans les choix de qualificatifs opérés par les journalistes et par leurs quotidiens, pour nommer les émeutes. En effet, dans la grande majorité des cas, ce sont les termes d' « émeute » ou de « violences urbaines » qui sont préférés pour désigner les événements, termes qui de part leur définition, sous tendent l'idée d'un mouvement collectif au caractère violent, spontané et non organisé. Les termes de « révolte », de « sédition » ou d'« insurrection » qui renvoient plus directement à l'idée d'une contestation politique sont par ailleurs très peu utilisés. Ainsi, avant de voir dans quelles proportions ces différents termes sont utilisés par les quotidiens et ce qu'en pensent les

[530] Entretien Laurent Mouloud, 09/07/2008

journalistes, penchons nous sur les significations de ces deux termes, particulièrement significatives.

Le mot « émeute » vient de l'ancien français *esmote* ou *esmuete* qui signifie « mouvement » ou « émoi ». Le Petit Robert de la langue française, édition 2006, le définit comme un « *soulèvement populaire, généralement spontané et non organisé, pouvant prendre la forme d'un simple rassemblement tumultueux accompagnés de cris et de bagarres* ». Une définition quasi similaire à celle que l'on retrouve dans la neuvième édition du Dictionnaire de l'Académie française pour lequel une émeute est une « *explosion de violence, agitation populaire, la plus souvent spontanée* » ou dans celui du Trésor de la langue française informatisé, qui définit l'émeute comme « *mouvement, agitation, soulèvement populaire qui explose en violence à l'occasion d'une situation tendue* ». Aussi, si ces définitions paraissent floues et imprécises, il en ressort toute de même un consensus sur l'idée de soulèvement populaire, de spontanéité et d'inorganisation. Ces définitions nous renvoient également sur d'autres termes. Notamment sur celui d'« agitation » dont les différentes significations sont particulièrement éclairantes. Le Petit Robert 2006 définit le mot « agitation » ainsi : « *état de ce qui est agité, parcouru de mouvements irréguliers en divers sens ; état d'une personne en proie à des émotions et à des impulsions diverses et qui ne peut rester en repos ; mécontentement d'ordre politique ou social se traduisant par des manifestations, des revendications, des troubles* ». Il y a donc l'idée de quelque chose d'impulsif et d'irrégulier. Ainsi, utiliser le terme d'émeute revient à insister, consciemment ou inconsciemment, sur leur caractère irréfléchi et impulsif, sur le caractère violent (« explosion de violence », « accompagnés de cris et de bagarres » …), spontané et non organisé des violences collectives. Et cette idée de désorganisation paraît même renforcée par l'emploi quasi-systématique du terme « émeute » dans sa dimension plurielle. L'idée de mécontentement d'ordre politique ou social est évoquée, mais il ne constitue pas le trait principal, mis en avant lorsque l'on parle d'émeute. Pour preuve, cette dimension n'est évoquée que dans la définition d' « agitation », à laquelle nous renvoyait celle d'« émeute ».

Cette idée est en revanche bien plus présente dans les termes d'«insurrection » ou de « révolte », termes proches, mais qui ont été très peu utilisés pour qualifier les émeutes de l'automne 2005 – nous allons le voir. Ils renvoient directement à l'idée d'une contestation politique, d'une contestation portée contre une autorité politique. Ainsi le terme d'« insurrection » est défini comme « *action de s'insurger, soulèvement contre un pouvoir établi, une autorité* » (Dictionnaire de l'Académie française), comme un « *soulèvement qui*

vise à renverser le pouvoir établi » (Petit Robert 2006). Et la notion de révolte, comme une « *action collective, généralement accompagnée de violence, par laquelle un groupe refuse l'autorité politique existante, la règle sociale établie et s'apprête ou commence à les attaquer pour les détruire* » (Petit Robert 2006). Le fait d'employer ces termes revient donc à mettre clairement l'accent sur la dimension protestataire d'un mouvement.

Pour ce qui est de l'expression « violences urbaines », elle ne fait pas partie du vocabulaire usuel, mais a été inventée par la police. Il s'agit d'une catégorie policière, créée par les fonctionnaires du ministère de l'intérieur à la fin des années 1980 pour désigner, à l'origine, une section des Renseignements généraux de la Préfecture de police de Paris (RGPP) pour s'occuper de ces formes de violences. Elle désigne aujourd'hui également le nom de l' « échelle d'évaluation » qui mesure de 1 à 8 la gravité des affrontements dans les cités, élaborée par la commissaire Lucienne Bui-Trong, responsable de la section « Banlieues » des Renseignements Généraux. Cette échelle va du vandalisme (degré 1) et des agressions physiques contre ceux qui portent un uniforme (degré 2) à « l'émeute à proprement dite », degré suprême des violences urbaines (degré 8). Ainsi, comme l'explique Michel Kokoreff, parler de violences urbaines, de par son héritage purement policier, conduit *« à mettre en relief le caractère délictuel de l'émeute et à faire des émeutiers des délinquants, bref à en dépolitiser le sens pour légitimer une solution répressive à la violence* »[531]. Et cette locution de « violences urbaines », pourtant très critiquée lors de son apparition fin des années 1980 – début des années 1990, notamment par les sociologues –, est aujourd'hui largement reprise dans le discours médiatique et politique.

En effet, dans l'ensemble des corpus, les termes de « violences » et de « violences urbaines » représentent près de 60 à 75% des termes utilisés pour désigner les événements[532]. S'ils ne sont pas en nombre équivalent selon les quotidiens, ils sont systématiquement les plus utilisés et apparaissent dans des proportions, en terme de pourcentage des termes utilisés, quasi-équivalentes. Vient ensuite le terme d'« émeute » qui est généralement utilisé dans sa forme plurielle. Deuxième terme le plus présent dans les corpus, il n'apparaît pourtant pas dans tous les corpus dans des proportions similaires. En effet, s'il est fortement utilisé par *Le Figaro* (36% des termes utilisé avec 149 occurrences) et par *Libération* (30,5% et 105 occurrences), il l'est un peu moins par *Le Monde* (19% et 79 occurrences) et *Le Progrès* (20% avec 38

[531] Kokoreff Michel, *Sociologie des émeutes*, Paris, Ed. Payot, 2008, p. 18.

[532] *Le Monde* : 319 occurrences soit 75% des termes utilisés ; *Le Figaro* : 239 occurrences soit 59% des termes utilisés ; *Libération* : 135 occurrences soit 63% des termes utilisés ; *L'Humanité* : 197 occurrences soit 75,5% des termes utilisés ; *Le Progrès* : 144 occurrences soit 76% des termes utilisés.

occurrences) et encore moins par *L'Humanité* (37 occurrences soit seulement 14%). Il n'en reste pas moins que ces termes restent largement les plus utilisés : à eux deux, ils représentent près de 95% des termes utilisés par les quotidiens[533]. Seul *L'Humanité* se démarque quelque peu, affichant un taux quelque peu inférieur de 89,5%. Pour autant, l'utilisation intensive de ces termes laisse peu de place à d'autres termes, notamment ceux que nous avons étudiés précédemment. En effet, le terme de « révolte » ne dépasse pas les 5% d'utilisation dans la majorité des quotidiens[534]. Seul *L'Humanité* de nouveau l'utilise dans des proportions plus importantes et dépasse les 9%. Les termes d'« insurrection » ou de « sédition » ne dépassent pas les 1% d'utilisation, quels que soient les quotidiens.

L'emploi abondant des termes « violences urbaines » tout comme celui d'« émeute » participe donc, de part leur signification, à véhiculer une image dépolitisée et dépolitisante des événements de 2005. Car si les termes de révolte, d'insurrection ou encore de sédition mettent clairement l'accent sur la dimension protestataire d'un tel soulèvement, avec l'idée d'actions « contre le pouvoir établi » ou celle de « mécontentement d'ordre politique et social » – nous l'avons vu – cela n'est pas le cas pour les termes d'émeute ou de violences urbaines où la dimension contestataire est reléguée au second plan, voire même totalement absente. L'accent est avant tout mis, pour ce qui est du terme « émeute », sur la spontanéité, la désorganisation de ce type de mouvement, sur leur caractère irréfléchi, impulsif et violent, et pour ce qui du terme « violence urbaine », sur leur forte dimension délictuelle. Ainsi les événements semblent peu construits, irrationnels, n'obéissant à aucun but précis et restent cantonnés à la sphère du droit commun. Ces termes participent donc à la construction et orientent clairement la représentation des émeutes de 2005. Ils traduisent également, de la part des quotidiens et des journalistes, une certaine interprétation des événements.

Pour autant, nous ne pouvons affirmer que le fait que les quotidiens et les journalistes aient utilisé les termes d'« émeutes » ou de « violences urbaines », plutôt que celui de « révolte », résulte d'un choix volontaire et réfléchi. Cela peut venir, et c'est cela dans la plupart des cas, d'habitudes de langage, de reprise des termes les plus utilisés. Aussi, ces termes n'ont pas véritablement fait l'objet de débats ou d'imposition dans les différentes rédactions étudiées.

[533] *Le Monde* : 94% des termes utilisés ; *Le Figaro* : 95% ; *Libération* : 93,5% ; *Le Progrès* : 96%.

[534] *Le Monde* : 22 occurrences soit 5% des termes utilisés ; *Le Figaro* : 12 occurrences soit 3% des termes utilisés ; *Libération* : 18 occurrences soit 5% des termes utilisés ; *Le Progrès* : 6 occurrences soit 3,2% des termes utilisés.

En effet, Karl Laske confirme qu'il n'y a pas eu réellement de débat au sein de *Libération* pour définir quels termes étaient les plus appropriés, lesquels il valait mieux employer et lesquels il fallait éviter d'utiliser.

« *Non, y a pas eu de débat. Autant il peut y avoir des débats sur des choses… par exemple y a un débat que, d'ailleurs j'ai suscité, sur la question du mot rafle par exemple « peut-on parler de rafle ou pas ? » [...] Mais là, c'est pas des mots qui font vraiment discussion.* »[535]

Pour autant, lui-même préfère parler de révolte plutôt que de violences urbaines ou d'émeutes.

« *S'il faut qualifier c'est plutôt quand même une révolte d'ensemble, parce que c'est pas une situation de crise localisée. Donc on peut parler de révolte. Après elle reste au stade de la révolte c'est-à-dire qu'elle n'est pas non plus extrêmement… elle n'est pas du tout constructive. Enfin à part quelques embryons de réflexion qui sont arrivés de Clichy-sous-Bois, quelques petites choses intéressantes qui sont nées de ça… Violences urbaines c'est un qualificatif policier donc voilà… Émeutes, je pense que ça doit être, bon j'ai pas regardé dans le dictionnaire, mais ça doit être un peu péjoratif initialement.* »[536]

Cette préférence ne s'est cependant pas véritablement retrouvée dans les articles du quotidien. Cela s'explique sûrement par le fait que dans la même rédaction, d'autres, et notamment Jacky Durand considèrent que le mot « émeute » correspond le mieux à ce qui s'est passé. Même si sa définition diffère de la véritable signification du mot et que dans son discours, il se rapproche plus du terme « révolte », il n'en reste pas moins qu'il a préféré employer le terme d'émeute, comme la majorité des journalistes, au vu des statistiques de l'emploi des termes par le quotidien.

« *Moi il me semble que le mot qui sied le mieux c'est « émeute ». Émeute dans le sens où ça dit quelque chose. C'est une expression fait-diversielle qui dit autre chose. L'émeute c'est on sort dans la rue, on fait quelque chose pour signifier quelque chose. Alors que la violence, elle est davantage quelques fois dans la gratuité et dans la crapulerie. Là on est pas du tout dans la crapulerie.* »[537]

La rédaction du *Figaro* ne semble pas non plus s'être posé de véritables questions sur les termes à employer et sur ce qu'ils étaient susceptibles de véhiculer. Par ailleurs, Claire Bommelaer explique qu'au *Figaro*, seuls les titres font l'objet d'une attention particulière quant aux termes utilisés. Mais cela est davantage fait pour repérer des redondances que pour opérer un véritable choix entre des termes par rapport aux représentations qu'ils véhiculent.

---

[535] Entretien Karl Laske, 08/07/2008
[536] Entretien Karl Laske, 08/07/2008
[537] Entretien Jacky Durand, 08/07/2005

« Non, parce que tu es pris par le court terme tout le temps. On dit pas "chers amis, grande réunion, sur ce thème nous allons parler de révolte et pas d'émeutes", les mots ils viennent comme ça. Alors peut-être que quand c'est trop… Les mots ils sont extrêmement choisis dans la titraille, dans les papiers ensuite y a pas de débat vraiment. Ça se fait en marchant, et ensuite les mots s'imposent aussi collectivement dans le débat et c'est dans les titres qu'on choisit. »[538]

Et comme nous l'avons vu, *Le Figaro* a principalement employé les termes de « violences » et de « violences urbaines ». Pour Cyrille Louis, ce terme est effectivement le plus approprié pour désigner les événements. Par contre, le terme d'« émeutes », pourtant beaucoup employé par le quotidien, ne correspondrait pas vraiment, selon lui, à la réalité de ce qui s'est passé sur le terrain.

« Le fait de caillasser des pompiers, de caillasser des policiers ça me parait s'apparenter à des émeutes, le fait de mettre le feu à des bagnoles, moins. Et c'est quand même l'essentiel de ce qui s'est passé. [...] *je trouve que violences urbaines finalement, c'est vrai que c'est jargonnant mais ça rend assez bien compte. C'est un concept qui a été créé, me semble-t-il, par les policiers pour décrire tout un spectre de manifestations de violence et d'agressivité exprimées par une catégorie précise de la population, les jeunes de banlieues, qui vont des feux de voiture, aux affrontements avec les forces de l'ordre, en passant par des dégradations voire des agressions en marge de manifestations, avec souvent le caractère imprévisible et difficile à gérer par les services de police et de gendarmerie. Ils sont évidemment divers mais en même temps il me semble qu'il y a une unité dans le problème qu'ils posent aux forces de l'ordre, donc je trouve que c'est un terme qui n'est pas inadéquat, qui n'est pas mauvais.* »[539]

En définitive, seul *L'Humanité* semble s'être livré à un débat sur les termes à employer. Pas seulement sur les qualificatifs des événements mais sur le vocabulaire en général, pour traiter des violences et de la banlieue.

« C'était toute la difficulté de choisir le bon vocabulaire : est-ce qu'on peut parler de la banlieue en tant que telle ? Alors déjà, ça c'était le débat. Est-ce qu'il faut dire la banlieue ou est-ce qu'il faut parler des quartiers populaires ? Parce que c'était pas toute la banlieue. Neuilly c'est en banlieue ou Boulogne, c'est en banlieue mais c'était pas cette banlieue-là qui bougeait. Donc il y avait la problématique de régler ces questions de vocabulaire. [...] *Y a eu, je pense, un peu de doutes sur la manière dont… est-ce qu'il fallait parler d'émeute ? Il y avait ce débat-là. Est-ce qu'il fallait parler d'émeutes ou de révolte urbaine ?* »[540]

Et le résultat du débat, selon Laurent Mouloud, a fait que *L'Humanité* a préféré parler de « révolte » plutôt que d'« émeutes ». Même si ça n'est pas flagrant lors de l'étude du corpus, il ressort tout de même que le quotidien a proportionnellement plus parlé de « révolte » que ses confrères. Laurent Mouloud, en accord avec le choix de son quotidien, l'explique ainsi :

---

538 Entretien Claire Bommelaer, 08/07/2008
539 Entretien Cyrille Louis, 09/07/2008
540 Entretien Laurent Mouloud, 09/07/2008

« *Émeute, ça avait une connotation anarchique, destructrice, sans but et sans rien. Une émeute ça n'a pas de sens, enfin c'est pas que ça a un sens, c'est comme un mouvement de foule. Alors que là, il y avait un sentiment de révolte derrière tout ça. Qui, bien sûr se concrétisait par des faits violents mais qu'est-ce qui était le terreau de tout ça, c'était la contestation de…* [...] *Donc parler d'émeute ça aurait été péjoratif, restrictif et faux, à mon avis, politiquement derrière. Parler de révolte… le mot est peut-être pas bien employé parce que c'était pas non plus quelque chose d'organisé comme peut l'être une révolte. Mais ça relevait plus de ça que de l'émeute, pour nous ça a été évident.* »[541]

La rédaction du *Monde* et plus particulièrement Luc Bronner, semblent également s'être posé quelques questions quant aux termes à utiliser. Mais rapidement Luc Bronner et par la même le quotidien ont penché pour le terme d'« émeute » et de « violences urbaines », plutôt que pour celui de « révolte »[542].

« *Donc, on a hésité, mais assez rapidement on s'est dit quand même… moi j'ai pas eu trop de scrupules à utiliser le terme d'émeute sachant qu'on avait plusieurs facteurs conjugués avec une intensité plus ou moins grande mais… Il y avait des affrontements entre jeunes et policiers, il y avait des destructions importantes de bâtiments publics, des destructions importantes de bien privés, notamment les voitures et il y avait une obligation de maintien de l'ordre avec des moyens de maintien de l'ordre lourds, avec des CRS, des gendarmes mobiles… Donc tous ces facteurs cumulés, pour moi, ça désigne une situation qui peut s'appeler une situation d'émeute. Mais sachant que c'est jamais parfait comme terme.* »[543]

Ainsi, l'utilisation des termes, mais surtout la signification que leur porte par ailleurs les journalistes, semble être tout à fait révélateur des représentations des journalistes quant aux émeutes et des orientations des traitements de leur quotidien.

Conclusion

L'analyse des conditions de travail des journalistes d'une part, ainsi que celles de leurs représentations des événements, d'autre part, nous permet donc de dégager et d'identifier certaines logiques du discours médiatique, produit lors des émeutes en 2005. En effet, le cadre de travail et les nombreuses contraintes qui en découlent permettent tout d'abord, d'expliquer de manière globale la manière dont les journalistes ont travaillé lors des émeutes de 2005 mais

541 Entretien Laurend Mouloud, 09/07/2008

542 « *Une révolte ça supposerait, dans ma lecture à moi, une action beaucoup plus pensée de la part de ses acteurs et avec un but politique plus clair. L'action n'était pas pensée, elle était organisée, ponctuellement il y avait des événements d'organisation, de coordination même parfois, mais on n'était pas sur un mouvement collectif avec des relais, des passerelles, avec des liens entre les quartiers. Et puis, il n'y a pas de mot d'ordre. Il y a des revendications très générales, mais il n'y a pas un mot d'ordre, une demande de renversement de gouvernement ou de réforme particulière.* » (Entretien Luc Bronner, 08/07/2008)

543 Entretien Luc Bronner, 08/07/2008

aussi de suggérer des pistes quant aux différences de traitement entre quotidiens. Le rapport, plus que difficile, aux principales sources que sont les jeunes mais également au terrain permet sûrement d'expliquer le fait que, certains journaux aient bien moins privilégié les témoignages de jeunes, tout comme les récits des nuits de violence. Au-delà des choix éditoriaux, les difficultés d'accès au terrain du fait de la violence d'une part et celles liées à la défiance des jeunes et des habitants des quartiers d'autre part, ont donc pu, dans une certaine mesure, pousser ou même seulement contraindre certains quotidiens à délaisser ou à diminuer l'une ou l'autre de ces dimensions de traitement. Les contraintes temporelles, particulièrement astreignantes, s'agissant d'événements nocturnes, ont également pu peser sur ces choix. Pour autant, nous ne pouvons affirmer que ce sont ces éléments liés au travail journalistique qui ont orienté le traitement des quotidiens ni même dans quelles proportions. Il apparaît tout de même que c'est avant tout les choix éditoriaux qui peuvent expliquer les différentes orientations prises par les quotidiens pour couvrir les événements. Même si les journalistes eux-mêmes n'en ont pas véritablement conscience, le traitement opéré par leur quotidien résulte de véritables choix éditoriaux et parfois même politiques. Et cela en est de même pour leur propre travail. L'étude de leurs récits sur les événements montre d'ailleurs des différences d'interprétations parfois importantes entre journalistes. Interprétations qui semblent concorder, la plupart du temps, avec le traitement des quotidiens au sein desquels ils travaillent. En effet, les journalistes de *Libération* et de *L'Humanité* principalement, insistent fortement tout comme leurs quotidiens, sur les problèmes sociaux auxquels sont confrontés les banlieues françaises et décèlent une dimension sociale et contestataire des émeutes de 2005. Les journalistes du *Figaro* semblent eux, moins privilégier ce type d'interprétation – ce qui se retrouve dans les pages de leur quotidien – et développent notamment des explications fondées sur le caractère "épidermique" du déclenchement des émeutes ou sur la dimension ludique des violences. Ils ne sont d'ailleurs pas les seuls. Le journaliste du *Monde* semble également partager certains traits de ce type d'analyse, à l'image de son quotidien. Pour autant, il développe également une interprétation politique des événements, chose que l'on ne retrouve qu'en très faible proportion dans les pages du *Monde*. C'est également le cas du journaliste du *Progrès*, qui accorde une place prépondérante aux problèmes sociaux pour expliquer les émeutes, alors que cette dimension se retrouve peu dans le discours du quotidien régional ou encore du journaliste du *Figaro* qui rejette une lecture ethnique des événements pourtant présente dans son quotidien. Mais ce constat semble-t-il dire que la ligne éditoriale d'un quotidien écrase totalement les représentations des journalistes ? Pas complètement. Tout d'abord, parce que le type d'interprétation que ces deux journalistes développent,

apparemment en contradiction avec l'orientation générale de leur quotidien, se retrouve même dans une faible proportion, dans le discours de leur journal. Par ailleurs, ils sont généralement les auteurs de ces articles plus portés sur la dimension des événements qu'ils évoquent et ne sont pas ceux des articles portés sur des dimensions qu'ils rejettent. Enfin, parce que le traitement médiatique qui est opéré résulte d'un savant mélange entre ce qui est considéré comme la ligne éditoriale et politique d'un quotidien et les représentations individuelles des journalistes. En définitive, c'est même davantage le collectif, et donc l'agrégation des journalistes eux-mêmes, qui participent à la définition de ce que l'on appelle la « ligne éditoriale » d'un quotidien. Ainsi, comme le résume Karl Laske, « *entre les journaux y a des positionnements idéologiques de fond* » mais ceux-ci « *sont portés par tout le monde* » et ne « *sont pas imposés d'une manière artificielle* ». Les représentations identifiées ici sont donc un des facteurs explicatifs du type de traitement développé par les quotidiens et des discours qu'ils ont produits.

CONCLUSION

Au cours de ce travail, nous avons tenté de rendre compte des dimensions du traitement médiatique produit par la presse quotidienne nationale et régionale française, et par là même d'en comprendre les logiques. Nous voudrions maintenant revenir sur les différentes conclusions qui s'en dégagent et ainsi tenter de répondre aux interrogations qui avaient été les nôtres au début de cette étude. Par ailleurs, nous évoquerons également d'autres pistes de recherche qui nous paraissent intéressantes pour compléter ce travail et saisir d'autres aspects du traitement médiatique des émeutes de 2005.

L'analyse des articles produits par les cinq quotidiens de notre corpus au moment des émeutes de 2005 fait clairement apparaître des dissemblances dans le traitement des événements. Ces principales dissemblances voient notamment s'opposer *Le Monde* et *Le Figaro* d'une part, qui développent un traitement centré sur les réactions et les actions des acteurs politiques à la tête de l'exécutif, et d'autre part, *Libération* et *L'Humanité* qui privilégient un discours axé sur la réalité de la vie quotidienne en banlieue et sur les difficultés sociales, qui lui sont inhérentes. S'opposent également les quotidiens nationaux, plus axés sur un traitement politique et analytique, au seul quotidien régional de notre corpus, *Le Progrès*, qui développe un traitement très factuel des événements.
Aussi nous pouvons dire, à l'issue de cette étude, que ces différences résultent de nombreux facteurs. Tout d'abord, de la nature même des médias qui, de par leur statut ne pratiquent pas le même type de journalisme. En effet, entre une presse nationale, que l'on pourrait qualifier "d'opinion", qui affirme ses choix éditoriaux et politiques et une presse régionale qui s'attache à une certaine neutralité en raison de son public, qu'elle souhaite le plus large possible, le traitement ne peut être le même.

Ces dissemblances résultent également des différentes lignes éditoriales et politiques adoptées par chaque média. En effet, nous l'avons vu, l'orientation éditoriale des médias, qui est généralement fonction de leur identité, de leur histoire et de leur lectorat, influe sur les modes de traitement et les discours qu'ils produisent. Par ailleurs, cette "ligne éditoriale" ne doit pas être considérée comme une entité abstraite qui s'impose d'elle-même ou qui serait uniquement détenue par le rédacteur en chef. En réalité, elle est le fruit d'une construction permanente entre ces différents éléments, à laquelle les journalistes prennent également part. En effet, outre le fait qu'ils soient auteurs des articles produits, c'est avant tout parce qu'ils

sont les principaux détenteurs et relayeurs de l'information que lors des prises de décision effectuées par la hiérarchie, ils disposent d'un poids non négligeable. Comme nous l'avons expliqué précédemment, ils peuvent promouvoir des sujets, des angles de traitements, modérer ou accentuer l'importance d'un sujet, de propos ou de faits et ainsi influer sur les décisions et sur l'orientation éditoriale prise par leur quotidien.

Aussi, les différences de traitements entre médias résultent également des représentations que les journalistes ont pu et peuvent avoir des émeutes de 2005, de leurs causes et du sens à leur donner. En effet, le traitement social que développent *Libération* et *L'Humanité* peut s'expliquer par le fait que les journalistes qui y travaillent considèrent ces émeutes comme le résultat de l'accumulation de problèmes sociaux dans les banlieues françaises et identifient une dimension sociale et protestataire. L'absence ou plutôt la moindre importance de ce mode de traitement dans *Le Monde* et *Le Figaro* peut s'expliquer quant à elle, par le fait que les journalistes travaillant pour ces quotidiens n'identifient pas ces problèmes sociaux comme l'élément décisif des émeutes de 2005 et mettent en avant d'autres dimensions comme, par exemple, la dimension ludique des violences. Dimension ludique qui explique également, pour *Le Figaro* principalement, la présence d'un traitement important des violences et des suites judiciaires.

Par ailleurs, il faut noter que la grande majorité des éléments explicatifs développés dans les études scientifiques que nous avons étudiées en introduction se retrouve dans le discours des journalistes. Contexte socio-économique, causes de l'embrasement et de la participation des jeunes aux violences, relevant de l'émotion suscitée par la mort des deux adolescents, ou encore des provocations du gouvernement ou de l'attitude de la police, participation d'avantage expliquée par le côté ludique des violences et de la compétition, perception d'une dimension sociale et politique des événements, identification d'une révolte ou tout du moins d'un embryon de révolte, négation du caractère politique des émeutes. Tous ces éléments sont présents dans les discours des journalistes rencontrés même si bien évidemment, tous n'apparaissent pas dans l'ensemble des discours, ni dans les mêmes proportions. Seuls les facteurs explicatifs relevant de l'immigration ou de l'intégration sont peu présents. Aucun journaliste ne fait référence à l'échec du modèle d'intégration français, comme peut le faire Danièle Joly et rares sont ceux qui évoquent l'origine des jeunes émeutiers, l'immigration ou encore l'islam pour expliquer les émeutes. Aussi, les éléments mis en exergues par Vincent Geisser, Yvan Gastaut ou Thomas Deltombe n'apparaissent pas dans le discours des journalistes. Et même si, à l'inverse, quelques quotidiens ont consacré une partie de leur

traitement aux questions d'immigration et d'intégration, comme *Le Figaro* et *Le Monde* notamment et ont fait référence au modèle d'intégration français, cette lecture reste peu développée et souvent le fait de tiers. La question post-coloniale est également peu abordée par les journalistes, qui ne semblent pas voir, à l'opposé d'Abdelmalek Sayad, une gestion politique des émeutes et des minorités françaises relevant de l'imaginaire et du rapport colonial d'antan. Et cet "imaginaire" ne semble pas non plus être constitutif des représentations des journalistes qui, de surcroît, ne décèlent dans les émeutes, aucune clé de lecture ethnique. Aussi, la lecture raciale qu'identifie Darnell M. Hunt dans le traitement des médias américains, lors des émeutes de Los Angeles en 1992, ne se retrouve pas ou en tout cas très peu, dans les médias français.

Enfin, notre étude a montré que le traitement médiatique des émeutes de 2005 et la forme qu'il a pu prendre résultaient d'un dernier facteur explicatif : les conditions et le cadre de travail des journalistes. En effet, même si elles ne peuvent véritablement expliquer les dissemblances dans le discours produit par les différents quotidiens que nous avons analysés, les contraintes de production que nous avons identifiées ont pesé sur le travail journalistique et donc sur le discours produit. Difficulté d'accès aux sources, méconnaissance des quartiers où se sont déroulées les émeutes, problèmes de sécurité personnelle, horaire de bouclage, rubricage, poids de la hiérarchie, des conditions de production difficiles qui ont inévitablement eu un impact sur la manière dont les journalistes ont couvert les événements.

Nous voudrions maintenant faire le point sur quelques réflexions que nous avons amorcées, mais qu'il nous semble intéressant d'investiguer d'avantage pour essayer de mieux saisir les logiques à l'œuvre dans le traitement médiatique des émeutes de 2005.

Tout d'abord, nous voudrions nous arrêter sur un des points que nous venons d'aborder : les représentations des journalistes Si nous pensons avoir démontré un lien existant entre leurs représentations d'une part et la nature et la forme du discours produit par les médias, d'autre part, il semble néanmoins qu'il serait intéressant d'approfondir l'étude du poids de ces représentations dans le discours produit. Si nous avons mis en exergue les similitudes et les dissemblances entre les représentations des journalistes que nous avons rencontrés et le discours globalement produit par leur média, l'étude que nous avons réalisée ne nous permet pas véritablement de saisir la part de ces représentations dans le discours médiatique et l'influence des journalistes "de terrain", dans l'orientation éditoriale de leur média. En effet,

nous n’avons pu établir qu’une très grande proximité – et quelques dissemblances également – entre la vision des journalistes rencontrés et celle qui se dégage du traitement des quotidiens étudiés. Pour autant, nous ne pouvons dire si cette proximité révèle que c’est en grande partie les journalistes qui participent à la définition de l’orientation du traitement de leur quotidien ou simplement qu’ils sont en accord avec le type de traitement voulu par leur hiérarchie. Seules les quelques disjonctions observées auraient pu être éclairantes car il est apparu que ces représentations discordantes étaient tout de même présentes dans le discours produit par le quotidien. Mais, elles l’étaient dans des proportions très faibles par rapport à l’importance que leur ont donnée les journalistes, donc on ne peut véritablement augurer de la part des représentations des journalistes dans le discours produit. En effet, nous ne pouvons dire si la faible présence de ces représentations vient d’une minimisation de l’importance des dimensions par la hiérarchie ou vient simplement du fait que ce sont des représentations minoritaires et marginales. Et cela notamment, parce que cet aspect ne constituant pas le cœur de notre étude, nous n’avons pas réalisé suffisamment d’entretiens pour véritablement répondre à ces questions. En effet, nous ne pouvons établir le poids que peuvent avoir les représentations des journalistes sur la base du discours d’un, voire de deux journalistes, par quotidien.
C’est pourquoi, pour approfondir cette étude, il serait intéressant de réaliser d’une part, d’avantage d’entretiens auprès de journalistes qui ont travaillé sur les émeutes de 2005 et surtout de réaliser d’autre part, des entretiens auprès des rédacteurs en chef des quotidiens de notre corpus. Cela permettrait tout d’abord, d’avoir une appréhension plus globale et complète des représentations des journalistes de chaque quotidien, mais surtout de pouvoir mieux apprécier leur influence sur le discours produit. Le fait d’investiguer en profondeur le pouvoir et les dispositions des rédacteurs en chef et plus généralement des supérieurs hiérarchiques des journalistes, permettrait effectivement de mieux évaluer le rôle et le poids des journalistes quant à la définition du traitement développé par les quotidiens.

Par ailleurs, si notre étude a montré l’importance de la nature des médias dans les divergences de traitement des émeutes de 2005, étendre l’analyse développée ici à d’autres types de médias pourrait avoir un intérêt certain pour la compréhension du traitement médiatique sur les émeutes de 2005 dans son ensemble, mais aussi plus globalement, pour la compréhension des logiques médiatiques.
Tout d’abord, il serait intéressant d’étendre cette étude à la presse populaire à laquelle nous n’avons pu avoir accès pour la présente étude. Généralement absente des travaux

scientifiques, l'analyse de cette presse et du traitement qu'elle a pu opérer des émeutes de 2005, nous paraît être un élément important. En effet, elle se différencie sur beaucoup de points du reste de la presse nationale, notamment sur le type de journalisme qu'elle pratique axé sur les faits-divers, comme *Le Parisien-Aujourd'hui en France* par exemple, sur la vie pratique et quotidienne des français et entretenant, pour certains titres, une certaine proximité avec ses lecteurs. La presse populaire a donc probablement produit un discours spécifique.

Ensuite, de l'étendre à la presse magazine, qui de par sa périodicité (hebdomadaire, bimensuelle, mensuelle ou trimestrielle), a peut-être eu d'avantage de recul sur les événements et a moins été soumise aux contraintes temporelles qui ont fortement pesé sur le travail des journalistes de la presse quotidienne. Aussi, l'étude de ce type de presse, souvent plus centrée sur un journalisme d'investigation et développant davantage d'enquêtes ou de dossiers que la presse quotidienne, peut être intéressante, car substantiellement différente.
A noter que si nous ne l'avons pas intégrée à notre corpus d'étude, c'est parce que l'analyse par logiciel lexicométrique nécessite une certaine unité des corpus pour supporter la comparaison.

Et enfin, il paraît intéressant d'ouvrir également une telle étude à la télévision. Car si nous avons préféré circonscrire notre étude à la presse quotidienne, la télévision paraît avoir été un média particulièrement présent au moment des émeutes. Présent, car c'est un des médias les plus sollicités par la population française qui, par rapport à certains de ses voisins européens, lit très peu la presse et lui préfère l'information télévisée, mais présent également dans le débat public, car extrêmement critiqué pour l'effet d'amplification qu'il aurait occasionné. En effet, le fait que la télévision offre « *une publicité de masse à ce dont elle traite* »[544], la place « *au centre de conflits d'interprétation et fait l'objet de stratégie d'instrumentalisation de la part de tous les acteurs, y compris des acteurs dominés qui maîtrisent beaucoup mieux les codes de la télévision que ceux de la presse* »[545]. Il serait donc particulièrement intéressant d'analyser le traitement qui a été fait par la télévision des émeutes de 2005 pour tenter de dégager les formes d'instrumentalisation dont elle a pu faire l'objet, de la part des émeutiers bien évidemment mais également d'autres acteurs impliqués comme les hommes politiques, les intellectuels ou les représentants d'associations, par exemple.

---

[544] Peralva Angelina, Macé Éric, *Médias et violences urbaines : débats politiques et construction journalistique*, *op.cit.*, p. 101.
[545] *Ibid.*

L'analyse du traitement des événements par la télévision permettrait également d'investiguer d'avantage un aspect que nous avons par ailleurs abordé dans cette étude, à savoir l'importance des conditions de production par rapport au discours produit. Et cela parce que la télévision est soumise a de nombreuses contraintes techniques. En effet, l'information télévisée nécessite, que ce soit sur le terrain ou dans les studios, des moyens humains et techniques considérables et entraîne donc des contraintes importantes. Parmi elles, des contraintes en termes de déplacements par exemple, du fait du matériel imposant et du travail en équipe (composée généralement d'un journaliste rédacteur et d'un journaliste reporter d'image), des contraintes dues au format (le format standard d'un reportage pour le journal télévisé est de 1'30), des contraintes de temps du fait des impératifs de bouclage deux fois dans la journée, pour les éditions du midi et du soir, ou encore des contraintes dans la prise de contact avec les gens et concernant l' "authenticité" du discours des interviewés, car la caméra est un instrument qui impressionne mais qui fascine aussi et qui donc peut provoquer de la part de certains acteurs des comportements calculés.

Enfin, un autre aspect nous semble important à investiguer pour comprendre les logiques du traitement médiatique des émeutes de 2005 : le traitement opéré par les médias étrangers. Si nous l'avons quelque peu abordé au cours de notre étude, notamment lorsque nous avons évoqué la différence dans l'emploi de la lecture ethnique entre presse française et presse étrangère, cet aspect du traitement médiatique des émeutes de 2005 est resté plus que marginal dans notre étude. Toutefois, nous pensons que l'analyse du discours produit par les médias étrangers a un intérêt particulier pour décrire et comprendre davantage le poids des représentations dans les discours produit. Et cela parce que, nous venons de le dire, la presse étrangère a parfois développé des grilles de lecture totalement différentes de celles déployées par la presse française, dont la lecture ethnique des événements est un exemple. Aussi, il serait intéressant, comme nous avons tenté de le faire lors de notre étude, de dégager les représentations sous-jacentes au discours produit par les journalistes étrangers et ainsi de pouvoir mener une étude comparative.

Aussi, cette étude semble en appeler de nombreuses autres, qui nous l'espérons, seront bénéfiques à la compréhension du traitement opéré par les médias de cet événement réel et médiatique qu'ont été les émeutes de novembre 2005 dans les banlieues françaises mais aussi, plus globalement, à la compréhension des logiques médiatiques et journalistiques.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons fait le choix d'une bibliographie thématisée afin de faciliter la recherche en fonction des axes de travail que nous avons développés, dans l'introduction notamment.

ÉMEUTES

Autain Clémentine, Beaud Stéphane, Bertho Alain (alii.), *Banlieue, lendemains de révolte,* Paris, La Dispute, 2006, 154 p.

Avenel Cyprien, « Les émeutiers de la politique de la ville. Des espoirs d'intégration aux désespoirs d'insertion », *Mouvements*, n° 44, mars-avril 2006, pp. 36-44.

Beaud Stéphane, Pialoux Michel, *Violences urbaines, violence sociale. Genèse des nouvelles classes dangereuses,* Paris, Fayard, 2003, 426 p.

Beaud Stéphane, Pialoux Michel « La "racaille" et les "vrais jeunes" : critique d'une vision binaire du monde des cités », in Autain Clémentine, Beaud Stéphane, Bertho Alain (alii.), *Banlieue, lendemains de révolte*, Paris, La Dispute, 2006, pp. 17-27.

Bertho Alain, « Nous n'avons vu que des ombres », *Mouvements*, n° 44, mars-avril 2006, pp. 26-30.

Damon Julien, « Compte-rendu sur l'ouvrage Hunt Darnell M., *Screening the Los Angeles « riots ». Race, seeing, and resistance* », *Revue Française de Sociologie*, vol. 40, n°2, avril-juin 1999, pp. 428-430.

Galland Olivier, De Maillard Jacques, Kokoreff Michel et alii, *Enquêtes sur les violences urbaines : comprendre les émeutes de novembre 2005. Les exemples d'Aulnay-sous-Bois et de Saint-Denis*, Paris, La Documentation française, 2007, 140 p.

Hériard Dubreuil Bertrand, « Une crise sans représentants », *Projet*, n° 299, juillet 2007, pp. 63-70.

Hunt Darnell M., *Screening the Los Angeles « riots » : race, seeing and resistance,* Cambridge, Cambridge University Press, 1997, 313 p.

Joly Danièle, *L'émeute, ce que la France peut apprendre du Royaume-Uni*, Paris, Denoël, 2007, 327 p.

Kokoreff Michel, *Sociologie des émeutes*, Paris, Ed. Payot, 2008, 335 p.

Kokoreff Michel, « Avons-nous oublié les émeutes de 2005 ? », *Projet*, n° 299, juillet 2007, pp. 71-80.

Kokoreff Michel, « Comprendre le sens des émeutes de l'automne 2005 », *Regard sur l'actualité*, n° 319, mars 2006, pp. 15-25.

Lagrange Hugues, Oberti Marco, *Émeutes urbaines et protestations. Une singularité française,* Paris, Presses de Science Po, 224 p.

Lapeyronnie Didier, « Les émeutes urbaines, en France, en Grande-Bretagne et aux États-Unis », *Regard sur l'actualité*, n° 319, mars 2006, pp. 5-14.

Le Goaziou Véronique, « La classe politique française et les émeutes : silence et déni » in Mucchielli Laurent et Le Goaziou Véronique, *Quand les banlieues brûlent... : retour sur les émeutes de novembre 2005,* Paris, La Découverte, 2006, pp. 36-57.

Mauger Gérard, *L'émeute de novembre 2005. Une révolte protopolitique*, Broissieux, Ed. Du Croquant, 2006, 158 p.

Mauger Gérard, « La commémoration médiatique de l'émeute de novembre 2005 » in Pinto Evelyne (dir.), *Pour une analyse critique des médias : le débat public en danger*, Bellecombe-en-Bauges, Ed. du Croquant, 2006, pp. 129-150.

Michel Serge, *Bondy blog : des journalistes suisses dans le 9.3*, Paris, Seuil, 2006, 255 p.

Mignard Jean-Pierre et Tordjman Emmanuel, *L'affaire Clichy. Mort pour rien*, Paris, Stock, 2006, 177 p.

Mucchielli Laurent et Le Goaziou Véronique (dir.), *Quand les banlieues brûlent... : retour sur les émeutes de novembre 2005*, Paris, La Découverte, 2006, 155 p.

Mucchielli Laurent, « Les émeutes de novembre 2005 : les raisons de la colère », in Mucchielli Laurent et Le Goaziou Véronique, *Quand les banlieues brûlent... : retour sur les émeutes de novembre 2005,* Paris, La Découverte, 2006, pp. 11-35.

Mohammed Marwan, Mucchielli Laurent, « La police dans les quartiers populaires : un vrai problème ! », *Mouvements*, n° 44, mars-avril 2006, pp. 58-66.

Roché Sebastian, *Le frisson de l'émeute. Violences urbaines et banlieues*, Paris, Seuil, 2006, 221 p.

Wieviorka Michel (dir.), *Violence en France*, Paris, Seuil, 1999, 345 p.

ÉLÉMENTS HISTORIQUES

Kalifa Dominique, « Les journaux et la "sécurité publique" au XIXe siècle » in Pinto Evelyne, Pour une analyse critique des médias : le débat public en danger, *Bellecombe-en-Bauges, ed. du Croquant, 2006, pp. 57-70.*

Nicolas Jean, *La rébellion française : mouvements populaires et conscience sociale : 1661-1789,* Paris, Ed. du Seuil, 2002, 609 p.

Zancarini-Fournel Michelle, « Généalogie des rebellions en temps de crise (1971-1981) », Vingtième siècle*, n°84, 2004, pp. 119-127.*

IMMIGRATION, ISLAM ET POST-COLONISALISME

Bonnafous Simone, *L'immigration prise aux mots : les immigrés dans la presse au tournant des années 80*, Paris, Kimé, 1991, 301 p.

Bouamam Saïd, « Immigration, colonisation, et domination : l'apport d'Abdelmalek Sayad », *Contre temps*, n°16, avril 2006, pp. 54-63.

Cohen Jim, Dorlin Elsa, Simon Patrick et alii, « Le tournant postcolonial à la française », *Mouvements*, n°51, septembre-octobre 2007, pp. 7-12.

Dell'Umbria Alèssi, *C'est de la racaille ? Eh bien, j'en suis ! A propos de la révolte de l'automne 2005*, Paris, L'Echappée, 2006, 95 p.

Deltombe Thomas, *L'Islam imaginaire : la construction médiatique de l'islamophobie en France : 1975-2005*, Paris, La Découverte, 2005, 382 p.

Gastaut Yvan, *L'immigration et l'opinion en France sous la Ve République*, Paris, Ed. du Seuil, 2000, 625 p.

Geisser Vincent, *La nouvelle islamophobie*, Paris, La Découverte, 2003, 122 p.

Khiari Sadri, *Pour une politique de la racaille. Immigré-e-s, indigènes et jeunes de banlieues*, Paris, Textuel, 2006, 174 p.

MÉDIAS

Champagne Patrick, « La construction médiatique des "malaises sociaux" », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 90, 1991, pp. 64-75.

Charon Jean-Marie, *La presse quotidienne*, Paris, La Découverte, 1996, 120 p.

Juhem Philippe, « La participation des journalistes à l'émergence des mouvements sociaux. Le cas de SOS Racisme », *Réseaux*, vol. 17, n°98, décembre 1999, pp. 121-152.

Lagneaux Éric, Lefébure Pierre, « La spirale de Vilvorde : médiatisation et politisation de la protestation. Un cas d'européanisation des mouvements sociaux », *Cahiers du Cevipof*, n°22, janvier 1999, pp. 3-200.

Lemieux Cyril, *Mauvaise presse : une sociologie compréhensive du travail journalistique et de ses critiques*, Paris, Métailié, 2000, 466 p.

Lévêque Sandrine, *Les journalistes sociaux : histoire et sociologie d'une spécialité journalistique*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2000, 234 p.

Lévêque Sandrine, « Crise sociale et crise journalistique. Traitement médiatique du mouvement social de 1995 et transformation du travail journalistique », *Réseaux*, vol. 17, n°98, décembre 1999, pp. 89-117.

Maigret Éric, *Sociologie de la communication et des médias*, Paris, Armand Colin, 2004 (2003), 287 p.

Mercier Arnaud, « Mobilisation collective et limites de la médiatisation comme ressource. L'exemple du mouvement pacifiste de 1991 à la télévision française », in Fillieule Olivier (dir.), *Sociologie de la protestation : les formes de l'action collective dans la France contemporaine*, Paris, L'Harmattan, 1993, 287 p.

Neveu Erik, *Sociologie du journalisme*, Paris, La Découverte, 2004, 122 p.

Neveu Erik, « Médias, mouvements sociaux et espaces publics », *Réseaux*, vol. 17, n°98, décembre 1999, pp. 21-85.

Peralva Angelina, Macé Éric, *Médias et violences urbaines : débats politiques et construction journalistique*, Paris, La Documentation française, 2002, 219 p.

Pinto Evelyne, *Pour une analyse critique des médias : le débat public en danger*, Bellecombe-en-Bauges, ed. du Croquant, 2006, 237 p.

Rieffel Rémy, *Sociologie des médias*, Paris, Ellipses, 2001, 176 p.

Sanchez-Jankowski Martin, « Les gangs et la presse. La production d'un mythe national », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°101-102, mars 1994, pp. 101-118.

Schlesinger Philipp, « Repenser la sociologie du journalisme. Les stratégies de la source d'information et les limites du média-centrisme », *Réseaux*, n°51, 1992, pp. 75-98.

Trom Daniel, « La construction des problèmes publics. Définitions de situations dans des arènes publiques », *Réseaux*, vol. 14, n° 75, 1996, p. 51.

MÉTHODE

Delavigne Valérie, *Les mots du nucléaire : contribution socioterminologique à une analyse de discours*, Extrait de thèse, Université de Rouen, 2000, pp. 324 –329. (www.revue-texto.net/1996-2007/Corpus/Manufacture/pub/Alceste2.html).

Reinert Max, « Quel objet pour une analyse statistique du discours ? Quelques réflexions à propos de la réponse, Alceste », Acte JADT 1998, pp. 557-571.

Reinert Max, « La méthode informatisée d'analyse de discours "Alceste". Application aux *Rêveries du promeneur solitaire* », *Encyclopédie de la recherche littéraire*, Ottawa, 2005. www.arts.uottawa.ca/astrolabe/articles/art0049/Alceste.htm

GÉNÉRAL

Bastien François, Neveu Erik (dir.), *Espaces publics Mosaïques : acteurs, arènes et rhétoriques des débats publics contemporains*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 1999, 322 p.

Cefaï Daniel, Trom Danny (dir.), *Les formes de l'action collective. Mobilisation dans des arènes publiques*, Paris, École des hautes études en sciences sociales, 2001, 322 p.

Fillieule Olivier (dir.), *Sociologie de la protestation : les formes de l'action collective dans la France contemporaine*, Paris, L'Harmattan, 1993, 287 p.

Mathieu Lilian, *Comment lutter ?*, Paris, Textuel, 2004, 206 p.

Neveu Erik, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 2005 (1996), 126 p.

ANNEXES

SOMMAIRE DES ANNEXES

Annexe 1 : Liste des articles du corpus du *Monde*

« Violents affrontements dans des cités de Seine-Saint-Denis », 29/10/2005, Une
« Les violences-urbaines, un phénomène difficile à quantifier », 29/10/2005, Service Société
« Nuit d'émeute à Clichy-sous-Bois après la mort de deux adolescents », 29/10/2005, Service Société
« Trois questions à Claude Dilain », 29/10/2005, Bertrand Bissuel

« Deuxième nuit de violences à Clichy-sous-Bois », 30/10/2005, Pascal Ceaux

« Quatrième nuit d'affrontements à Clichy-sous-Bois », 31/10/2005, Non signé
« Calme précaire à Clichy-sous-Bois », 31/10/2005, Non signé

« Violences-urbaines : Sarkozy prône la “tolérance zéro” », 01/11/2005, Une
« Émeutes de Clichy-sous-Bois : les interventions de Nicolas Sarkozy sont contestées, même à droite », 01/11/2005, Jean-Baptiste de Montvalon
« Les limites d'une politique », 01/11/2005, Éditorial

« La colère des banlieues », 02/11/2005, Une
« Clichy-sous-Bois cristallise les tensions politiques et sociales », 02/11/2005, Luc Bronner et Catherine Simon
« Les familles des deux victimes veulent “s'en remettre à la justice” », 02/11/2005, Piotr Smolar
« Situation “précaire” et tension permanente dans les banlieues lyonnaises », 02/11/2005, Richard Shittly
« Azouz Begag, principal opposant à Nicolas Sarkozy », 02/11/2005, Raphaëlle Bacqué et Christophe Jakubyszyn

« Villepin se saisit du dossier des banlieues en crise », 03/11/2005, Une
« Les violences s'étendent en Seine-Saint-Denis et changent de forme », 03/11/2005, Luc Bronner et Piotr Smolar
« Quand les “frères” musulmans tentent de ramener le calme », 03/11/2005, Luc Bronner et Piotr Smolar

« Les maires de banlieue critiquent Nicolas Sarkozy », 03/11/2005, Jean-Baptiste de Montvalon et Sylvia Zappi
« Après cinq jours de silence, M. de Villepin reçoit les familles de Clichy-sous-Bois, avec M. Sarkozy », 03/11/2005, Christophe Jakubyszyn

« Les banlieues continuent à flamber, Villepin et Sarkozy s'affrontent », 04/11/2005, Une
« Les divisions du gouvernement sur les banlieues exaspèrent la droite », 04/11/2005, Service France
« “Il faut conjuguer social et maintien de l'ordre” », 04/11/2005, Rémi Barroux
« Le Parti socialiste stigmatise l'“impuissance” du gouvernement », 04/11/2005, Service Société
« Les RG ont recensé 70 000 cas de violences-urbaines depuis janvier », 04/11/2005, Piotr Smolar
« Des peines de prison ferme prononcées », 04/11/2005, Service France
« “Ce n'est qu'un début, on va continuer jusqu'à ce que Sarkozy démissionne” », 04/11/2005, Pascal Ceaux
« Dérisoires zizanies », 04/11/2005, Éditorial

« La stratégie policière de Sarkozy en accusation », 05/11/2005, Une
« L'orientation répressive de la police est remise en question », 05/11/2005, Piotr Smolar
« Les circonstances de la mort des adolescents restent floues », 05/11/2005, Nathalie Guibert
« La presse étrangère critique l'attitude de Nicolas Sarkozy », 05/11/2005, Service France
« 600 véhicules incendiés, moins d'affrontements directs », 05/11/2005, Luc Bronner
« 310 millions d'euros de crédits annulés », 05/11/2005, Service France
« “Plus c'est difficile, plus les CRS sont sereins” », 05/11/2005, Pascal Ceaux
« Rappelés à l'ordre par l'Élysée, M. de Villepin et M. Sarkozy s'affichent désormais “unis” », 05/11/2005, Patrick Roger
« Les destins fracassés des jeunes gens jugés à Bobigny pour leur participation aux émeutes », 05/11/2005, Luc Bronner

« “Nous ramènerons l'ordre et la tranquillité” », 06/11/2005, Une
« Fuite des classes moyennes, chômage à 25 % : Clichy-sous-Bois, radiographie d'une ville pauvre », 06/11/2005, Michel Delberghe
« Azouz Begag avait déjà évoqué la “racaille” », 06/11/2005, Service France

« Les incendies de voitures ont progressé », 06/11/2005, Service Société

« M. de Villiers, Mme Le Pen et les souverainistes réclament un couvre-feu et l'envoi de l'armée », 06/11/2005, Patrick Roger

« Une handicapée gravement brûlée », 06/11/2005, Service France

« “L'imam a raison, il faut respecter ce pays !” », 06/11/2005, Mustapha Kessous

« Les médias étrangers stigmatisent l'échec de l'“intégration à la française” », 06/11/2005, Guy Dutheil, Pascale Santi

« Une partie de la gauche demande la démission de Nicolas Sarkozy », 06/11/2005, Sylvia Zappi

« Dans les mosquées, les prêches appellent au calme », 06/11/2005, Xavier Ternisien et Richard Schittly

« Modestie et ambition », 06/11/2005, Éditorial

« Violences et vigilance, le face-à-face des banlieues », 08/11/2005, Jean-Michel Dumay, Une

« Fracture urbaine », 08/11/2005, Éditorial

« Les déchirements du ministre Azouz Begag », 08/11/2005, Philippe Bernard

« “Nos frères, ce sont des caméléons : gentils à la maison, des terreurs dehors” », 08/11/2005, Luc Bronner

« Une nuit avec des “émeutiers” qui ont “la rage” », 08/11/2005, Yves Bordenave et Mustapha Kessous

« Au PC de crise de Bobigny, la guérilla urbaine sur un tableau informatisé », 08/11/2005, Benoît Hopquin

« À Grigny, les habitants se mobilisent la nuit pour protéger les lieux publics », 08/11/2005, Pascal Ceaux

« “S'ils avaient des couilles, ils iraient casser le centre-ville...” », 08/11/2005, Luc Bronner

« Jacques Chirac réagit dix jours après le début de la crise », 08/11/2005, Béatrice Gurrey

« Dominique de Villepin utilise la cagnotte budgétaire pour les quartiers difficiles », 08/11/2005, Christophe Jakubyszyn

« La banlieue et ses électeurs, vus par Nicolas Sarkozy », 08/11/2005, Philippe Ridet

« Clichy revendique une colère “sincère”, dix jours après la mort des deux adolescents », 08/11/2005, Piotr Smolar

« Un homme de 61 ans dans le coma après une altercation », 08/11/2005, Non signé

« Face à la crise des banlieues, Villepin décrète l'état d'urgence », 09/11/2005, Une

« Fébrilité », 09/11/2005, Jean-Marie Colombani

« Les keufs étaient à 30 mètres... », 09/11/2005, Gérard Davet et Fabrice Lhomme

« La version policière des événements de Clichy-sous-Bois », 09/11/2005, Gérard Davet et Fabrice Lhomme

« Le PS n'est pas hostile à une mesure “limitée” », 09/11/2005, Service Politique

« Dominique de Villepin choisit l'état d'urgence », 09/11/2005, Béatrice Gurrey, Christpohe Jakubyszyn et Philippe Ridet

« Une procédure rarement appliquée », 09/11/2005, Jean-Baptiste de Montvalon

« L'entrée en apprentissage à 14 ans jugée “scandaleuse” », 09/11/2005, Michel Delberghe

« Le Front National et Philippe de Villiers comptent sur un afflux d'adhésions », 09/11/2005, Christiane Chombeau

« Épuisés, les maires sont chaque nuit sur le qui-vive », 09/11/2005, Isabelle Mandraud

« Préconisé par les renseignements généraux, le recours au couvre-feu laisse dubitatifs nombre de policiers », 09/11/2005, Piotr Smolar

« “Tu vois le délire du premier ministre ? Dans ce pays, un bougnoule restera un bougnoule... », 09/11/2005, Mustapha Kessous

« L'étude de Jacques-Alain Bénisti, député UMP, prône la création d'un système de détection des signes de délinquance dès la crèche », 09/11/2005, Frédéric Polet

« Au Raincy, îlot privilégié, le couvre-feu est déjà en vigueur », 09/11/2005, Luc Bronner

« Stains choquée par le “geste gratuit et prémédité” qui a causé la mort d'un homme, 09/11/2005, Catherine Simon

« Les “émeutiers” ne sont pas véritablement organisés, 09/11/2005, Nathalie Guibert

« Des religieux musulmans organisent des patrouilles de nuit pour tenter d'arrêter la violence », 09/11/2005, Xavier Ternisien

« Les pays européens craignent les risques de contagion », 09/11/2005, Jean-Jacques Bozonnet et Henri de Bresson

« La mutuelle des collectivités locales veut une prise en charge par l'État », 09/11/2005, Dominique Gallois

« A Scarbeek, dans la banlieue de Bruxelles, des jeunes observent avec attention la situation en France », 09/11/2005, Jean-Pierre Stroobants

« Repères », 09/11/2005, Non signé

« L'UMP enrôle Google dans le soutien à Nicolas Sarkozy », 09/11/2005, Laurence Girard

« Les couvre-feux sont approuvées par la majorité, acceptés à gauche », 09/11/2005, Une, Raphaëlle Bacqué

« A contre-courant », 10/11/2005, Éditorial

« Le recensement de l'origine ethnique des salariés, un casse-tête pour les DRH », 10/11/2005, Laetitia Van Eeckhout

« A quand l'entreprise black-blanc-beur ? », 10/11/2005, François Bostnavaron et Stéphane Lauer

« A droite comme à gauche, des maires disent leur scepticisme », 10/11/2005, Jean-Baptiste de Montvalon

« M. de Villepin impose sa stratégie de crise à M. Sarkozy », 10/11/2005, Béatrice Gurrey et Christophe Jakubyszyn

« Le ministre de l'intérieur évoque le “choix collectif” du couvre-feu », 10/11/2005, Piotr Smolar

« Partagée sur l'état d'urgence, la gauche ne sait pas de quelle façon s'opposer au gouvernement », 10/11/2005, Isabelle Mandraud et Sylvia Zappi

« Les banlieues s'invitent au congrès du PS », 10/11/2005, Isabelle Mandraud

« L'apprentissage touche plus le supérieur », 10/11/2005, Catherine Rollot

« Quand M. Sarkozy exigeait une “baisse significative” des violences urbaines... », 10/11/2005, Piotr Smolar

« La grenade lacrymogène des policiers ne visait pas la mosquée de Clichy-sous-Bois », 10/11/2005, Piotr Smolar

« Au Blanc-Mesnil, le maire menace de démissionner en cas de couvre-feu », 10/11/2005, Pascal Ceaux

« A Francfort, malgré des déceptions, le melting-pot fonctionne », 10/11/2005, Adrien de Trincornot

« “L'agressivité n'est jamais gratuite”, juge Lilian Thuram », 10/11/2005, Bruno Caussé

« Après la mort de Jean-Claude Irvoas, des habitants affligés », 10/11/2005, Benoît Hopquin

« Nicolas Sarkozy veut expulser les étrangers impliqués dans les violences urbaines », 11/11/2005, Laetitia Van Eeckhout

« Le gouvernement espère que les troubles dans les cités ne remettront pas en cause le rebond spectaculaire de la croissance », 11/11/2005, Alain Beuve-Méry et Joël Morio

« Le Mas du Taureau entre désir et volonté d'en découdre », 11/11/2005, Richard Schittly

« Repères », 11/11/2005, Non signé

« Dans les Yvelines, les policiers notent avec satisfaction une décrue des incidents », 11/11/2005, Yves Bordenave

« Aucun couvre-feu en Ile-de-France », 11/11/2005, Yves Bordenave
« La solitude du maire de Stains », 11/11/2005, Alain Abellard
« Les cris du ghetto », 11/11/2005, Stéphane Davet, Bruno Lesprit et Véronique Montaigne
« Rap de France, chronique de banlieue », 11/11/2005, Non signé

« Violences-urbaines : l'inconnue du week-end », 12/11/2005, Une / Piotr Smolar
« Le Royaume-Uni et l'Espagne s'interrogent sur leur modèles après les violences en France », 12/11/2005, Jean-Pierre Langellier
« Confrontée à une immigration massive, l'Espagne veut tirer parti des "erreurs" commises ailleurs », 12/11/2005, Cécile Chambraud
« Des policiers de la Courneuve suspendus pour avoir de coups Fouad A. à l'issue de sa garde à vue », 12/11/2005, Piotr Smolar
« Jacques Chirac affirme qu'il a pris "toutes les mesures nécessaires" sur la crise des banlieues », 12/11/2005, Béatrice Gurrey
« La loi protège les étrangers contre l'expulsion », 12/11/2005, Nathalie Guibert et Laetitia Van Eeckhout
« Question à... Bertrand Tavernier : "Donner une seconde chance" », 12/11/2005, Mustapha Kessous
« Christine C. vingt-huit ans de Courneuve », 12/11/2005, Marion Van Renterghem

« Deux semaines de violences-urbaines », 14/11/2005, Une
« La répartition des commissariats remise en question », 14/11/2005, Béatrice Jérôme et Piotr Smolar
« Repères », 14/11/2005, Non signé
« Financièrement, les villes riches d'Ile-de-France sont de moins en moins solidaires des communes pauvres », 14/11/2005, Béatrice Jérôme
« La station Skyrock procède à une surveillance renforcée de ses blogueurs », 14/11/2005, Pascal Santi
« 250 manifestants sur le Champ-de-Mars », 14/11/2005, Non signé
« Claude Bébéar, président du conseil de surveillance d'AXA "Il y a en France une xénophobie réelle" », 14/11/2005, Frédéric Lemaître et Virginie Malingre
« Des artistes animent des ateliers en Seine-Saint-Denis auprès de jeunes persuadés qu'"on ne les aime pas" », 14/11/2005, Nathaniel Herzberg

« Emmanuel Todd “Rien ne sépare les enfants d'immigrés du reste de la société” », 14/11/2005, Raphaëlle Bacqué, Jean-Michel Dumay et Sophie Gheradi
« La crise des banlieues interpelle la pratique du journalisme », 14/11/2005, Service Médias
« A la rédaction du “Monde” », 14/11/2005, Service Médias
« Les mots pour le dire. Violences-urbaines », 14/11/2005, Ariane Chemin

« L'état d'urgence prorogé, Jacques Chirac à la télévision », 15/11/2005, Une
« À gauche, un début de mobilisation », 15/11/2005, Sylvia Zappi
« Rejet du référé de SOS-Racisme », 15/11/2005, Service Société
« M. Sarkozy juge son bilan “plutôt positif” et ne se sent pas “politiquement affaibli” », 15/11/2005, Philippe Ridet
« Jean-Marie Le Pen critique Jacques Chirac et épargne le ministre de l'intérieur », 15/11/2005, Christiane Chombeau
« Les habitants des pavillons de Montfermeil vivent dans un sentiment d'angoisse et d'injustice », 15/11/2005, Luc Bronner
« A Aulnay-sous-Bois, des médecins confrontés aux “signes de misères” », 15/11/2005, Anne Chemin
« Éric Debarrieux, directeur de l'Observatoire international de la violence scolaire : “les jeunes grandissent dans un bras de fer permanent” », 15/11/2005, Luc Bronner
« Les policiers s'émeuvent d'une sanction “disproportionnée” », 15/11/2005, Piotr Smolar
« La Commission européenne propose de débloquer des fonds », 15/11/2005, Philippe Ricard
« Premiers incidents en centre-ville, à Lyon », 15/11/2005, Non signé
« Repères », 15/11/2005, Non signé

« Chirac déplore “le poison des discriminations” », 16/11/2005, Une / Raphaëlle Bacqué
« Auto-réquisitoire », 16/11/2005, Éditorial
« La France selon Nicolas Sarkozy », 16/11/2005, Piotr Smolar
« Tout ce que permet l'état d'urgence », 16/11/2005, Jean-Baptiste de Montvalon
« M. Chirac diagnostique une “crise d'identité” », 16/11/2005, Béatrice Gurrey
« 50 000 jeunes pour le “ service civil” », 16/11/2005, Laurent Zecchini
« “L'autorité parentale est capitale” », 16/11/2005, Service Politique
« Contre les violences, M. Le Pen exhume la “préférence nationale” », 16/11/2005, Christiane Chombeau

« Bernard Thibault : “Nous sommes confrontés à une crise sociale” », 16/11/2005, Rémi Barroux
« Repères », 16/11/2005, Non signé
« A Lyon, entreprises et chômeurs des quartiers difficiles entrent en contact », 16/11/2005, Sophie Landrin
« La droite relance la controverse sur la suspension des aides sociales », 16/11/2005, Michel Delberghe
« Pour sa famille, le jeune Fouad “est devenu un symbole” », 16/11/2005, Anne Chemin
« Sur son blog, Mathieu Kassovitz s'en prend à Nicolas Sarkozy », 16/11/2005, Ariane Chemin
« “Le lien avec la criminalité de droit commun est établi : 80 % des interpellés étaient connus” », 16/11/2005, Piotr Smolar

« Les “immigrés” français font peur à Moscou », 17/11/2005, Marie Jégo
« Les correspondants étrangers à Paris estiment ne pas avoir de leçons à recevoir », 17/11/2005, Daniel Psenny
« Les députés doivent faire des économies pour les banlieues », 17/11/2005, Joël Morio
« Les députés UMP et UDF votent l'état d'urgence pour trois mois », 17/11/2005, Patrick Roger
« L'État n'est pas prêt à tout payer », 17/11/2005, Béatrice Jérôme
« Repères », 17/11/2005, Non signé
« Les précautions de Nicolas Sarkozy », 17/11/2005, Service Société
« M. Larcher fait le lien entre polygamie et violences-urbaines », 17/11/2005, Luc Bronner

« La polygamie et le regroupement familial au centre de la polémique », 18/11/2005, Une / Bertrand Bissuel et Laetitia Van Eeckhout
« Regroupement familial et polygamie au banc des accusés », 18/11/2005, Patrick Roger et Laetitia Van Eeckhout
« Un thème de prédilection pour le FN », 18/11/2005, Christiane Chombeau
« Lionel Stocker, ancien secrétaire d'état à l'immigration : “Il n'y a aucun lien avec les violences” », 18/11/2005, Jean-Baptiste de Montvalon
« Le code pénal, pour “créer un électrochoc” », 18/11/2005, Anne Chemin
« A Stains, les destins croisés de mères en difficulté », 18/11/2005, Anne Chemin

« Quatre fils, quarante-neuf antécédents judiciaires et une arrestation mouvementée », 18/11/2005, Piotr Smolar
« Du “Paradis” au ghetto : l'histoire de la Rose-des-Vents », 18/11/2005, Bertrand Bissuel, Sandrine Blanchard, Benoît Hopquin, Catherine Rollot et Xavier Ternisien
« Dès 1980, dans un article du “Monde” : “Ils n'avaient qu'à pas nous mettre tous en cage” », 18/11/2005, Nicolas Beau
« Vingt-cinq ans d'incessantes rénovations », 18/11/2005, Bertrand Bissuel
« Le général des banlieues doit battre en retraite », 18/11/2005, Laurent Zecchini

« Banlieue : la provocation coloniale », 19/11/2005, Une / Philippe Bernard
« Des jeunes diplômés chômeurs témoignent devant des chefs d'entreprise de Seine-Saint-Denis », 19/11/2005, Jean-Baptiste de Montvalon
Sans titre, 19/11/2005, Non signé

« Le premier ministre appelle à “éviter certains amalgames” sur la crise des banlieues », 21/11/2005, Christophe Jakubyszyn
« Le collectif Devoir de mémoires demande un débat public sur les violences policières », 21/11/2005, Mustapha Kessous
« “L'État a aidé les territoires, il faut promouvoir les individus” », 21/11/2005, Raphaëlle Bacqué et Sylvie Kauffmann
« Un soir au pied des barres », 21/11/2005, Mustapha Kessous

« M. Sarkozy durcit son discours sur les banlieues », 22/11/2005, Philippe Ridet
« Le gouvernement rétablit les crédits aux associations des quartiers sensibles », 22/11/2005, Patrick Roger
« Des militants associatifs veulent créer une force politique », 22/11/2005, Sophie Landrin
« La SNCF s'engage à recruter davantage dans les cités », 22/11/2005, François Bostnavaron
« Le gouvernement hésite sur les moyens à donner aux ZEP », 22/11/2005, Luc Bronner

« M. Chirac exige l'application de la loi sur le logement social », 23/11/2005, Bertrand Bissuel et Béatrice Gurrey
« M. de Villepin lance la “mission emploi” en Seine-Saint-Denis », 23/11/2005, Service Politique

« Jacques Attali réclame un plan en faveur du microcrédit dans les banlieues », 23/11/2005, Anne Michel
« A Vitry-sur-Seine, une “prépa” pour devenir apprenti », 23/11/2005, Catherine Rollot

« Les télévisions devront accueillir les minorités », 24/11/2005, Guy Dutheil et Béatrice Gurrey

« Le rap à l'index », 25/11/2005, Éditorial
« Des parlementaires réclament des poursuites contre les rappeurs », 25/11/2005, Mustapha Kessous

« Banlieues : des émeutiers sans passé judiciaire », 26/11/2005, Une
« La majorité des mineurs présentés aux juges étaient “inconnus” des tribunaux », 26/11/2005, Nathalie Guibert

« Les ghettos et le rejet de la mixité sociale », 28/11/2005, Luc Bronner
« Alain Finkielkraut : “J'assume” », 28/11/2005, Sylvain Cypel et Sylvie Kauffmann
« La diversité, une idée très médiatique mais peu pratiquée par les médias », 28/11/2005, Martine Silber

« Après le choc », 29/11/2005, Jean-Marie Colombani
« M. Le Pen compte sur la crise des banlieues pour gagner le vote ouvrier », 29/11/2005, Christiane Chombeau
« Joey Starr dispense ses conseils à Clichy », 29/11/2005, Ariane Chemin

Annexe 2 : Liste des articles du corpus du *Figaro*

« Détresse et consternation à Clichy-sous-Bois », 29/10/2005, Delphine Chayet

« Malgré un alourdissement des peines, la justice reste inopérante », 29/10/2005, Laurence de Charette

« Violences : la banlieue parisienne sous le choc », 31/10/ 2005, Une

« Clichy-sous-Bois toujours sous tension », 31/10/2005, Delphine Chayet

« Le PS critique la méthode Sarkozy », 01/11/2005, Une

« Clichy-sous-Bois reste une poudrière », 01/11/2005, Delphine Chayet

« Les cinq questions au cœur des affrontements », 01/11/2005, Angélique Negroni, Christophe Cornevin et Delphine Chayet

« Le Parti socialiste se déchaîne contre le ministre de l'Intérieur », 01/11/2005, Nicole Barotte

« Azouz Begag fait entendre sa différence », 01/11/2005, Claire Bommelaer

« Violences-urbaines : Villepin reprend l'initiative », 02/11/2005, Une

« Les banlieues mettent à mal la solidarité gouvernementale », 02/11/2005, Claire Bommelaer

« Violences-urbaines : Villepin monte au créneau », 02/11/2005, Christophe Cornevin

« Quand Clichy s'embrase la nuit », 02/11/2005, Christophe Cornevin

« Violences-urbaines : interpellations à Sedan », 02/11/2005, Non signé

« Les "keufs" sont aussi pris pour cible sur Internet », 02/11/2005, Sophie de Ravinel

« Chirac, Villepin, Sarkozy sur le front des banlieues », 03/11/2005, Claire Bommelaer et Charles Jaigu

« En région parisienne, la fièvre des violences-urbaines ne retombe pas », 03/11/2005, Christophe Cornevin

« Quand la guerre des "quartiers" ravive la guerre des chefs », 03/11/2005, Paul-Henri du Limbert

« Banlieues: la colère de la population », 04/11/2005, Une

« Voitures incendiées et dégradations : les habitants des cités s'exaspèrent », 04/11/2005, Angélique Negroni

« La colère gronde chez les sapeurs-pompiers », 04/11/2005, Cyrille Louis
« Rentrée scolaire sous tension dans le 9-3 », 04/11/2005, Cécilia Gabizon
« Après une semaine d'émeutes, la violence continue d'embraser une partie de la banlieue parisienne », 04/11/2005, Christophe Cornevin, Laurence de Charette et Cécilia Gabizon
« Villiers et Bompard en Seine-Saint-Denis », 04/11/2005, Guillaume Perrault
Sans-titre, 04/11/2005, Non signé
« Villepin soigne la cohésion de sa majorité », 04/11/2005, Claire Bommelaer
« Priorité aux quartiers et aux familles en difficulté », 04/11/2005, Jean-Marc Leclerc
« Face à la crise, les propositions des maires de droite et de gauche », 04/11/2005, Nicolas Barotte, Claire Bommelaer, Rodolphe Geisler et Judith Waintraub
« Comment les assurances indemnisent », 04/11/2005, Service Société
« Banlieues : vingt-cinq ans après », 04/11/2005, Alain Brezet

« Banlieues : portraits d'émeutiers », 05/11/2005, Une
« La méthode Villepin à l'épreuve de la crise », 05/11/2005, Bruno Jeudy
« Retour sur trente-cinq ans de plans pour la ville et les quartiers », 05/11/2005, Claire Bommelaer
« L'UMP organise et relaie les nombreux soutiens à Nicolas Sarkozy », 05/11/2005, Charles Jaigu
« Un tri délicat à opérer pour la justice », 05/11/2005, Laurence de Charette
« Émeutes : des meneurs au profil de récidivistes », 05/11/2005, Cécilia Gabizon
« L'islam ne joue pas un rôle déterminant dans la propagation des troubles », 05/11/2005, Cécilia Gabizon
« Une triste odeur de brûlé flotte désormais dans les rues d'Aulnay », 05/11/2005, Cyrille Louis
« Chronique policière d'une nuit d'affrontements », 05/11/2005, Patrice Burnat et Christophe Cornevin
« Le défi de la transparence sur les violences-urbaines », 05/11/2005, Jean-Marc Leclerc
« RATP : 3,5 millions d'euros en fumée », 05/11/2005, Éric de La Chesnais
« Une handicapée sauvée des flammes par un chauffeur de car », 05/11/2005, Angélique Negroni

« Banlieues : l'inquiétante contagion », 07/11/2005, Une
« Toute la France bascule dans la crise des banlieues », 07/11/2005, Christophe Cornevin

« Scènes d'émeutes et de vie ordinaire en Seine-Saint-Denis », 07/11/2005, Anne-Charlotte de Langhe, Christophe Cornevin et Saïd Mahrane
« L'enquête sur le drame de Clichy rebondit », 07/11/2005, Christophe Cornevin
« Morad : "On veut tout retourner" », 07/11/2005, Saïd Mahrane
« La province gagnée à son tour par les troubles », 07/11/2005, Anne-Charlotte de Langhe, Jean Valbay et Louis Laroque
« Villepin à la recherche d'une sortie de crise », 07/11/2005, Bruno Jeudy
« Les proches de Sarkozy excluent toute idée de démission », 07/11/2005, Charles Jaigu et Rodolphe Geisler
« La France au pilori », 07/11/2005, Yves Thréard
« Une nuit avec la cellule de crise de Bobigny », 07/11/2005, Cyrille Louis
« Dérapage policier à Fontenay-sous-Bois », 07/11/2005, Non signé
« A Toulouse, le Mirail s'est enflammé », 07/11/2005, Philippe Motta
« Chirac convoque le conseil de sécurité intérieure », 07/11/2005, Philippe Goulliaud
« Inquiétude et ironie à l'étranger », 07/11/2005, Non signé
« Bernard Tapie : "Rétablir l'ordre républicain" », 07/11/2005, Rodolphe Geisler

« Villepin : Couvre-feu dans les banlieues », 08/11/2005, Une
« Au douzième jour d'émeutes, le gouvernement cherche encore une issue à la guérilla des cités », 08/11/2005, Christophe Cornevin
« Chirac et les Beurs : une relation faite de hauts et de bas », 08/11/2005, Philippe Goulliaud
« Villepin privilégie les actions concrètes pour les quartiers difficiles », 08/11/2005, Bruno Jeudy
« Face à l'urgence de la situation, des élus réclament un couvre-feu pour rétablir l'ordre dans les cités », 08/11/2005, Christophe Cornevin et Jean-Marc Leclerc
« A Bobigny les prévenus défilent devant le tribunal », 08/11/2005, Angélique Negroni
« François Molins : "La justice ne frappe pas aveuglément" », 08/11/2005, Laurence de Charette
« Des troubles plus spontanés qu'organisés », 08/11/2005, Christophe Cornevin
« La police et la légitime défense », 08/11/2005, Jean-Marc Leclerc
« Le premier mort des émeutes », 08/11/2005, Anne-Charlotte de Langh
« Assurances : la plupart des victimes devraient se faire indemniser », 08/11/2005, Armelle Bohineust
« L'Europe s'inquiète d'une possible contagion », 08/11/2005, Christine Fauvet Mycia

« La haine ou la République », 08/11/2005, Alexis Brezet

« La gauche gênée aux entournures », 08/11/2005, Myriam Levy et Rodolphe Geisler

« Pour Le Pen, la France est actuellement au bord de la “guerre civile” », 08/11/2005, Olivier Pognon

« En échec scolaire, des casseurs s'en prennent aux écoles pour se venger », 08/11/2005, Cécilia Gabizon

« En Allemagne, des incidents isolés suscitent des interrogations », 08/11/2005, Pierre Bocev

« Couvre-feu dans les banlieues : l'épreuve de vérité », 09/11/2005, Une

« En pleine campagne, le PS se divise sur le couvre-feu », 09/11/2005, Myriam Levy

« L'arme du couvre-feu, Dominique de Villepin dévoile son plan social pour les cités », 09/11/2005, Christophe Cornevin et G. T.

« Menace sur les Champs-Élysées », 09/11/2005, Christophe Cornevin

« L'UMP fait bloc, le PS propose un “pacte de non-agression” », 09/11/2005, Sophie Huet et Bruno Jeudy

« Associations : quinze ans d'empilage de subventions », 09/11/2005, Cécilia Gabizon

« Inquiétudes pour la croissance économique », 09/11/2005, Marie Visot

« La police reste mobilisée partout en France », 09/11/2005, Corinne Caillaud

« A Asnières, des rondes de nuit “citoyennes” sont organisées par la mairie », 09/11/2005, Delphine Chayet

« L'état-d’urgence doit d'abord servir d'instrument de dissuasion », 09/11/2005, Anne-Charlotte de Langhe

« Ces émeutiers qui “n'ont rien dans la tête” », 09/11/2005, Marie-Christine Tabet

« Polémique autour de l'apprentissage à 14 ans », 09/11/2005, Béatrice Taupin et Marielle Court

« Quand les jeunes découvrent l'avantage de “gagner de la thune”... », 09/11/2005, Justine Ducharne

« A Aulnay, les médiateurs avouent n'avoir “rien vu venir” », 09/11/2005, Cyrille Louis

« Les touristes rechignent à venir à Paris », 09/11/2005, Éric de La Chesnais

« A Toulouse, le quartier du Mirail partagé entre intifada et agora », 09/11/2005, Philippe Motta

« Apprentissage, la bonne idée », 09/11/2005, Jean-Paul Mulot

« Sarkozy promet d'expulser les émeutiers étrangers », 10/11/2005, Une

« Les filles des cités tentent de ramener leurs frères à la maison », 10/11/2005, Delphine Chayet
« Mode d'emploi d'un dispositif exceptionnel », 10/11/2005, Jean-Marc Leclerc
« Le ministre de l'Intérieur entend expulser les étrangers fauteurs de troubles », 10/11/2005, Marie-Christine Tabet
« Le patron de l'UMP ne veut pas être pris de vitesse », 10/11/2005, Charles Jaigu
« Un drame toujours inexpliqué qui a bien failli pourrait rompre le calme niçois », 10/11/2005, Sophie Latil
« Le couvre-feu est décrété dans cinq départements », 10/11/2005, Non signé
« A la nuit tombée, les rues d'Amiens se sont vidées de leurs jeunes », 10/11/2005, Béatrice Pujebet
« Entre Jacques Chirac et Dominique de Villepin, comme un passage de témoin », 10/11/2005, Bruno Jeudy et Philippe Goulliaud
« Lyon et son agglomération privées de transports », 10/11/2005, Audrey Henrion-Poyard
« Providence de l'État », 10/11/2005, Nicolas Barré
« De Los Angeles à New York, comment l'Amérique s'est attaquée aux violences-urbaines », 10/11/2005, Philippe Gélie
« La révolte des banlieues et le perdant radical », 10/11/2005, Alexandre Adler
« Les émeutiers du “9-3” au tribunal », 10/11/2005, Laurence de Charette

« Jacques Chirac réaffirme son autorité tandis que l'accalmie se poursuit dans les cités », 11/11/2005, Non signé
« Expulsions : la gauche condamne Sarkozy », 11/11/2005, Judith Waintraub
« Les préfets se penchent sur un casse-tête juridique », 11/11/2005, Marie-Christine Tabet
« Davantage de Noirs chez les émeutiers », 11/11/2005, Cécilia Gabizon
« Rébellion contre le “modèle français” », 11/11/2005, Ivan Rioufol
« Le président revendique la paternité des décisions », 11/11/2005, Philippe Gouillaud
« Week-end sous tension dans la capitale », 11/11/2005, Christophe Cornevin
« Une nouvelle agence publique doit relever le défi de l'égalité des chances », 11/11/2005, Cécilia Gabizon
« Bercy veut accélérer le développement des zones franches », 11/11/2005, Cyrille Louis

« Émeutes : Paris se protège de la contagion », 12/11/2005, Une

« Le Pen entend tirer les bénéfices politiques de la crise des banlieues », 12/11/2005, Olivier Pognon

« La capitale se prémunit contre les casseurs », 12/11/2005, Christophe Cornevin

« Quand des parents démissionnent », 12/11/2005, Cécilia Gabizon

« Un lycéen de La Courneuve : “On nous met tous dans le même sac !” », 12/11/2005, Marie-Estelle Pech

« Mahyar Monshipour : “Les émeutes étaient prévisibles” », 12/11/2005, Jean-Yves Guérin

« Prévention de la délinquance : les propositions soumises à Sarkozy », 12/11/2005, Sophie Huet

« Au Champ-de-Mars, à peine 300 marcheurs pour la paix », 12/11/2005, Anne-Charlotte de Langhe

« Les pistes pour sortir de la crise des banlieues », 14/11/2005, Une

« Tandis que l'accalmie se confirme sur le terrain, le gouvernement doit préparer la sortie de crise », 14/11/2005, Jean Chichizola, Marielle Court, Angélique Negroni et Marie-Christine Tabet

« Des incidents secouent Lyon et sa banlieue malgré le couvre-feu », 14/11/2005, Audrey Henrion-Poyard

« Un nouveau djihad selon des sites islamistes », 14/11/2005, Jean Chichizola

« Les troubles vus du Maghreb », 14/11/2005, Oberle Ait Larbi

« Dominique de Villepin réfléchit à un déplacement en banlieue », 14/11/2005, Claire Bommelaer

« Paroles brutes d'émeutiers dans le 9-3 », 14/11/2005, Cyrille Louis, Angélique Negroni, Cécilia Gabizon, Laurence de Charette et Marie-Estelle Pech

« Chirac tire les leçons de la “crise d'identité”, alors que sur le terrain la situation s'apaise », 15/11/2005, Non signé

« Le chef de l'État crée le “service civil volontaire” », 15/11/2005, Philippe Goulliaud

« Le Parlement s'apprête à prolonger l'état-d’urgence », 15/11/2005, Guillaume Perrault

« Policiers et gendarmes prêts à s'installer dans la durée », 15/11/2005, Christophe Cornevin

« L'accalmie depuis le couvre-feu », 15/11/2005, Non signé

« Le vrai-faux cadeau de Bruxelles aux banlieues françaises », 15/11/2005, Pierre Avril

« Alain Finkielkraut : “L'illégitimité de la haine” », 15/11/2005, Alexis Lacroix

« La fermeté paie, l'unité aussi », 15/11/2005, Alexis Brézet

« Pour Jacques Chirac, il ne faut pas “transiger avec certains principes” », 15/11/2005, Non signé
« Sécurité : les démocraties contraintes aux lois d'exception », 15/11/2005, Stéphane Kovacs
« Regroupement familial : les pistes du gouvernement », 15/11/2005, Bruno Jeudy, Sophie Huet et Marie-Christine Tabet
« Expulsions : trente étrangers dans le collimateur du ministre de l'Intérieur », 15/11/2005, Marie-Christine Tabet
« Une réforme qui a toujours buté sur des obstacles juridiques et politiques », 15/11/2005, Marie-Christine Tabet
« La course à l'emploi de jeunes Lyonnais issus des quartiers difficiles », 15/11/2005, Marie-Amélie Lombard

« Dix émeutiers étrangers menacés d'expulsion », 16/11/2005, Anne-Charlotte de Langhe
« Les députés socialistes ne saisiront pas le Conseil constitutionnel », 16/11/2005, Guillaume Perrault
« A La Courneuve, les policiers sont “secoués” après le séisme », 16/11/2005, Jean Chichizola
« Villepin et Sarkozy défendent l'état-d’urgence », 16/11/2005, Bruno Jeudy et Sophie Huet
« Le premier ministre à Aulnay-sous-Bois », 16/11/2005, Bruno Jeudy
« Logement social : l'effort des maires récalcitrants », 16/11/2005, Claire Bommelaer
« Une suppression encore jamais appliquée », 16/11/2005, Delphine de Mallevoüe
« Les contours du service civil se précisent », 16/11/2005, Sophie de Ravinel
« Les associations pionnières approuvent le projet du chef de l'État », 16/11/2005, Sophie de Ravinel
« Amadieu : “Avancer sur le CV anonyme” », 16/11/2005, Laurence de Charette
« Emploi des jeunes : le Medef répond à l'urgence », 16/11/2005, Béatrice Taupin
« Paroles de flics : “Il faut vraiment avoir la foi” », 16/11/2005, Christophe Cornevin et Jean-Marc Leclerc
« Le fauteur de troubles s'est assagi en devenant étudiant à Sciences po », 16/11/2005, Marie-Amélie Lombard et Louis Laroque

« L'état-d’urgence prolongé sur fond d'accalmie », 17/11/2005, Christophe Cornevin et Olivier Pognon
« Les enfants de familles polygames montrés du doigt », 17/11/2005, Cécilia Gabizon

« Une famille de soixante-cinq membres dans la Cité des 4000 », 17/11/2005, Service Société
« A Nanterre, l'association Zy'va reconstitue le tissu familial pour apaiser les esprits », 17/11/2005, Cécilia Gabizon

« Le service civil et l'apprentissage à 14 ans sur les rails », 18/11/2005, Une
« Service civil, nouvelle urgence du gouvernement », 18/11/2005, Philippe Goulliaud et Bruno Jeudy
« Villepin dénonce la recherche de boucs émissaires », 18/11/2005, Bruno Jeudy
« Begag : "Nous partageons tous la responsabilité des émeutes" », 18/11/2005, Cécilia Gabizon et Claire Bommelaer
« Les CRS se redéploient dans les quartiers », 18/11/2005, Jean-Marc Leclerc
« Les entreprises de Seine-Saint-Denis se mobilisent pour leurs jeunes diplômés », 18/11/2005, François-Xavier Bourmaud
« Les responsables du désastre », 18/11/2005, Ivan Rioufol
« Pour Lamour, la France doit passer du bénévolat au volontariat », 18/11/2005, Elie Marechal
« Apprentissage : Larcher veut "inventer quelque chose de nouveau" », 18/11/2005, Béatrice Taupin
« Le ministre de l'Éducation nationale veut rassurer les enseignants », 18/11/2005, Marie-Estelle Pech

« L'indiscernable profil des émeutiers », 19/11/2005, Laurence de Charette
« Dominique de Villepin réclame de la sérénité dans le débat sur l'immigration », 19/11/2005, Bruno Jeudy
« Michèle Alliot-Marie : "Evitons de mettre tout le monde dans le même sac" », 19/11/2005, Claire Bommelaer et Philippe Goulliaud
« Un trafic d'armes démantelé au cœur d'une cité des Yvelines », 19/11/2005, Christophe Cornevin

« Quand "Talents des cités" rime avec ténacité », 21/11/2005, Cécilia Gabizon
« L'urgence de l'État », 21/11/2005, Alain-Gérard Slama

« Immigration : la course aux projets de loi », 22/11/2005, Marie-Christine Tabet
« Premières arrestations de caïds, après les émeutes », 23/11/2005, Une

« Banlieues : les Pays-Bas redoutent la contagion », 23/11/2005, Laure Mandeville
« Vaste coup de filet dans les cités », 23/11/2005, Christophe Cornevin
« Sous le vernis de la paix sociale, le malaise grandissant des Marocains », 23/11/2005, Laure Mandeville
« Jacques Chirac dénonce la “discrimination positive” », 23/11/2005, Philippe Goulliaud

« Des élus s'insurgent contre des rappeurs », 24/11/2005, Non signé
« L'immigration familiale toujours aussi forte », 24/11/2005, Marie-Christine Tabet

« Villepin veut garantir l'égalité des chances », 25/11/2005, Claire Bommelaer
« Mineurs : Sarkozy conteste l'ordonnance de 1945 », 25/11/2005, Judith Waintraub
« Quand le rap dérape, les élus se mobilisent », 25/11/2005, Laurence de Charette

« Banlieues : l'agenda des réformes Villepin », 26/11/2005, Une
« Égalité des chances : le calendrier de Villepin », 26/11/2005, Bruno Jeudy
« Avec Sarkozy, l'apaisement se poursuit », 26/11/2005, Bruno Jeudy
« En Seine-et-Marne, le premier ministre tire ses leçons de la crise des banlieues », 26/11/2005, Claire Bommelaer
« Le gouvernement prépare une réforme des ZEP », 26/11/2005, Marie-Estelle Pech

« Banlieues : Clichy, un mois après », 28/11/2005, Une
« Un mois après les émeutes, Clichy-sous-Bois fait face à la difficulté des jours ordinaires », 28/11/2005, Vianney Aubert
« Les Noirs de France se regroupent en fédération », 28/11/2005, Cécilia Gabizon
« Le plan Villepin en dix propositions », 28/11/2005, Claire Bommelaer
« Des pistes de relance pour l'économie des quartiers », 28/11/2005, Cyrille Lachevre
« Discrimination positive, le mot et la chose », 28/11/2005, Alain-Gérard Slama

« La sécurité “de proximité” mise en exergue », 29/11/2005, Jean-Marc Leclerc
« Sarkozy entend restaurer l'autorité des familles », 29/11/2005, Jean-Marc Leclerc
« Banlieues : les vertus d'une crise », 29/11/2005, Alexis Brézet
« Villepin durcit le contrôle de l'immigration », 29/11/2005, Marie-Christine Tabet

Annexe 3 : Liste des articles du corpus de *Libération*

« Comment Clichy s'est embrasé », 29/10/2005, Une
« Violences à Clichy-sous-Bois après la mort de deux jeunes », 29/10/2005, Fabrice Tassel
« Pompiers façon légions romaines », 29/10/2005, Jacky Durand

Sans titre, 31/10/2005, Fabrice Tassel
« A Clichy, dans les pas de Bouna et Zyed », 31/10/2005, Karl Laske
« Plusieurs versions des faits... », 31/10/2005, Non signé
« “Pourquoi ils les ont coursés comme ça?!” », 31/10/2005, Karl Laske
« Ghettos », 31/10/2005, Gérard Dupuy, Éditorial
« Les dérapages de Villepin et Sarkozy », 31/10/2005, Didier Hassoux

« Sarkozy, retour de bâton », 01/11/2005, Une
« Grenade à la mosquée, Clichy sous le choc », 01/11/2005, Karl Laske
« Clichy-sous-bois. A savoir. », 01/11/2005, Non signé
« Condamnations immédiates pour trois jeunes », 01/11/2005, Gilles Wallon
« “On ne rétablira pas l'ordre avec plus de CRS” », 01/11/2005, Charlotte Rotman
« Le PS fait feu sur le sarkozysme », 01/11/2005, Pascal Virot
« Irresponsabilité », 01/11/2005, Antoine de Gaudemar, Éditorial

« Banlieues, guerre de bandes au gouvernement », 02/11/2005, Une
« Contagion **»,** 02/11/2005, Patrick Sabatier, Éditorial
« Villepin et Sarkozy se battent aussi à Clichy », 02/11/2005, Eric Aeschimann
« Hollande : “Tolérance zéro pour Sarkozy !”», 02/11/2005, Paul Quinio et Renaud Dely
« L'autre colère de la banlieue », 02/11/2005, Jacky Durand et Nicole Penicaut
« La nuit, le feu s'étend aux villes voisines », 02/11/2005, Karl Laske et Gilles Wallon
« De la police de proximité à la guerre à “l'insécurité”», 02/11/2005, Non signé

« Elle couve, elle couve la banlieue », 03/11/2005, Une
« Une colère qui court au-delà de Clichy », 03/11/2005, Ludovic Blecher, Olivier Bertrand, Thomas Calinon, Jacky Durand, Thomas Lebègue et Renaud Lecadre
« Affaire d'État », 03/11/2005, Gérard Dupuy, Éditorial

« Les familles demandent justice », 03/11/2005, Karl Laske
« Villepin et Sarkozy sur des charbons ardents », 03/11/2005, Éric Aeschimann et Antoine Guiral

« Banlieues, L'appel des maires », 04/11/2005, Une
« Les élus sonnent l'alarme face a la violence » 04/11/2005, Ludovic Blecher
« Sarkozy et Villepin, une journée main dans la main », 04/11/2005, Vanessa Schneider
« Clichy s'apaise, la Seine-Saint-Denis s'enflamme toujours », 04/11/2005, Karl Laske
« Deux erreurs », 04/11/2005, Patrick Sabatier, Éditorial
« L'Ile-de-France sous tension », 04/11/2005, Non signé
« “Le maire est leur dernier recours” », 04/11/2005, Jacky Durand
« “Ils sont dans la centrale EDF...” », 04/11/2005, Karl Laske
« La police se démarque de son ministre », 04/11/2005, Patricia Tourancheau
« L'Europe alarmée par la “guérilla urbaine”», 04/11/2005, Service étranger

« Mots de ghetto », 05/11/2005, Une
« “Il faut que Sarkozy s'excuse ou démissionne” », 05/11/2005, Ludovic Blecher, Jacky Durand, Karl Laske, Gilles Wallon
« Les blogs éclosent autour de “Clichy-sur-Jungle”», 05/11/2005, Frédérique Roussel
« “J'aurais voulu que ces gamins soient organisés politiquement” », 05/11/2005, Jacky Durand
« Bilan d'une semaine de troubles », 05/11/2005, Non signé
« Piégés », 05/11/2005, Jean-Michel Thenard, Éditorial
« L'image de Sarkozy craque de partout », 05/11/2005, Antoine Guiral
« Les autobus et les trains pris pour cibles », 05/11/2005, Cédric Mathiot
« Une passagère gravement brûlée », 05/11/2005, Non signé
« Les troubles ont repris dans la nuit de vendredi à samedi », 05/11/2005, Non signé
« Les faits du jour », 05/11/2005, Non signé

« L'État interpellé », 07/11/2005, Une
Sans titre, 07/11/2005, Cédric Mathiot
« Chirac pousse Villepin au front », 07/11/2005, Vanessa Schneider
« Gâchis », 07/11/2005, Jean-Michel Herlvi, Éditorial
« Des cités abandonnées par l'État », 07/11/2005, Olivier Bertrand et Patricia Tourancheau

« “Mes élèves de 3e d'insertion savent bien qu'ils sont des parias” », 07/11/2005, Nicole Penicaut
« Dénoncer ou proposer, le PS tergiverse », 07/11/2005, Didier Hassoux
« Sarkozy visé », 07/11/2005, Didier Hassoux et Karl Laske
« Marche à Aulnay en rangs divisés », 07/11/2005, Mathieu Ecoiffier
« A Stains, un retraité plongé dans le coma », 07/11/2005, Patricia Tourancheau
« Après trois nuits calmes, le feu reprend à Clichy », 07/11/2005, Karl Laske
« Les faits du jour », 07/11/2005, Non signé
« Violence exponentielle d'Évreux à Pau », 07/11/2005, Philippe Grangereau, Gilbert Laval, Thomas Calinon, Mathieu Ecoiffier, Karl Laske, Michaël Hajdenberg, Laure Espieu, Christophe Forcari et Pierre Daum
« Éteindre Sarkozy », 07/11/2005, Pierre Marcelle, Quotidienne

« Villepin s'en va-t'en guerre », 08/11/2005, Une
« Villepin dégaine le couvre-feu », 08/11/2005, Vanessa Schneider
« Trois mesures phares », 08/11/2005, Renaud Dely, Emmanuel Davidenkoff et Thomas Lebègue
« Farce tragique », 08/11/2005, Jean-Michel Thenard, Éditorial
Sans titre, 08/11/2005, Non signé
« Les socialistes appellent à la vigilance », 08/11/2005, Service Politique
« A Sevran, les habitants en rondes de nuit », 08/11/2005, Hélène Lam Trong
« L'émotion gagne Stains », 08/11/2005, Thomas Lebègue
«“Ce n'est pas avec des mots vulgaires qu'on va changer les cités”», 08/11/2005, Didier Arnaud et Karl Laske
« Des “veilles citoyennes” aux brassards blancs », 08/11/2005, Renaud Lecadre et Nicole Penicaut
« “Les flics aussi ont besoin de médiation” », 08/11/2005, Didier Arnaud
« Les faits du jour », 08/11/2005, Non signé
« Inquiétudes à Paris », 08/11/2005, Thomas Lebègue
« Les présumés émeutiers condamnés à la chaîne », 08/11/2005, Dominique Simonnot
« Sarkozy mène campagne sur Google », 08/11/2005, Ludovic Blecher
« L'Europe redoute l'effet traînée de poudre », 08/11/2005, Nathalie Dubois
« Politique de la ville: trente ans de traitements d'urgence », 08/11/2005, Tonino Serafini, Patricia Tourancheau, Brigitte Vital-Durand et Emmanuel Davidenkoff

« Sciences-Po, exemple peu suivi », 08/11/2005, Emmanuel Davidenkoff
« Vaulx s'est reconstruit sur ses cendres », 08/11/2005, Olivier Bertrand
« De la fin des barres à la rénovation », 08/11/2005, Non signé
« “La cité enferme, favorise les phénomènes de bande” », 08/11/2005, Mathieu Ecoiffier
« Des zones “reléguées” », 08/11/2005, Brigitte Vital Durand
« “C'est avec les pires qu'il faut parler”», 08/11/2005, Patricia Tourancheau
« L'opposition en ses cendres », 08/11/2005, Pierre Marcelle, Quotidienne

« Couvre-feu, cache-misère », 09/11/2005, Une
« La colère couve encore sous les couvre-feux », 09/11/2005, Vittorio de Filippis, Gweltas Morice, Gilbert Laval, Olivier Bertrand et Michel Henry
« Un décret aux pouvoirs étendus », 09/11/2005, Patricia Tourancheau
« Incidents à Lyon et Bordeaux », 09/11/2005, Non signé
Sans titre, 09/11/2005, Non signé
« Précédents algérien et calédonien », 09/11/2005, Hervé Nathan et Antoine Guiral
« Retricoter », 09/11/2005, Gérard Dupuy, Éditorial
« Des maires qui veulent encore dialoguer », 09/11/2005, Alain Auffray, Nicole Penicaut, Olivier Bertrand, Mourad Guichard
« Trois Bleus défendent les banlieues », 09/11/2005, Non signé
« Les faits du jour », 09/11/2005, Non signé
« Villepin dévoile de nouvelles mesures », 09/11/2005, Tonino Serafini
« Le PS gêné aux entournures », 09/11/2005, Didier Hassoux
« L'UMP serre les rangs, sans l'UDF », 09/11/2005, Antoine Guiral et Vanessa Schneider
« A Clichy, le combat quotidien des gens de la Forestière », 09/11/2005, Éric Aeschimann
« A Asnières, c'est le maire qui chauffe les nuits », 09/11/2005, Cédric Mathiot
« Des quadras font face aux casseurs de Toulouse », 09/11/2005, Gilbert Laval
« Apprentissage à 14 ans, un virage dans la politique éducative », 09/11/2005, Emmanuel Davidenkoff
« Profs sceptiques sur la mesure Villepin », 09/11/2005, Marie-Joëlle Gros
« Des télés plus prudentes dans la surenchère de l'insécurité », 09/11/2005, Raphaël Garrigos et Isabelle Roberts
« Artisans et PME en colère », 09/11/2005, Jean-Paul Rousset

« “C'est à qui aura les propos les plus choquants ou l'image la plus dure” », 09/11/2005, Éric Aeschimann, Olivier Bertrand, Olivier Costemalle, Gilbert Laval, Didier Arnaud, Ludovic Blecher et Philippe Grangereau
« Mots brûlants de Villepin », 09/11/2005, Pierre Marcelle, Quotidienne

« Mots brûlants de Villepin », 10/11/2005, Une
« Les couvre-feux, pétards mouillés de Matignon », 10/11/2005, Nicole Penicaut
« Sarkozy veut expulser les étrangers », 10/11/2005, Charlotte Rotman
« Bilan judiciaire », 10/11/2005, Non signé
« Manipulation », 10/11/2005, Antoine de Gaudemar, Éditorial
« Villepin, orfèvre en stratégie guerrière », 10/11/2005, Vanessa Schneider et Patricia Tourancheau
« Dix ans de débauche de lois liberticides », 10/11/2005, Dominique Simonnot
« Le Pen-Villiers : surenchère à l'extrême », 10/11/2005, Thomas Lebègue
« A Orléans, le maire la joue Rambo », 10/11/2005, Mourad Guichard
« A Pau, des médiateurs sous le feu du quotidien », 10/11/2005, Michaël Hajdenberg
« Les faits du jour », 10/11/2005, Non signé
« A Toulouse, le forum citoyen peine à mobiliser », 10/11/2005, Gilbert Laval et Catherine Bernard
« A Paris, appel au calme des associations », 10/11/2005, Karl Laske
« “On croise des policiers mais chacun fait son boulot de son côté” », 10/11/2005, Pierre Daum
« “Un mouvement orphelin” », 10/11/2005, Jacqueline Coignard
« En Seine-Saint-Denis, des sociétés recrutent, mais pas sur place », 10/11/2005, Cédric Mathiot
« Une charte fait la chasse aux discriminations », 10/11/2005, Marie Aurore Ghis-Malfilatre et Stéphanie Platat
« Embauche des jeunes : les aides existent, reste à les activer », 10/11/2005, François Wenz Dumas
« L'emploi dans les zones urbaines sensibles (ZUS) », 10/11/2005, Non signé

« Banlieues. Les femmes à vif », 11/11/2005, Une
« A Pau, les mères mènent la bataille », 11/11/205, Michaël Hajdenberg
« Frustration », 11/11/2005, Antoine de Gaudemar, Éditorial

« La rage des cités déclinée au féminin », 11/11/2005, Marie-Joëlle Gros
« Le rescapé confirme la course-poursuite », 11/11/2005, Karl Laske
« Banlieues. A savoir », 11/11/2005, Non signé
« Sarkozy sous le feu des critiques », 11/11/2005, Dominique Simonnot
« Chirac s'offre un temps de réflexion », 11/11/2005, Antoine Guiral
« Canal + politiquement correct », 11/11/2005, Isabelle Roberts
« Les faits du jour », 11/11/2005, Non signé
« Les autorités craignent le long week-end », 11/11/2005, Patricia Tourancheau
« Les communes franciliennes peu solidaires entre elles », 11/11/2005, Sibylle Vincendon
« A cran, les maires se lâchent », 11/11/2005, Thomas Lebègue
« Respirer, souffler... », 11/11/2005, Pierre Marcelle, Quotidienne

« Paris, cités interdites », 12/11/2005, Une
« A Paris, les “jeunes” sous surveillance », 12/11/2005, Patricia Tourancheau
« Banlieues. A savoir », 12/11/2005, Non signé
« Inquiétude », 12/11/2005, *Gérard Dupuy, Éditorial*
« Le “mur de la paix” n'amasse pas foule », 12/11/2005, Karl Laske
« Hélicoptère et barrières à Évreux », 12/11/2005, Tonino Serafini
« “La France nie la question ethnique” », 12/11/2005, Armelle Thoraval
« A l'étranger, les polices veillent », 12/11/2005, Non signé
« Les faits du jour », 12/12/2005, Non signé
« En Afrique, la presse incendie la France », 12/12/2005, Judith Rueff
« Partir pour réussir, le dilemme des habitants des cités », 12/11/2005, Didier Arnaud et Gilles Wallon
« Chômage élevé », 12/12/2005, Non signé
« “Il faut arrêter de trier les gens” », 12/11/2005, Dino Dimeo

« La prophétie rap », 14/11/2005, Une
« Banlieues. A savoir », 14/11/2005, Non signé
« Dans les cités, le désarroi des victimes », 14/11/2005, Olivier Bertrand, Michaël Hajdenberg et Gilbert Laval
« Changer », 14/11/2005, Gérard Dupuy, Éditorial
« Un week-end plus agité en province qu'à Paris », 14/11/2005, Olivier Bertrand, Gilbert Laval Marc Pivois et Jean-Pierre Thibaudat

« “Pourquoi je casse les voitures de mes voisins” », 14/11/2005, Gilbert Laval
« L'état d'urgence devant le Conseil d'État », 14/11/2005, Dominique Simonnot
« France 2 cache son reportage sur la bavure », 14/11/2005, Isabelle Roberts
« La RATP renonce à une affiche », 14/11/2005, Édouard Launet
« Les rappeurs l'avaient bien dit », 14/11/2005, Stéphanie Binet

« Banlieues. Chirac chausse ses lunettes », 15/11/2005, Une
« Jacques Chirac ressasse la fracture sociale », 15/11/2005, Vanessa Schneider
« Un service civil volontaire proposé à tous les jeunes », 15/11/2005, Jean-Dominique Merchet
« Trois semaines d'émeutes », 15/11/2005, Non signé
« Les socialistes presque fermes », 15/11/2005, Didier Hassoux
« Le Conseil de l'Europe et l'ONU attendent d'être informés par Paris », 15/11/2005, Dominique Simonnot
« Placebo », 15/11/2005, Jean-Michel Thenard, Éditorial
« Appels à gauche », 15/11/2005, Non signé
« Un petit millier de frontistes derrière Le Pen », 15/11/2005, Thomas Lebègue
« L'idée de taper les parents au portefeuille refait surface », 15/11/2005, Blandine Grosjean
« “Beaucoup de ces Africains sont polygames...” », 15/11/2005, Lorraine Millot
« La France veut rassurer le monde », 15/11/2005, Véronique Soulé
« Expulser, plus facile à dire qu'à faire », 15/11/2005, Charlotte Rotman
« Le policier de Bobigny a été remis en liberté », 15/11/2005, Pierre Tourancheau
« “Apprentis juniors”, un label pour quitter le collège », 15/11/2005, Emmanuel Davidenkoff
« A l'école de la cité, faire passer les élèves du pluriel au singulier», 15/11/2005, Marie-Joëlle Gros
« Un élève sur cinq scolarisé en ZEP », 15/11/2005, Marie-Joëlle Gros
« Fréquentation en baisse aux spectacles », 15/11/2005, Marie-Christine Vernay
« “Un Black, c'est qui, c'est un Français. Moi, je suis noir et fier de l'être” », 15/11/2005, Jacky Durand
« Surenchère de la bavure », 15/11/2005, Pierre Marcelle, Quotidienne

« La France prend trois mois ferme », 16/11/2005, Une
« Banlieues. A savoir », 16/11/2005, Non signé

« Bienvenue dans trois mois d'exception », 16/11/2005, Antoine Guiral, Didier Hassoux et Vanessa Schneider
« Le PS ne couvre plus le couvre-feu », 16/11/2005, Didier Hassoux
« “De bons mots, mais ce ne sont que des mots” », 16/11/2005, Libération, Jacqueline Coignard
« État policier ? », 16/11/2005, Patrick Sabatier, Éditorial
« 22 millions, v'là Chirac ! », 16/11/2005, Raphaël Garrigos
« Les émeutes, aubaine policière », 16/11/2005, Patricia Tourancheau
« Les faits du jour », 16/11/2005, Non signé
« Au tribunal de Bobigny, délit de sweat bleu ciel », 16/11/2005, Karl Laske
« “La loi devrait être censurée” », 16/11/2005, Dominique Simonnot
« État d'urgence médiatique », 16/11/2005, Pierre Marcelle, Quotidienne

« Le service civil prend du galon », 17/11/2005, Une
« Service civique : un label fourre-tout », 17/11/2005, Jacqueline Coignard, Jean-Dominique Merchet et Patricia Tourancheau
« Emballage », 17/11/2005, Gérard Dupuy, Éditorial
« Banlieues. A savoir. », 17/11/2005, Non signé
« Le PS s'accroche au service obligatoire », 17/11/2005, Alain Auffray
« Le creuset de l'armée : un mythe de l'intégration », 17/11/2005, Jean-Dominique Merchet
« L'UMP s'est trouvé un coupable : la polygamie », 17/11/2005, Nicole Penicaut
« Une carte de séjour refusée pour cause de voile », 17/11/2005, Catherine Coroller
« Manif à Paris contre l'état d'urgence », 17/11/2005, Julie Lasterade
« “Faire comme les autres” », 17/11/2005, Pierre Marcelle, Quotidienne

« Couvre-feu au PS », 18/11/2005, Une
« Les banlieues s'invitent au congrès du PS », 18/11/2005, Paul Quinio
« Le calvaire des militants des cités », 18/11/2005, Didier Hassoux
« Polygamie française », 18/11/2005, Pierre Marcelle, Quotidienne

« Discriminations. La gueule du non-emploi », 19/11/2005, Une
« “Quand tu es de la cité, on regarde pas ton CV” », 19/11/2005, Michaël Hajdenberg
« Dénégation », 19/11/2005, Gérard Dupuy, Éditorial

« Villepin cherche des remèdes au «poison» pointé par Chirac », 19/11/2005, Alain Auffray et François Wenz-Dumas
« Discriminations. A savoir », 19/11/2005, Non signé
« La Halde entre médiation et sanction », 19/11/2005, Catherine Coroller
« Les statistiques ethniques, un sujet tabou », 19/11/2005, Charlotte Rotman
« Les Britanniques décomplexés sur les origines », 19/11/2005, Armelle Thoraval
« Malek Boutih et la “République métissée” », 19/11/2005, Didier Hassoux

Libération ne paraît pas les 22, 23,24 et 25 novembre pour cause de grève.

« La politique britannique a l'avantage de reconnaître les différences », 26/11/2005, Armelle Thoraval

« Sarkozy ressort la loi anticasseurs », 29/11/2005, Une
« La droite dégaine sa rengaine sécuritaire », 29/11/2005, Emmanuel Davidenkoff, Dominique Simonnot, Jacky Durand et Mathieu Ecoiffier
« A savoir », 29/11/2005, Non signé
« Ces députés UMP qui font leur beurre des thèses lepénistes », 29/11/2005, Thomas Lebègue
« Les chiffres farfelus de Sarkozy », 29/11/2005, Dominique Simonnot
« Cordon sanitaire », 29/11/2005, Gérard Dupuy, Éditorial

<u>Annexe 4</u> : <u>Liste des articles du corpus de *L'Humanité*</u>

« Nuit d'émeutes », 29/10/2005, Non signé

« La marche qui fait reculer la violence », 31/10/2005, Hélène Duvigneau

« Des zones d'ombre », 31/10/2005, Non signé

« Nicolas Sarkozy pompier pyromane », 02/11/2005, Laurent Mouloud

« Chronique d'une violence urbaine », 02/11/2005, Dany Stive et Vincent Defait

« Clichy, une histoire de la politique de la ville », 02/11/2005, Jacques Moran

« Double langage gouvernemental », 02/11/2005, Stéphane Sahuc

« Une grenade lancée à l'heure de la prière », 02/11/2005, Hélène Duvigneau

« L'incendiaire », 02/11/2005, Patrick Appel Muller

« La boîte de Pandore de Sarkozy », 03/11/2005, Rosa Moussaoui

« Ce dont souffrent les banlieues », 03/11/2005, Stéphane Crépel, Vincent Defait et Cyrille Poy

« Réapparition tardive », 03/11/2005, Jean-Paul Piérot

« Violences : Les échauffourées s'étendent en Ile-de-France », 03/11/2005, Non signé

« La provocation pour seule solution », 04/11/2005, Stéphane Sahuc

« Aux Baconnets, tant de problèmes accumulés », 04/11/2005, Rosa Moussaoui

« Le jour de trop », 04/11/2005, Claude Cabanes

« Les colères des banlieues », 05/11/2005, Laurent Mouloud

« La banlieue, c'est la France », 05/11/2005, Pierre Laurent

« Le maire UMP d'Aulnay gère la crise en petit comité », 05/11/2005, Cyrille Poy

« Un cocktail d'idées... et toujours des incidents », 05/11/2005, Dany Stive

« “L'insécurité, c'est une coproduction” », 05/11/2005, Alexandre Fache

« “Avant toute chose établir le dialogue” », 07/11/2005, Vincent Defait

« Le feu gagne, Villepin consulte », 07/11/2005, Sophie Bouniot

« “Personne n'est surpris par ce qui se passe” », 07/11/2005, Ixchel Delporte et Laurent Mouloud

« “Une situation qu'on a laissé pourrir des années ” », 07/11/2005, Rosa Moussaoui
« Faire la guerre à la pauvreté, pas aux pauvres », 07/11/2005, Olivier Mayer
« Nicolas Sarkozy persiste et signe », 07/11/2005, Non signé

« La fermeté ne suffira pas », 08/11/2005, Stéphane Sahuc
« A Stains, un homme est mort », 08/11/2005, Vincent Defait
« Il faudrait savoir enfin entendre », 08/11/2005, Paule Masson
« Ce que le budget 2006 ne fera pas pour les quartiers », 08/11/2005, Sébastien Ganet
« Sous le choc, Grigny ne veut pas baisser les bras », 08/11/2005, Laurent Mouloud
« À Saint-Denis, élus et citoyens sont dans la rue pour éviter le pire », 08/11/2005, Cyrille Poy
« Assurances Indemnisation mode d'emploi », 08/11/2005, Vincent Defait
« Veille citoyenne au Blanc-Mesnil », 08/11/2005, Dany Stive
« Au Mirail, mots entre désespoir et colère », 08/11/2005, Alain Raynal
« Marseille se tient à l'écart des violences », 08/11/2005, Christophe Deroubaix
« Le cas français à la loupe », 08/11/2005, Non signé
« Un “Grenelle des quartiers” », 08/11/2005, Cyrille Poy

« Villepin joue sur la peur », 09/11/2005, Stéphane Sahuc
« Décréter l'état-d'urgence sociale », 09/11/2005, Patrick Le Hyaric
« À l'assemblée, le PCF porte la voix des banlieues », 09/11/2005, Sébastien Crépel
« La loi de 1955, un texte d'exception antidémocratique », 09/11/2005, Lucien Degoy
« Les magistrats dénoncent une réponse “guerrière” », 09/11/2005, Anne Roy
« Bilan. Une “éclaircie” selon la police », 09/11/2005, Lionel Venturini
« “C'est une politique de tri social” », 09/11/2005, Vincent Defait
« “Pendant trois ans, on nous a répété que les crédits n'avaient pas baissé !” », 09/11/2005, Cyrille Poy
« Budget jeunesse Crédits gelés pour la vie associative ! », 09/11/2005, Lionel Venturini
« “La peur au quotidien, vous connaissez” », 09/11/2005, Alain Cwiklinski
« Malik, jugé en comparution immédiate : “C'est un geste primitif, je regrette...” », 09/11/2005, Sophie Bouniot
« À Stains, hommage et recueillement pour Jean-Jacques Le Chenadec », 09/11/2005, Vincent Defait
« Réactions : Vue d'Europe », 09/11/2005, Paul Falzon

« Lilian Thuram “énervé” », 09/11/2005, Non signé
« Sept mesures Villepin passées à la loupe », 09/11/2005, Stéphane Sahuc

« Tollé contre l'apprentissage dès quatorze ans », 10/11/2005, Alexandre Fache
« Répression : Sarkozy s'en prend aux immigrés », 10/11/2005, Non signé
« Le pansement des “contrats d'accompagnement” », 10/11/2005, Yves Mousson
« Cent millions d'euros aux associations, et après ? », 10/11/2005, Émilie Rive
« Quinze zones franches supplémentaires », 10/11/2005, Cyrille Poy
« Logement : la rénovation urbaine toujours enrhumée », 10/11/2005, Cyrille Poy
« Assemblée Nationale : Le débat sur la ville à la trappe », 10/11/2005, Non signé
« État-d'urgence : une procédure stigmatisante », 10/11/2005, Anne Roy
« Toulouse : “Je comprends mais je trouve ça idiot” », 10/11/2005, Bruno Vincens
« Stains : “Il n'y a pas de problème d'intégration !” », 10/11/2005, Vincent Defait
« Bobigny : les salariés manifestent pour d'autres réponses à l'urgence sociale », 10/11/2005, Lucy Bateman
« Appel “Nos futurs” », 10/11/2005, Non signé
« Emploi : les jeunes convoqués à l'ANPE », 10/11/2005, Thomas Lemahieu
« Sécurité : 2000 embauches de policiers, pour quoi faire ? », 10/11/2005, Laurent Mouloud

« Une France abandonnée », 12/11/2005, Cyrille Poy
« Emplois et villes : Annulation massive des crédits », 12/11/2005, Cyrille Poy
« Les élus communistes sur le terrain », 12/11/2005, Marc Blachère
« Les dérives vichyssoises de Sarkozy et des siens », 12/11/2005, Émilie Rive
« “Vous habitez aux 4000 ? On vous rappellera...” », 12/11/2005, Rosa Moussaoui et Cathy Ceïbe
« “La souffrance, ici, se conjugue au féminin” », 12/11/2005, Rosa Moussaoui et Cathy Ceïbe
« Quels débouchés à la révolte ? », 12/11/2005, Lucien Degoy
« Quel lendemain ? », 12/11/2005, Jean-Paul Piérot
« Toulouse : quand Sarkozy fustigeait la prévention », 12/11/2005, Alain Raynal
« Jeunes et flics : le dialogue est rompu », 12/11/2005, Laurent Mouloud
« ”La police cristallise la discrimination” », 12/11/2005, Alexandre Fache
« Répression. L'UMP tire à vue », 12/11/2005, Laurent Mouloud
« “Tu vas voir, sale nègre !” », 12/11/2005, Laurent Mouloud
« Ces vidéos qui accusent », 12/11/2005, Laurent Mouloud

« Saint-Denis contre les violences et les lois d'exception », 12/11/2005, Non signé
« Aulnay Citroën : “Comme un volcan en éruption” », 12/11/2005, Lénaïg Bredoux
« “Ici, l'usine est devenue invivable” », 12/11/2005, Lenaïg Bredoux

« “Ici, il y a des gars qui ont des choses à dire” », 14/11/2005, Sophie Bouniot
« “Il n'y a rien pour vivre sa jeunesse” », 14/11/2005, Alain Raynal
« Bilan des violences de ce week-end », 14/11/2005, Cyrille Poy
« Feu vert aux expulsions », 14/11/2005, Émilie Rive
« Justice : vers la dépénalisation de la discrimination », 14/11/2005, Émilie Rive
« “C'est la question sociale qui est primordiale” », 14/11/2005, Rosa Moussaoui et Cathy Ceïbe
« Retour à la normale ? », 14/11/2005, Pierre Laurent

« La France sous surveillance », 15/11/2005, Stéphane Sahuc
« Des médiateurs dans la nuit », 15/11/2005, Sophie Bouniot
« Le FN surfe sur les violences », 15/11/2005, Rosa Moussaoui

« La gauche contre l'état-d'urgence », 16/11/2005, Stéphane Sahuc
« Violences antisociale », 16/11/2005, Michel Guilloux
« Les communistes s'opposent à “l'urgence policière” », 16/11/2005, Olivier Mayer
« La gauche est contre, la droite est pour », 16/11/2005, Dominique Begles
« L'idée d'un service civil volontaire ne convainc pas », 16/11/2005, Cyrille Poy
« La surenchère de Jean-Marie Le Pen », 16/11/2005, Olivier Mayer
« L'académicienne déraille », 16/11/2005, Non signé
« Agir contre la souffrance sociale », 16/11/2005, Émilie Rive
« “Personne ne peut vivre comme ça” », 16/11/2005, Laurent Mouloud
« Mosquée : Canal Plus contredit Sarkozy », 16/11/2005, Non signé
« Sondage. L'école, meilleur atout », 16/11/2005, Non signé
« Banlieuephobie », 16/11/2005, Cynthia Fleury

« Aux grands maux les vrais remèdes », 17/11/2005, Jean-Paul Piérot
« Quatorze priorités pour sortir de la crise », 17/11/2005, Collectif
« “En banlieue, on peut réussir” », 17/11/2005, Non signé

« Manif contre le “régime d'exception” », 18/11/2005, Stéphane Sahuc
« La droite toujours dans la surenchère », 18/11/2005, Stéphane Sahuc
« Sénat. La gauche contre l'état-d'urgence », 18/11/2005, Sébastien Crépel
« Libre antenne pour les filles au Val Fourré », 18/11/2005, Anne Roy
« Le Blanc-Mesnil : filles de cités et droit de cité », 18/11/2005, Sophie Bouniot

« Banlieue : la droite tente d'installer la peur », 19/11/2005, Stéphane Sahuc

« La crise sociale s'invite au congrès du Parti Socialiste », 21/11/2005, Dominique Bègles
« Sarkozy juge que “racaille” est “un peu faible” », 21/11/2005, Rosa Moussaoui
« “Les violences-urbaines ont confirmé mon rapport ” », 21/11/2005, Laurent Mouloud

« À Bagnolet, le dialogue après la violence », 22/11/2005, Jérôme Alexandre Nielsberg
« “Le mot intégration a une dimension humiliante” », 22/11/2005, Émilie Rive

« Finkielkraut s'abîme dans une diatribe raciste » , 25/11/2005, Dany Stive

« La xénophobie pas si rampante », 26/11/2005, Émilie Rive
« Discriminations », 26/11/2005, Jean-Emmanuel Ducoin

« Contre la loi d'exception », 29/11/2005, Rosa Moussaoui

« Rap : la réponse aux censeurs », 30/11/2005, Jérôme Alexandre Nielsberg
« Violent, mais pourquoi ? », 30/11/2005, Jérôme Alexandre Nielsberg
« “Ils se défaussent sur nous des problèmes sociaux” », 30/11/2005, Jérôme Alexandre Nielsberg

Annexe 5 : Liste des articles du corpus du *Progrès*

« Clichy-sous-Bois : la confusion après une nuit d'émeutes », 29/10/2005, Non signé

« Quatorze gardes à vies après deux nuits de guérilla », 30/10/2005, Non signé

« Clichy-sous-Bois : prison ferme pour trois jeunes hommes », 01/11/2005, Non signé

« Vocabulaire », 02/11/2005, Non signé
« Clichy-sous-Bois : les émeutes font tache d'huile », 02/11/2005, Non signé

« Villepin veut convaincre », 03/11/2005, Non signé
« Nouvelle nuit d'émeute, hier, en Seine-Saint-Denis, où un poste de police a été investi », 03/11/2005, Non signé
« Voitures incendiées », 03/11/2005, Non signé

« Priorité », 04/11/2005, Francis Brochet, Éditorial
« Huitième nuit chaude en banlieue parisienne », 04/11/2005, Non signé
« La vie cahotante des jeunes émeutiers », 04/11/2005, Non signé
« “On nous enferme” », 04/11/2005, Non signé

« Modèle », 05/11/2005, Francis Brochet, Éditorial
« Le gouvernement tente de renouer le dialogue », 05/11/2005, Non signé
« Fadela Amara : “La violence amène la radicalisation” », 05/11/2005, Nathalie Mauret
« Nouveaux incidents cette nuit », 05/11/2005, Non signé
« L'inquiétude devant un risque de généralisation », 05/11/2005, Michel Rivet-Paturel
« Jean-Jacques Pignard : “on se sent démuni” », 05/11/2005, Non signé
« Vénissieux : “un concentré des problèmes de la société française” », 05/11/2005, Geoffrey Mercier

« La violence a gagné la province », 06/11/2005, Non signé
« Un avertissement pour l'Europe », 06/11/2005, Non signé
« Vaulx-en-Velin : rassemblement pour apaiser le quartier », 06/11/2005, Non signé

« Un calme anxieux règne à Vaulx-en-Velin », 06/11/2005, Richard Schittly
« L'appel au calme des parents », 06/11/2005, Non signé

« Verbatim », 07/11/2005, Francis Brochet, Éditorial
« Violences-urbaines : priorité à l'ordre public pour Chirac », 07/11/2005, Non signé
« Le feu gagne les banlieues lyonnaises », 07/11/2005, Richard Schittly
« “Banlieues, la réalité vient de rattraper le pouvoir” », 07/11/2005, Francis Brochet

« Urgence », 09/11/2005, Francis Brochet, Éditorial
« Le gouvernement décrète l'état-d'urgence », 09/11/2005, Non signé
« Dominique de Villepin : “La République à une heure vérité” », 09/11/2005, Non signé
« Pas de profil type pour les émeutiers en herbe », 09/11/2005, Non signé
« La mise en garde de Christian Blanc », 09/11/2005, Non signé
« 250 voitures brûlées en trois nuits », 09/11/2005, Christine Mérigot
« Les forces de l'ordre sur tous les fronts », 09/11/2005, Jean-Didier Derhy, François Guttin-Lombard, Geofrey Mercier, Xavier Breuil, Patrick Veyrand et Jean-Christophe Morera
« Les émeutes s'invitent au conseil », 09/11/2005, Non signé
« Les pompiers en première lignes », 09/11/2005, Véronique Waz
« Les caillassages de bus se multiplient », 09/11/2005, Non signé
« À Saint-Priest, des habitants montent des tours de garde », 09/11/2005, Geoffrey Mercier
« L'apprentissage dès 14 ans », 09/11/2005, Muriel Florin
« Une politique de la ville “pansement” », 09/11/2005, Muriel Florin
« Écoles et crèches, nouvelles cibles des incendiaires », 09/11/2005, Non signé
« L'école et l'emploi : deux points clés oubliés », 09/11/2005, Non signé
« Lyon : 4 mois de prison pour le “caillasseur” », 09/11/2005, Yves Alègre
« Une salle de cantine scolaire détruite par les flammes », 09/11/2005, Bénédicte Georges
« “Il ne faut pas dramatiser” », 09/11/2005, Non signé
« Voitures brûlées : que deviennent-elles ? », 09/11/2005, Non signé
« Une vingtaine de véhicules incendiés depuis vendredi », 09/11/2005, Geoffrey Mercier

Le Progrès ne paraît pas les 10 et 11 Novembre pour cause de grève

« Banlieues : forte mobilisation de la police ce week-end », 12/11/2005, Non signé
« La Courneuve : un policier écroué », 12/11/2005, Non signé

« 358 condamnations à de la prison ferme depuis le 27 octobre », 12/11/2005, Non signé
« Vu d'Italie : la question sociale couve », 12/11/2005, Cesare Martinetti
« Vu d'Espagne : la perplexité, d'abord », 12/11/2005, Frédéric Traini
« Moins de voitures brûlées depuis mardi », 12/11/2005, Christine Mérigot
« Huit policiers blessés à Meyzieu », 12/11/2005, Non signé
« Une quinzaine de véhicules incendiés hier soir », 12/11/2005, Non signé
« Pas de couvre-feu dans le Rhône », 12/11/2005, Véronique Waz
« Paroles de “flics” », 12/11/2005, Non signé
« Interdiction d'acheter et de se promener avec des jerrycans de carburant », 12/11/2005, Non signé
« Le réseau TCL totalement interrompu le soir jusqu'à demain », 12/11/2005, Non signé
« Jean-Pierre Farandou : “concilier service public et sécurité ” », 12/11/2005, Non signé
« Les différentes possibilités d'indemnisation », 12/11/2005, Non signé
« Crise des quartiers : des incidents minimes à La Duchère », 12/11/2005, Non signé

« Violences urbaines : la grogne gagne les policiers », 13/11/2005, Non signé
« Des marches pour que les banlieues se calment », 13/11/2005, Non signé
« Échauffourées dans la Presqu'île », 13/11/2005, Yves Alègre
« Sarkozy : le fait d' “anarchistes” », 13/11/2005, Non signé
« Couvre-feu décrété dans 11 communes du Rhône », 13/11/2005, Yves Alègre
« Deux mois de prison en cas de violation », 13/11/2005, Non signé
« TCL : le réseau reste interrompu en soirée », 13/11/2005, Non signé
« “Au final, nous trinquerons” », 13/11/2005, Jean-Didier Derhy
« Le bilan du conseil sur les émeutes », 13/11/2005, Nathalie Garrido

« Accalmie sur le front des violences-urbaines », 14/11/2005, Non signé
« Le maire UMP de Carpentras refuse de “baisser les bras” », 14/11/2005, Non signé
« Lyon: rassemblements interdits hier dans le centre ville », 14/11/2005, Yves Alègre
« Le gouvernement reste sur le qui-vive », 14/11/2005, Non signé
« Quinze véhicules brûlés en milieu de soirée », 14/11/2005, Non signé
« Encore des bus “caillassés” hier après-midi », 14/11/2005, Non signé
« Manifestation contre les violences », 14/11/2005, Non signé
« La justice face aux violences-urbaines », 14/11/2005, Richard Schitlly
« Couvre-feu dans les TCL : les usagers, l'œil sur la montre », 14/11/2005, Non signé

« Les raisons de l'interruption de trafic », 14/11/2005, Non signé
« Caluire à son tour sous couvre-feu », 14/11/2005, Non signé
Sans titre, 14/11/2005, Non signé

« Optimisme », 15/11/2005, Francis Brochet, Éditorial
« Banlieues : l'état-d'urgence prolongé pour trois mois », 15/11/2005, Non signé
« Une mesure d'exception », 15/11/2005, Non signé
« Jacques Chirac : “Vous êtes les filles et les fils de la République” », 15/11/2005, Non signé
L'Europe devrait débloquer 1,7 milliard d'euros pour l'intégration , 15/11/2005, Jacques Boucaud
« Écully hier soir : des voitures incendiées près d'un lycée », 15/11/2005, Non signé
« Accalmie dans la nuit de dimanche », 15/11/2005, Non signé
« Le couvre-feu, reconduit, est étendu à Grigny », 15/11/2005, Non signé
« Contre la discrimination à l'embauche, le dating emploi », 15/11/2005, Laurence Bufflier
« Couvre-feu maintenu à Caluire jusqu'à mercredi matin », 15/11/2005, Josiane Garin-Michaud
« “C'est désolant !” », 15/11/2005, Non signé

« Villepin à Aulnay-sous-Bois », 16/11/2005, Non signé
« Accalmie des violences-urbaines », 16/11/2005, Non signé
« L'Assemblée nationale vote l'état-d'urgence pour trois mois », 16/11/2005, Non signé
« “Sans la suppression du service national, on n'en serait pas là” », 16/11/2005, Jacques Boucaud
« “On a besoin d'une révolution” », 16/11/2005, Non signé
« Le ras-le-bol des policiers », 16/11/2005, Véronique Waz
« 31 voitures brûlées dans le Rhône dans la nuit de lundi », 16/11/2005, Non signé
« Pris la main dans les violences-urbaines », 16/11/2005, Richard Schitlly
« Violences : “La réponse policière ne suffit pas” », 16/11/2005, Frank Viart
« Violences-urbaines : le maire a rencontré des habitants choqués », 16/11/2005, Non signé
« “Nous avons été attaqués délibérément” », 16/11/2005, Non signé
« La polygamie fait irruption dans le débat sur les banlieues », 16/11/2005, Non signé

« L'accalmie se confirme », 17/11/2005, Non signé
« Couvre-feu : Grigny s'en va, Chassieu fait son entrée », 17/11/2005, Véronique Waz

« Réseau TCL : retour à la normale », 17/11/2005, Non signé
« “Au gouvernement de ramener de l'espoir dans les quartiers” », 17/11/2005, Laurence Bufflier

« Le service civil volontaire opérationnel début 2006 », 18/11/2005, Non signé
« Les émeutiers ne sont pas ceux que Nicolas Sarkozy croit », 18/11/2005, Non signé
« Retour à la normale partout en France », 18/11/2005, Non signé
« Fin de l'application du couvre-feu », 18/11/2005, Véronique Waz
« Isère : trois et deux ans de prison ferme pour deux incendiaires », 18/11/2005, Non signé
« Manifestation contre l'état-d’urgence », 18/11/8/2005, Non signé
« “Il faut veiller à une vraie mixité” », 18/11/2005, Jacques Boucaud et Gisèle Lombard
« Les responsables religieux lyonnais appellent au dialogue », 18/11/2005, Non signé

« Rhône: des associations de banlieues lancent un collectif », 20/11/2005, Richard Schittly
« Les vieux proposent aux jeunes leur expérience et leur sagesse », 20/11/2005, Gisèle Lombard

« Le gouvernement plus généreux avec les quartiers sensibles », 22/11/2005, Non signé
« Les villes du monde scrutent les émeutes des banlieues », 22/11/2005, Jacques Boucaud

« Bientôt une loi “sur l'égalité des chances” », 26/11/2005, Non signé
« Sarkozy s'accroche à la “discrimination positive” », 26/11/2005, Non signé
« Violences-urbaines : Lyon n'a pas été épargnée », 26/11/2005, Sophie Majou
« La “cellule d'aide aux victimes d'incendies” allégée à partir d'aujourd'hui », 26/11/2005, Non signé
« “Là où il y a un mal-vivre” », 26/11/2005, Non signé
« 65 condamnations et des enquêtes en cours », 26/11/2005, Non signé

« Annie Guillemot : contre les violences, un renouvellement urbain ambitieux », 29/11/2005, Geoffrey Mercier

Annexe 6 : Grille d'entretien

« Je suis étudiante en master de Sociologie politique à l'IEP de Lyon et je réalise un mémoire de fin d'études sur le traitement médiatique des émeutes en banlieues de 2005. Je travaille donc sur la manière dont cinq quotidiens français (Libération, Le Monde, Le Figaro, L'Humanité, Le Progrès) ont traité et couvert les événements.
Voilà pour ce qui est de mon sujet de mémoire.
Mes questions vont porter, tout d'abord, sur votre parcours et votre situation professionnelle et ensuite, sur la manière dont vous avez travaillé et traité des émeutes de 2005. »

1/ Situation professionnelle

- Pouvez-vous me décrire en quoi consiste aujourd'hui votre activité professionnelle au sein du journal ? *(service, fonction, domaine de prédilection…)*

- Était-elle différente au moment des émeutes de 2005 ? Si oui, pouvez-vous me décrire en quoi elle consistait?

- Quels ont été votre formation et votre parcours professionnel ?

- Êtes-vous familier avec les questions de violences urbaines ou les sujets relevant des banlieues françaises ? Font-ils partie de vos attributions ?

- Avez-vous déjà couvert d'autres cas d'émeute ?

2/ Conditions de travail et contraintes

- Concernant les émeutes de 2005, pouvez-vous décrire la façon dont, personnellement, vous avez travaillé ? *(sujet en charge, déplacement sur le terrain, travail à partir de dépêche AFP, sources, organisation du travail …)*

- Avez-vous été soumis à des contraintes de production particulières ? *(temps, moyen, situation de violence …)*

- Si oui, est-ce que ce sont des contraintes propres à ce sujet ou est-ce qu'elles sont inhérentes au quotidien du travail journalistique ?

- Concernant le choix des sujets, l'angle à adopter etc. Comment cela s'est-il décidé ? *(choix des sujets, angle des articles, contraintes commerciales, ligne éditoriale)*

Phrase de transition : maintenant que l'on a vu la manière dont vous, personnellement, vous avez travaillé, je vais vous poser des questions plus générales, sur le travail de l'ensemble des journalistes de votre rédaction et de la presse en général.

- Combien de journalistes ont été mobilisés pour couvrir le sujet ? de combien de services / de rubriques différents ?

- Comment s'est opéré le travail entre l'ensemble des journalistes / des services intervenant sur le sujet ? (segmentation du traitement)

3/ <u>Sentiment par rapport au traitement médiatique</u>

<u>Phrase de transition</u> : pour aborder le traitement médiatique maintenant …

D'abord, en ce qui concerne votre journal …

<u>*Rappel de l'intensité de la couverture : nombre d'articles, nombre de pages consacrées chaque jour, nombre de unes et évolution dans le temps*</u>

- Qu'en pensez-vous ? (*exceptionnel pour ce type d'événement ? Plutôt courant ?*)

<u>*Rappel des dénominations des rubriques (si le quotidien a créé une rubrique spécifique)*</u>

- Pourquoi ces dénominations ?
- Et qu'est-ce vous vous en pensez ?

- Et plus généralement, que pensez-vous des qualificatifs employés par votre journal et par les médias en général pour désigner les événements ?

<u>*Exposer les principaux résultats de l'analyse obtenus avec Alceste*</u>

- Qu'en pensez-vous ?

- Beaucoup de tribunes ont été publiées dans vos pages, comment se passe le choix des intervenants ? (*qui décide*)*

- Est-ce qu'elles doivent forcément coller à la ligne éditoriale ?*

* Les questions concernant les tribunes n'ont finalement pas été exploitées car nous avons abandonné l'idée d'analyser les tribunes dans notre étude.

<u>Phrase de transition</u> : maintenant en ce qui concerne le traitement médiatique de la presse en général …

- Que pensez-vous du traitement et du discours produit par la presse française et plus généralement par les médias français ?

- Et par la presse étrangère ?

- Beaucoup de critiques ont été adressées aux médias quant au traitement des émeutes et des banlieues en général, (effet d'amplification, spectacularisation, critique de ne s'intéresser aux banlieues que lors d'incidents graves …) ? Qu'en pensez-vous ?

- Est-ce que ces critiques ont pesé sur / ont orientés votre travail ?

4/ <u>Sentiment par rapport aux émeutes en elles-mêmes</u>

<u>Phrase de transition</u> : pour clore l'entretien, j'aimerais avoir votre sentiment sur les émeutes de 2005 …

- D'après vous comment ces émeutes peuvent-elles s'expliquer ? Pourquoi ont-elles eu lieu ? Qu'elles en sont les causes ?

Annexe 7 : Entretiens réalisés et renseignements sur les enquêtés

Claire Bommelaer - *Le Figaro*
43 ans
Journaliste au service « Politique »

Entretien réalisé le 08/07/2008

Formation :
Licence en Administration Économique et Sociale (AES) – Université Paris X Nanterre
DEA en Sciences Politiques – Université Columbia (New-York)

Parcours professionnel :
Journaliste à *L'Usine Nouvelle* de 1990 à 1994 – services « Social » et « Secteurs Industriels »
Journaliste au *Revenu Français* de 1994 à 1999 – service « Enquêtes »
Journaliste au *Figaro* depuis 1999 – service « Social », « Santé » et enfin « Politique »

Positionnement politique :
Sur une échelle de 1 à 7 qui va de l'extrême gauche à l'extrême droite, la journaliste se positionne aux 3e et 4e rangs en partant de la droite.
Elle déclare avoir voté pour François Bayrou (UDF) au 1er tour des dernières élections présidentielles de 2007.

Cyrille Louis – *Le Figaro*
31 ans
Journaliste au service « Société »

Entretien réalisé le 09/07/2008

Formation :
Maîtrise d'Histoire – Université Paris VII Diderot
Deug de Philosophie – Université Paris I Panthéon Sorbonne

Parcours Professionnel :
Journaliste au *Figaro* depuis 2000 – services « Société » - spécialisation « Faits-divers »

Positionnement politique :
Sur une échelle de 1 à 7 qui va de l'extrême gauche à l'extrême droite, le journaliste se positionne au 3e rang en partant de la gauche.
Il déclare avoir voté Ségolène Royal (PS) au 1er tour des dernières élections présidentielles de 2007.

Luc Bronner – *Le Monde*
34 ans
Journaliste au service « Société »

Entretien réalisé le 08/07/2008

Formation :
Diplômé de l'Institut d'Études Politiques (IEP) de Grenoble
Diplômé de l'École Supérieure de Journalisme (ESJ) de Lille

Parcours professionnel :
Journaliste au *Monde de l'Éducation*
Journaliste au *Monde* – service « Éducation » puis service « Société » – en charge des questions sur la jeunesse et sur la banlieue.

Positionnement politique :
Sur une échelle de 1 à 7 qui va de l'extrême gauche à l'extrême droite, le journaliste se positionne au 3e rang en partant de la gauche.
Il déclare avoir voté Ségolène Royal (PS) au 1er tour des dernières élections présidentielles de 2007.

Laurent Mouloud – *L'Humanité*
35 ans
Journaliste au service « Société »

Entretien réalisé le 09/08/2008

Formation :
Maîtrise d'Histoire – Université Paris IV Sorbonne
Diplômé de l'Institut Pratique du Journalisme (IPJ) de Paris

Parcours professionnel :
Journaliste à *L'Humanité* depuis 1998 – services « Économie-Social », « Médias » puis « Société »

Positionnement politique :
Sur une échelle de 1 à 7 qui va de l'extrême gauche à l'extrême droite, le journaliste se positionne au 3e rang en partant de la gauche.
Il déclare avoir voté Ségolène Royal (PS) au 1er tour des dernières élections présidentielles de 2007.

Karl Laske – *Libération*
48 ans
Journaliste au service « Société »
Responsable de la rubrique « Contre journal »

Entretien réalisé le 08/07/2008

Formation :
Licence de Sciences économiques – Université Paris I Panthéon Sorbonne

Parcours professionnel :
Pigiste de 1984 à 1994 pour divers médias (*Les dossiers du Canard*, *Libération*, *L'Événement du jeudi*...)
Journaliste à *Libération* depuis 1994 – service « Société » – depuis 2007, responsable de la rubrique « Contre journal »

Positionnement politique :
N'a pas souhaité s'exprimer sur cette question

Jacky Durand – *Libération*
45 ans
Chef adjoint du service « Société »

Entretien réalisé le 08/07/2008

Formation :
Maîtrise de Sciences et techniques du journalisme – Centre universitaire d'enseignement du journalisme (CUEJ) de Strasbourg

Parcours Professionnel :
Journaliste au *Progrès* de 1990 à 1994 – service « Informations générales »
Journaliste à *Libération* depuis 1994 – service « Société »

Positionnement politique :
Sur une échelle de 1 à 7 qui va de l'extrême gauche à l'extrême droite, le journaliste se positionne au 2e rang en partant de la gauche.
Il déclare avoir voté Olivier Besancenot (LCR) au 1er tour des dernières élections présidentielles de 2007.

Richard Schitlly – *Le Progrès*
43 ans
Journaliste judiciaire et fait-diversier

Entretien réalisé le 11/07/2008

Formation :
Diplômé de l'Institut d'Études Politiques (IEP) de Grenoble
DEA de Lettres comparées – Université Paris III Sorbonne Nouvelle

Parcours professionnel :
Journaliste au *Progrès* depuis 1990 – localier à l'agence de Bourg-en-Bresse (Ain) puis chef d'agence de Belley (Ain) et enfin journaliste au service « Justice – Faits-divers » à l'agence de Lyon, depuis 2000

Positionnement politique :
N'a pas souhaité s'exprimer sur cette question

Annexe 8 : Présentation du logiciel Alceste

Extrait de Delavigne Valérie, *Les mots du nucléaire : Contribution socioterminologique à une analyse de discours*, Thèse, Université de Rouen, 2000, p. 324-329

www.revue-texto.net/1996-2007/Corpus/Manufacture/pub/Alceste2.html

1. Quels sont les principes d'Alceste ?

Alceste est issu des travaux de Max Reinert qui a développé dans l'équipe de Jean-Paul Benzécri au CNRS une méthode de classification originale. Généralement, les logiciels d'analyse statistique partent des mots et, en recherchant leurs cooccurrents, forment des classes. Ce type d'analyse s'appelle une classification hiérarchique ascendante. Alceste inverse la démarche, à savoir qu'il utilise une méthode de classification descendante : le logiciel opère des fractionnements successifs du texte et en extrait des classes représentatives en rapprochant les segments qui contiennent les mêmes vocables.

Des « documents lexicométriques » sont obtenus à partir des formes segmentées : calculs des fréquences des vocables ; index alphabétique et hiérarchique (par ordre de fréquence) qui permettent de localiser l'ensemble des occurrences et de visualiser leur contexte immédiat ; concordanciers qui, en mettant en rapport les différents contextes d'une même forme, offrent une vision bien plus synthétique qu'une lecture séquentielle [1] ; inventaire des segments répétés qui peuvent être des locutions ou de simples associations syntagmatiques ; repérage des cooccurrences (associations privilégiées de formes au sein d'une unité de contexte donnée). Ces documents peuvent être obtenus sur le corpus entier ou sur plusieurs fragments du corpus que l'on peut ensuite comparer entre eux. Il faut bien voir que les données numériques n'ont de valeur qu'en tant qu'éléments de comparaison, soit à l'intérieur d'un même corpus, soit entre corpus comparables. L'avantage de tels documents tient au fait qu'en sortant de la linéarité du texte, le regard porté sur le corpus est différent. Mais il semble évident qu'un retour au texte dans sa globalité reste nécessaire pour une analyse complète.

Comment Alceste procède-t-il ? A partir d'un corpus mis en forme, le logiciel découpe le texte en « phrases », les « unités de contexte » (u.c.), découpage qui peut reposer sur la ponctuation si elle existe, puis, en cours de traitement, sur le nombre de mots présents au sein de ces u.c.. Alceste reconnaît ensuite les formes dans les u.c. suivant trois phases :

- une phase de segmentation découpe le corpus en formes grâce aux délimitateurs que constitue la ponctuation ;
- la phase suivante identifie les occurrences de chaque forme grâce à un dictionnaire ; les mots outils sont distingués des mots pleins ;
- la dernière phase lemmatise et désambiguïse les formes repérées.

Trois types d'unités de contextes sont nécessaires à Alceste.

- Les unités de contexte initiales (u.c.i.) sont définies par l'analyste. Elles permettent de croiser les textes en leur affectant des variables. Pour notre part, chaque u.c.i. est constituée par les textes provenant de nos douze énonciateurs.

- La deuxième unité de contexte, l'unité de contexte élémentaire (u.c.e.) est définie par Alceste. Comme nous l'avons dit, elle est fondée sur la ponctuation, puis sur le nombre de mots. L'u.c.e. correspond grosso modo à la phrase.
- Nous ne nous préoccupons pas de la troisième unité de contexte, également définie par le logiciel. C'est un regroupement d'u.c.e. consécutives qui permet les calculs.

Le logiciel est fondé sur l'analyse statistique distributionnelle. Les mécanismes qu'il met en œuvre sont donc indépendants du sens : Alceste classe de façon statistique des « phrases » du corpus étudié en fonction de la distribution du vocabulaire à l'intérieur de ces « phrases ». Le logiciel repère ensuite les formes réduites dans les différentes unités de contexte du texte et les met en relation : le logiciel calcule les liens entre ces unités de contextes, c'est-à-dire qu'il relie les contextes qui ont des mots communs. Il croise les unités de contexte et la présence/absence de ces formes dans les u.c. En d'autres termes, il forme des classes à partir des « phrases » qui contiennent les même mots.

Le principe d'Alceste est d'effectuer diverses classifications en partitionnant les u.c. et les formes. Puis, de façon itérative, le logiciel fait varier le nombre de formes par u.c., compare les classes obtenues et conserve les classes qui sont associées au plus grand nombre d'u.c.. En fin de course, on obtient un certain nombre de classes représentatives du texte analysé. Il met ainsi en évidence les principaux « *mondes lexicaux* » (1995 : 3) du corpus traité, c'est-à-dire des ensembles de mots plus particulièrement associés à une classe.

L'analyse se déroule en quatre phases subdivisées en plusieurs opérations (le « plan d'analyse »), modulable selon son gré. Pour notre part nous avons conservé le plan d'analyse standard.

- L'étape A. Cette première étape reconnaît les u.c.i. et les « mots étoilés », c'est-à-dire les mots que l'on marque à l'aide d'une étoile et qui, considérés comme hors corpus, ne seront pas analysés (ex : les énonciateurs). Grâce à un dictionnaire s'effectuent l'identification des locutions et des mots-outils, une catégorisation et une lemmatisation. Alceste établit alors un dictionnaire des formes réduites du corpus analysé à partir de la racine des mots quelle que soit leur catégorie syntaxique. Par exemple, act+ion regroupe tout à la fois les adjectifs actif et actifs et les noms action, activité et activités.
- L'étape B. La deuxième étape découpe le corpus en unité de contexte élémentaire (u.c.e., grossièrement : les phrases) et les classe en fonction de leur distribution. Alceste constitue ainsi une classe sur la base du contenu lexical de chaque u.c.e. : il rapproche les u.c.e. contenant les mêmes formes lexicales.
- L'étape C fournit les résultats sous forme de fichiers : les classes obtenues, les formes les plus fréquentes de chacune d'elles…
- C'est au cours de l'étape D que sont effectués des calculs complémentaires : deux types de tris croisés (une partie du texte est croisée avec une variable ou un mot particulier ; c'est ce qui permet de se rendre compte de qui utilise quoi, avec quels autres mots), l'analyse factorielle des correspondances (croisement du vocabulaire et des classes) visualisée sous forme de représentations graphiques très parlantes, et une classification ascendante hiérarchique qui montre les liens plus ou moins proches que les mots entretiennent entre eux. Ces analyses constituent une aide à l'interprétation des résultats statistiques et à la description des classes.

Chaque classe peut être ensuite examinée grâce à un « profil » : pour chacune, Alceste donne accès à la liste des mots les plus significatifs (mots pleins, mots outils, mots étoilés), aux u.c.

les plus significatives, aux cotextes caractéristiques des classes, aux concordances. L'analyse par le calcul du Chi^2 (x^2) permet de déterminer la forte ou la faible appartenance d'un mot à une classe : le Chi^2 met en évidence les termes les plus représentatifs d'une classe donnée. D'autres méthodes viennent compléter cette analyse par classe (tris-croisés, analyse factorielle des correspondances, classification ascendante hiérarchique).

2. Pourquoi utiliser Alceste ?

En procédant à l'analyse statistique d'un corpus, Alceste présente l'avantage d'offrir des pistes interprétatives. Il ouvre la voie à un certain type d'analyse et éclaire sur des faits statistiques du corpus. C'est donc une aide informatique que nous utiliserons comme un guide vers une description d'usage des formes linguistiques dans le corpus. Comme nous l'avons dit, il offre un autre regard sur le corpus, même s'il ne saurait suffire à une analyse réellement linguistique.

Le logiciel réclame, afin d'être optimisé, que le corpus qu'on lui soumet présente une certaine cohérence thématique (autrement dit, que les différentes parties du corpus aient des mots en commun), ce qui est le cas de notre corpus. L'analyse de type statistique effectuée par Alceste découpe ensuite le corpus en sous-parties homogènes d'un point de vue thématique (les différents motifs abordés dans ce thème général). Le logiciel offre alors un découpage du corpus en classes thématiquement homogènes. Dans chacune de ces classes, les mots coprésents sont associés. Nous pouvons ainsi examiner quelles occurrences apparaissent dans ces classes et fonctionnent en cooccurrence.

A partir du plan d'analyse qui peut être modulé par l'analyste, Alceste classe les ressemblances et les dissemblances de vocabulaire. L'intérêt de ce logiciel est de fournir plusieurs types d'outils qui permettent des commentaires informés.
Ainsi, il permet d'avoir accès à un certain nombre de données comme [2] :

- Le dictionnaire des formes analysées ;
- Le dictionnaire des formes réduites avec leur affectation à chaque classe et leur distribution ;
- La liste des formes réduites les plus fréquentes ;
- La liste des hapax [3] du corpus
- Des dendrogrammes qui permettent de visualiser les liens que les formes d'une même classe entretiennent entre elles ;
- Le profil des classes en fonction des absences significatives ;
- Le profil des classes en fonction des présences significatives ;
- La carte correspondant à l'analyse factorielle des correspondances ;
- La liste des segments répétés par fréquence décroissante sur l'ensemble du corpus et par classe.

L'ensemble de ces documents lexicométriques offre ainsi des pistes pour une analyse de contenu du corpus. Cependant, ces documents présentent également un intérêt certain pour une analyse de discours et une étude du fonctionnement des termes dans la mesure où le logiciel dénombre des formes lexicales et en montre les cooccurrences. Cet outil a été validé en terminologie par les travaux de Josette Rebeyrolle (1995) dans le domaine spatial et ceux de Sylvie Normand (1999) sur le vocabulaire de la dégustation par exemple.

3. Les limites du logiciel

Les outils contraignent parfois les objectifs de recherche. Ainsi Alceste permet d'effectuer une analyse sur un certain volume de documents numérisés. Afin que les résultats statistiques gardent leur pertinence, le corpus soumis à Alceste doit être suffisamment volumineux. Cependant, la version du logiciel que nous avons exploitée dans un premier temps ne peut traiter de corpus supérieur à 1,5 mégaoctets [4]. Aussi avons-nous dû fractionner notre corpus. Ce n'est pas inintéressant dans la mesure où cette partition permet d'avoir une description énonciateur par énonciateur ou de regrouper certains énonciateurs (le corpus institutionnel rassemble EDF, ANDRA et COGEMA ; le corpus vulgarisation rassemble *Science & vie* et *Sciences et Avenir* ; le corpus média rassemble le *Monde diplomatique*, le *Paris-Normandie*, le *Courrier cauchois*, *L'Express* et le *Nouvel Observateur*), ces deux derniers sous-corpus ayant également été analysés ensemble.

Nous avons tenté de nous familiariser avec un certain nombre de méthodes statistiques, nécessaires à l'exploitation des résultats. Cependant, malgré la transparence affirmée par l'auteur, le logiciel reste une « boîte noire », qui, de fait, « donne à voir sa complexité » (Alceste, 1995 : 5) ! Les résultats obtenus permettent néanmoins une utile analyse de contenu du corpus et fournissent d'intéressantes pistes de réflexion.

Une bonne connaissance du corpus est cependant nécessaire avant l'utilisation d'Alceste. Certains traitements sont un peu trop elliptiques sur le plan de l'analyse. Par exemple, la lemmatisation [5] peut constituer un non-sens de l'analyse : utiliser un terme au singulier peut ne pas être la même chose que de l'utiliser au pluriel. De la même façon, Alceste classe sous la même forme arme+ : arme, armées, armement, armements, armes ou sous incid+ent : incidence, incidences, incident et incidents, ce qui est bien évidemment contestable. De même, il regroupe sous américa+, les formes américain, américaine, américaines, américains, ce qui se justifie tout à fait d'un point de vue de lemmatisation, mais également américano-soviétique(s), ce qui là, pose plus de problèmes. D'autre part, dans la mesure où Alceste ne prend pas le sens en compte, il ne peut départager les cotextes dans lesquels une forme est utilisée au sens propre et ceux dans lesquels elle prend un sens métaphorique.

D'autre part, le traitement auquel procède Alceste est sous-tendu par l'hypothèse selon laquelle que les structures sémantiques sont liées à la distribution des mots dans le texte et que cette distribution est pertinente. C'est une hypothèse forte qui doit être gardée à l'esprit afin de jeter un regard critique sur les résultats que le logiciel propose. Si Alceste repère par des méthodes statistiques ce qu'il y a de commun entre les différents points de vue sur un objet de discours particulier, rappelons que l'analyste a une part essentielle en ce qui concerne l'interprétation des résultats. Par exemple, la construction de classes peut laisser croire que le logiciel livre une « vérité intrinsèque » sur le corpus, mais il s'avère que, dès lors que l'on change quelques paramètres (introduction de variables par exemple), ces classes peuvent changer. D'autre part, c'est l'analyste qui attribue un nom aux classes obtenues, en fonction du travail exploratoire qu'il a pu mener sur le corpus, donc qui produit une interprétation. En dernier ressort, dans l'ensemble des résultats, seules les données pertinentes pour la problématique envisagée sont retenues. La connaissance préalable que l'on a du corpus induit la sélection de tel ou tel fait aux dépens d'autres. Sont passées sous silence certains faits « anormaux » ou difficilement interprétables. En fait, cette sélection vise à montrer ce que l'analyste devine ou pressent et ne sont recherchés que les résultats qui viennent corroborer ses hypothèses implicites ou explicites.

Il existe donc un risque de dérapage interprétatif qui nécessite de se poser la question de la fiabilité des résultats de ce type d'analyse. Une méthodologie d'analyse des réponses doit être élaborée afin de minimiser ce risque. Il faut donc considérer que les données fournies par le logiciel ne sont que des pistes qui réclament un retour à la linéarité des textes et que les résultats doivent être croisés avec d'autres types de faits.

NOTES

[1] Ce que l'on obtient également avec Lexter.

[2] Nous ne citons ici que les documents lexicométriques qui nous ont été utiles.

[3] Mot ou expression qui n'apparaît qu'une seule fois dans un corpus donné.

[4] Ni inférieur à 20 kilooctets.

[5] Cette remarque doit donc être étendue à tous les logiciels qui effectuent une lemmatisation.